

SENAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992

17 JUILLET 1992

Projet de loi portant approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990

EXPOSE DES MOTIFS

I. CONSIDERATIONS GENERALES

Après qu'une action des chauffeurs de poids lourds ait, au printemps de 1984, provoqué la paralysie des points de passage frontaliers européens, certains Etats membres de la Communauté européenne ont commencé à prendre conscience de la nécessité d'appliquer des mesures concrètes et tangibles en matière de contrôles aux frontières. La République fédérale d'Allemagne et la France prirent l'initiative en signant, le 13 juillet 1984, l'Accord de Sarrebrück qui prévoit la suppression graduelle des contrôles de personnes à la frontière franco-allemande. A la même

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992

17 JULI 1992

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen van 14 juni 1985 tussen de Regeringen van de Staten van de Benelux Economische Unie, de Bondsrepubliek Duitsland en de Franse Republiek, betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen, van de Slotakte, van het Protocol en van de Gemeenschappelijke Verklaring, ondertekend te Schengen op 19 juni 1990

MEMORIE VAN TOELICHTING

I. ALGEMENE BESCHOUWING

Nadat in het voorjaar van 1984 vrachtwagenchauffeurs de Europese grensovergangen lam legden, groeide het besef in bepaalde Lid-Staten van de E.G. dat toonbaar en tastbaar aan de grenscontroles moest worden gesleuteld. Duitsland en Frankrijk namen het voortouw en sloten op 13 juli 1984 het Akkoord van Saarbrücken tot geleidelijke afschaffing van de personencontroles aan de Duits-Franse grens. In dezelfde periode onderhandelde Nederland met Duitsland over maatregelen om de grenshinder voor het vrachtverkeer zoveel mogelijk te beperken. Spoedig werden

époque, les Pays-Bas négociaient avec la République fédérale au sujet de mesures visant à limiter dans la mesure du possible les entraves aux frontières pour les transports de marchandises. Les ministres belges et luxembourgeois furent rapidement associés à ces négociations, après concertation administrative préalable au niveau du Benelux.

Après avoir pris connaissance de l'échange de lettres, par lesquelles fin 1984, les chefs de gouvernement des cinq pays exprimaient sans détours leur volonté de donner à l'idée de l'«Europe du citoyen» une forme concrète, le Comité de Ministres de l'Union économique Benelux, prit l'initiative, en décembre de la même année, d'adresser à Bonn et à Paris un mémorandum leur proposant de participer à un effort commun en vue de la suppression graduelle des contrôles aux frontières pour la circulation entre les cinq pays. La démarche des pays du Benelux se fondait sur une expérience de plusieurs décennies dans le domaine de la libre circulation des personnes et des marchandises.

Moins d'une année après Sarrebrück, le 14 juin 1985, les Cinq signaient l'Accord de Schengen relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes.

Cet Accord jetait les bases d'une coopération intergouvernementale entre les cinq pays, dont l'objectif était de mettre au point, en commun, des mesures qui permettraient de mieux définir la coopération européenne dans l'esprit des Européens et d'en exporter l'image dans le monde entier. Le programme d'action qui devait promouvoir la réalisation de ce projet, incorporé dans l'Accord, visait à la suppression graduelle aux frontières communes, si possible avant le 1^{er} janvier 1990, des contrôles de personnes, du transport et des marchandises.

Des négociations subtiles et très spécialisées ont été menées à ce sujet pendant cinq ans. Il apparut rapidement qu'on ne pourrait réaliser les objectifs de l'Accord qu'au moyen d'une Convention complémentaire. Introduire la libre circulation des personnes soulève en effet des problèmes très complexes, puisque la libre circulation des personnes signifie que les contacts internationaux vont se multiplier, tandis qu'il ne sera plus possible de vérifier si les conditions régissant, aux termes du droit national, l'entrée des étrangers ont bien été remplies et que les criminels ont plus d'occasions de passer les frontières sans contrôle.

Or nous assistons à l'internationalisation du crime, au développement de la criminalité internationale organisée dans le domaine de la drogue et à la montée du terrorisme. Comme les pays isolément ne sont plus en mesure d'y faire face, l'idée s'est imposée

de Belgische en Luxemburgse bewindslieden, na ambtelijk vooroverleg in Benelux-verband, bij die onderhandelingen betrokken.

Na kennis te hebben genomen van de briefwisseling in het najaar van 1984 tussen de Regeringsleiders van de vijf landen, waarin zij onomwonden hun wil tot uitdrukking brachten om aan het idee van het «Europa van de burgers» concrete gestalte te geven, heeft het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie in december van dat jaar het initiatief genomen en aan de Regeringen in Bonn en Parijs een memorandum doen toekomen met het verzoek om gezamenlijk de handen in elkaar te slaan, om tot geleidelijke afschaffing van de grenscontroles te komen in het onderlinge verkeer tussen de vijf landen. De Beneluxlanden gingen daarbij uit van hun decennialange ervaring op gebied van vrij personen- en goederenverkeer.

Nog geen vol jaar na Saarbrücken, namelijk op 14 juni 1985, sloten de Vijf het Akkoord van Schengen betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen.

Dit Akkoord legde de basis voor een intergouvernementele samenwerking tussen de vijf landen, met als doelstelling gezamenlijk te werken aan maatregelen om de identiteit en het beeld van de Europese samenwerking bij zijn burgers en in de wereld te verduidelijken en uit te dragen. Het rond dit idee in het Akkoord verwerkte actieprogramma was gericht op de geleidelijke afschaffing, zo mogelijk vóór 1 januari 1990, van de controles aan de binnengrenzen van personen, transport en goederen.

Hierover werden gedurende vijf jaar subtile en zeer gespecialiseerde besprekingen gevoerd. Dra bleek dat aan de intenties van het Akkoord slechts uitvoering kon worden gegeven middels het sluiten van een Aanvullende Overeenkomst. De problematiek rond de realisatie van een vrij verkeer van personen is inderdaad zeer complex. Een vrij personenverkeer betekent immers dat de internationale contacten toenemen, dat niet meer kan worden nagegaan of voldaan is aan de eisen die het nationale recht stelt aan de binnenkomst van vreemdelingen en dat misdadigers meer gelegenheid hebben om ongecontroleerd de grenzen over te gaan.

Tegenover deze vaststellingen staan de internationalisering van de misdaad, de toename van de internationaal georganiseerde drugcriminaliteit en het terrorisme. Omdat de landen afzonderlijk machteloos staan tegenover deze fenomenen, drong zich het

à eux qu'il était impératif d'organiser la coopération entre les services nationaux de la police et des douanes et entre les autorités judiciaires.

Etant donné que les Etats membres des Communautés européennes considèrent que la question des compétences de la police et des douanes en ce qui concerne la lutte contre la criminalité et le contrôle en matière d'entrée des étrangers sur leur territoire relève de la souveraineté nationale, la Communauté européenne ne pourra intervenir dans ces domaines. Si les contrôles sont supprimés aux frontières, il faut toutefois que des mesures soient prises dans ces domaines pour empêcher que la disparition de ces contrôles n'ait des conséquences négatives pour l'ordre public et la sécurité des pays Schengen. Ces mesures sont appelées « mesures compensatoires » parce qu'elles compensent le déficit de sécurité qui se créerait si l'on abolissait purement et simplement les contrôles. Aussi, toutes ces années de négociations ont amené les pays Schengen à repenser la coopération entre les services de la police et des douanes et entre les autorités judiciaires. La coopération envisagée va plus loin que celle qui existait sous ses formes traditionnelles, pour la plupart judiciaires, telles que l'extradition, les commissions rogatoires etc.

Dans la Convention de Schengen du 19 juin 1990, les idées concernant cette coopération et les mesures à prendre en vue de maintenir un niveau de sécurité acceptable, se sont cristallisées en plus de 80 articles et représentent environ trois cinquièmes de l'ensemble de la Convention. La Convention contient en outre une « liste de desiderata » énumérant les matières qui devront être réglées dans l'avenir. Un système uniforme de contrôle sera appliqué aux frontières extérieures, en ce qui concerne l'entrée des étrangers. La législation y afférente devra donc être harmonisée (visas, séjour, asile, etc.).

La Convention a une signification historique. Elle s'est réalisée avec l'appui de la Commission européenne, qui s'est rendu compte de ce que la concertation de Schengen joue un rôle moteur et apporte un soutien à ses efforts en vue d'atteindre les mêmes objectifs que ceux de Schengen au niveau des Douze. En complément de l'Acte final de la Convention, les pays Schengen ont adopté, sous la forme d'un procès-verbal, une déclaration commune dans laquelle ils constatent qu'après l'unification des deux Etats allemands, le champ d'application des deux Etats allemands, le champ d'application de la Convention, en droit international, s'étendra aussi au territoire de l'ancienne République démocratique allemande. Pendant la réunion des Ministres et Secrétaire d'Etat de Schengen, tenue à Paris le 27 novembre 1990, l'Italie a adhéré à l'Accord et à la Convention de Schengen; l'adhésion de l'Espagne et du Portugal a été signée à Bonn, le 25 juin 1991.

bewustzijn op dat samenwerking tussen de nationale politie- en douanediens ten en justitiële autoriteiten geboden is.

Aangezien de Lid-Stat en van de E.G. de bevoegdheden van politie en douane betreffende de bestrijding van de criminaliteit en de controle op de binnenkomst van vreemdelingen als een nationale aangelegenheid beschouwen, zou de E.G. op deze gebieden niet kunnen optreden. Het afschaffen van de grenscontroles vereist desalniettemin dat op deze gebieden toch maatregelen worden getroffen die verhinderen dat het wegvallen van de grenscontroles negatieve gevolgen heeft voor de openbare orde en de veiligheid van de Schengen-landen. Deze worden « compenserende maatregelen » genoemd, omdat zij de veiligheidsleemte, die zou ontstaan als de controles zonder meer zouden worden afgeschaft, compenseren. De jarenlange besprekingen leidden dan ook tot een herbezinning over de samenwerking tussen politie, douane en justitiële autoriteiten van de Schengen-landen. De beoogde samenwerking gaat verder dan die in de traditionele, veelal gerechtelijke vormen, zoals uitlevering, rogatoire commissies en dergelijke.

In de Overeenkomst van Schengen van 19 juni 1990 zijn de ideeën over deze samenwerking en de maatregelen, die met het oog op een acceptabel veiligheidsniveau moeten worden genomen, uitgekristalliseerd in ruim 80 artikelen die ongeveer drie vijfde deel van de totale overeenkomst uitmaken. Daarnaast is in de Overeenkomst een « verlanglijstje » opgenomen van onderwerpen die in de toekomst zouden moeten worden geregeld. Aan de buitengrenzen zal een uniform controlesysteem worden toegepast ten aanzien van het binnenkomen voor vreemdelingen. De desbetreffende wetgeving zal derhalve moeten worden geharmoniseerd (visa, verblijf, asiel, en dergelijke).

De Overeenkomst heeft een historische betekenis. Zij is tot stand gekomen met de steun van de Europese Commissie, die ingezien heeft dat het Schengen-overleg een motorische functie vervult en een steun is voor haar pogingen om de Schengen-doelstellingen te realiseren op het niveau van de Twaalf. In aanvulling op de Slotakte van de Overeenkomst hebben de Schengen-landen in een protocol een gemeenschappelijke verklaring aangenomen, waarin zij vaststellen dat na de eenwording van de beide Duitse Staten, volkenrechtelijk, het toepassingsgebied van de Overeenkomst zich ook uitstrekt over het grondgebied van de voormalige Duitse Democratische Republiek. Tijdens de vergadering van de Ministers en Staatssecretarissen van Schengen te Parijs op 27 november 1990 trad Italië toe tot het Akkoord en tot de Overeenkomst van Schengen. De toetreding van Spanje en Portugal werd ondertekend te Bonn op 25 juni 1991.

Dans la perspective d'une approbation de la Convention par la Belgique, le Gouvernement avait décidé que trois projets de loi seraient préparés et déposés au niveau national, préalablement au projet de loi d'approbation de la Convention.

Il s'agit du projet concernant les armes, déjà approuvé par le Parlement, du projet concernant le contrôle des services de police, déjà voté à la Chambre des Représentants et du projet concernant la vie privée déposé récemment.

II. COMMENTAIRES DES ARTICLES

TITRE PREMIER (article premier)

Ce titre définit certaines notions qui reviennent régulièrement dans la Convention.

TITRE II (articles 2 à 38)

Ce titre traite de la circulation des personnes.

En cette matière, les grandes lignes de la Convention d'application sont:

1. les modalités liées au passage des frontières extérieures, la nature des contrôles à ces frontières et la façon de les exercer;
2. les conditions d'entrée dans le territoire Schengen;

D'autre part, le Gouvernement belge a pris connaissance des critiques formulées par le Conseil d'Etat des Pays-Bas sur le projet néerlandais d'approbation de la Convention, notamment en ce qui concerne les chapitres relatifs au droit d'asile et à la protection des données (voir *infra*).

Après analyse il n'apparaît pas que ces griefs soient fondés.

En ce qui concerne le droit d'asile, une critique était que l'application de la Convention fera naître des contradictions avec le droit communautaire relatif à la libre circulation des travailleurs.

En effet, certains concepts utilisés dans la Convention ont un sens différent au regard du droit communautaire (ex.: étrangers, ordre public).

La réponse à cette critique se trouve aux articles 134 et 142 de la Convention:

— l'article 134 prévoit que les dispositions de la Convention ne s'appliquent que dans la mesure où elles sont compatibles avec le droit communautaire;

Met het oog op een goedkeuring door België van de Overeenkomst besloot de Regering dat drie interne wetsontwerpen, voorafgaand aan het wetsontwerp tot goedkeuring van de Overeenkomst, zouden voorbereid en neergelegd worden.

Het betreft het ontwerp over de wapens, reeds goedgekeurd door het Parlement, het ontwerp over de controle van de politiediensten, reeds gestemd in de Kamer van Volksvertegenwoordigers en het ontwerp over het privé-leven, onlangs neergelegd.

II. TOELICHTING OP DE ARTIKELEN

TITEL I (artikel 1)

Deze titel omschrijft wat verstaan wordt onder een aantal begrippen, die regelmatig in de Overeenkomst voorkomen.

TITEL II (artikelen 2 tot en met 38)

Deze titel behandelt het personenverkeer.

Inzake het personenverkeer omvatten de krachtlijnen van de Overeenkomst:

1. de modaliteiten verbonden aan het overschrijden van de buitengrenzen, de aard van de controles aan deze grenzen en de wijze van uitoefening ervan;
2. de binnenkomstvoorwaarden in het Schengen gebied;

Tevens heeft de Belgische regering kennis genomen van de kritiek die de Raad van State van Nederland heeft uitgebracht over het Nederlandse ontwerp tot goedkeuring van de Overeenkomst, met name wat de hoofdstukken inzake het asielrecht en de bescherming van gegevens betreft (zie hierna).

Uit de analyse blijkt dat de bezwaren niet gegrond zijn.

Met betrekking tot het asielrecht was één van de punten van kritiek dat de toepassing van de Overeenkomst onverenigbaarheden met het Gemeenschapsrecht inzake het vrije verkeer van werknemers zou doen ontstaan.

Bepaalde begrippen uit de Overeenkomst hebben wel degelijk een andere inhoud dan wat er in het Gemeenschapsrecht wordt onder verstaan (bijvoorbeeld vreemdelingen, openbare orde).

Het antwoord op deze kritiek wordt gegeven in de artikelen 134 en 142 van de Overeenkomst:

— artikel 134 stelt dat de bepalingen van de Overeenkomst slechts van toepassing zijn voor zover zij verenigbaar zijn met het Gemeenschapsrecht;

— l'article 142 dispose que lorsque des conventions sont conclues entre les Etats membres de la C.E.E., les pays Schengen conviennent des modifications à apporter à la Convention.

Une autre critique concernait le principe de la responsabilité personnelle d'un Etat à l'égard des demandeurs d'asile. Le Conseil d'Etat néerlandais estimait que toute convention qui aurait pour effet de modifier la façon dont les Pays-Bas assument cette responsabilité est de nature à remettre en question le respect de la Convention de Genève.

La réponse que l'on peut y apporter tient en plusieurs points:

— il s'agit d'un problème interne aux Pays-Bas où le droit interne relatif aux réfugiés est différent de celui des autres pays Schengen;

— l'objectif de la Convention est d'établir des critères permettant de déterminer l'Etat responsable d'une demande d'asile, et non pas de modifier les critères d'octroi de la qualité de réfugié;

— l'article 29 de la Convention garantit qu'il y aura toujours au moins un Etat Schengen chargé d'instruire une demande d'asile et qu'un Etat peut toujours décider le traitement d'une demande même si cette responsabilité incombe théoriquement à un autre Etat en vertu de la Convention.

— Les articles 28, 32 et 135 rappellent que les Etats contractants assument le traitement des demandes d'asile conformément à leur droit national et dans le respect des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

En ce qui concerne la protection de la vie privée, le Conseil d'Etat néerlandais soulevait des objections à l'article 46 de la Convention, relatif à l'échange d'informations à des fins policières. Il estimait préférable que des garanties minimales soient insérées dans la Convention concernant l'utilisation correcte et contrôlable des données personnelles transmises. Cette critique paraît plutôt fondée sur une méprise, puisque le Titre VI de la Convention, intitulé «Protection des données à caractère personnel», contient diverses mesures applicables aux transmissions de données effectuées en exécution de la Convention. En particulier, l'article 129 fait référence à l'article 46 et précise les garanties à prévoir, notamment sur le plan de la finalité et de l'utilisation correcte des données transmises en matière policière.

Il ne semble pas non plus y avoir de différence notable entre la définition du degré de risque aux termes de la Recommandation R(87)15 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, dont il ressort que la

— artikel 142 bepaalt dat indien tussen de Lid-Staten van de E.E.G. overeenkomsten worden gesloten, de Schengen-landen overeenkomen welke wijzigingen aan de Overeenkomst worden aangebracht.

Een ander punt van kritiek betrof het beginsel van de persoonlijke verantwoordelijkheid van een Staat ten aanzien van asielzoekers. De Raad van State van Nederland achtte het mogelijk dat de naleving van het Verdrag van Genève opnieuw ter discussie komt te staan, mocht een overeenkomst ooit leiden tot een wijziging van de manier waarop Nederland zijn verantwoordelijkheid draagt.

Op deze kritiek kan een meervoudig antwoord worden gegeven:

— het gaat om een intern probleem aangezien in Nederland het nationale recht inzake vluchtelingen verschilt van wat ter zake in de andere Schengen-landen geldt;

— de Overeenkomst heeft ten doel criteria vast te leggen aan de hand waarvan kan worden uitgemaakt welke Staat een asielverzoek dient te behandelen maar beoogt niet de criteria voor het verlenen van de vluchtelingenstatus te wijzigen;

— artikel 29 van de Overeenkomst waarborgt dat er altijd minstens één Schengen-Staat zal worden belast met de behandeling van een asielverzoek en dat een Staat steeds kan beslissen een verzoek te behandelen zelfs indien theoretisch de verantwoordelijkheid in de zin van de Overeenkomst op een andere Staat rust.

— In de artikelen 28, 32 en 135 wordt er andermaal op gewezen dat de Overeenkomstsluitende Staten de asielverzoeken behandelen overeenkomstig hun nationale recht en met inachtneming van de bepalingen van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951.

Wat de bescherming van de persoonlijke levenssfeer betreft, tekende de Raad van State van Nederland bezwaar aan tegen artikel 46 van de Overeenkomst inzake informatieuitwisseling voor politieke doeleinden. De Raad achtte het wenselijk dat de Overeenkomst werd voorzien van minimale waarborgen inzake het correcte en controleerbare gebruik van de verstrekte persoonsgegevens. Deze kritiek schijnt op een vergissing te berusten aangezien Titel VI van de Overeenkomst «Bescherming van persoonsgegevens», voorziet in verschillende maatregelen welke van toepassing zijn op het verstrekken van gegevens ingevolge de Overeenkomst. Met name artikel 129 verwijst naar artikel 46 en omschrijft de vereiste waarborgen, inzonderheid op het gebied van de bestemming en het correcte politieke gebruik van de verstrekte gegevens.

Wat betreft de informatieuitwisseling voor politieke doeleinden, lijkt er geen merkbaar verschil te zijn tussen de omschrijving van de gevaarlijkheidsgraad volgens de aanbeveling R (87)15 van het Comité van

communication de données à des fins de police «devrait se limiter à ce qui est nécessaire à la prévention d'un danger concret ou à la répression d'une infraction pénale déterminée», et l'article 99, 2b, qui permet d'effectuer un signalement pour la répression d'infractions pénales et pour la prévention de menaces pour la sécurité publique lorsqu'il existe des indices réels ou que «l'appréciation globale de l'intéressé, en particulier sur la base des faits punissables commis jusqu'alors, permet de supposer qu'il commettra également à l'avenir des faits punissables extrêmement graves».

3. des mesures d'accompagnement en vue de la lutte contre l'immigration clandestine;

4. une politique commune de visa;

5. les conditions de la libre circulation dans l'ensemble des cinq pays signataires de l'Accord;

6. des critères communs afin de déterminer l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile jusqu'à son terme et l'échange d'informations dans le domaine de l'asile en général et les demandes d'asile en particulier;

7. aucune distinction en matière de la circulation des personnes entre les personnes des pays Schengen et ceux des autres pays de la Communauté européenne.

Les dispositions de cette Convention s'alignent, en ce qui concerne la circulation des personnes, pour la plus grande partie sur les accords du Benelux et n'enfreignent en rien le droit communautaire européen ni les dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, modifiée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967 concernant les réfugiés.

En ce qui concerne ces différents points, la Convention d'application prévoit en résumé les dispositions suivantes.

I. Contrôles aux frontières

— A la suite de la suppression des contrôles, les frontières internes peuvent être franchies librement en n'importe quel lieu.

— Aux frontières extérieures est prévu un contrôle uniforme, à exercer par les autorités nationales compétentes suivant le droit national de chaque pays, afin de sauvegarder les intérêts de tous les pays contractants, notamment en ce qui concerne la protection de l'ordre public et de la sécurité nationale et la lutte contre l'immigration clandestine.

— Les frontières extérieures ne peuvent, en principe, être franchies qu'aux postes frontières indiqués pendant les heures d'ouverture fixées. Chaque pays

Ministers van de Raad van Europa waarbij de terbeschikkingstelling van politieke gegevens «should be limited to such as is necessary for the prevention of a real danger or the suppression of a specific offence» en artikel 99, 2b, waarbij signalering toegestaan is met het oog op het beletten van strafbare feiten en ter voorkoming van gevaar voor de openbare veiligheid indien er concrete aanwijzingen zijn of «de algemene beoordeling vooral op grond van gepleegde strafbare feiten doet verwachten dat hij bijzonder ernstige misdrijven zal blijven plegen».

3. begeleidende maatregelen ter bestrijding van de clandestiene immigratie;

4. een gemeenschappelijk visumbeleid;

5. de voorwaarden gekoppeld aan het vrij personenverkeer in het geheel van de vijf landen betrokken bij het akkoord;

6. gemeenschappelijke criteria tot vaststelling van de Staat verantwoordelijk voor de behandeling van een asielaanvraag tot in zijn finaliteit en de uitwisseling van gegevens met betrekking tot de asielproblematiek in het algemeen en de asielaanvragen in het bijzonder;

7. geen onderscheid inzake personenverkeer tussen personen uit de Schengen-landen en die uit de andere E.G.-Staten.

De bepalingen van deze overeenkomst sluiten, wat het personenverkeer betreft, voor het grootste gedeelte aan op de Beneluxakkoorden en doen geen afbreuk aan het bestaande Europese Gemeenschaprecht en de bepalingen van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 zoals gewijzigd bij het Protocol van New York van 31 januari 1967 betreffende de status van vluchtelingen.

Wat deze verschillende punten betreft, voorziet de Overeenkomst samengevat in de volgende bepalingen.

I. Grenscontroles

— Ingevolge de afschaffing van de personencontrole aan de binnengrenzen kunnen deze grenzen op iedere plaats vrij overschreden worden.

— Aan de buitengrenzen wordt een eenvormige controle voorzien, naar nationale recht van ieder land, uit te oefenen door de bevoegde nationale autoriteiten, ter vrijwaring van de belangen van al de verdragsluitende Partijen, met name inzake de bescherming van de openbare orde en nationale veiligheid en de strijd tegen de clandestiene immigratie.

— De buitengrenzen mogen in beginsel slechts aan de aangewezen grensdoorlaatposten en gedurende de vastgestelde openingstijden worden over-

s'engage à introduire des sanctions en cas de franchissement des frontières en contravention de ce qui précède.

— En ce qui concerne plus spécifiquement les aéroports, ils doivent devenir:

— des frontières extérieures pour le trafic avec des pays tiers;

— des frontières intérieures pour le trafic purement intra-Schengen.

Et, à cette fin, les Etats contractants établiront en même temps en 1993 un système de contrôle à l'aéroport de transit pour les vols mixtes. En attendant, les aéroports sont considérés comme des frontières extérieures.

— A l'entrée, toutes les personnes doivent faire l'objet d'un contrôle permettant d'établir leur identité sur la base des documents de voyage produits ou montrés.

— Les ressortissants non-Schengen ou non-C.E. doivent toujours être soumis à un contrôle approfondi, aussi bien à l'entrée qu'à la sortie.

— En dehors des points de passage et heures d'ouverture fixés, les frontières extérieures doivent être surveillées par les unités mobiles des autorités compétentes.

— La Convention prévoit également la possibilité d'instaurer à nouveau le contrôle aux frontières intérieures pour des raisons d'ordre public ou de sécurité nationale, après consultation des autres Parties ou information sans retard dans des cas urgents.

II. Conditions d'entrée

Pour un séjour de maximum trois mois, le ressortissant non-Schengen ou non-C.E. doit satisfaire aux conditions d'entrée suivantes:

— être en possession d'un document valable permettant le franchissement de la frontière;

— disposer de moyens d'existence suffisants ou avoir la possibilité de les acquérir légalement;

— ne pas être signalé comme non-admissible dans le territoire de Schengen;

— ne pas être considéré comme un danger possible pour l'ordre public, la sécurité nationale ou les relations internationales d'une Partie.

En ce qui concerne la reprise sur la liste commune des non-admissibles, le signalement peut se faire sur la base d'un signalement national et de critères communs basés sur le danger possible pour l'ordre public ou la sécurité nationale ou des infractions sur la réglementation des étrangers.

schreden. Ieder land verbindt er zich toe sancties te stellen op het overschrijden van de buitengrenzen in overtreding met het voorgaande.

— Wat specifiek de luchthavens betreft zijn zij:

— buitengrenzen voor het verkeer met derde landen;

— binnengrenzen voor het zuivere intra-Schengen-verkeer.

En zullen de verdragsluitende Staten, wat het gemengd verkeer betreft, in 1993 gelijktijdig overschakelen op een systeem van controle in de transit-luchthavens. In afwachting worden de luchthavens beschouwd als buitengrenzen.

— Bij binnenkomst dienen alle personen een zodanige controle te ondergaan dat aan de hand van de overgelegde of getoonde reisdocumenten hun identiteit kan worden vastgesteld.

— Niet-Schengen- of niet-E.G.-onderdanen dienen altijd een grondige controle te ondergaan, zowel bij binnenkomst als bij uitreis.

— Buiten de aangewezen grensdoorlaatposten en de vastgestelde openingstijden moeten de buitengrenzen door middel van patrouilles van de bevoegde autoriteiten worden bewaakt.

— De Overeenkomst voorziet eveneens in de mogelijkheid tot tijdelijke wederinstelling van de controle aan de binnengrenzen om redenen van openbare orde of nationale veiligheid, na raadpleging van de andere partijen of in dringende gevallen mits onverwijld kennisgeving.

II. Binnenkomstvoorwaarden

Voor een verblijf van ten hoogste drie maanden dient de niet-Schengen of niet-E.G.-onderdanen te voldoen aan de volgende binnenkomst voorwaarden:

— in het bezit zijn van een geldig grensoverschrijdingsdocument;

— voldoende middelen van bestaan hebben of in staat zijn deze rechtmatig te verwerven;

— niet ter *fine* van weigering in het Schengen-gebied gesignaleerd zijn;

— niet worden beschouwd als een mogelijk gevaar voor de openbare orde, de nationale veiligheid of de internationale betrekkingen van een partij.

Wat de opname op de gemeenschappelijke lijst ter *fine* van weigering betreft bestaat de mogelijkheid tot signalering ingevolge een nationale signalering en gemeenschappelijke criteria gebaseerd op het mogelijk gevaar voor de openbare orde of de nationale veiligheid of inbreuken op de vreemdelingenreglementering.

III. Mesures d'accompagnement

— Le transporteur aérien, maritime ou terrestre doit reprendre l'étranger qu'il a emmené à la frontière extérieure et auquel l'entrée a été refusée, et, le cas échéant, le reconduire dans son pays de départ ou tout autre pays où son admission est garantie.

— Le transporteur aérien ou maritime doit en plus veiller à ce que l'étranger soit en possession des documents requis pour l'entrée dans le territoire Schengen; les Parties contractantes s'engagent à introduire des sanctions contre le non-respect de cette obligation.

— Les Parties s'engagent à rendre passibles de peines adéquates quiconque, dans un but de lucre, aide ou tente d'aider un étranger à pénétrer dans le territoire d'un des Etats, en infraction avec la réglementation sur les étrangers.

IV. Politique des visas

— La Convention prévoit un régime commun des visas et une harmonisation de la politique des visas.

— Pour les Etats tiers dont les ressortissants sont, au moment de la signature de la Convention, soumis par les Parties à un régime commun de visas, une modification n'est possible que d'un commun accord.

Un Etat peut cependant y déroger à titre exceptionnel si, pour des circonstances particulières de politique nationale, une décision urgente est nécessaire. La Partie concernée devra cependant consulter préalablement les autres pays et tenir compte, dans sa décision, de leurs intérêts.

Il faut signaler qu'au stade actuel de l'harmonisation, pratiquement la plupart des ressortissants des Etats tiers posant problème pour tous les pays contractants du point de vue sécurité nationale et immigration clandestine, sont soumis au régime commun de visas.

— Il est créé à terme un visa commun valable pour tout le territoire Schengen; en attendant les visas nationaux sont reconnus mutuellement.

— La Convention prévoit enfin des critères communs pour la délivrance des visas de transit et de visas de court séjour (maximum trois mois), alors que la délivrance des visas de plus de trois mois reste une compétence nationale.

III. Begeleidende maatregelen

— De lucht-, zee- of landvervoerder dient de vreemdeling, die hij naar de buitengrens gebracht heeft en aan wie de toegang geweigerd wordt, terug te nemen en hem desgewenst terug te vervoeren naar het land van vertrek of ieder ander land waar zijn toelating is gewaarborgd.

— De lucht- of zeevervoerder is bovendien verplicht er op toe te zien dat de vreemdeling in het bezit is van de voor binnenkomst in het Schengengebied vereiste reisdocumenten; de verdragsluitende Partijen verbinden er zich toe sancties in te voeren tegen het niet-naleven van deze verplichting.

— De partijen verbinden er zich toe aangepaste straffen in te stellen voor een ieder die een vreemdeling uit winstbejag helpt of poogt te helpen het grondgebied van één der Staten binnen te komen of aldaar te verblijven in strijd met de vreemdelingenwetgeving van deze staat.

IV. Visumbeleid

— De Overeenkomst voorziet in een gemeenschappelijke visumregeling en een verdere harmonisering van het visumbeleid.

— Tegenover derde Staten voor wier onderdanen de partijen op het tijdstip van de ondertekening een gemeenschappelijke visumregeling hebben, kan van deze gemeenschappelijke visumregeling slechts in onderling overleg afgeweken worden.

Bij wijze van uitzondering kan een partij hier echter wel van afwijken indien omwille van buitengewone nationale beleidsoverwegingen een dringende beslissing noodzakelijk is. De betrokken partij dient evenwel vooraf in overleg te treden met de overige partijen en bij haar beslissing rekening te houden met hun belangen.

Volledigheidshalve weze vermeld dat in de huidige stand van harmonisatie der visumregeling, praktisch de meeste onderdanen van derde Staten, die voor al de overeenkomstsluitende partijen problemen opleveren uit het oogpunt van nationale veiligheid en illegale immigratie, aan de gemeenschappelijke visumplicht onderworpen zijn.

— Op termijn wordt er een eenvormige visum ingevoerd geldig voor het ganse Schengengebied; in afwachting worden de nationale visa als dusdanig wederzijds erkend.

— Tenslotte voorziet de overeenkomst in gemeenschappelijke criteria voor de afgifte van transitvisa en visa voor kort verblijf (maximum drie maanden), terwijl de afgifte van visa van meer dan drie maanden een nationale bevoegdheid blijft.

V. Libre circulation des personnes

— Les étrangers titulaires d'un visa valable ou d'un titre de séjour valable délivré dans une des Parties, peuvent circuler librement pour une durée maximum de trois mois dans tout le territoire Schengen, pour autant qu'ils remplissent les autres conditions d'entrée. La même disposition est valable pour les étrangers non soumis à l'obligation du visa.

— La libre circulation précitée est liée à la déclaration obligatoire, soit à l'entrée, soit dans les trois jours ouvrables après l'entrée, suivant les conditions fixées par chaque Partie.

— Les étrangers qui ne remplissent pas ou plus les conditions du court séjour dans un des Etats, doivent en principe quitter sans délai le territoire de Schengen et, le cas échéant, en être éloignés en application du droit national des Parties, indépendamment des accords de reprise existants. Un système de compensation financière est prévu en cas de déséquilibre résultant de la disposition précitée.

VI. Asile

En ratifiant la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et le Protocole de New York du 31 janvier 1967, relatifs au statut des réfugiés, les cinq pays Schengen, se sont engagés à accorder une protection appropriée à toute personne qui «craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays».

Par ailleurs, les Parties de l'Accord de Schengen connaissent aujourd'hui des difficultés liées au nombre des demandeurs d'asile dont elles doivent traiter les demandes avec rapidité et équité dans le respect de leur tradition d'accueil, de leurs engagements internationaux et de leurs dispositions nationales. Les Etats doivent aussi éviter que la procédure d'asile ne soit détournée par des pratiques frauduleuses ou des demandes manifestement infondées qui portent préjudice à l'ensemble des réfugiés ou demandeurs d'asile.

Dans ce contexte, la constitution d'un territoire sans contrôle aux frontières communes pourrait avoir des effets non souhaités. Elles pourraient, d'une part, favoriser les demandes d'asile simultanées ou successives auprès de plusieurs Etats contractants et multiplier ainsi les procédures d'examen. Elle risque, d'autre part, de rendre plus fréquents les cas pénibles

V. Vrij personenverkeer

— Aan vreemdelingen die houder zijn van een geldig visum of een in één der Partijen afgegeven geldige verblijfstitel wordt voor een duur van maximum drie maanden vrij verkeer toegestaan in het ganse Schengen-gebied voor zover zij aan de andere binnenkomstvoorwaarden voldoen. Dezelfde regeling geldt voor niet visumplichtige vreemdelingen.

— Voormeld vrij verkeer is gekoppeld aan een meldingsplicht, hetzij bij binnenkomst, hetzij binnen de drie werkdagen na binnenkomst, onder de voorwaarden vastgesteld door iedere Partij.

— Vreemdelingen die in één der Staten niet of niet meer voldoen aan de voorwaarden inzake kort verblijf, dienen in beginsel onverwijld het ganse Schengen-gebied te verlaten en zo nodig er uit verwijderd te worden in toepassing van het nationale recht van de partijen bij het akkoord, onverminderd de bestaande overnameovereenkomsten. Een systeem van financiële compensatie wordt voorzien in geval van onderling onevenwicht voortvloeiend uit de voorgaande bepaling.

VI. Asiel

Door het bekrachtigen van de Conventie van Genève van 28 juli 1951, en van het Protocol van New York van 31 januari 1967, betreffende het statuut van de vluchtelingen, hebben de vijf landen, die het akkoord van Schengen ondertekenden, zich ertoe verbonden aan elke persoon die «met reden vreest vervolgd te worden uit hoofde van zijn ras, zijn geloof, zijn nationaliteit, het behoren tot een bepaalde sociale groep of omwille van zijn politieke overtuiging, zich buiten het land bevindt waarvan hij de nationaliteit bezit en die ingevolge deze vrees de bescherming van dit land niet kan of wil inroepen», een gepaste bescherming te bieden.

Anderzijds kennen de Partijen bij het Akkoord van Schengen thans moeilijkheden ingevolge het aantal asielzoekers waarvan ze de aanvraag vlug en rechtvaardig dienen te behandelen, met in achtneming van hun tradities inzake onthaal, hun internationale verplichtingen en hun nationaal recht. De Staten dienen eveneens te vermijden dat de procedure inzake asiel door frauduleuse praktijken of door duidelijk ongegronde aanvragen die aan het geheel der vluchtelingen of asielverzoekers nadeel berokkenen, van haar doel afgeleid wordt.

In deze context kan het tot stand brengen van een grondgebied, waar geen controle aan de gemeenschappelijke grenzen meer wordt uitgevoerd, ongewenste gevolgen hebben. Zulks zou enerzijds de gelijktijdige of opeenvolgende asielverzoeken bij verschillende verdragsluitende Staten kunnen begunstigen en bijgevolg het aantal procedures kunnen ver-

de «demandeurs d'asile sur orbite» dont les Etats se renvoient mutuellement la responsabilité et qui, de ce fait, ne peuvent obtenir la protection à laquelle ils peuvent prétendre. La présente convention vise à prévenir ces difficultés.

Il est également prévu d'utiliser des mécanismes d'échange d'informations sur les personnes, dont le cadre est défini par la présente convention. En outre, les Etats devront coopérer afin de rapprocher leurs pratiques dans le domaine de l'asile, l'échange d'informations générales étant le moyen privilégié pour œuvrer en ce sens.

Ce dispositif de coopération intergouvernementale ne modifie pas les responsabilités individuelles que chaque Etat tire de sa souveraineté nationale et des engagements internationaux qu'il a souscrits. C'est ainsi que, par exemple, les procédures d'examen des demandes d'asile restent régies par les règles nationales et qu'un Etat demeure libre d'examiner une demande même s'il n'y est pas tenu en application des critères de la présente convention.

Cette convention ne saurait en aucune façon se substituer à quelque disposition que ce soit des instruments internationaux que sont la Convention de Genève et le Protocole de New York, ou en modifier la portée. Elle confirme au contraire leur caractère fondamental et vise à les compléter sous certains aspects pour mieux en assurer le fonctionnement. Elle rappelle en outre la nécessité de ne pas restreindre aux réfugiés originaires de certaines régions seulement le bénéfice de ces textes.

1. Principes fondamentaux autour desquels s'organise le dispositif établi par la Convention

1) Les Etats contractants s'engagent à ce que tout étranger qui introduit une demande d'asile auprès de l'un d'eux puisse voir sa demande examinée.

Par cette disposition, les Etats contractants confirment leur volonté de prévenir des situations dans lesquelles un demandeur d'asile est renvoyé d'un Etat à l'autre sans qu'aucun de ces Etats n'examine sa demande.

2) Pour autant, un Etat ne peut être tenu d'admettre sur son territoire un demandeur d'asile. Aucune disposition de la Convention de Genève ne lui en fait obligation, ce texte se bornant à prohiber l'éloignement du demandeur d'asile dans un pays où il serait menacé dans sa vie ou sa liberté.

menigvuldigen. Het risico bestaat anderzijds dat het aantal pijnlijke gevallen van «asielzoekers in orbit» waarvan de Staten onderling de verantwoordelijkheid doorschuiven, en die, tengevolge hiervan, geen aanspraak kunnen maken op de bescherming waarop zij recht hebben, zou verhogen. Deze overeenkomst heeft tot doel deze moeilijkheden te voorkomen.

Het is ook nodig om mechanismen inzake uitwisseling van gegevens over personen tot stand te brengen volgens het kader omschreven bij deze Overeenkomst. Daarenboven zullen de Staten moeten samenwerken teneinde hun handelwijzen binnen het domein van het asiel op elkaar te kunnen afstemmen. De uitwisseling van algemene gegevens is hierbij het middel bij uitstek.

Deze beschikking tot intergouvernementele samenwerking brengt geen wijzigingen aan de individuele verantwoordelijkheden die iedere Staat put uit zijn nationale soevereiniteit en uit de internationale verbintenissen die hij heeft aangegaan. Aldus blijft bijvoorbeeld de onderzoeksprocedure inzake asielaanvragen beheerst door de internationale regels en staat het een Staat vrij een aanvraag te onderzoeken, zelfs als hij er in toepassing van de criteria van deze overeenkomst niet toe gehouden is.

Deze Overeenkomst zal zich in geen geval in de plaats kunnen stellen van gelijk welke bepaling van de internationale instrumenten (het Verdrag van Genève en het Protocol van New York) of de draagwijdte ervan kunnen veranderen. Integendeel, zij bevestigt hun fundamenteel karakter en heeft tot doel ze in bepaalde gevallen aan te vullen met het oog op een beter functioneren. Zij wijst bovendien op de noodzaak om de voordelen van deze teksten niet te beperken tot vluchtelingen afkomstig uit bepaalde gebieden.

1. Fundamentele principes waarop de bepalingen van de Overeenkomst gegrondvest zijn

1) De verdragsluitende Staten verbinden er zich toe dat een vreemdeling die een asielaanvraag bij één van hen indient zijn aanvraag onderzocht zal zien.

Door deze bepaling bevestigen de verdragsluitende Staten hun wil (die aan de opstelling van deze tekst is voorafgegaan) om te voorkomen dat een asielzoeker uit de ene Staat naar een andere verwijderd wordt zonder dat één van deze Staten de aanvraag heeft onderzocht.

2) Desondanks is een Staat er niet toe gehouden een asielzoeker op zijn grondgebied toe te laten. Geen enkele bepaling van de Conventie van Genève verplicht hem daartoe. Deze laatste tekst beperkt zich tot het verbieden van de verwijdering van de asielzoeker naar een land waar zijn leven of zijn vrijheid zou bedreigd zijn.

La présente disposition rappelle donc le droit de tout Etat de refouler ou d'éloigner un demandeur d'asile dans le respect notamment de l'article 33 de la Convention de Genève.

3) Quel que soit l'Etat contractant auquel l'étranger adresse sa demande d'asile, un seul Etat contractant est responsable du traitement de la demande.

Cette disposition pose le principe de la responsabilité exclusive d'un seul Etat, désigné selon des critères objectifs fixés par la Convention elle-même, pour l'examen et le traitement d'une demande d'asile déposée auprès de l'un des Etats contractants.

4) Le principe de responsabilité d'un seul Etat ne peut avoir pour effet de contraindre un Etat à renoncer à son droit souverain d'examiner, pour des raisons particulières qu'il lui appartient d'apprécier, une demande d'asile alors même qu'il n'en n'est pas responsable en vertu de cette Convention.

2. Critères de détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile

Pour désigner l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile, la Convention prévoit quatre critères :

1) Le critère objectif

L'idée fondamentale qui a présidé au choix de ce critère est que la solidarité qui doit exister entre les Parties à l'Accord de Schengen doit conduire à ce que l'Etat qui a pris la plus grande part dans l'entrée du demandeur d'asile sur le territoire des cinq Etats, doit en assumer la responsabilité vis-à-vis de ses partenaires et est tenu par conséquent de procéder à l'examen de la demande d'asile.

Compte tenu de la variété des situations à envisager, il est impossible de fixer une règle unique de responsabilité, satisfaisante pour toutes les hypothèses. Il a dès lors été convenu de combiner plusieurs règles permettant de couvrir le plus grand nombre possible de situations.

a) Est responsable de l'examen d'une demande d'asile l'Etat qui, par l'acte volontaire qu'est la délivrance d'un visa ou d'un titre de séjour, a permis l'entrée de l'étranger sur le territoire des Etats contractants.

De huidige bepaling haalt dus het recht aan van iedere Staat om een asielzoeker terug te drijven of te verwijderen mits artikel 33 van de Conventie van Genève te respecteren.

3) Eén enkele verdragsluitende Staat is verantwoordelijk voor het behandelen van de asiel-aanvraag, welke deze Staat, waaraan de vreemdeling zijn verzoek tot asiel richt, ook moge zijn.

Deze bepaling hanteert het principe van de exclusieve verantwoordelijkheid van één enkele Staat inzake het onderzoek en de behandeling van een asiel-aanvraag ingediend bij een der verdragsluitende Staten volgens objectieve criteria vastgelegd door de Overeenkomst zelf.

4) Het principe van de verantwoordelijkheid van één Staat kan niet tot gevolg hebben een Staat te dwingen te verzaken aan zijn soeverein recht om een asiel-aanvraag te onderzoeken op basis van bijzondere redenen die door hem beoordeeld worden ook indien hij krachtens deze Overeenkomst er niet voor verantwoordelijk is.

2. Criteria tot vaststelling van de Staat die verantwoordelijk is voor het behandelen van een asielverzoek

Voor het bepalen van de Staat die verantwoordelijk is voor het behandelen van een asielverzoek, voorziet de Overeenkomst vier criteria.

1) Het objectief criterium

De basisidee die aan de grondslag ligt van de keuze van dit criterium, is deze waarbij de solidariteit, die tussen de Partijen van het Akkoord van Schengen dient te bestaan, moet leiden tot het feit dat de Staat die de grootste verantwoordelijkheid gedragen heeft bij de binnenkomst van de asielverzoeker op het grondgebied van de vijf Staten, zijn verantwoordelijkheid ten overstaan van zijn partners opneemt en bijgevolg tot het behandelen van het asielverzoek overgaat.

Rekening houdend met de verscheidenheid aan situaties die in overweging dient genomen te worden, is het niet mogelijk één enkele regel voor de verantwoordelijkheid vast te leggen die op bevredigende wijze alle hypothesen dekt. Er werd bijgevolg overeengekomen om verschillende regels te combineren teneinde het grootst mogelijk aantal situaties te dekken.

a) Voor het in behandeling nemen van een asielverzoek is verantwoordelijk de Staat, die door een vrijwillige daad, met name door de afgifte van een visum of van een verblijfstitel, de binnenkomst van de vreemdeling op het grondgebied van de verdragsluitende Staten heeft toegelaten.

Cette responsabilité ne s'éteint que si le demandeur d'asile a quitté le territoire commun et que son titre de séjour ou son visa est périmé.

b) Si l'étranger est dispensé de l'obligation du visa dans tous les Etats contractants, l'Etat responsable de l'examen de sa demande d'asile est l'Etat par les frontières extérieures duquel l'étranger a pénétré sur le territoire commun.

c) Pour rencontrer la situation actuelle où l'harmonisation des politiques des Etats contractants n'est pas encore complètement réalisée en matière de visa et où l'étranger n'est donc pas soumis à l'obligation du visa dans tous ces Etats, deux règles particulières ont été prévues:

— la responsabilité incombe à l'Etat par les frontières extérieures duquel l'étranger a pénétré sur le territoire commun grâce à une dispense de visa, sauf si un autre Etat a délivré un visa ou un titre de séjour au demandeur d'asile;

— l'Etat de destination, qui dispense de l'obligation du visa, est responsable de l'examen d'une demande d'asile même si celle-ci est présentée à un Etat qui a délivré un visa de transit à l'étranger, pour autant que l'Etat de transit n'ait délivré ce visa de transit qu'après avoir vérifié auprès de l'Etat de destination que l'étranger répond aux conditions d'entrée dans cet Etat de destination.

d) Si l'étranger est entré irrégulièrement dans le territoire commun, l'Etat par les frontières extérieures duquel le demandeur d'asile a pénétré sur le territoire commun est responsable de l'examen de la demande.

e) Si aucune des règles prévues ci-dessus ne permet de désigner un Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile, cette responsabilité incombe à l'Etat dans lequel la demande a été introduite.

2) Le critère fondé sur des motifs d'ordre familial

Pour des raisons humanitaires, la Convention prévoit une clause de regroupement familial.

Ainsi, lorsqu'un Etat a déjà reconnu la qualité de réfugié à un étranger et l'a autorisé au séjour à ce titre, cet Etat est responsable de l'examen de la demande

Deze verantwoordelijkheid verdwijnt slechts als de asielverzoeker het gemeenschappelijk grondgebied heeft verlaten en zijn verblijfstitel of zijn visum verlopen is.

b) Indien de vreemdeling in alle verdragsluitende Staten vrijgesteld is van de visumplicht, dan ligt de verantwoordelijkheid voor het in behandeling nemen van het asielverzoek bij deze Staat die de toegang tot het gemeenschappelijk grondgebied langs zijn buitengrenzen heeft toegelaten.

c) Teneinde tegemoet te komen aan de huidige situatie, waar de harmonisering van de politiek van de verdragsluitende Staten op het gebied van het visumbeleid nog niet volledig gerealiseerd werd, en waar de vreemdeling bijgevolg nog niet in alle Staten visumplichtig is, werden twee bijzondere regelingen voorzien:

— de verantwoordelijkheid wordt opgelegd aan deze Staat, die dank zij de vrijstelling van de visumplicht, de toegang via zijn buitengrenzen tot het gemeenschappelijk grondgebied heeft mogelijk gemaakt, behalve indien een andere Staat een visum of een verblijfstitel aan de asielverzoeker heeft afgegeven;

— het land van bestemming, waar de vreemdeling vrijgesteld is van de visumplicht, blijft verantwoordelijk voor het in behandeling nemen van het asielverzoek zelfs als dit werd ingediend bij een Staat die aan de vreemdeling een transitvisum heeft afgegeven, voor zover het transitland dit transitvisum heeft afgegeven nadat er bij het land van bestemming werd nagegaan of de vreemdeling aan de binnenkomstvoorwaarden voor dit land van bestemming voldoet.

d) Indien de vreemdeling het gemeenschappelijk grondgebied op onregelmatige wijze is ingereisd, dan ligt de verantwoordelijkheid voor het in behandeling nemen van het asielverzoek bij deze Staat langs wiens buitengrenzen de asielverzoeker het gemeenschappelijk grondgebied is ingereisd.

e) Indien geen enkele van de bovengenoemde regels het aanduiden van een Staat, die voor het in behandeling nemen van het asielverzoek verantwoordelijk is, mogelijk maakt, dan wordt deze verantwoordelijkheid opgenomen door de Staat waar het verzoek werd ingediend.

2) Het criterium dat gebaseerd is op motieven van familiale aard

Om humanitaire redenen voorziet de Overeenkomst in een clausule inzake familiale hereniging.

Aldus, indien een Staat een vreemdeling als vluchteling erkend heeft en hem in deze hoedanigheid tot verblijf toegelaten heeft, dan is deze Staat even-

d'asile déposée par un membre de la famille du réfugié reconnu, même si le critère objectif précité conduit à désigner un autre Etat comme responsable.

Deux limitations ont néanmoins été introduites.

D'une part, cette règle ne peut jouer que de l'accord conjoint du réfugié reconnu et du demandeur d'asile.

D'autre part, cette clause n'est applicable qu'à certains membres de la famille du réfugié reconnu: son conjoint, ses enfants célibataires de moins de 18 ans et, dans le cas où le réfugié reconnu est un mineur, son père ou sa mère.

3) Le critère fondé sur des raisons particulières

Bien qu'il soit désigné comme responsable de l'examen d'une demande d'asile, un Etat peut, pour des raisons particulières, d'ordre humanitaire, familial ou culturel par exemple, demander à un autre Etat de reprendre cette responsabilité pour autant que le demandeur d'asile le souhaite. Dans ce cas, l'Etat sollicité apprécie s'il peut accéder à cette demande.

4) Le critère basé sur le principe de la souveraineté des Etats

Tout Etat contractant a le droit d'examiner une demande d'asile, même si la responsabilité de l'examen de cette demande incombe à un autre Etat contractant en application des critères fixés par la Convention.

3. Procédure de détermination de l'Etat responsable

Les Etats contractants doivent déterminer au plus vite lequel d'entre eux est responsable.

Ainsi, lorsqu'un Etat est saisi d'une demande d'asile et qu'il estime qu'un autre Etat doit être tenu pour responsable de son examen, il dispose d'un délai maximum de six mois pour demander à l'Etat responsable de prendre en charge le demandeur d'asile.

Si ce délai est respecté, l'Etat responsable est tenu d'accueillir le demandeur d'asile sur son territoire et d'examiner sa demande.

eens verantwoordelijk voor het in behandeling nemen van het asielverzoek dat ingediend wordt door een familielid van de erkende vluchteling, zelfs indien volgens het eerder besproken objectief criterium een andere Staat als verantwoordelijke kan aangeduid worden.

Niettemin werden twee beperkingen ingevoerd.

Eenzijds speelt deze bepaling slechts een rol in zoverre er een wederzijdse toestemming bestaat vanwege de erkende vluchteling en de asielaanvrager.

Anderzijds is deze clausule slechts van toepassing op welbepaalde familieleden van de erkende vluchteling: zijn/haar echtgeno(o)t(e), zijn/haar ongehuwde kinderen die de leeftijd van 18 jaar niet bereikt hebben, en in het geval de erkende vluchteling zelf een minderjarige is, zijn vader of zijn moeder.

3) Het criterium dat op uitzonderlijke redenen gebaseerd is

Niettegenstaande een Staat als verantwoordelijke voor het behandelen van een asielverzoek wordt aangewezen, kan deze Staat, omwille van uitzonderlijke redenen onder meer van familiale, humanitaire of kulturele aard, een andere Staat verzoeken deze verantwoordelijkheid op zich te nemen voor zover de asielverzoeker het wenst. In dit geval oordeelt de aangewezen Staat of hij op dit verzoek kan ingaan.

4) Het criterium dat gebaseerd is op het principe van de soevereiniteit van de Staten

Elke verdragsluitende Staat heeft het recht een asielverzoek in behandeling te nemen, zelfs indien, met toepassing van de criteria die door de Overeenkomst werden vastgelegd, een andere Staat de verantwoordelijkheid voor het in behandeling nemen van het asielverzoek op zich dient te nemen.

3. Procedure voor het bepalen van de verantwoordelijke Staat

De verdragsluitende Staten dienen zo vlug mogelijk te bepalen welke Staat verantwoordelijk is.

Aldus, indien een asielverzoek bij een Staat wordt ingediend en deze oordeelt dat een andere Staat verantwoordelijk dient te worden gehouden voor het onderzoek ervan, dan beschikt hij over een maximum termijn van 6 maanden tijdens dewelke hij de verantwoordelijke geachte Staat kan vragen om de asielverzoeker over te nemen.

Werd deze termijn gerespecteerd dan is de verantwoordelijke Staat verplicht de asielverzoeker op zijn grondgebied te ontvangen en zijn verzoek te behandelen.

4. Conséquences et étendue de la responsabilité de l'Etat chargé de l'examen d'une demande d'asile

Lorsqu'un Etat contractant a été désigné comme responsable de l'examen d'une demande d'asile, les autres Etats sont libérés de toute obligation à cet égard.

L'Etat responsable est tenu d'examiner la demande conformément aux dispositions de son droit national.

En outre, sa responsabilité ne s'éteint en principe que lorsque l'examen de la demande a été définitivement clôturé et que le demandeur d'asile a quitté le territoire commun. En dehors de ce cas, l'Etat responsable est, sauf exception, tenu de reprendre en charge le demandeur d'asile qui s'est rendu dans un autre Etat contractant sans être autorisé à y séjourner.

5. Echange d'informations

1) Recueil et échange d'informations générales

La mise en œuvre du principe selon lequel un et un seul Etat est responsable de l'examen d'une demande d'asile commande de favoriser le rapprochement des pratiques suivies par les Etats dans le domaine de l'asile, ce qui suppose une coopération et un échange d'informations générales, souple mais reposant sur une base juridique.

A cet effet, les Etats se communiquent des informations relatives à des données juridiques et statistiques. Ils recueilleront en outre des informations sur la situation dans les pays de provenance des demandeurs d'asile.

A cet égard, le respect du caractère confidentiel des informations communiquées est prévu.

2) Echange d'informations sur les personnes

Les dispositions relatives à l'échange d'informations sur les personnes ont pour objet de permettre à un Etat saisi d'une demande d'asile de disposer des informations utiles pour statuer en toute connaissance de cause sur la demande. Elles permettront aussi à cet Etat, s'il apparaît, au vu des informations communiquées, qu'un autre Etat est responsable de l'examen de la requête, en application des règles définies par la présente convention, de lui demander de prendre en charge le demandeur d'asile.

4. Gevolgen en omvang van de verantwoordelijkheid van de Staat belast met de behandeling van het asielverzoek

Wanneer een verdragsluitende Staat als verantwoordelijke voor het in behandeling nemen van het asielverzoek wordt aangeduid, dan worden alle andere Staten van enige verplichting in dit verband ontslagen.

De verantwoordelijke Staat is verplicht het verzoek in overeenstemming met zijn nationaal recht te behandelen.

Zijn verantwoordelijkheid verdwijnt in principe slechts op het ogenblik dat het onderzoek van de aanvraag definitief beëindigd is en de asielverzoeker het gemeenschappelijk grondgebied verlaten heeft. In elk ander geval, en behalve uitzonderingen, is de verantwoordelijke Staat verplicht de asielverzoeker die zich naar een andere verdragsluitende Staat heeft begeven zonder toelating er te verblijven, terug te nemen.

5. Uitwisseling van informatie

1) Het inwinnen en uitwisselen van algemene informatie

Het in werking stellen van het principe volgens hetwelk één, en slechts één enkele Staat, verantwoordelijk is voor de behandeling van een asielverzoek, leidt tot de noodzaak om de praktijken die op het gebied van asiel door de Staten gevolgd worden, dichter bij elkaar te brengen, hetgeen een soepele maar juridisch gefundeerde samenwerking en een uitwisseling van algemene informatie veronderstelt.

Met dit oogmerk wisselen de Staten onderling informatie uit met betrekking tot juridische en statistische gegevens. Zij zullen onder meer inlichtingen inwinnen betreffende de situatie in het land van oorsprong van de asielverzoekers.

In dit opzicht wordt het respect voor het vertrouwelijk karakter van de medegedeelde informatie voorzien.

2) Uitwisseling van informatie over personen

De bepalingen over het uitwisselen van informatie betreffende personen hebben tot doel om de Staat, waar een asielverzoek werd ingediend, de mogelijkheid te geven over alle nuttige informatie te beschikken om met kennis van zaken over de aanvraag te kunnen beslissen. Het zal deze Staat ook toelaten om in voorkomend geval, dank zij deze verstrekte informatie, vast te stellen of er reeds een andere Staat verantwoordelijk is voor het behandelen van het asielverzoek, en om, in toepassing van de bepalingen van deze Overeenkomst aan deze laatste de terugname van de asielverzoeker te vragen.

Ces informations ont trait à l'identité du demandeur, à ses déplacements géographiques et à l'état de la procédure d'asile. Elles concernent aussi les motifs invoqués par l'étranger à l'appui de sa demande d'asile ainsi que les motifs de la décision prise par les autorités compétentes sur sa demande. La transmission de ces deux types de motifs est toutefois subordonnée au consentement du demandeur d'asile.

La communication des données individuelles se réalise à la demande d'un Etat et ne peut se faire qu'entre les autorités désignées à cet effet par chaque Partie contractante: il ne s'agit donc pas d'un dispositif d'échange systématique d'informations ni d'une centralisation de l'ensemble des données.

L'utilisation des données est limitée et chaque Etat est responsable de l'exactitude et de l'actualisation des informations. Le demandeur d'asile peut d'ailleurs se faire communiquer les données qui le concernent.

Une clause de confidentialité est également prévue afin de protéger l'usage qui pourrait être fait de ces informations et d'assurer le respect de la vie privée.

TITRE III (articles 39 à 91)

Ce titre traite de la police et de la sécurité.

Cette partie de la Convention contient des dispositions relatives:

- à la coopération policière dans le domaine de la prévention et de la recherche d'infractions;
- à l'extradition et à l'entraide judiciaire en matière pénale;
- à la répression de la criminalité en matière de stupéfiants;
- au contrôle de l'acquisition, de la détention et du commerce d'armes à feu et de munitions.

I. Coopération policière

Echange d'information

Le principe est ici consacré selon lequel les services de police des Etats contractants s'accordent une assistance aux fins de la prévention et de la recherche de faits punissables. Cet échange d'informations doit se faire selon certaines conditions:

- le droit national ne réserve pas la demande aux autorités judiciaires;

Deze inlichtingen hebben betrekking op de identiteit van de aanvrager, op zijn geografische verplaatsingen en op de stand van de procedure inzake het asiel. Zij hebben eveneens betrekking op de motieven die door de vreemdeling tot staving van zijn asielerzoek worden ingeroepen en op de motieven die aan de basis liggen van de beslissing die door de bevoegde overheden inzake het asielerzoek genomen werd. De mededeling van deze twee types van motieven is evenwel onderworpen aan de instemming van de asielerzoeker.

De overdracht van persoonlijke gegevens gebeurt op aanvraag van een Staat en kan slechts geschieden tussen de autoriteiten, hiertoe aangeduid door elke verdragsluitende Partij: het gaat hier dus niet over het voorzien in een systematische uitwisseling van gegevens noch over een centralisatie van het geheel aan informatie.

Het gebruik van de gegevens is beperkt en elke Staat is verantwoordelijk voor de juistheid en de bijwerking van de informatie. De asielerzoeker kan zich overigens de gegevens die hem betreffen laten mededelen.

Een clausule met betrekking tot de vertrouwelijkheid werd eveneens voorzien teneinde het gebruik dat eventueel van deze informatie kan gemaakt worden en de private levensfeer te beschermen.

TITEL III (artikelen 39 tot en met 91)

Deze titel behandelt de politie en de veiligheid.

Dit gedeelte van de Overeenkomst bevat bepalingen met betrekking tot:

- de politieke samenwerking op het stuk van de voorkoming en de opsporing van strafbare feiten;
- de uitlevering en de wederzijdse rechtshulp in strafzaken;
- de bestrijding van de criminaliteit op het stuk van de verdovende middelen;
- de controle op het verwerven, het voorhanden hebben en het verhandelen van vuurwapens en munitie.

I. Politieke samenwerking

Uitwisseling van informatie

Hier wordt het beginsel gehuldigd volgens welk de politiediensten van de verdragsluitende Partijen zich ertoe verbinden elkaar wederzijdse bijstand te verlenen bij het voorkomen en opsporen van strafbare feiten. De uitwisseling van informatie is onderworpen aan bepaalde voorwaarden:

- volgens het nationale recht is het doen of het behandelen van een verzoek niet voorbehouden aan de rechterlijke autoriteiten;

— la demande ou son exécution ne doit pas impliquer des mesures de contrainte;

— les informations écrites ne peuvent être utilisées comme moyen de preuve des faits incriminés qu'avec l'accord des autorités étrangères concernées;

— sauf en cas d'urgence, les échanges se font entre organes centraux chargés de la coopération policière internationale et déterminés par chaque Etat;

— chaque Etat peut d'initiative communiquer des informations qui peuvent avoir de l'importance sur le plan de la police préventive;

— des arrangements spécifiques peuvent être conclus au niveau bilatéral et pour les régions frontalières.

Observation transfrontalière

La convention consacre le droit de continuer une filature sur le territoire d'un autre Etat sur la base d'une demande préalable, pour des faits pouvant donner lieu à extradition et dans le cadre d'une enquête judiciaire (pas d'observation à titre préventif). Cette filature est soumise à certaines conditions: respect de la législation locale, pas d'utilisation de l'arme de service sauf cas de légitime défense, pas de droit d'arrestation, obligation de faire rapport aux autorités locales, etc.

En cas d'urgence, l'observation peut avoir lieu sans autorisation préalable si elle concerne une infraction grave dont la liste est reprise dans la convention (assassinat, viol, fausse monnaie,...) et moyennant information ultérieure des autorités étrangères.

Poursuite transfrontalière

Les agents qui poursuivent une personne prise en flagrant délit de commission ou de participation à certaines infractions, ou venant de s'évader, peuvent continuer la poursuite au-delà de la frontière sans autorisation préalable, moyennant le respect de certaines conditions: avertissement immédiat des autorités locales afin qu'elles puissent reprendre la poursuite, pas d'utilisation de l'arme de service sauf cas de légitime défense, obligation pour les agents d'être aisément identifiables, etc.

— het inwilligen van het verzoek moet kunnen gebeuren zonder dat er dwangmiddelen moeten worden toegepast;

— schriftelijke informatie kan slechts met toestemming van de betrokken buitenlandse autoriteiten als bewijsmiddel voor de ten laste gelegde feiten worden aangewend;

— behalve in geval van hoogdringendheid geschieden de uitwisselingen tussen de centrale autoriteiten die door elke Staat zijn aangeduid en die belast zijn met de internationale politieke samenwerking;

— elke Staat kan op eigen initiatief informatie mededelen die belang kan hebben op het stuk van de preventie;

— er kunnen op bilateraal vlak en voor de grensstreken specifieke afspraken worden gemaakt.

Grensoverschrijdende observatie

De overeenkomst huldigt het recht om, op grond van een voorafgaand verzoek, de observatie van een persoon in verband met feiten die aanleiding kunnen geven tot uitlevering, alsmede in het kader van een gerechtelijk onderzoek (geen preventieve observatie), verder te zetten op het grondgebied van een andere Staat. Die observatie is onderworpen aan bepaalde voorwaarden: naleven van de plaatselijke wetgeving, geen gebruik van het dienstwapen behalve in geval van wettelijke zelfverdediging, geen arrestatiebevoegdheid, verplicht verslag aan de plaatselijke autoriteiten, enz.

In gevallen met een spoedeisend karakter kan de observatie zonder voorafgaande toestemming geschieden indien zij betrekking heeft op een ernstig misdrijf, opgenomen in de lijst die in de overeenkomst is vermeld (moord, verkrachting, valsmunterij,...) en mits de buitenlandse autoriteiten naderhand worden ingelicht.

Grensoverschrijdende achtervolging

De ambtenaren die een persoon achtervolgen die bij het plegen van of het deelnemen aan bepaalde misdrijven op heterdaad is betrapt, of die is ontsnapt, kunnen zonder voorafgaande toestemming de achtervolging over de grens verder zetten, mits volgende voorwaarden worden nageleefd: de plaatselijke autoriteiten moeten onmiddellijk worden gewaarschuwd, zodat zij de achtervolging kunnen overnemen; het dienstwapen mag niet worden gebruikt, behalve in geval van wettelijke zelfverdediging; de ambtenaren moeten makkelijk identificeerbaar zijn, enz.

Dans une déclaration déposée lors de la signature de la Convention, chaque Etat s'est prononcé sur trois modalités d'application à l'égard des Etats ayant une frontière commune avec lui:

- le droit ou non de procéder à l'interpellation de l'intéressé;
- l'éventuelle limitation de la poursuite dans l'espace ou dans le temps;
- les infractions permettant la poursuite (liste d'infractions graves ou infractions pouvant donner lieu à l'extradition).

Comme pour l'observation transfrontalière, la Convention énumère, pour chaque Etat, les agents pouvant procéder à ces poursuites.

A l'égard des Pays-Bas et du Luxembourg, la Belgique reste liée par les dispositions de l'article 27 du Traité Benelux du 27 juin 1962 concernant l'extradition et l'entraide judiciaire en matière pénale.

Développement des moyens de communication

A court terme, les Etats créent notamment dans les régions frontalières des liaisons téléphoniques, radios, télex et autres permettant une meilleure coopération policière et douanière.

A long terme, les Etats se concertent pour améliorer d'autres types de coopérations (harmonisation des matériels, création de services communs, etc.).

Contrôle des établissements d'hébergement

Les Etats doivent disposer d'un système de contrôle de l'identité des voyageurs dans les hôtels et autres lieux d'hébergement. Ce système est prévu en Belgique par la loi du 17 décembre 1963.

Fonctionnaires de liaison

Par accords bilatéraux, les parties contractantes peuvent détacher, pour une durée déterminée ou indéterminée, des fonctionnaires de liaison auprès de leurs services de police.

Ces fonctionnaires de liaison ont une mission d'avis et d'assistance et ils ne peuvent exécuter des mesures de police.

Des accords bilatéraux ou multilatéraux peuvent également prévoir que des fonctionnaires détachés dans des Etats tiers représenteront les intérêts de plusieurs Etats contractants.

In een verklaring die is neergelegd bij de ondertekening van de Overeenkomst, heeft elke Staat ten aanzien van de Staten waarmee hij een gemeenschappelijke grens heeft, drie toepassingsmodaliteiten bepaald met betrekking tot:

- het recht om de betrokkene te ondervragen;
- de eventuele beperking van de achtervolging in de ruimte of in de tijd;
- de misdrijven waarbij de achtervolging is toegestaan (lijst van ernstige misdrijven of misdrijven die aanleiding kunnen geven tot uitlevering).

Net zoals voor de grensoverschrijdende observatie geeft de Overeenkomst voor elke Staat een opsomming van de ambtenaren die tot achtervolging kunnen overgaan.

Ten aanzien van Nederland en Luxemburg blijft België gebonden door de bepalingen van artikel 27 van het Benelux-verdrag van 27 juni 1962 aangaande de uitlevering en de wederzijdse rechtshulp in strafzaken.

Ontwikkeling van de communicatiemiddelen

Op korte termijn zullen de Staten onder meer in de grensstreken telefoon-, radio-, telex- en andere verbindingen tot stand brengen zodat betere samenwerking op het stuk van de politie en de douane mogelijk wordt.

Op lange termijn zullen de Staten overleg plegen om andere vormen van samenwerking te verbeteren (harmonisering van het materieel, oprichting van gemeenschappelijke diensten, ...).

Controle van logiesverstreckende bedrijven

De Staten moeten beschikken over een systeem voor de controle van de identiteit van de reizigers in hotels en andere logiesverstreckende bedrijven. Dat systeem is in België ingesteld bij de wet van 17 december 1963.

Contactambtenaren

De verdragsluitende Partijen kunnen bilateraal tot afspraken komen omtrent detachering van contactambtenaren bij elkaars politiediensten voor bepaalde of onbepaalde duur.

Deze contactambtenaren hebben een adviserende en assisterende taak en zij zijn niet bevoegd tot het uitvoeren van politieke maatregelen.

Er kan bovendien bilateraal of multilateraal worden bepaald dat in derde Staten gedetacheerde ambtenaren de belangen behartigen van verscheidene verdragsluitende Partijen.

II. Extradition et entraide judiciaire en matière pénale

Quatre chapitres sont consacrés à diverses mesures visant à améliorer la coopération judiciaire entre les Etats contractants, dans des matières où des conventions internationales existent déjà (Benelux ou C.E.E. ou Conseil de l'Europe).

Entraide judiciaire

Complémentairement à la Convention européenne du 20 avril 1959 concernant l'entraide judiciaire en matière pénale et au Traité Benelux du 27 juin 1962, l'entraide sera étendue à certaines procédures judiciaires (indemnisation pour détention injustifiée, recours en grâce, mesure de sursis, ...) ainsi qu'en matière de fiscalité indirecte.

En ce qui concerne les commissions rogatoires impliquant des perquisitions ou des saisies, les règles de procédure sont assouplies. Il est également prévu une simplification dans les modes de transmission de certaines pièces de procédure à des particuliers et de demandes d'entraide entre autorités judiciaires.

Ne bis in idem

Les dispositions de ce chapitre visent à éviter qu'une personne définitivement jugée dans un Etat contractant puisse être poursuivie pour les mêmes faits dans un autre Etat contractant. Elles reprennent les principales dispositions de la Convention C.E.E. du 25 mai 1987 relative à l'application du principe *ne bis in idem* (non encore ratifiée par la Belgique).

Transmission de l'exécution des jugements répressifs

Les dispositions de ce chapitre visent le cas de l'évasion d'une personne qui, condamnée à une peine privative de liberté ou à une mesure de sûreté sur le territoire d'un Etat contractant, s'enfuit vers le pays dont elle est ressortissante.

Ces dispositions se réfèrent aux règles prévues par la Convention européenne du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées (applicable en Belgique depuis décembre 1990), à l'exception de la règle du consentement de la personne concernée.

II. Uitlevering en wederzijdse rechtshulp in strafzaken

In vier hoofdstukken worden verschillende maatregelen behandeld die de verbetering beogen van de wederzijdse rechtshulp tussen de verdragsluitende landen inzake materies waarvoor reeds internationale Overeenkomsten bestaan (Benelux of E.E.G. of Raad van Europa).

Wederzijdse rechtshulp

Ter aanvulling van het Europees Verdrag van 20 april 1959 aangaande de wederzijdse rechtshulp in strafzaken en van het Benelux-Verdrag van 27 juni 1962, wordt de rechtshulp uitgebreid tot bepaalde gerechtelijke procedures (schadevergoeding voor ongegronde vrijheidsberoving, gratieverzoeken, opschortende maatregelen, ...) en tot materies betreffende de indirecte belastingen.

Met betrekking tot de rogatoire commissies strekkende tot huiszoeking en inbeslagneming worden de procedures regels versoepeld. Er is eveneens voorzien in een vereenvoudiging van de wijzen van toezending van bepaalde gerechtelijke stukken aan particulieren en van de verzoeken tot wederzijdse rechtshulp tussen rechterlijke autoriteiten.

Ne bis in idem

De bepalingen van dit hoofdstuk beogen te voorkomen dat een persoon die in een overeenkomstsluitend land bij onherroepelijk vonnis is berecht, in een ander overeenkomstsluitend land voor dezelfde feiten kan worden vervolgd. De belangrijkste bepalingen van het E.E.G.-Verdrag van 25 mei 1987 betreffende de toepassing van het beginsel « ne bis in idem » (nog niet bekrachtigd in België) worden overgenomen.

Overdracht van tenuitvoerlegging van strafvonnis-sen

De bepalingen van dit hoofdstuk regelen het geval van de persoon aan wie binnen het grondgebied van een verdragsluitende Staat een vrijheidsstraf of een tot vrijheidsbeneming strekkende straf is opgelegd en die is gevlucht naar het land waarvan hij onderdaan is.

Die bepalingen verwijzen naar de regels bepaald in het Europees Verdrag van 21 maart 1983 inzake de overbrenging van gevonnisde personen (toepasselijk in België sedert december 1990), met uitzondering van de regel betreffende de instemming van de betrokken persoon.

Extradition

Pour les relations de notre pays avec les Pays-Bas et le Luxembourg, les dispositions de ce chapitre visent à compléter les règles découlant du Traité Benelux du 27 juin 1962.

Pour les relations avec l'Allemagne et la France, les dispositions de la Convention européenne d'extradition du 13 septembre 1957 deviendront applicables.

Deux règles pourront être appliquées au niveau des 5 Etats contractants: la transmission des pièces de procédure directement entre Ministères de la Justice (déjà appliquée au niveau du Benelux) et l'extradition par procédure accélérée moyennant l'accord de la personne concernée.

Comme pour l'entraide judiciaire, l'extradition deviendra possible du chef d'infractions en matière d'accises, de douanes et de T.V.A.

III. Les stupéfiants*1. Lutte contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes*

La Convention contient des engagements des Etats contractants sur le plan administratif, pénal et policier.

1) Engagements sur le plan administratif et pénal

Les parties s'engagent:

a) à prendre des mesures administratives ou pénales pour prévenir et réprimer la cession directe ou indirecte de stupéfiants et de substances psychotropes, la détention de ces produits aux fins de cession ou d'exportation et l'exportation illicite de ces produits,

b) à renforcer les contrôles aux frontières extérieures en vue de lutter contre l'importation illicite de stupéfiants et de substances psychotropes,

c) à lutter contre la demande illicite,

d) à prendre des dispositions légales pour permettre la saisie et la confiscation des produits du trafic illicite.

2) Sur le plan de la coopération policière

Les Etats conviennent de procéder à des livraisons surveillées sur la base d'une autorisation préalable dans chaque cas dans le pays concerné.

Chaque Etat aura la direction et le contrôle de l'opération durant le temps où celle-ci se déroule sur son territoire.

Uitlevering

De bepalingen van dit hoofdstuk strekken ertoe, met betrekking tot de relaties van ons land met Nederland en Luxemburg, de regels aan te vullen die voortvloeien uit het Benelux-Verdrag van 27 juni 1962.

Met betrekking tot de relaties met Duitsland en Frankrijk worden de bepalingen van het Europees Verdrag betreffende de uitlevering van 13 september 1957 toepasselijk.

Twee regels kunnen nu toepasselijk worden binnen de 5 verdragsluitende Staten: de rechtstreekse toezending van gerechtelijke stukken tussen de Ministeries van Justitie (reeds toegepast in Benelux-verband) en de versnelde uitlevering met instemming van de betrokkene.

Zoals de wederzijdse rechtshulp zal ook uitlevering mogelijk worden uit hoofde van misdrijven op het stuk van accijnzen, douane en B.T.W.

III. Verdovende middelen*1. Bestrijding van de sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen*

De Overeenkomst bevat verbintenissen van de verdragsluitende Staten op bestuurlijk, strafrechtelijke en politieel gebied.

1) Verbintenissen op bestuurlijk en strafrechtelijk gebied

De Partijen verbinden zich ertoe:

a) bestuurlijke of strafrechtelijke maatregelen te treffen voor het tegengaan van de onmiddellijke en middellijke aflevering van verdovende middelen en psychotrope stoffen, alsmede van het bezit van deze middelen of stoffen ter *fine* van aflevering of uitvoer, en van de illegale uitvoer,

b) de buitengrenscontroles te verscherpen ter bestrijding van de illegale invoer van verdovende middelen en psychotrope stoffen,

c) de illegale vraag te bestrijden,

d) wettelijke voorzieningen te treffen die inbeslag-neming en ontneming van uit illegale handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen verkregen vermogenswinsten mogelijk maken.

2) Op het gebied van de politieke samenwerking

De Staten komen overeen om gecontroleerde afleveringen te doen plaatsvinden, waarbij in het betrokken land voor ieder geval afzonderlijk een voorafgaande toestemming is vereist.

Gedurende de tijdspanne waarin een actie op zijn grondgebied plaatsvindt, heeft iedere Staat de leiding over de actie en de bevoegdheid om in te grijpen.

2. *Commerce légal des stupéfiants et des substances psychotropes*

La Convention prévoit des règles en matière de contrôle et de circulation des personnes soumises à traitement.

Le contrôle du commerce légal des stupéfiants et des substances psychotropes est transféré des frontières intérieures au territoire Schengen à l'intérieur de chaque pays.

Les voyageurs qui sont soumis à un traitement médical pourront transporter des stupéfiants et des substances psychotropes à la condition d'être munis d'un certificat délivré ou authentifié par une autorité compétente.

3. *Groupe de travail permanent*

La Convention crée un groupe de travail permanent, composé de représentants des autorités des services de police et des douanes, et ayant pour mandat :

— d'examiner les problèmes communs concernant la répression de la criminalité,

— de faire des propositions pour améliorer les aspects pratiques et techniques de la coopération entre parties contractantes,

— d'élaborer diverses mesures prévues plus spécifiquement par la convention : déplacement du personnel des polices et douanes des frontières intérieures aux frontières externes, élaboration du modèle de certificat dont doivent être munis les voyageurs.

IV. *Les armes à feu et munitions*

Ce chapitre contient des règles minimales relatives

- au classement des armes,
- aux régimes auxquels chaque catégorie d'armes est soumis,
- à l'exercice de la profession de fabricant et de commerçant d'armes,
- à l'échange d'informations en la matière.

Les Etats contractants s'engagent à adapter leur législation aux règles prévues dans la convention et peuvent appliquer des règles plus strictes.

Les armes à feu prises en considération dans la Convention sont classées en trois catégories : armes prohibées, armes soumises à autorisation et armes soumises à déclaration.

La Convention contient des principes à respecter pour les déclarations à faire et pour les autorisations à obtenir par les acquéreurs d'armes.

2. *Legaal verkeer van verdovende middelen en psychotrope stoffen*

De Overeenkomst bepaalt regels met betrekking tot de controle en het verkeer van personen die in medische behandeling zijn.

De controle op het legale verkeer van verdovende middelen en psychotrope stoffen wordt verlegd van de binnengrenzen van het Schengen-grondgebied naar het binnenland van ieder land.

Reizigers die in medische behandeling zijn, mogen verdovende middelen en psychotrope stoffen met zich meevoeren indien zij in het bezit zijn van een door een bevoegde autoriteit afgegeven of gewaarmerkte verklaring.

3. *Permanente werkgroep*

De Overeenkomst stelt een permanente werkgroep in, samengesteld uit vertegenwoordigers van de overheden van de politie- en douanediensden, die tot taak heeft :

— gemeenschappelijke vraagstukken met betrekking tot de bestrijding van de criminaliteit te bestuderen,

— voorstellen te doen met het oog op de verbetering van de praktische en technische aspecten van de samenwerking tussen de verdragsluitende Partijen,

— verschillende maatregelen uit te werken waarin meer specifiek door de overeenkomst wordt voorzien : overplaatsing van het politie- en douanepersoneel van de binnengrenzen naar de buitengrenzen, uitwerken van een model voor de verklaring die door de reizigers moet worden meegevoerd.

IV. *Vuurwapens en munitie*

Dit hoofdstuk bevat minimumregels inzake

- de onderverdeling van de wapens,
- de regelingen waaraan de verschillende categorieën van wapens onderworpen zijn,
- de uitoefening van het beroep van wapenfabrikant of -handelaar,
- de informatie-uitwisseling op het stuk van de wapens.

De verdragsluitende Partijen verbinden zich ertoe hun wetgevingen aan te passen aan de regels bepaald in de overeenkomst; zij kunnen bovendien strengere voorschriften opleggen.

De vuurwapens die in de Overeenkomst zijn opgenomen, worden onderverdeeld in drie categorieën : verboden wapens, vergunningplichtige wapens en aangifteplichtige wapens.

De Overeenkomst bevat beginselen die met betrekking tot de aangifte en de vergunning door de verkrijger van een wapen moeten worden gerespecteerd.

L'exercice de la profession de fabricant et de commerçant d'armes à feu est soumis à une autorisation préalable sous certaines conditions.

Des garanties sont prévues pour les registres à tenir par ces commerçants et pour l'identification des armes.

Ce chapitre prévoit enfin un échange d'informations entre Etats contractants en cas d'acquisition d'armes à feu par des personnes résidant dans un autre Etat contractant, avec des garanties concernant l'utilisation faite de ces informations par l'Etat destinataire.

TITRE IV (articles 92 à 119)

Ce titre concerne le Système d'Information Schengen.

La suppression des contrôles aux frontières intérieures et leur transfert aux frontières extérieures va augmenter la mobilité des délinquants. Il est apparu nécessaire de créer un nouveau système informatisé permettant l'échange rapide d'informations entre les cinq Etats.

Le Système Informatisé Schengen (S.I.S.) est organisé au moyen d'un support technique central, installé à Strasbourg, et d'une partie nationale dans chaque Etat contractant. Ce système est destiné à permettre aux autorités concernées de disposer de signalements de certaines personnes et d'objets pour leurs contrôles effectués aux frontières extérieures et à l'intérieur des territoires nationaux.

Le S.I.S. ne dispose d'aucune autonomie par rapport aux cinq Etats. Il ne constitue qu'une mise en commun de certains signalements existants dans les systèmes informatiques nationaux, avec l'indication de la conduite à tenir en présence de la personne ou de l'objet signalés.

Ce nouveau mode de coopération vient se superposer au mode traditionnel, plus limité et spécifique, que constitue le canal d'Interpol.

Les coûts liés à la fonction centrale de support technique sont supportés en commun par tous les pays participants sur la base de la clé de répartition de la T.V.A. dans le cadre de la C.E. Les coûts liés à la partie nationale sont supportés individuellement par chaque Etat. Un accord a été conclu en la matière entre les Départements de la Justice et de l'Intérieur.

Il était apparu clairement dès le stade des négociations préparatoires que le Système d'Information Schengen à lui seul ne suffirait pas pour échanger toutes les informations nécessaires. Aussi a-t-on créé les

Voor de uitoefening van het beroep van wapenfabrikant of wapenhandelaar dient vooraf een vergunning te worden gevraagd, waarbij aan bepaalde voorwaarden moet worden voldaan.

Er worden voorschriften bepaald met betrekking tot de registers die door die handelaars moeten worden bijgehouden en tot de identificatie van de wapens.

Dit hoofdstuk bepaalt tot slot dat er tussen de verdragsluitende Staten een informatie-uitwisseling tot stand zal worden gebracht betreffende het verwerven van vuurwapens door personen die hun verblijfplaats in een andere verdragsluitende Staat hebben, waarbij voorschriften worden vermeld met betrekking tot het gebruik van die informatie door de Staat waaraan zij wordt toegezonden.

TITEL IV (artikelen 92 tot en met 119)

Deze titel betreft het Schengen-informatiesysteem.

De afschaffing van de controles aan de binnengrenzen en de verplaatsing ervan naar de buitengrenzen zal de mobiliteit van de misdadigers doen toenemen. Het is noodzakelijk gebleken een nieuw geïnformatiseerd systeem te creëren voor de snelle uitwisseling van gegevens tussen de vijf Staten.

Het Schengen-informatiesysteem is opgebouwd uit een centrale technische functie, gevestigd te Straatsburg en een nationaal deel in elke verdragsluitende Staat. Door middel van het systeem beschikken de betrokken autoriteiten bij hun controles aan de buitengrenzen en binnen de nationale grenzen over signaleringen van bepaalde personen en voorwerpen.

Het S.I.S. heeft geen enkele autonomie ten aanzien van de vijf Staten. Het brengt gewoon bepaalde signaleringen uit de nationale informaticasystemen samen in een gemeenschappelijk systeem, met vermelding van de te nemen actie ten aanzien van de gesignaleerde persoon of het gesignaleerde voorwerp.

Deze nieuwe wijze van samenwerking komt bovenop de traditionele samenwerking via Interpol, die beperkter is en een specifiek karakter heeft.

De kosten van het centrale deel worden door alle participerende landen gedragen overeenkomstig de Europese B.T.W.-sleutelverdeling. De kosten van het nationale deel zijn ten laste van elke Staat zelf. Ter zake werd een akkoord gesloten tussen de departementen van Justitie en Binnenlandse Zaken.

Reeds bij de voorbereidende onderhandelingen werd duidelijk dat het Schengen-Informatie-Systeem op zich alleen onvoldoende zou zijn om alle benodigde gegevens uit te wisselen. Derhalve werden de

« Sirene » (*Supplementary Information Request at the National Entries*), dont la fonction est de traiter les demandes de renseignements supplémentaires au niveau des centres nationaux de données. Les « Sirene » ne sont pas mentionnés en tant que tels dans la Convention, mais trouvent leur fondement juridique dans les articles 39, 46 et 108 de celle-ci. Ces « Sirene » ne sont pas des organismes distincts, mais ont une fonction de complément et d'appui dans le cadre de l'échange de données visé par la Convention. Cet échange d'informations est dès lors entièrement soumis aux garanties juridiques contenues dans celle-ci.

I. Fonctionnement du S.I.S.

La Convention énumère de façon précise et limitative:

1. *Les éléments personnels pouvant figurer dans le S.I.S.:*

Nom et prénom, date et lieu de naissance, sexe, nationalité,...

2. *Les types de personnes pouvant être signalées:*

— personnes à arrêter en vue d'extradition, sur base d'un mandat d'arrêt ou d'une condamnation;

— étrangers non admissibles en vertu d'une décision nationale;

— personnes disparues ou qui doivent être gardées en vue de leur propre sécurité;

— personnes à localiser dans le cadre de procédures judiciaires (pour connaître le lieu de résidence d'un témoin, d'une personne à qui un jugement doit être notifié,...);

— personnes devant faire l'objet d'une surveillance discrète ou d'un contrôle spécifique, à des fins de police préventive.

3. *Les types d'objets pouvant être signalés:*

Il s'agit d'objets volés, détournés ou égarés tels que véhicules, armes à feu, documents d'identité, billets de banque.

4. *Les instances ayant accès direct aux informations:*

Il s'agit des instances compétentes dans chaque Etat pour les contrôles frontaliers et pour les autres vérifications de police et de douanes exercées à l'intérieur du pays ainsi que la coordination de celles-ci.

Sirene's (*Supplementary Information Request at the National Entries*) in het leven geroepen die verzoeken om bijkomende informatie bij de nationale gegevenscentra behandelen. De Sirene's zijn als dusdanig niet vermeld in het verdrag maar vinden hun verdragrechtelijke basis in de artikelen 39, 46 en 108 van dit verdrag. De Sirene's zijn geen aparte organismen maar geven aanvulling en ondersteuning bij de gegevensuitwisseling in het kader van dit verdrag. Deze informatieuitwisseling is dus ook volledig onderworpen aan de betreffende juridische waarborgen.

I. Werking van het S.I.S.

De Overeenkomst geeft een nauwkeurige en volledige opsomming van:

1. *De persoonsgegevens die in het S.I.S. mogen worden opgenomen:*

Naam en voornaam, geboorteplaats en -datum, geslacht, nationaliteit, ...

2. *De categorieën van personen die gesignaleerd kunnen worden:*

— personen om wier aanhouding wordt verzocht ter *fine* van uitlevering, op grond van een bevel tot aanhouding of een veroordeling;

— vreemdelingen waaraan de toegang wordt geweigerd ingevolge een nationale beslissing;

— vermiste personen of personen die voor hun eigen veiligheid in bewaring moeten worden gesteld;

— personen die worden gezocht in het kader van gerechtelijke procedures (teneinde de verblijfplaats te kennen van een getuige, van een persoon waarvan een vonnis ter kennis moet worden gebracht, ...);

— personen die aan een onopvallende controle of een gerichte controle onderworpen worden met het oog op de voorkoming van misdrijven.

3. *De categorieën van voorwerpen die gesignaleerd kunnen worden:*

Het gaat hier om gesloten, verduisterde of anderszins vermiste voorwerpen zoals voertuigen, vuurwapens, identiteitsdocumenten en bankbiljetten.

4. *De autoriteiten die rechtstreeks toegang hebben tot de gegevens:*

Het zijn de autoriteiten die in de Staten bevoegd zijn voor de grenscontroles en voor de andere politie- en douanecontroles in het binnenland, alsmede voor de coördinatie van die controles.

5. *Les conduites à tenir à l'égard des signalements :*

Les arrestations, surveillances et autres conduites à tenir doivent être exécutées dans le respect des législations nationales concernées. Cette exécution est normalement automatique, sauf si un Etat estime que, en ce qui le concerne, le signalement n'est pas compatible avec son droit national, ses obligations internationales ou ses intérêts nationaux essentiels. D'autre part, en ce qui concerne les signalements pour arrestation, les Etats peuvent disposer d'un délai de réflexion.

II. Garanties juridiques

1. *Validité des données*

L'Etat qui introduit un signalement dans le S.I.S. est responsable de son exactitude, de son actualité et de sa licéité. Lui seul peut modifier ou effacer les données qu'il a introduites. Des règles sont également prévues pour éviter que les données soient conservées au-delà du temps nécessaire à leur utilisation.

2. *Protection matérielle*

Pour sa partie nationale du S.I.S., chaque Etat s'engage à exercer certains contrôles pour garantir la protection et l'efficacité du système: empêcher que des personnes non autorisées aient accès au S.I.S., établir quelles personnes ont introduit des signalements, empêcher que des données puissent être copiées,...

3. *Protection de la vie privée*

— La Convention consacre le droit, pour toute personne, d'accéder aux données le concernant et de faire rectifier les données éventuellement entachées d'erreur de droit ou de fait. Ce droit d'accès s'exerce de manière directe ou indirecte (via une instance nationale de contrôle) selon les modalités définies dans le droit de l'Etat concerné. La communication d'une information est refusée si elle peut nuire à l'exécution du signalement. Elle est toujours refusée pendant la durée de validité des signalements pour observation discrète (1 an).

— Chaque Etat devra créer ou désigner une autorité indépendante chargée de contrôler le S.I.S. national et de vérifier si les données introduites à ce niveau ne sont pas attentatoires aux droits de la personne.

5. *De te nemen acties met betrekking tot de signaleringen :*

De aanhoudingen, controles en andere te nemen acties moeten worden uitgevoerd met inachtneming van de wetgevingen van de betrokken Staten. Die uitvoering geschiedt meestal vanzelf, behalve indien een Staat van oordeel is dat de signalering in strijd is met zijn nationaal recht, met zijn internationale verplichtingen of met zijn wezenlijke nationale belangen. Tevens kunnen de Staten over bedenktijd beschikken met betrekking tot de signaleringen ter *fine* van aanhouding.

II. Juridische waarborgen

1. *Geldigheid van de gegevens*

De Staat die een signalering in het S.I.S. invoert, is verantwoordelijk voor de juistheid en de actualiteit van de gegevens, alsmede voor de rechtmatigheid van de opneming ervan. Alleen de betrokken Staat kan de door hem ingevoerde gegevens wijziging of verwijderen. Er zijn tevens voorschriften bepaald teneinde te vermijden dat gegevens langer worden bewaard dan nodig is voor het nagestreefde doel.

2. *Materiële bescherming*

Elke Staat verbindt zich ertoe om op zijn nationale deel van het S.I.S. bepaalde controles uit te oefenen teneinde de bescherming en de doeltreffendheid van het systeem te waarborgen: voorkomen dat onbevoegden toegang tot het S.I.S. kunnen krijgen, vaststellen welke personen signaleringen hebben ingevoerd, voorkomen dat gegevens kunnen worden gekopieerd, ...

3. *Bescherming van de persoonlijke levenssfeer*

— De Overeenkomst huldigt het recht van eenieder om kennis te nemen van de gegevens die op hem betrekking hebben en om onjuiste gegevens te doen verbeteren of onrechtmatig opgenomen gegevens te doen verwijderen. Dit toegangsrecht kan rechtstreeks of onrechtstreeks (via een nationaal controleorgaan) worden uitgeoefend volgens de modaliteiten bepaald in het recht van de betrokken Staat. De kennisneming van een gegeven kan worden geweigerd wanneer dit voor de uit de signalering voortvloeiende taakuitoefening onontbeerlijk is. Zij wordt steeds geweigerd tijdens de geldigheidsperiode van signaleringen ter *fine* van onopvallende controle (1 jaar).

— Elke Staat verbindt er zich toe een onafhankelijke autoriteit op te richten of aan te wijzen, die belast wordt met de controle van het nationale deel van het S.I.S. en die er moet op toezien dat de gegevens die op

Cette autorité recevra les demandes d'information et décidera de la suite à y donner. Une autorité commune de contrôle est créée pour le S.I.S. central.

— Avant l'entrée en vigueur de la Convention, chaque Etat doit prendre les dispositions nationales nécessaires pour réaliser un niveau de protection des données au moins égal à celui découlant des principes de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 (protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel) et dans le respect de la Recommandation R(87)15 du 17 septembre 1987 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe (réglementation de l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police).

En Belgique, cet objectif est rencontré par le projet de loi relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

TITRE V (articles 120 à 125)

Ce titre concerne le transport et la circulation des marchandises.

1. Après l'entrée en vigueur de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985, les formalités de passage aux frontières avaient déjà été considérablement simplifiées :

— Suppression des contrôles systématiques et remplacement par des contrôles par sondage du transport des personnes et des marchandises en ce qui concerne :

- 1) le contrôle des temps de conduite et de repos;
- 2) le contrôle des dimensions et du poids des véhicules utilitaires, avec la possibilité d'employer des systèmes de pesage automatique;
- 3) le contrôle de l'état technique des véhicules.

Des mesures ont été prises afin de prévenir les doubles contrôles à l'intérieur des frontières.

— Elaboration d'un règlement introduisant une vignette pour le transport de marchandises hors licence et hors contingent, en application de dispositions communautaires ou bilatérales, ainsi que pour le transport, avec licence à terme, des contingents bilatéraux.

— Simplification des formalités pour le transport occasionnel de passagers par la route (la liste des passagers n'est pas nommément retranscrite dans le carnet de feuilles de route).

dat niveau worden ingevoerd, geen inbreuk maken op de rechten van de persoon. Die autoriteit ontvangt de verzoeken tot informatie en beslist welk gevolg eraan wordt gegeven. Voor het centrale deel van het S.I.S. wordt een gemeenschappelijke controle-autoriteit opgericht.

— Vóór de inwerkingtreding van de Overeenkomst moet iedere Staat de nodige nationale maatregelen nemen ter verwezenlijking van een niveau van bescherming van de gegevens dat tenminste gelijk is aan het niveau dat voortvloeit uit de verwezenlijking van de beginselen die zijn neergelegd in het Verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 (bescherming van het individu in verband met de geautomatiseerde registratie van persoonsgegevens) en met inachtneming van Aanbeveling R(87)15 van 17 september 1987 van het Comité van Ministers van de Raad van Europa (regeling van het gebruik van persoonsgegevens op politieel gebied).

In België wordt aan deze doelstelling tegemoetgekomen door het ontwerp van wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van geautomatiseerde persoonsregistraties.

TITEL V (artikelen 120 tot en met 125)

Deze titel betreft het vervoer en het goederenverkeer.

1. Na de inwerkingtreding van het Akkoord van Schengen van 14 juni 1985 werden reeds belangrijke vereenvoudigingen van de grenspassage voor het vervoer gerealiseerd :

— Afschaffing van de systematische controles en vervanging door steekproefcontroles van het personen- en goederenvervoer van :

- 1) de controle op de rij- en rusttijden;
- 2) de controle op de afmetingen en gewichten van bedrijfsvoertuigen met de mogelijkheid automatische weegsystemen in gebruik te nemen;
- 3) de controle op de technische toestand van de voertuigen.

Maatregelen werden genomen ter voorkoming van dubbele controles in het binnenland.

— Uitwerking van een vignetregeling voor goederenvervoer buiten vergunning of buiten contingent in toepassing van communautaire of bilaterale bepalingen, alsmede vervoer onder termijnvergunning van de bilaterale contingenten.

— Vereenvoudiging van de formaliteiten voor ongeregeld reizigersvervoer over de weg (niet nominatieve invulling van de passagierslijst in het reisbladenboekje).

— Simplification des formalités pour les services navette pour passagers (le signe d'identification ne devra plus dorénavant être inscrit sur le document de transport).

— Accord d'inspection entre les cinq sociétés de chemin de fer afin de simplifier les formalités de passage à la frontière pour les wagons de marchandises.

— Promotion par les sociétés de chemin de fer des trains de marchandises rapides.

— Elaboration d'un nouveau système de signalisation routière accueillant aux frontières.

— Simplification de la procédure relative à l'importation temporaire en France de caisses amovibles.

— Exemption de licence pour les transports qui n'étaient pas contingentés mais qui étaient soumis à l'obligation de licence.

— Introduction avant la date convenue du camion à semi-remorque 16,50 m.

— Fusion des licences bilatérales et de transit, afin que le transporteur puisse effectuer les deux formalités au moyen d'un seul document.

II. Un certain nombre d'obligations et de modalités de simplification complémentaires ont été inscrites dans la Convention, en ce qui concerne le transport et la circulation des marchandises

L'article 120 contient une série de dispositions destinées à faciliter le dédouanement de la circulation des marchandises. On y souligne entre autres l'utilité de regrouper toutes les formalités au même endroit et, dans la mesure du possible, au lieu de destination ou de départ. Un niveau de contrôle uniforme doit être appliqué lors des passages aux frontières extérieures des pays de Schengen.

L'article 121 contient quelques dispositions concrètes destinées à simplifier les contrôles et les certificats phytosanitaires. Le point 4 de l'Acte final contient une énumération des cas où les Parties renoncent aux contrôles et aux certificats phytosanitaires.

L'article 122 concerne le transport de produits dangereux. Dans cet article, les Parties expriment également leur intention de s'efforcer de mieux maîtriser, ensemble et dans le cadre de la Communauté européenne, les problèmes que représentent les déchets tant dangereux que non dangereux.

L'article 123 vise à supprimer la licence d'exportation pour la circulation à l'intérieur des pays de Schengen des marchandises classées Cocom et de simplifier les procédures relatives à l'exportation de ces marchandises à l'extérieur des pays de Schengen.

L'article 124 contient l'engagement de limiter dans une large mesure les contrôles des marchandises que les voyageurs emportent dans leurs bagages.

— Vereenvoudiging van de formaliteiten voor het pendelvervoer van reizigers (invulling van het kenteken op het vervoerdocument vervalt).

— Schouwingsakkoord tussen de vijf spoorwegmaatschappijen ter vereenvoudiging van de grenspassage van goederenwagons.

— Stimulering door de spoorwegmaatschappijen van snelle goederentreinen.

— Uitwerking van een nieuw «grensvriendelijk» verkeerssignalatiesysteem.

— Vereenvoudiging van de procedure met betrekking tot de tijdelijke invoer van wissellaadbakken in Frankrijk.

— Vrijstelling van vergunning voor de transporten die niet gecontingenteerd doch aan vergunning onderworpen waren.

— Vervroegde invoering van de 16,50 m trekker-opleggercombinatie.

— Samensmelting van de bilaterale en de transitovergunningen zodat de vervoerder met een document beide operaties kan realiseren.

II. Ten aanzien van het vervoer en het goederenverkeer werden in de Overeenkomst enkele bijkomende verplichtingen en mogelijkheden tot versoepeling ingebouwd

Artikel 120 bevat enkele bepalingen met het oog op het vereenvoudigen van de douanebehandeling van het goederenverkeer. Er wordt onder meer op aangedrongen alle formaliteiten op een zelfde plaats te verrichten, zoveel mogelijk op de plaats van bestemming of van vertrek. Een zelfde controle niveau dient te worden toegepast bij het overschrijden van de buitengrenzen van de Schengen-landen.

Artikel 121 bevat verscheidene concrete bepalingen met het oog op de vereenvoudiging van de fytosanitaire controles en certificaten. In punt 4 van de Slotakte komt een opsomming voor van de gevallen waarin aan fytosanitaire certificaten en controles wordt verzaakt.

Artikel 122 betreft het vervoer van gevaarlijke producten. In dit artikel wordt tevens de intentie uitgedrukt om in het kader van de Europese Gemeenschap samen te streven naar een betere beheersing van de problemen die zowel de gevaarlijke afvalstoffen als de niet-gevaarlijke afvalstoffen stellen.

Artikel 123 streeft ernaar voor het verkeer van de zogenaamde Cocom-goederen binnen de Schengen-landen de uitvoervergunning af te schaffen en de procedures in verband met de uitvoer van deze goederen buiten de Schengen-landen te vereenvoudigen.

Artikel 124 houdt de verbintenis in om de controles op de goederen die door de reizigers in hun bagage worden meegevoerd in grote mate te beperken.

L'article 125 contient une disposition relative à l'échange de fonctionnaires de liaison de l'administration douanière entre les pays concernés.

TITRE VI (articles 126 à 130)

Ce titre concerne la protection des données à caractère personnel.

Le contenu de ce titre est le résultat de discussions où l'on s'est efforcé de parvenir à un niveau de protection suffisant et uniforme en matière de données à caractère personnel échangées entre les pays Schengen en vertu de certaines dispositions de la Convention (coopération policière, armes,...). On y retrouve les mêmes garanties et références que celles prévues au Titre IV pour le Système d'Information Schengen: le principe de finalité, le devoir d'exactitude, le contrôle par une autorité nationale, la référence à la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et à la Recommandation du 17 septembre 1987 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police.

TITRE VII (articles 131 à 133)

Ce titre concerne l'institution d'un Comité exécutif.

Ce Comité a pour mission générale de veiller à l'application correcte de la Convention. Chacun des Etats membres dispose d'un siège au sein du Comité. Les pays Schengen y sont représentés par un ministre responsable de la mise en œuvre de la Convention, qui peut se faire assister par des experts, ceux-ci pouvant participer aux délibérations. Le Comité se réunit, aussi souvent que nécessaire, alternativement sur le territoire de chacun des pays Schengen et statue à l'unanimité. Le Comité peut créer des Groupes de travail administratifs en vue de la préparation des décisions ou pour d'autres travaux.

TITRE VIII (articles 134 à 142)

Ce titre contient les diverses dispositions finales.

L'article 134 confirme qu'aucune disposition de la Convention ne porte atteinte au droit communautaire.

L'article 135 stipule que la Convention ne se substitue pas à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967 et qu'elle n'en modifie en aucune façon la portée. Il est toutefois possible, dans certains cas, d'en compléter les dispositions en vue d'un meilleur fonctionnement.

Artikel 125 bevat een bepaling met het oog op de uitwisseling van contactbeambten van de douane tussen de betrokken landen.

TITEL VI (artikelen 126 tot en met 130)

Deze titel betreft de bescherming van persoonsgegevens.

De inhoud van deze titel is het resultaat van besprekingen, die beoogden een voldoende en eenvormig niveau van bescherming te verzekeren van de persoonsgegevens, die tussen de Schengen-landen worden uitgewisseld uit hoofde van een aantal beschikkingen van de Overeenkomst (politie-samenwerking, wapens, ...). Men vindt er dezelfde waarborgen en verwijzingen terug als die, opgenomen in Titel IV voor het Schengen-informatiesysteem: het principe van finaliteit, de plicht tot juistheid, de controle door een nationaal gezag, de verwijzing naar het Verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 tot bescherming van het individu in verband met de geautomatiseerde registratie van persoonsgegevens en naar de Aanbeveling van het Comité van Ministers van de Raad van Europa van 17 september 1987 tot regeling van het gebruik van persoonsgegevens op politieel gebied.

TITEL VII (artikelen 131 tot en met 133)

Deze titel betreft de instelling van een Uitvoerend Comité.

Dit Comité heeft algemeen tot taak toe te zien op de juiste toepassing van de Overeenkomst. De Schengen-landen hebben elk één zetel in het Comité en zijn er vertegenwoordigd door een voor de uitvoering van de Overeenkomst verantwoordelijke Minister, welke zich kan doen bijstaan door deskundigen, die aan beraadslagingen mogen deelnemen. Het Comité vergadert, zo vaak als nodig is, bij toerbeurt op het grondgebied van elk der Schengen-landen en beslist bij eenparigheid van stemmen. Het Comité kan ambtelijke werkgroepen instellen ten behoeve van de voorbereiding van de besluitvorming of van andere werkzaamheden.

TITEL VIII (artikelen 134 tot en met 142)

Deze titel bevat een aantal slotbepalingen.

Artikel 134 bevestigt dat geen enkele bepaling van de Overeenkomst afbreuk doet aan het Gemeenschapsrecht.

Artikel 135 bepaalt dat de Overeenkomst zich niet in de plaats stelt van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van de vluchtelingen, gewijzigd bij het Protocol van New York van 31 januari 1967, of er op geen enkele wijze de draagwijdte van verandert. In bepaalde gevallen kunnen zij echter aangevuld worden met het oog op een beter functioneren.

L'article 136 stipule sous quelles conditions un pays Schengen peut conclure avec un ou plusieurs Etats tiers un accord en vue de la simplification ou de la suppression des contrôles aux frontières.

L'article 137 exclut la possibilité de formuler des réserves à la Convention, exception faite des réserves et déclarations relatives à la Convention européenne d'extradition du 13 septembre 1957 mentionnée dans l'article 60.

L'article 138 stipule que, pour la France et les Pays-Bas, les dispositions de la Convention ne s'appliquent qu'à leur territoire européen.

L'article 139 stipule que la Convention sera soumise à ratification, approbation ou acceptation, et que les instruments *ad hoc* seront ensuite déposés auprès du Gouvernement du Luxembourg. L'article précise en outre le moment d'entrée en vigueur de la Convention et de ses dispositions. Toutefois, le point 1 de l'Acte final précise que la Convention ne sera mise en vigueur que lorsque les conditions préalables à son application seront remplies dans tous les pays Schengen et que les contrôles aux frontières extérieures seront effectifs.

L'article 140 stipule que tout Etat membre de la Communauté européenne peut devenir Partie à la Convention et fixe les modalités de l'adhésion.

L'article 141 traite de la possibilité et de la manière d'apporter des modifications à la Convention.

L'article 142 prévoit la possibilité de remplacer ou de modifier les dispositions de la Convention, si les Etats membres de la Communauté européenne venaient à conclure des conventions en vue de la réalisation d'un espace sans frontières intérieures.

En tout état de cause, les dispositions de la Convention qui seraient contraires à celles des conventions européennes susmentionnées seraient adaptées.

ACTE FINAL

Au moment de la signature de la Convention, les Etats membres ont consigné dans cet acte six déclarations communes.

1. Déclaration concernant l'article 139.

Les pays Schengen doivent s'informer mutuellement, dès avant l'entrée en vigueur de la Convention, de toutes les circonstances qui revêtent une importance pour la mise en vigueur. Indépendamment des dispositions de l'article 139, la Convention ne sera mise en vigueur que lorsque les conditions préalables à son application seront remplies et que les contrôles aux frontières extérieures seront effectifs.

2. Déclaration concernant l'article 4.

Aux termes de l'article 4, les aéroports seront, dès 1993, considérés pour les vols intérieurs au sens de la Convention, comme des frontières intérieures pour le trafic purement intérieur au territoire de Schengen.

Artikel 136 bepaalt onder welke voorwaarden een Schengen-land met één of meer derde Staten een overeenkomst kan sluiten strekkende tot vereenvoudiging of afschaffing van de grenscontroles.

Artikel 137 sluit het maken van voorbehouden bij de Overeenkomst uit. Uitzondering hierop zijn de voorbehouden en verklaringen met betrekking tot het Europees Verdrag van 13 september 1957 betreffende uitlevering waarvan sprake in artikel 60.

Artikel 138 stelt dat de bepalingen van de Overeenkomst voor wat betreft Frankrijk en Nederland slechts van toepassing zijn op hun Europees grondgebied.

Artikel 139 bepaalt dat de Overeenkomst dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd, waarna de akten worden neergelegd bij de Regering van Luxemburg. Verder bepaalt het artikel het tijdstip van de inwerkingtreding van de Overeenkomst en van haar bepalingen. In punt 1 van de Slotakte wordt echter gepreciseerd dat de Overeenkomst slechts in werking zal treden nadat aan de voorwaarden voor haar toepassing in alle Schengen-landen zal voldaan zijn en de controles aan de buitengrenzen effectief zullen zijn.

Artikel 140 bepaalt dat elke Lid-Staat van de E.G. kan Partij worden bij de Overeenkomst en legt de modaliteiten hiertoe vast.

Artikel 141 behandelt de mogelijkheid en de wijze om wijzigingen aan te brengen aan de Overeenkomst.

Artikel 142 voorziet in de mogelijkheid om de bepalingen van de Overeenkomst te vervangen of aan te passen indien tussen de Lid-Staten van de E.G. overeenkomsten worden gesloten met het oog op het creëren van een ruimte zonder binnengrenzen.

Bepalingen van de Overeenkomst in strijd met voornoemde E.G.-overeenkomsten worden in elk geval aangepast.

SLOTAKTE

In deze akte hebben de Schengen-landen, bij de ondertekening van de Overeenkomst, zes gemeenschappelijke verklaringen aangenomen.

1. Verklaring inzake artikel 139.

De Schengen-landen dienen elkaar reeds vóór de inwerkingtreding van de Overeenkomst te informeren omtrent alle omstandigheden die voor de inwerkingtreding relevant zijn. Afgezien van het bepaalde in artikel 139 zal de Overeenkomst slechts in werking treden nadat aan de voorwaarden voor haar toepassing zal voldaan zijn en de controles aan de buitengrenzen effectief zullen zijn.

2. Verklaring inzake artikel 4.

Volgens artikel 4 zullen vanaf 1993 de luchthavens voor intra-vluchten als binnengrenzen worden aangemerkt voor het zuivere intra-Schengenverkeer.

Les pays Schengen soumettent aux contrôles requis les passagers des vols en provenance d'Etats tiers qui embarquent sur des vols intérieurs ainsi que les passagers des vols intérieurs qui embarquent sur des vols à destination d'Etats tiers.

Dans la déclaration visée ici, tous les pays Schengen s'engagent à tout mettre en œuvre afin de respecter ce délai simultanément. Il appartient au Comité Exécutif d'y veiller.

3. Déclaration concernant l'article 71, paragraphe 2.

La déclaration contient une garantie supplémentaire contre l'importation, en provenance des pays Schengen où la politique nationale en cette matière déroge au principe visé à l'article 71, paragraphe 2, de stupéfiants et de substances psychotropes dans les pays de Schengen où la politique nationale à l'égard de ces produits est conforme au principe susvisé.

4. Déclaration concernant l'article 121.

Cette déclaration contient une énumération des cas où les Parties renoncent aux certificats et contrôles phytosanitaires.

5. Déclaration concernant les politiques nationales en matière d'asile.

Cette déclaration envisage l'harmonisation des politiques nationales en matière de droit d'asile.

6. Déclaration concernant l'article 132.

Cette déclaration oblige les pays Schengen à informer leurs Parlements nationaux concernant l'application de la Convention, sur laquelle le Comité Exécutif est chargé de veiller.

PROCES-VERBAL

Dans ce procès-verbal complétant l'Acte final de la Convention, les pays Schengen ont adopté une déclaration commune supplémentaire et pris note de trois déclarations unilatérales, deux allemandes et une belge.

1. La déclaration commune stipule qu'après l'unification des deux Etats allemands, le champ d'application de la Convention en droit international s'étendra aussi au territoire de l'ancienne République démocratique allemande.

2. La première déclaration allemande concerne les conséquences, pour la Convention, de l'unification des deux Etats allemands.

La deuxième déclaration allemande concerne le régime convenu en 1984 entre l'Allemagne et l'Autriche et comportant un allègement des contrôles aux frontières communes pour les ressortissants de ces deux pays.

3. La déclaration belge concernant l'article 67.

De Schengen-landen waarborgen de nodige controles uit te oefenen op reizigers van vluchten uit derde Staten die op intra-vluchten overstappen en reizigers van een intra-vlucht die op een vlucht naar derde Staten overstappen.

In bovengenoemde verklaring verbinden de Schengen-landen zich ertoe het nodige te doen om de vermelde termijn gelijktijdig na te leven. Het Uitvoerend Comité dient hierop toe te zien.

3. Verklaring inzake artikel 71, lid 2.

Deze verklaring houdt een bijkomende garantie in tegen de invoer van verdovende middelen en psycho-trope stoffen in de Schengen-landen waar het nationaal beleid inzake deze produkten niet afwijkt van het artikel 71, lid 2, neergelegde beginsel, vanuit Schengen-landen waar het nationaal beleid ter zake wel afwijkt van voornoemd beginsel.

4. Verklaring inzake artikel 121.

In deze verklaring komt een opsomming voor van de gevallen waarin een fytosanitaire certificaten en controles wordt verzaakt.

5. Verklaring inzake nationaal asielbeleid.

Deze verklaring beoogt een harmonisatie van het nationaal beleid inzake asielrecht.

6. Verklaring inzake artikel 132.

Deze verklaring verplicht de Schengen-landen hun nationale Parlementen in te lichten over de uitvoering van de Overeenkomst, waarop het Uitvoerend Comité toeziet.

PROTOCOL

In dit protocol, in aanvulling op de Slotakte van de Overeenkomst, hebben de Schengen-landen een bijkomende gemeenschappelijke verklaring aangenomen en nota genomen van drie eenzijdige verklaringen, twee Duitse en één Belgische.

1. De gemeenschappelijke verklaring houdt in dat na de eenwording van de beide Duitse Staten, volkenrechtelijk, het toepassingsgebied van de Overeenkomst zich ook uitstrekt over het grondgebied van de voormalige Duitse Democratische Republiek.

2. Een eerste Duitse verklaring betreft de gevolgen van de vereniging van de beide Duitslanden voor de Overeenkomst.

Een tweede Duitse verklaring betreft de in 1984 getroffen regeling inzake controlevereenvoudigingen voor onderdanen van Duitsland en Oostenrijk aan de gemeenschappelijke grenzen.

3. De Belgische verklaring inzake artikel 67.

Les articles 67 à 69 contiennent des dispositions relatives à la transmission de l'exécution des jugements, dispositions qui se réfèrent à celles de la Convention du Conseil de l'Europe du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées.

Au moment de la signature de la Convention de Schengen, la Belgique a déclaré que la procédure qui serait appliquée pour la reprise ne serait pas celle qui est prévue par la loi belge sur le transfèrement inter-étatique des personnes condamnées, mais une procédure spéciale qui serait déterminée lors de la ratification de la Convention de Schengen.

**DECLARATION COMMUNE
des Ministres
et Secrétaires d'Etat
réunis à Schengen
le 19 juin 1990**

Dans cette déclaration, les Ministres et les Secrétaires d'Etat énumèrent un certain nombre de matières prioritaires sur lesquelles les Gouvernements des pays Schengen auront à entamer ou à poursuivre les négociations.

Le Ministre des Affaires étrangères,

W. CLAES.

*Le Ministre des Communications
et des Entreprises publiques,*

G. COEME.

*Le Ministre de la Justice
et des Affaires économiques,*

M. WATHELET.

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT.

*Le Ministre du Commerce extérieur
et des Affaires européennes,*

R. URBAIN.

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK.

De artikelen 67 tot en met 69 betreffen de bepalingen van de overdracht van tenuitvoerlegging van strafvonnissen, welke refereren naar de regels bepaald in het Verdrag van de Raad van Europa van 21 maart 1983 inzake de overbrenging van gevonnisde personen.

België verklaarde op het tijdstip van de ondertekening van de Overeenkomst van Schengen dat ten aanzien van de overdracht niet de procedure als bedoeld in de Belgische wet inzake de overbrenging tussen Staten van gevonnisde personen zou gevolgd worden, maar een bijzondere procedure, nog vast te stellen bij de bekrachtiging van de Overeenkomst.

**GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING
van de Ministers en Staatssecretarissen
in vergadering
bijeën te Schengen, afgelegd te Schengen
op 19 juni 1990**

In deze verklaring brengen de Ministers en de Staatssecretarissen een aantal prioriteiten naar voor waarover de Regeringen van de Schengen-landen in het bijzonder besprekingen zullen openen of voortzetten.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

W. CLAES.

*De Minister van Verkeerswezen en
Overheidsbedrijven,*

G. COEME.

*De Minister van Justitie
en Economische Zaken,*

M. WATHELET.

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT.

*De Minister van Binnenlandse Handel
en van Europese Zaken,*

R. URBAIN.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK.

PROJET DE LOI

BAUDOUIN,

Roi des Belges,

A tous, présents et à venir,
SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères, de Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques, de Notre Ministre de la Justice et des Affaires économiques, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre du Commerce extérieur et des Affaires européennes et de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Notre Ministre des Affaires étrangères, Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques, Notre Ministre de la Justice et des Affaires économiques, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre du Commerce extérieur et des Affaires européennes et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit:

Article unique

La Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, l'Acte final, le Procès-verbal et la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1992.

BAUDOUIN.

Par le Roi:

Le Ministre des Affaires étrangères,

Willy CLAES.

*Le Ministre des Communications
et des Entreprises publiques,*

Guy COEME.

ONTWERP VAN WET

BOUDEWIJN,

Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken, van Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, van Onze Minister van Justitie en Economische Zaken, van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Buitenlandse Handel en van Europese Zaken en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, Onze Minister van Justitie en Economische Zaken, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Buitenlandse Handel en van Europese Zaken en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn gelast, in Onze naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen, waarvan de tekst volgt:

Enig artikel

De Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen van 14 juni 1985 tussen de Regeringen van de Staten van de Benelux Economische Unie, de Bondsrepubliek Duitsland, en de Franse Republiek, betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen, de Slotakte, het Protocol en de Gemeenschappelijke Verklaring, ondertekend te Schengen op 19 juni 1990, zullen volkomen uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, 15 juli 1992.

BOUDEWIJN.

Van Koningswege:

De Minister van Buitenlandse Zaken,

Willy CLAES.

*De Minister van Verkeerswezen en
Overheidsbedrijven,*

Guy COEME.

*Le Ministre de la Justice
et des Affaires économiques,*

Melchior WATHELET.

Le Ministre des Finances,

Philippe MAYSTADT.

*Le Ministre du Commerce extérieur
et des Affaires européennes,*

Robert URBAIN.

Le Ministre de l'Intérieur,

Louis TOBBACK.

*De Minister van Justitie
en Economische Zaken,*

Melchior WATHELET.

De Minister van Financiën,

Philippe MAYSTADT.

*De Minister van Buitenlandse Handel
en van Europese Zaken,*

Robert URBAIN.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Louis TOBBACK.

**AVANT-PROJET DE LOI SOUMIS
AU CONSEIL D'ETAT**

Le texte de l'avant-projet est identique à celui du projet de loi déposé.

**VOORONTWERP VAN WET VOORGELEGD
AAN DE RAAD VAN STATE**

De tekst van het voorontwerp is identiek met het ingediende ontwerp van wet.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, assemblée générale de la section de législation, saisi une première fois par le ministre des Affaires étrangères, le 22 novembre 1991, et une deuxième fois par le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, le 13 avril 1992, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi « portant approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990 », a donné le 1^{er} juillet 1992 l'avis suivant:

La Convention d'application de l'Accord de Schengen, signée également à Schengen, le 19 juin 1990, après avoir énoncé une série de définitions (titre I^{er}), traite successivement de la suppression des contrôles aux frontières intérieures et de la circulation des personnes (titre II), de la police et de la sécurité (titre III), du système d'information Schengen (titre IV), du transport et de la circulation des marchandises (titre V), de la protection des données à caractère personnel (titre VI); elle institue un « Comité exécutif » pour son application (titre VII); enfin, dans ses dispositions finales, elle règle notamment les rapports entre la convention et d'autres traités internationaux (titre VIII).

Pareille convention doit être soumise à l'assentiment des Chambres législatives, conformément à l'article 68 de la Constitution.

Quand il s'agit, comme en l'espèce, de traités internationaux devant être soumis à l'assentiment des Chambres législatives, il est admis tant par la section de législation que par la section d'administration du Conseil d'Etat que les traités eux-mêmes, soit signés, soit en projet, ne doivent pas être soumis à l'avis de la section de législation. Conformément à l'article 3 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation doit être consultée sur l'avant-projet de loi d'approbation, lequel devra être accompagné du texte du traité et de tous autres documents soumis à l'approbation des Chambres législatives.

L'examen de la section de législation du Conseil d'Etat belge ne porte qu'exceptionnellement sur les stipulations du traité lui-même; il se limite à quelques questions précises qui font, s'il y a lieu, l'objet d'observations (1).

En l'occurrence, deux questions ont retenu l'attention de la section de législation.

(1) J. Masquelin, *Le droit des traités dans l'ordre juridique et dans la pratique diplomatique belges*, Bruxelles, Bruylant, 1980, n° 191.

Ces questions sont les suivantes:

- 1. L'instrument a-t-il été signé au nom du Roi par ses plénipotentiaires? Dans le cas contraire, réserve-t-il l'entrée en vigueur définitive jusqu'à l'approbation des Chambres ou la ratification royale?
- 2. L'instrument est-il de ceux qui doivent être soumis à approbation à raison de son mode de conclusion ou de la nature de ses stipulations?
- 3. Ne contient-il aucune stipulation qui soit contraire à la Constitution?
- 4. Ses stipulations nécessitent-elles des mesures législatives ou réglementaires internes d'adaptation, de transposition, d'habilitation ou d'exécution?
- 5. La ratification, l'adhésion ou l'acceptation de l'instrument ne créera-t-elle pas un conflit de traités?

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling wetgeving, eerst op 22 november 1991 door de Minister van Buitenlandse Zaken en vervolgens op 13 april 1992 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken om advies verzocht over een voorontwerp van wet « houdende goedkeuring van de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen van 14 juni 1985 tussen de Regeringen van de Staten van de Benelux Economische Unie, de Bondsrepubliek Duitsland en de Franse Republiek, betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen, van de Slotakte, van het Protocol en van de Gemeenschappelijke Verklaring, ondertekend te Schengen op 19 juni 1990 », heeft op 1 juli 1992 het volgend advies gegeven:

De Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen, eveneens te Schengen ondertekend op 19 juni 1990, geeft eerst een aantal begripsomschrijvingen (titel I), en behandelt vervolgens de afschaffing van de controles aan de binnengrenzen en het personenverkeer (titel II), de politie en de veiligheid (titel III), het Schengen-informatiesysteem (titel IV), het vervoer en het goederenverkeer (titel V), en de bescherming van persoonsgegevens (titel VI); de overeenkomst stelt voor de toepassing ervan een « Uitvoerend Comité » in (titel VII); ten slotte regelt zij in de slotbepalingen inzonderheid de verbanden tussen de overeenkomst en andere internationale verdragen (titel VIII).

Een zodanige overeenkomst moet ingevolge artikel 68 van de Grondwet ter goedkeuring aan de Wetgevende Kamers worden voorgelegd.

Wanneer het, zoals in het onderhavige geval, internationale verdragen betreft die aan de Wetgevende Kamers ter goedkeuring moeten worden voorgelegd, wordt zowel door de afdeling wetgeving als door de afdeling administratie van de Raad van State aangenomen dat de verdragen zelf, ondertekend of ontworpen, niet om advies behoeven te worden voorgelegd aan de afdeling wetgeving. Overeenkomstig artikel 3 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, moet de afdeling wetgeving geraadpleegd worden over het voorontwerp van een goedkeuringswet, waarbij de tekst van het verdrag en alle overige stukken moeten worden gevoegd die aan de Wetgevende Kamers ter goedkeuring worden voorgelegd.

Het is uitzonderlijk dat het onderzoek van de afdeling wetgeving van de Belgische Raad van State betrekking heeft op het bepaalde in het verdrag zelf; het onderzoek beperkt zich tot enkele precieze vraagstukken, waarover indien nodig opmerkingen worden gemaakt (1).

In het onderhavige geval hebben twee vraagstukken de aandacht van de afdeling wetgeving getrokken.

(1) J. Masquelin, *Le droit des traités dans l'ordre juridique et dans la pratique diplomatique belges*, Brussel, Bruylant, 1980, nr. 191.

Deze vraagpunten zijn:

- 1. L'instrument a-t-il été signé au nom du Roi par ses plénipotentiaires? Dans le cas contraire, réserve-t-il l'entrée en vigueur définitive jusqu'à l'approbation des Chambres ou la ratification royale?
- 2. L'instrument est-il de ceux qui doivent être soumis à approbation à raison de son mode de conclusion ou de la nature de ses stipulations?
- 3. Ne contient-il aucune stipulation qui soit contraire à la Constitution?
- 4. Ses stipulations nécessitent-elles des mesures législatives ou réglementaires internes d'adaptation, de transposition, d'habilitation ou d'exécution?
- 5. La ratification, l'adhésion ou l'acceptation de l'instrument ne créera-t-elle pas un conflit de traités?

I

La première est celle de la compatibilité de la convention faisant l'objet de l'avant-projet de loi d'approbation avec d'autres traités internationaux liant la Belgique.

La convention consacre à ce problème deux dispositions à caractère général. Il s'agit de ses articles 134 et 135. Le premier prévoit que les dispositions de la convention ne sont applicables que dans la mesure où elles sont compatibles avec le droit communautaire — ce qui vise aussi bien l'état actuel du droit communautaire que ses développements futurs, en ce compris le Traité de Maastricht (1) — et le second, qu'elles s'appliquent sous réserve des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'elle a été amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967.

En ce qui concerne plus particulièrement les dispositions de la convention relatives à la responsabilité pour le traitement des demandes d'asile — matière sensible —, les Parties contractantes réaffirment, à l'article 28, leurs obligations découlant de la Convention de Genève. Une garantie supplémentaire résulte de l'article 29.4 qui confère à toute Partie contractante le droit d'assurer elle-même le traitement d'une demande d'asile.

Certes, le Conseil d'Etat, section de législation, est bien conscient que la mise en œuvre de la convention est susceptible de donner lieu à un certain nombre de difficultés et, notamment, à des conflits entre traités de droit international auxquels les dispositions précitées ne fournissent pas une réponse toute faite. Il est également conscient que, s'agissant d'une convention conclue entre plusieurs Etats membres des Communautés européennes et ouverte à l'adhésion de tous les autres Etats membres (art. 140), il eût sans doute été préférable de ne pas laisser au seul Comité exécutif que la convention institue, le soin de veiller à son application correcte (art. 131), mais de prévoir également un contrôle juridictionnel commun. Selon le Conseil d'Etat, section de législation, ces difficultés ne sont toutefois pas une raison suffisante pour déclarer certaines dispositions de la convention incompatibles avec d'autres conventions internationales liant la Belgique.

II

La seconde question est celle de savoir si la convention soumise à l'approbation du Parlement ne contient pas de stipulations qui seraient contraires à la Constitution. Elle se pose plus particulièrement à propos des pouvoirs que la convention attribue au Comité exécutif.

Ainsi qu'on l'a déjà relevé, la convention institue en son article 131, un Comité exécutif, qui a pour mission générale de veiller à son « application correcte », sans préjudice des compétences particulières que la convention attribue audit comité.

Ces compétences particulières ont des objets diversifiés d'importance variable. C'est ainsi que le comité aura à statuer sur les questions suivantes :

- les modalités du franchissement des frontières extérieures (convention, article 3, § 1^{er});
- la détermination des documents permettant le franchissement de la frontière par un étranger (article 5, § 1^{er}, a);
- la fixation des modalités du contrôle et de la surveillance des frontières (article 6, § 3, et article 8);
- les modalités d'application du régime du visa uniforme (article 12);

(1) L'article 142 complète l'article 136. Voyez également l'article 136.2.

I

Het eerste vraagstuk betreft de bestaanbaarheid van de in het voorontwerp van goedkeuringswet bedoelde overeenkomst met andere internationale verdragen waardoor België gebonden is.

De overeenkomst wijdt aan dit probleem twee bepalingen van algemene aard. Het betreft de artikelen 134 en 135. Het eerste artikel schrijft voor dat de bepalingen van de overeenkomst slechts van toepassing zijn voor zover zij verenigbaar zijn met het Gemeenschapsrecht — waarmee zowel de huidige stand van het Gemeenschapsrecht wordt bedoeld als de latere ontwikkelingen, daaronder begrepen het Verdrag van Maastricht (1); het tweede artikel schrijft voor dat die bepalingen van toepassing zijn onder voorbehoud van de bepalingen van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, zoals gewijzigd bij het Protocol van New York van 31 januari 1967.

Meer in het bijzonder met betrekking tot het bepaalde in de overeenkomst op het stuk van de verantwoordelijkheid voor de behandeling van asiolverzoeken — een gevoelige materie — bevestigen de Overeenkomstsluitende Partijen in artikel 28 opnieuw hun verplichtingen uit hoofde van het Verdrag van Genève. Een aanvullende waarborg vloeit voort uit artikel 29.4, naar luid waarvan iedere Overeenkomstsluitende Partij bevoegd blijft zelf een asiolverzoek te behandelen.

De Raad van State, afdeling wetgeving, is er zich weliswaar van bewust dat de tenuitvoerlegging van de overeenkomst een aantal moeilijkheden kan doen rijzen, inzonderheid conflicten tussen internationaalrechtelijke verdragen waarvoor voornoemde bepalingen geen pasklare oplossing geven. De Raad is er zich eveneens van bewust dat, aangezien het een overeenkomst betreft die tussen verscheidene Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen is gesloten en waartoe alle overige Lid-Staten kunnen toetreden (art. 140), het wellicht verkieslijk zou zijn geweest niet uitsluitend aan het bij de overeenkomst ingestelde Uitvoerend Comité de taak op te dragen toe te zien op de juiste toepassing ervan (art. 131), doch eveneens te voorzien in een gemeenschappelijke rechtsprekende controle. Volgens de Raad van State, afdeling wetgeving, vormen die moeilijkheden evenwel niet een genoegzame reden om sommige bepalingen van de overeenkomst onbestaanbaar te verklaren met andere internationale overeenkomsten die België binden.

II

De volgende vraag is of de aan het Parlement ter goedkeuring voorgelegde overeenkomst geen bepalingen bevat die strijdig zouden zijn met de Grondwet. Deze vraag rijst meer in het bijzonder met betrekking tot de bevoegdheden die de overeenkomst toekent aan het Uitvoerend Comité.

Zoals reeds is opgemerkt, stelt artikel 131 van de overeenkomst een Uitvoerend Comité in dat algemeen tot taak heeft toe te zien op de « juiste toepassing » ervan, onverminderd de bijzondere bevoegdheden die de overeenkomst aan dat comité toekent.

Die bijzondere bevoegdheden betreffen onderscheiden aangelegenheden waarvan de belangrijkheid verschillend is. Zo beslist het comité over :

- de nadere regels inzake de overschrijding van de buitengrenzen (overeenkomst, artikel 3.1);
- de vaststelling van de stukken op grond waarvan een vreemdeling de grens kan overschrijden (artikel 5.1, a);
- de vaststelling van de wijze van organisatie van de controle en de bewaking van de grenzen (artikel 6.3 en artikel 8);
- de wijze van toepassing van de regeling van het eenvormige visum (artikel 12);

(1) Artikel 142 vult artikel 136 aan. Zie ook artikel 136.2.

— l'adoption des règles communes pour l'examen des demandes de visa, la durée de validité de ceux-ci, les droits à percevoir pour leur délivrance, les principes d'élaboration d'une liste commune des étrangers aux fins de non-admission... (article 17);

— la définition des critères et modalités pratiques appropriés pour la compensation entre les Parties contractantes, des déséquilibres financiers qui peuvent résulter de l'obligation d'éloignement, lorsque cet éloignement ne peut se réaliser aux frais de l'étranger (article 24);

— la forme et le contenu du certificat, délivré ou authentique par l'Etat de résidence, que doit produire, lors de tout contrôle, le voyageur transportant les stupéfiants et substances psychotropes nécessaires à son traitement médical, notamment quant à la durée de son voyage (article 75, § 2);

— la détermination des armes à feu prohibées, soumises à autorisation ou à déclaration (article 89);

— l'énumération des végétaux et produits végétaux pour lesquels il est renoncé aux contrôles et à la présentation des certificats phytosanitaires prévus par le droit communautaire (article 121, § 1^{er}).

Pour exercer ses attributions particulières, comme pour remplir sa « mission générale de veiller à l'application correcte de la Convention », le Comité exécutif prend ses décisions selon les modalités définies à l'article 132 de la convention et, en particulier, à l'unanimité.

Les pouvoirs ainsi reconnus au Comité exécutif seraient, en raison de leur étendue et de l'usage qui pourrait en être fait, de nature à susciter certaines craintes et à appeler certaines réserves du point de vue du droit constitutionnel si, comme en a jugé le Conseil constitutionnel de France (1), les décisions de ce comité n'étaient pas dépourvues de tout effet direct (2).

Le projet de loi d'approbation n'appelle pas d'autres observations.

L'assemblée générale de la section de législation était composée de :

M. P. TAPIE, premier président;

MM. H. COREMANS et J. NIMMEGEERS, présidents de chambre;

(1) Décision n° 91-294 DC du Conseil constitutionnel du 25 juillet 1991, *Rev. fr. droit administratif*, 1992, pp. 180 à 184. La décision est précédée d'un commentaire dû à la plume du doyen G. Vedel.

Le Conseil constitutionnel se prononce comme suit sur les dispositions de la convention relatives au Comité exécutif :

« Considérant que le titre VII de la convention institue un Comité exécutif qui, indépendamment de compétences particulières qui lui sont limitativement attribuées, a pour mission générale de veiller à l'application correcte de ladite convention; qu'en vertu de l'article 132, chacune des parties contractantes dispose d'un siège au sein du Comité exécutif; qu'il est stipulé au même article que ce comité statue à l'unanimité;

Considérant que si la convention n'assujettit pas le Comité exécutif à un contrôle juridictionnel, son institution comme la définition de ses attributions ne sont pas contraires à la Constitution dès lors qu'aucune stipulation de la convention ne confère aux décisions de ce comité un effet direct sur les territoires des parties contractantes; que les mesures prises par les autorités françaises, à la suite des décisions dudit comité, seront elles-mêmes soumises au contrôle des juridictions françaises, dans le cadre de leurs compétences respectives; ».

(2) Sur la notion d'applicabilité directe, voyez, notamment, J. Verhoeven, *La notion d'« applicabilité directe » du droit international*, *Rev. b. dr. int.* 1980-2, pp. 243 à 264 et F. Rigaux, *Le partage d'attributions entre le législateur et le juge*, note sous Cass. 10 mai 1985 et 6 mars 1986, R.C.J.B. 1987, pp. 11 à 29, spécialement pp. 14 et 15 et, du même, *Le droit successoral des enfants naturels devant le juge international et le juge constitutionnel, observations sous Cour européenne des droits de l'homme*, 29 novembre 1991, Vermeire c/Royaume de Belgique, *Rev. trim. des droits de l'homme* 1992, pp. 215 à 225.

— het aannemen van gemeenschappelijke regels voor de behandeling van visumaanvragen, hun geldigheidsduur, de aan de verlenging ervan verbonden legeskosten, de beginselen die ten grondslag liggen aan de opstelling van een gemeenschappelijke lijst van vreemdelingen *ter fine* van weigering,... (artikel 17);

— de bepaling van de passende criteria en praktische regelingen ter compensatie, onder de Overeenkomstsluitende Partijen, van het financiële onevenwicht dat uit de verplichte verwijdering kan voortvloeien wanneer de verwijdering niet op kosten van de vreemdeling kan geschieden (artikel 24);

— vorm en inhoud van de verklaring, afgegeven of gewaarmerkt door de Staat van ingezetenschap, welke de reiziger die de ten behoeve van een medische behandeling benodigde verdovende middelen en psychotrope stoffen met zich meevoert, bij controle moet overleggen, in het bijzonder de gegevens aangaande de reisduur (artikel 75.2);

— de vaststelling van de verboden, vergunningplichtige en aangifteplichtige vuurwapens (artikel 89);

— de opsomming van de planten en plantaardige producten waarvoor wordt afgezien van de door het Gemeenschapsrecht voorgeschreven fytosanitaire controles en certificaten (artikel 121.1).

Bij de uitoefening van zijn bijzondere bevoegdheden, net als van zijn algemene taak om « toe te zien op de juiste toepassing van de Overeenkomst », beslist het Uitvoerend Comité op de wijze bepaald bij artikel 132 van de overeenkomst, inzonderheid bij eenparigheid van stemmen.

De aldus aan het Uitvoerend Comité toegekende bevoegdheden zouden, gezien hun omvang en het gebruik dat ervan kan worden gemaakt, aanleiding kunnen geven tot enige vrees en tot bepaalde bezwaren uit het oogpunt van het grondwettelijk recht indien, zoals de Conseil constitutionnel van Frankrijk (1) geoordeeld heeft, de beslissingen van dat comité niet verstoken waren van enig rechtstreeks gevolg (2).

Voorts behoren met betrekking tot het ontwerp van goedkeuringswet geen andere opmerkingen te worden gemaakt.

De algemene vergadering van de afdeling wetgeving was samengesteld uit :

De heer P. TAPIE, eerste voorzitter;

De heren H. COREMANS en J. NIMMEGEERS, kamervoorzitters;

(1) Beslissing nr. 91-294 DC d.d. 25 juli 1991 van de Conseil constitutionnel, *Rev. fr. droit administratif*, 1992, blz. 180 tot 184. De beslissing wordt voorafgegaan door een commentaar, geschreven door G. Vedel, het oudste lid in jaren.

De Conseil constitutionnel oordeelt als volgt over de bepalingen van de overeenkomst die betrekking hebben op het Uitvoerend Comité :

« Considérant que le titre VII de la convention institue un Comité exécutif qui, indépendamment de compétences particulières qui lui sont limitativement attribuées, a pour mission générale de veiller à l'application correcte de ladite convention; qu'en vertu de l'article 132, chacune des parties contractantes dispose d'un siège au sein du Comité exécutif; qu'il est stipulé au même article que ce comité statue à l'unanimité;

Considérant que si la convention n'assujettit pas le Comité exécutif à un contrôle juridictionnel, son institution comme la définition de ses attributions ne sont pas contraires à la Constitution dès lors qu'aucune stipulation de la convention ne confère aux décisions de ce comité un effet direct sur les territoires des parties contractantes; que les mesures prises par les autorités françaises, à la suite des décisions dudit comité, seront elles-mêmes soumises au contrôle des juridictions françaises, dans le cadre de leurs compétences respectives; ».

(2) Omtrent het begrip « rechtstreekse toepasbaarheid », zie inzonderheid J. Verhoeven, *La notion d'« applicabilité directe » du droit international*, *Rev. b. dr. int.* 1980-2, blz. 243 tot 264 en F. Rigaux, *Le partage d'attributions entre le législateur et le juge*, noot onder Cass. 10 mei 1985 en 6 maart 1986, R.C.J.B. 1987, blz. 11 tot 29, inz. blz. 14 en 15 en, van dezelfde auteur, *Le droit successoral des enfants naturels devant le juge international et le juge constitutionnel*, opmerkingen onder *Cour européenne des droits de l'homme*, 29 november 1991, Vermeire c/Royaume de Belgique, *Rev. trim. des droits de l'homme* 1992, blz. 215 tot 225.

MM. W. DEROOVER, J. VERMEIRE, Mme S. VANDERHAEGEN, MM. R. ANDERSEN, J. MESSINNE, Y. BOUCQUEY, Y. KREINS et M. VAN DAMME, conseillers d'Etat;

MM. G. SCHRANS, F. DELPEREE, P. GOTHOT, E. WYMEERSCH et J. van COMPERNOLLE, assesseurs de la section de législation;

Mme F. LIEVENS, greffier.

Mme J. GIELISSEN, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Les rapports ont été présentés par M. J. REGNIER, auditeur, et B. SEUTIN, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. K. VERMASSEN, référendaire.

Le Greffier,
F. LIEVENS.

Le Président,
P. TAPIE.

De heren W. DEROOVER, J. VERMEIRE, mevrouw S. VANDERHAEGEN, DE HEREN R. ANDERSEN, J. MESSINNE, Y. BOUCQUEY, Y. KREINS en M. VAN DAMME, staatsraden;

De heren G. SCHRANS, F. DELPEREE, P. GOTHOT, E. WYMEERSCH en J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevrouw F. LIEVENS, griffier.

Mevrouw J. GIELISSEN, toegevoegde griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. TAPIE.

De verslagen werden uitgebracht door de heren J. REGNIER, auditeur, en B. SEUTIN, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de heer K. VERMASSEN, referendaris.

De Griffier,
F. LIEVENS.

De Voorzitter,
P. TAPIE.

CONVENTION

d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union Economique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes

Le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, ci-après dénommés les Parties contractantes,

se fondant sur l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes,

ayant décidé d'accomplir la volonté exprimée dans cet accord de parvenir à la suppression des contrôles aux frontières communes dans la circulation des personnes et d'y faciliter le transport et la circulation des marchandises,

considérant que le Traité instituant les Communautés européennes, complété par l'Acte unique européen, prévoit que le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures,

considérant que le but poursuivi par les Parties contractantes coïncide avec cet objectif, sans préjuger des mesures qui seront prises en application des dispositions du Traité,

considérant que l'accomplissement de cette volonté appelle une série de mesures appropriées et une étroite coopération entre les Parties contractantes,

sont convenus de ce qui suit:

TITRE PREMIER

Définitions

Article premier

Au sens de la présente convention, on entend par:

Frontières intérieures: les frontières communes terrestres des Parties contractantes, ainsi que leurs aéroports pour les vols intérieurs et leurs ports maritimes pour les liaisons régulières de transbordeurs qui sont en provenance ou à destination exclusives d'autres ports sur les territoires des Parties contractantes, sans faire escale dans des ports en dehors de ces territoires;

OVEREENKOMST

ter uitvoering van het tussen de Regeringen van de Staten van de Benelux Economische Unie, de Bondsrepubliek Duitsland en de Franse Republiek op 14 juni 1985 te Schengen gesloten Akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen

Het Koninkrijk België, de Bondsrepubliek Duitsland, de Franse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, hierna te noemen de Overeenkomstsluitende Partijen,

voortbouwende op het op 14 juni 1985 en Schengen gesloten Akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen,

besloten hebbende gestalte te geven aan het in dit Akkoord verankerde streven om de controles aan de gemeenschappelijke grenzen op het verkeer van personen af te schaffen, alsmede het vervoer en het goederenverkeer aan hun gemeenschappelijke grenzen te vereenvoudigen,

overwegende dat in het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschappen, zoals aangevuld door de Europese Akte, is bepaald dat de interne markt een ruimte zonder binnengrenzen omvat,

overwegende dat het door de Overeenkomstsluitende Partijen beoogde doel met deze communautaire doelstelling overeenstemt, onverminderd de maatregelen die ter uitvoering van de bepalingen van het Verdrag worden getroffen,

overwegende dat voor het verwezenlijken van dat streven een reeks passende maatregelen, alsmede een hechte samenwerking tussen de Overeenkomstsluitende Partijen zijn vereist,

zijn het volgende overeengekomen:

TITEL I

Begripsomschrijvingen

Artikel 1

In deze Overeenkomst wordt verstaan onder:

Binnengrenzen: de gemeenschappelijke landgrenzen van de Overeenkomstsluitende Partijen, alsmede hun luchthavens wat betreft de intra-vluchten en hun zeehavens wat betreft de regelmatige veerverbindingen uitsluitend van en naar andere havens op het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen, waarbij geen havens buiten dit gebied worden aangedaan;

ÜBEREINKOMMEN

zur Durchführung des Übereinkommens von Schengen vom 14. Juni 1985 zwischen den Regierungen der Staaten der Benelux-Wirtschaftsunion, der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik betreffend den schrittweisen Abbau der Kontrollen an den gemeinsamen Grenzen

Das Königreich Belgien, die Bundesrepublik Deutschland, die Französische Republik, das Großherzogtum Luxemburg und das Königreich der Niederlande, nachfolgend Vertragsparteien genannt —

aufbauend auf dem am 14. Juni 1985 in Schengen geschlossenen Übereinkommen über den schrittweisen Abbau der Kontrollen an den gemeinsamen Grenzen,

entschlossen, das in diesem Übereinkommen zum Ausdruck gebrachte Bestreben der Abschaffung der Kontrollen des Personenverkehrs an den gemeinsamen Grenzen und der Erleichterung des Transports und des Warenverkehrs zu verwirklichen,

in der Erwägung, daß der Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaften, ergänzt durch die Einheitliche Europäische Akte, vorsieht, daß der Binnenmarkt einen Raum ohne Binnengrenzen umfaßt,

in der Erwägung, daß der durch die Vertragsparteien angestrebte Zweck mit diesem Ziel übereinstimmt, unbeschadet der Maßnahmen, die zur Anwendung der Bestimmungen dieses Vertrages getroffen werden,

in der Erwägung, daß die Verwirklichung dieses Zieles eine Reihe von geeigneten Maßnahmen und eine enge Zusammenarbeit der Vertragsparteien erfordert —

haben folgendes vereinbart:

TITEL I

Begriffsbestimmungen

Artikel 1

Im Sinne dieses Übereinkommens bedeutet:

Binnengrenzen: die gemeinsamen Landgrenzen der Vertragsparteien sowie ihre Flughäfen für die Binnenflüge und ihre Seehäfen für die regelmäßigen Fahrverbindungen ausschließlich von und nach dem Gebiet der Vertragsparteien ohne Fahrtunterbrechung in außerhalb des Gebiets gelegenen Häfen;

Frontières extérieures: les frontières terrestres et maritimes, ainsi que les aéroports et ports maritimes des Parties contractantes, pour autant qu'ils ne sont pas frontières intérieures;

Vol intérieur: tout vol qui est en provenance ou à destination exclusives des territoires des Parties contractantes sans atterrissage sur le territoire d'un Etat tiers;

Etats tiers: tout Etat autre que les Parties contractantes;

Etranger: toute personne autre que les ressortissants des Etats membres des Communautés européennes;

Etranger signalé aux fins de non-admission: tout étranger signalé aux fins de non-admission dans le Système d'Information Schengen conformément aux dispositions de l'article 96;

Point de passage frontalier: tout point de passage autorisé par les autorités compétentes pour le franchissement des frontières extérieures;

Contrôle frontalier: le contrôle aux frontières qui, indépendamment de tout autre motif, se fonde sur la seule intention de franchir la frontière;

Transporteur: toute personne physique ou morale qui assure, à titre professionnel, le transport de personnes par voie aérienne, maritime ou terrestre;

Titre de séjour: toute autorisation de quelque nature que ce soit délivrée par une Partie contractante donnant droit au séjour sur son territoire. N'entre pas dans cette définition l'admission temporaire au séjour sur le territoire d'une Partie contractante en vue du traitement d'une demande d'asile ou d'une demande de titre de séjour;

Demande d'asile: toute demande présentée par écrit, oralement ou autrement par un étranger à la frontière extérieure ou sur le territoire d'une Partie contractante en vue d'obtenir sa reconnaissance en qualité de réfugié conformément à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967 et de bénéficier en cette qualité d'un droit de séjour;

Demandeur d'asile: tout étranger qui a présenté une demande d'asile au sens de la présente Convention sur laquelle il n'a pas encore été statué définitivement;

Traitement d'une demande d'asile: l'ensemble des procédures d'examen, de décision et des mesures prises en application de décisions définitives relatives à une demande d'asile, à l'exclusion de la déter-

Buitengrenzen: de land- en zeegrenzen alsmede de lucht- en zeehavens van de Overeenkomstsluitende Partijen, voor zover zij geen binnengrenzen zijn;

Intra-vlucht: een vlucht uitsluitend van en naar het grondgebied van de overeenkomstsluitende Partijen waarbij geen tussenlanding wordt gemaakt op het grondgebied van een derde Staat;

Derde Staat: een Staat die geen Overeenkomstsluitende Partij is;

Vreemdeling: een persoon die geen onderdaan is van één der Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen;

Ter fine van weigering van toegang gesignaleerde vreemdeling: een vreemdeling die overeenkomstig het bepaalde in artikel 96 ter fine van weigering van toegang gesignaleerd staat in het Schengen-informatiesysteem;

Grensdoorlaatpost: een door de bevoegde autoriteiten voor grensoverschrijding aangewezen doorlaatpost aan de buitengrenzen;

Grenscontrole: de controle aan de grenzen welke, onafhankelijk van enige andere aanleiding, uitsluitend op grond van de beoogde grensoverschrijding, wordt uitgeoefend;

Vervoerder: een natuurlijke of rechtspersoon die het beroepsmatige vervoer van personen door het lucht, over zee of over land verricht;

Verblijfstitel: een door een Overeenkomstsluitende Partij afgegeven vergunning, ongeacht van welke aard, welke recht geeft op verblijf op het grondgebied van die Partij. Onder deze omschrijving valt niet de tijdelijke toelating tot het verblijf op het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij met het oog op de behandeling van een asielverzoek of van een verzoek om een verblijfstitel;

Asielverzoek: een aan de buitengrens of op het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij door een vreemdeling schriftelijk, mondeling of op enige andere wijze te kennen gegeven wens om in de zin van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, zoals gewijzigd bij het Protocol van New York van 31 januari 1967, als vluchteling te worden erkend en als zodanig een verblijfstitel te verkrijgen;

Asielzoeker: een vreemdeling die een asielverzoek als bedoeld in deze Overeenkomst heeft ingediend waaromtrent nog geen onherroepelijk beslissing is genomen;

Behandeling van een asielverzoek: geheel van de beoordelings- en beslissingsprocedures ter zake van een asielverzoek, alsmede van de ter uitvoering van onherroepelijke beslissingen getroffen maatregelen,

Außengrenzen: die Land- und Seegrenzen sowie die Flug- und Seehäfen der Vertragsparteien, soweit sie nicht Binnengrenzen sind;

Binnenflug: ein Flug ausschließlich von und nach dem Gebiet der Vertragsparteien, ohne Landung auf dem Gebiet eines Drittstaates;

Drittstaat: ein Staat, der nicht Vertragspartei ist;

Drittausländer: eine Person, die nicht Staatsangehöriger eines der Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften ist;

Zur Einreiseverweigerung ausgeschriebener Drittausländer: ein Drittausländer, der gemäß Artikel 96 zur Einreiseverweigerung in dem Schengener Informationssystem ausgeschrieben ist;

Grenzübergangsstelle: ein von den zuständigen Behörden für das Überschreiten der Außengrenzen zugelassener Übergang;

Grenzkontrolle: an den Grenzen vorgenommene Kontrolle, die unabhängig von jedem anderen Anlaß ausschließlich aufgrund des beabsichtigten Grenzüberttritts durchgeführt wird;

Beförderungsunternehmer: natürliche oder juristische Person, die gewerblich die Beförderung von Personen auf dem Luft-, See- oder Landweg durchführt;

Aufenthaltstitel: jede von einer Vertragspartei ausgestellte Erlaubnis gleich welcher Art, die zum Aufenthalt in deren Hoheitsgebiet berechtigt. Hierzu zählen nicht die befristete Zulassung zum Aufenthalt im Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien im Hinblick auf die Behandlung eines Asylbegehrens oder eines Antrags auf eine Aufenthaltserlaubnis;

Asylbegehren: jeder an der Außengrenze oder im Gebiet einer Vertragspartei in Europa schriftlich, mündlich oder auf andere Weise geäußerte Wunsch eines Drittausländers mit dem Ziel, den Flüchtlingsstatus nach der Genfer Konvention vom 28. Juli 1951 über den Flüchtlingsstatus in der Fassung des Protokolls vom 31. Januar 1967 zu erlangen und als solcher ein Aufenthaltsrecht zu genießen;

Asylbegehrender: ein Drittausländer, der ein Asylbegehren im Sinne dieses Übereinkommens gestellt hat, über das noch nicht abschließend entschieden ist;

Behandlung eines Asylbegehrens: alle Verfahren zur Prüfung und Entscheidung von Asylbegehren sowie alle in Ausführung der endgültigen Entscheidungen getroffenen Maßnahmen, mit Ausnahme der Be-

mination de la Partie contractante responsable du traitement de la demande d'asile en vertu des dispositions de la présente Convention.

TITRE II

Suppression des contrôles aux frontières intérieures et circulation des personnes

CHAPITRE PREMIER

Franchissement des frontières intérieures

Article 2

1. Les frontières intérieures peuvent être franchies en tout lieu sans qu'un contrôle des personnes soit effectué.

2. Toutefois, lorsque l'ordre public ou la sécurité nationale l'exigent, une Partie contractante peut, après consultation des autres Parties contractantes, décider que, durant une période limitée, des contrôles frontaliers nationaux adaptés à la situation seront effectués aux frontières intérieures. Si l'ordre public ou la sécurité nationale exigent une action immédiate, la Partie Contractante concernée prend les mesures nécessaires et en informe le plus rapidement possible les autres Parties contractantes.

3. La suppression du contrôle des personnes aux frontières intérieures ne porte atteinte ni aux dispositions de l'article 22, ni à l'exercice des compétences de police par les autorités compétentes en vertu de la législation de chaque Partie contractante sur l'ensemble de son territoire, ni aux obligations de détention, de port et de présentation de titres et document prévues par sa législation.

4. Les contrôles des marchandises sont effectués conformément aux dispositions pertinentes de la présente Convention.

CHAPITRE 2

Franchissement des frontières extérieures

Article 3

1. Les frontières extérieures ne peuvent en principe être franchies qu'aux points de passage frontaliers et durant les heures d'ouverture fixées. Des dispositions plus détaillées ainsi que les exceptions et les modalités du petit trafic frontalier, de même que les règles applicables à des caté-

met uitzondering van het vaststellen van de Overeenkomstsluitende Partij welke krachtens de bepalingen van deze Overeenkomst voor de behandeling van het asielverzoek verantwoordelijk is.

TITEL II

Afschaffing van de controles aan de binnengrenzen en personenverkeer

HOOFDSTUK 1

Overschrijding van de binnengrenzen

Artikel 2

1. De binnengrenzen mogen op iedere plaats, zonder dat personencontrole wordt uitgeoefend, worden overschreden.

2. Wanneer evenwel de openbare orde of de nationale veiligheid daartoe noopt, kan een Overeenkomstsluitende Partij, na raadpleging van de overige Overeenkomstsluitende Partijen, besluiten dat gedurende een beperkte periode aan de binnengrenzen aan de situatie aangepaste nationale grenscontroles worden uitgeoefend. Vergen de openbare orde of de nationale veiligheid dat onverwijld wordt opgetreden, dan treft de betrokken Overeenkomstsluitende Partij de nodige maatregelen, en stelt zij de overige Overeenkomstsluitende Partijen hiervan zo spoedig mogelijk in kennis.

3. De afschaffing van de personencontroles aan de binnengrenzen doet geen afbreuk aan het bepaalde in artikel 22, noch aan de uitoefening van politiebevoegdheden door de ingevolge de nationale wetgeving daartoe bevoegde autoriteiten van een Overeenkomstsluitende Partij binnen haar gehele grondgebied, noch aan krachtens de wetgeving van die Partij geldende verplichtingen houder te zijn van titels en documenten of om deze bij zich te hebben en te tonen.

4. De goederencontroles worden verricht overeenkomstig de desbetreffende bepalingen van deze Overeenkomst.

HOOFDSTUK 2

Overschrijding van de buitengrenzen

Artikel 3

1. De buitengrenzen mogen in beginsel slechts via de grensdoorlaatposten en gedurende de vastgestelde openingstijden worden overschreden. Nadere regelingen alsmede de uitzonderingen en de voorwaarden met betrekking tot het kleine grensverkeer, alsook de regels die van toepassing zijn op

stimmung der Vertragspartei, die aufgrund dieses Übereinkommens für die Behandlung des Asylbegehrens zuständig ist.

TITEL II

Abschaffung der Kontrollen an den Binnengrenzen und Personenverkehr

KAPITEL 1

Überschreiten der Binnengrenzen

Artikel 2

(1) Die Binnengrenzen dürfen an jeder Stelle ohne Personenkontrollen überschritten werden.

(2) Wenn die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit es indessen erfordern, kann eine Vertragspartei nach Konsultation der anderen Vertragsparteien beschließen, daß für einen begrenzten Zeitraum an den Binnengrenzen den Umständen entsprechende nationale Grenzkontrollen durchgeführt werden. Verlangen die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit ein sofortiges Handeln, so ergreift die betroffene Vertragspartei die erforderlichen Maßnahmen und unterrichtet darüber möglichst frühzeitig die anderen Vertragsparteien.

(3) Die Anwendung von Artikel 22 und die Ausübung der Polizeibefugnisse durch die nach Maßgabe des nationalen Rechts zuständigen Behörden einer Vertragspartei in dem gesamten Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei sowie die im Recht dieser Vertragspartei vorgesehenen Verpflichtungen über den Besitz, das Mitführen, und das Vorzeigen von Urkunden und Bescheinigungen bleiben von der Abschaffung der Personenkontrollen an den Binnengrenzen unberührt.

(4) Die Warenkontrollen werden nach Maßgabe der einschlägigen Bestimmungen dieses Übereinkommens durchgeführt.

KAPITEL 2

Überschreiten der Außengrenzen

Artikel 3

(1) Die Außengrenzen dürfen grundsätzlich nur an den Grenzübergangsstellen und während der festgesetzten Verkehrsstunden überschritten werden. Das Nähere sowie die Ausnahmen und die Modalitäten des kleinen Grenzverkehrs und die Vorschriften für bestimmte Sonderkategorien

gories particulières de trafic maritime telles que la navigation de plaisance ou la pêche côtière, sont arrêtées par le Comité exécutif.

2. Les Parties contractantes s'engagent à instaurer des sanctions à l'encontre du franchissement non autorisé des frontières extérieures en dehors des points de passage frontaliers et des heures d'ouverture fixées.

Article 4

1. Les Parties contractantes garantissent qu'à partir de 1993, les passagers d'un vol en provenance d'Etats tiers, qui embarquent sur des vols intérieurs, seront au préalable soumis, à l'entrée, à un contrôle de personnes ainsi qu'à un contrôle des bagages à main dans l'aéroport d'arrivée du vol extérieur. Les passagers d'un vol intérieur qui embarquent sur un vol à destination d'Etats tiers, seront au préalable soumis, à la sortie, à un contrôle de personnes et à un contrôle des bagages à main dans l'aéroport de départ du vol extérieur.

2. Les Parties contractantes prennent les mesures nécessaires afin que les contrôles puissent s'effectuer conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er}.

3. Les dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 n'affectent pas le contrôle des bagages enregistrés; ce contrôle est effectué respectivement dans l'aéroport de destination finale ou dans l'aéroport de départ initial.

4. Jusqu'à la date prévue au paragraphe 1, les aéroports sont considérés, par dérogation à la définition des frontières intérieures, comme des frontières extérieures pour les vols intérieurs.

Article 5

1. Pour un séjour n'excédant pas trois mois, l'entrée sur les territoires des Parties contractantes peut être accordée à l'étranger qui remplit les conditions ci-après:

a) posséder un document ou des documents valables permettant le franchissement de la frontière, déterminés par le Comité exécutif;

b) être en possession d'un visa valable si celui-ci est requis;

c) présenter, le cas échéant, les documents justifiant de l'objet et des conditions du séjour envisagé et disposer de moyens de subsistance suffisants, tant pour la durée du séjour envisagé que pour le retour dans le pays de provenance ou le transit vers un Etat tiers dans lequel son admission est garantie, ou être en mesure d'acquiescer légalement ces moyens;

bijzondere categorieën van zeeverkeer, zoals de pleziervaart en de kustvisvangst, worden door het Uitvoerend Comité bepaald.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe sancties te stellen op het onbevoegd overschrijden van de buitengrenzen buiten de grensdoorlaatposten en de vastgestelde oopeningstijden.

Artikel 4

1. De Overeenkomstsluitende Partijen waarborgen dat vanaf 1993 reizigers van vluchten uit derde Staten die op intravvluchten onverstappen vooraf, bij binnenkomst op de luchthaven van aankomst van de buitenvlucht, een personencontrole alsmede een controle op de door hen medegevoerde handbagage dienen te ondergaan. Reizigers van een intra-vlucht die op een vlucht naar derde Staten overstappen dienen vooraf op de luchthaven van vertrek van de buitenvlucht dezelfde controles te ondergaan.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen treffen de nodige maatregelen opdat de controles overeenkomstig het bepaalde in lid 1 kunnen worden uitgeoefend.

3. Het bepaalde in de leden 1 en 2 heeft geen betrekking op de controle op de afgegeven ruimbagage; deze controle wordt op de luchthaven van eindbestemming dan wel op de luchthaven van oorspronkelijk vertrek uitgeoefend.

4. Tot het in lid 1 genoemde tijdstip dienen de luchthavens, in afwijking van de omschrijving van binnengrenzen, voor intravvluchten als buitengrenzen te worden aangekondigd.

Artikel 5

1. Aan een vreemdeling die aan onderstaande voorwaarden voldoet, kan toegang worden verleend tot het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen voor een verblijf van ten hoogste drie maanden:

a) in het bezit zijn van een geldig grensoverschrijdingsdocument of van de geldige grensoverschrijdingsdocumenten, aangegeven door het Uitvoerend Comité;

b) indien vereist, in het bezit zijn van een geldig visum;

c) het, zo nodig, overleggen van documenten ter staving van het doel van het voorgenomen verblijf en de verblijfsomstandigheden alsmede het beschikken over voldoende middelen van bestaan, zowel voor de duur van het voorgenomen verblijf als voor de terugreis naar het land van oorsprong of voor de doorreis naar een derde Staat, waar de toelating is gewaarborgd, dan wel in staat zijn deze middelen rechtmatig te verwerven;

des Seeverkehrs, wie die Vergnügungsschifffahrt und die Küstenfischerei, legt der Exekutivausschuß fest.

(2) Die Vertragsparteien verpflichten sich, das unbefugte Überschreiten der Außengrenzen außerhalb der zugelassenen Grenzübergangsstellen und der festgesetzte Verkehrsstunden mit Sanktionen zu belegen.

Artikel 4

(1) Die Vertragsparteien gewährleisten, daß von 1993 an die Reisenden von Flügen aus Drittstaaten, die in Binnenflüge umsteigen, vorher einer Personenkontrolle sowie einer Kontrolle des von ihnen mitgeführten Handgepäckes bei der Einreise im Ankunftsflughafen des Drittlandfluges unterzogen werden. Die Reisenden eines Binnenfluges, die auf einen Flug in ein Drittland umsteigen, unterliegen zuvor den entsprechenden Kontrollen bei der Ausreise im Ausgangsflughafen des Drittlandfluges.

(2) Die Vertragsparteien treffen die erforderlichen Maßnahmen, damit die Kontrollen entsprechend den Vorschriften des Absatzes 1 erfolgen können.

(3) Die Kontrolle des aufgegebenen Reisegepäckes bleibt von den Bestimmungen der Absätze 1 und 2 unberührt; sie findet jeweils im endgültigen Zielflughafen oder im ursprünglichen Abgangsflughafen statt.

(4) Bis zu dem in Absatz 1 vorgesehenen Datum sind die Flughäfen für Binnenflüge in Abweichung von der Definition der Binnengrenzen als Außengrenzen anzusehen.

Artikel 5

(1) Für einen Aufenthalt von bis zu drei Monaten kann einem Drittausländer die Einreise in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien gestattet werden, wenn er die nachstehenden Voraussetzungen erfüllt:

a) Er muß im Besitz eines oder mehrerer gültiger Grenzübertrittspapiere sein, die von dem Exekutivausschuß bestimmt werden.

b) Er muß, soweit erforderlich, im Besitz eines gültigen Sichtvermerks sein.

c) Er muß gegebenenfalls die Dokumente vorzeigen, die seinen Aufenthaltszweck und die Umstände seines Aufenthalts belegen, und über ausreichende Mittel zur Bestreitung des Lebensunterhalts sowohl für die Dauer des Aufenthalts als auch für die Rückreise in den Herkunftsstaat oder für die Durchreise in einen Drittstaat, in dem seine Zulassung gewährleistet ist, verfügen oder in der Lage sein, diese Mittel auf legale Weise zu erwerben.

d) ne pas être signalé aux fins de non-admission;

e) ne pas être considéré comme pouvant compromettre l'ordre public, la sécurité nationale ou les relations internationales de l'une des Parties contractantes.

2. L'entrée sur les territoires des Parties contractantes doit être refusée à l'étranger qui ne remplit pas l'ensemble de ces conditions, sauf si une Partie contractante estime nécessaire de déroger à ce principe pour des motifs humanitaires ou d'intérêt national ou en raison d'obligations internationales. En ce cas, l'admission sera limitée au territoire de la Partie contractante concernée qui devra en avertir les autres Parties Contractantes.

Ces règles ne font pas obstacle à l'application des dispositions particulières relatives au droit d'asile ni de celles de l'article 18.

3. Est admis en transit l'étranger titulaire d'une autorisation de séjour ou d'un visa de retour délivrés par l'une des Parties contractantes ou, si nécessaire, de ces deux documents, sauf s'il figure sur la liste de signalement nationale de la Partie Contractante aux frontières extérieures de laquelle il se présente.

Article 6

1. La circulation transfrontalière aux frontières extérieures est soumise au contrôle des autorités compétentes. Le contrôle est effectué selon des principes uniformes, dans le cadre des compétences nationales et de la législation nationale, en tenant compte des intérêts de toutes les Parties contractantes et pour les territoires des Parties contractantes.

2. Les principes uniformes mentionnés au paragraphe 1^{er} sont les suivants:

a) Le contrôle des personnes comprend non seulement la vérification des documents de voyage et des autres conditions d'entrée, de séjour, de travail et de sortie, mais encore la recherche et la prévention de menaces pour la sécurité nationale et l'ordre public des Parties contractantes. Ce contrôle porte aussi sur les véhicules et les objets en possession des personnes franchissant la frontière. Il est effectué par chaque Partie contractante en conformité avec sa législation, notamment pour la fouille.

d) niet ter fine van weigering van toegang gesignaleerd staan;

e) niet worden beschouwd als een gevaar voor de openbare orde, de nationale veiligheid of de internationale betrekkingen van één der Overeenkomstsluitende Partijen.

2. Aan een vreemdeling die niet voldoet aan het geheel van deze voorwaarden, moet de toegang tot het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen worden geweigerd, tenzij een Overeenkomstsluitende Partij op grond van humanitaire overwegingen, om redenen van nationaal belang of wegens internationale verplichtingen een afwijking daarvan noodzakelijk acht. In dat geval dient de toegang te worden beperkt tot het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partij die de overige Overeenkomstsluitende Partijen daarvan in kennis moet stellen.

De bijzondere bepalingen inzake het asielrecht en het bepaalde in artikel 18 blijven onverlet.

3. De vreemdeling die houder is van een door een Overeenkomstsluitende Partij afgegeven verblijfstitel of terugkeervisum, dan wel zo nodig van beide documenten, dient doorreis te worden verleend, tenzij hij gesignaleerd staat op de nationale signaeringslijst van de Overeenkomstsluitende Partij wier buitengrens hij beoogt te overschrijden.

Artikel 6

1. Het grensoverschrijdend verkeer aan de buitengrenzen is aan de controle van de bevoegde autoriteiten onderworpen. Deze controle wordt uitgeoefend volgens eenvormige beginselen, op grond van nationale bevoegdheden en overeenkomstig het nationale recht, met inachtneming van de belangen van alle Overeenkomstsluitende partijen voor het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen.

2. De eenvormige beginselen als bedoeld in lid 1 zijn de volgende:

a) de personencontrole behelst, naast de controle op de aanwezigheid en de geldigheid van grensoverschrijdingsdocumenten en de toetsing of aan de andere voorwaarden voor binnenkomst, verblijf, het verrichten van arbeid en uitreis is voldaan, tevens onderzoek naar en het voorkomen van gevaar voor de openbare orde en de nationale veiligheid van de Overeenkomstsluitende Partijen; deze controles hebben ook betrekking op de voertuigen en de in het bezit van de grenspassanten zijnde voorwerpen; zij worden door iedere Overeenkomstsluitende Partij verricht overeenkomstig de nationale wetgeving, in het bijzonder wat betreft de wijze van onderzoek;

d) Er darf nicht zur Einreiseverweigerung ausgeschrieben sein.

e) Er darf keine Gefahr für die öffentliche Ordnung, die nationale Sicherheit oder die internationalen Beziehungen einer der Vertragsparteien darstellen.

(2) Einem Drittausländer, der nicht alle diese Voraussetzungen erfüllt, muß die Einreise in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien verweigert werden, es sei denn, eine Vertragspartei hält es aus humanitären Gründen oder Gründen des nationalen Interesses oder aufgrund internationaler Verpflichtungen für erforderlich, von diesem Grundsatz abzuweichen. In diesen Fällen wird die Zulassung auf das Hoheitsgebiet der betreffenden Vertragspartei beschränkt, die die übrigen Vertragsparteien darüber unterrichten muß.

Die besonderen Bestimmungen des Asylrechts und des Artikels 18 bleiben unberührt.

(3) Einem Drittausländer, der über eine von einer der Vertragsparteien ausgestellte Aufenthaltserlaubnis, einen von einer der Vertragsparteien ausgestellten Rückreiseseichtvermerk oder erforderlichenfalls beide Dokumente verfügt, ist die Durchreise zu gestatten, es sei denn, daß er auf der nationalen Ausschreibungsliste der Vertragspartei steht, an deren Außengrenzen er die Einreise begehrt.

Artikel 6

(1) Der grenzüberschreitende Verkehr an den Außengrenzen unterliegt der Kontrolle durch die zuständigen Behörden. Diese wird nach einheitlichen Grundsätzen, in nationaler Zuständigkeit, nach Maßgabe des nationalen Rechts und unter Berücksichtigung der Interessen aller Vertragsparteien für das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien durchgeführt.

(2) Die einheitlichen Grundsätzen nach Absatz 1 sind:

a) Die Personenkontrolle umfaßt nicht nur die Überprüfung der Grenzübertretungspapiere und der anderen Voraussetzungen für die Einreise, den Aufenthalt, die Arbeitsaufnahme und die Ausreise, sondern auch die fahndungstechnische Überprüfung sowie die Abwehr von Gefahren für die nationale Sicherheit und die öffentliche Ordnung der Vertragsparteien. Die Kontrollen beziehen sich auch auf die Fahrzeuge der die Grenze überschreitenden Personen und die von ihnen mitgeführten Sachen. Sie werden von jeder Vertragspartei nach Maßgabe ihres nationalen Rechts, insbesondere in bezug auf die Durchsuchung, durchgeführt.

b) Toutes les personnes doivent faire l'objet au moins d'un contrôle permettant l'établissement de leur identité à partir de la production ou de la présentation des documents de voyage.

c) A l'entrée, les étrangers doivent être soumis à un contrôle approfondi, au sens des dispositions du point a.

d) A la sortie, il est procédé au contrôle requis dans l'intérêt de toutes les Parties contractantes en vertu du droit des étrangers et pour les besoins de la recherche et de la prévention de menaces pour la sécurité nationale et l'ordre public des Parties Contractantes. Ce contrôle est exercé dans tous les cas à l'égard des étrangers.

e) Si de tels contrôles ne peuvent être effectués en raison de circonstances particulières, des priorités devront être fixées. A cet égard, le contrôle de la circulation, à l'entrée a, en principe, priorité sur le contrôle à la sortie.

3. Les autorités compétentes surveillent par unités mobiles les intervalles des frontières extérieures entre les points de passage frontaliers; il en est de même pour les points de passage frontaliers en dehors de leurs heures normales d'ouverture. Ce contrôle est effectué de manière à ne pas inciter les personnes à éviter le contrôle aux points de passage. Les modalités de la surveillance sont fixées, le cas échéant, par le Comité exécutif.

4. Les Parties contractantes s'engagent à mettre en place des effectifs appropriés et en nombre suffisant en vue de l'exercice du contrôle et de la surveillance des frontières extérieures.

5. Un niveau équivalent de contrôle est exercé aux frontières extérieures.

Article 7

Les Parties contractantes se prêteront assistance et assureront une coopération étroite et permanente en vue d'une exécution efficace des contrôles et surveillances. Elles procéderont notamment à un échange de toutes les informations pertinentes et importantes, à l'exclusion des données nominatives à caractère individuel, sauf dispositions contraires de la présente Convention, à une harmonisation, dans la mesure du possible, des instructions données aux services chargés des contrôles et à la promotion d'une formation et d'un recyclage uniformes du personnel affecté aux contrôles. Cette coopération peut prendre la forme d'un échange de fonctionnaires de liaison.

b) alle personen dienen ten minste een zodanige controle te ondergaan, dat aan de hand van de overgelegde of getoonde reisdocumenten hun identiteit kan worden vastgesteld;

c) bij binnenkomst dienen vreemdelingen een grondige controle als bedoeld onder a) te ondergaan;

d) bij uitreis vinden de controles plaats die in het belang van alle Overeenkomstsluitende Partijen ingevolge het vreemdelingenrecht en ten behoeve van het onderzoek naar en het voorkomen van gevaar voor de openbare orde en de nationale veiligheid van de Overeenkomstsluitende Partijen noodzakelijk zijn; deze controle wordt ten aanzien van vreemdelingen in ieder geval verricht;

e) wanneer wegens bijzondere omstandigheden dergelijke controles niet kunnen worden uitgeoefend, dienen prioriteiten te worden gesteld; in dat geval dient in beginsel voorrang te worden gegeven aan de controle op het binnenkomend verkeer boven de controle op het uitgaand verkeer.

3. De bevoegde autoriteiten bewaken de buitengrenzen buiten de grensdoorlaatposten door middel van patrouilles; hetzelfde geldt voor de grensdoorlaatposten buiten de vastgestelde openingstijden. Deze bewaking dient zodanig te worden uitgeoefend, dat er voor het zich onttrekken aan de controles aan de grensdoorlaatposten geen aansporing ontstaat. De wijze van inrichting van de bewaking wordt in voorkomend geval door het Uitvoerend Comité vastgesteld.

4. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe voor de uitoefening van de grenscontroles en de grensbewaking voldoende, gekwalificeerd personeel ter beschikking te stellen.

5. Aan de buitengrenzen wordt een gelijkwaardig niveau van controle in acht genomen.

Artikel 7

De Overeenkomstsluitende Partijen verlenen elkaar bijstand met het oog op een doelmatige uitvoering van de controle- en bewakingstaken en werken daartoe voortdurend nauw samen. Zij wisselen in het bijzonder alle relevante en belangrijke informatie uit, met uitzondering van persoonsgegevens, tenzij in deze Overeenkomst anders is bepaald, harmoniseren voor zover mogelijk de aan de uitvoerende diensten gerichte instructies en streven naar een uniforme opleiding en bijscholing van het met de controle belaste personeel. Deze samenwerking kan de uitwisseling van contactambtenaren inhouden.

b) Alle Personen sind zumindest einer solchen Kontrolle zu unterziehen, die die Feststellung ihrer Identität anhand der vorgelegten oder vorgezeigten Reisepapiere ermöglicht.

c) Drittausländer unterliegen bei der Einreise einer eingehenden Kontrolle im Sinne des Buchstaben a).

d) Bei der Ausreise finden die Kontrollen statt, die im Interesse aller Vertragsparteien aufgrund des Ausländerrechts und für Zwecke der Fahndung und Abwehr von Gefahren für die nationale Sicherheit und die öffentliche Ordnung der Vertragsparteien geboten sind. Diese Kontrollen erfolgen in jedem Falle bei Drittausländern.

e) Können solche Kontrollen wegen besonderer Umstände nicht durchgeführt werden, sind Schwerpunkte zu setzen. Dabei hat die Kontrolle des Einreiseverkehrs grundsätzlich Vorrang vor der Kontrolle des Ausreiseverkehrs.

(3) Die zuständigen Behörden überwachen die Außengrenzen außerhalb der Grenzübergangsstellen, die Grenzübergangsstellen außerhalb der für sie festgesetzten Verkehrsstunden durch Streifen. Diese Überwachung ist in einer Weise durchzuführen, daß kein Anreiz für eine Umgehung der Kontrollen an den Grenzübergangsstellen entsteht. Die Überwachungsmodalitäten sind gegebenenfalls von dem Exekutivausschuß festzulegen.

(4) Die Vertragsparteien verpflichten sich, geeignete Kräfte in ausreichender Zahl für die Durchführung der Kontrollen und die Überwachung der Außengrenzen zur Verfügung zu stellen.

(5) Für die Kontrollen an den Außengrenzen gilt ein gleichmäßiger Überwachungsstandard.

Artikel 7

Zur wirksamen Durchführung der Kontroll- und Überwachungsaufgaben unterstützen die Vertragsparteien einander und pflegen eine enge und ständige Zusammenarbeit. Sie tauschen insbesondere alle wichtigen einschlägigen Informationen mit Ausnahme der personenbezogenen Daten aus, es sei denn, dieses Übereinkommen enthält anderslautende Bestimmungen, stimmen möglichst die an die nachgeordneten Dienststellen ergehenden Weisungen ab und wirken auf eine einheitliche Aus- und Fortbildung des Kontrollpersonals hin. Diese Zusammenarbeit kann in Form eines Austausches von Verbindungsbeamten erfolgen.

Article 8

Le Comité exécutif prend les décisions nécessaires relatives aux modalités pratiques d'application du contrôle et de la surveillance des frontières.

CHAPITRE 3

Visas

Section 1

Visas pour les séjours
d'une courte durée

Article 9

1. Les Parties contractantes s'engagent à adopter une politique commune en ce qui concerne la circulation des personnes et notamment le régime des visas. A cette fin, elles se prêtent mutuellement assistance. Les Parties contractantes s'engagent à poursuivre d'un commun accord l'harmonisation de leur politique en matière de visas.

2. S'agissant des Etats tiers dont les ressortissants sont soumis à un régime de visa commun à toutes les Parties contractantes au moment de la signature de la présente Convention ou après celle-ci, ce régime de visa ne pourra être modifié que d'un commun accord entre toutes les Parties contractantes. Une Partie contractante peut déroger exceptionnellement au régime commun de visa à l'égard d'un Etat tiers, pour des motifs impérieux relevant de la politique nationale, qui exigent une décision urgente. Elle devra préalablement consulter les autres Parties contractantes et, dans sa décision, tenir compte de leurs intérêts ainsi que des conséquences de cette décision.

Article 10

1. Il est institué un visa uniforme valable pour le territoire de l'ensemble des Parties contractantes. Ce visa, dont la durée de validité est régie par l'article 11, peut être délivré pour un séjour de trois mois au maximum.

2. Jusqu'à l'instauration d'un tel visa, les Parties contractantes reconnaîtront leurs visas nationaux respectifs, pour autant que leur délivrance s'effectue sur la base des conditions et critères communs déterminés dans le cadre des dispositions pertinentes du présent chapitre.

Artikel 8

Het Uitvoerend Comité neemt de nodige beslissingen met betrekking tot de praktische details van de grenscontrole en de grensbewaking.

HOOFDSTUK 3

Visa

Afdeling 1

Visa voor kort
verblijf

Artikel 9

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe een gemeenschappelijk beleid te voeren met betrekking tot het personenverkeer en in het bijzonder met betrekking tot de visumregeling. Zij verlenen elkaar daartoe wederzijdse bijstand. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe in onderling overleg hun visumbeleid verder te harmoniseren.

2. Tegenover derde Staten voor wier onderdanen alle Overeenkomstsluitende Partijen op het tijdstip van ondertekening van deze Overeenkomst een gemeenschappelijke visumregeling hebben of op een later tijdstip in onderling overleg invoeren, kan deze visumregeling slechts in onderling overleg tussen alle Overeenkomstsluitende Partijen worden gewijzigd. Wanneer buitengewone nationale beleidsoverwegingen tot een dringende beslissing nopen, kan een Overeenkomstsluitende Partij, bij wijze van uitzondering, van de gemeenschappelijke visumregeling tegenover een derde Staat afwijken. Zij dient met de overige Overeenkomstsluitende Partijen vooraf in overleg te treden en bij haar beslissing en de daaruit voortvloeiende gevolgen rekening te houden met de belangen van de overige Overeenkomstsluitende Partijen.

Artikel 10

1. Er wordt een eenvormig visum ingesteld dat geldig is voor het grondgebied van alle Overeenkomstsluitende Partijen. Dit visum, waarvan de geldigheidsduur is geregeld in artikel 11, kan voor een periode van ten hoogste drie maanden worden verleend.

2. Tot op het tijdstip van invoering van een dergelijk visum zullen de Overeenkomstsluitende Partijen elkaars nationaal visum erkennen, voor zover de afgifte daarvan geschiedt met inachtneming van de gemeenschappelijke voorwaarden en criteria, welke bij of krachtens de relevante bepalingen van dit hoofdstuk zijn vastgesteld.

Artikel 8

Der Exekutivausschuß trifft die erforderlichen Entscheidungen über die praktische Einzelheiten der Durchführung der Kontrollen und der Überwachung der Grenzen.

KAPITEL 3

Sichtvermerke

Abschnitt 1

Sichtvermerke für einen
kurzfristigen Aufenthalt

Artikel 9

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, eine gemeinsame Politik hinsichtlich des Personenverkehrs, insbesondere in bezug auf die Sichtvermerksregelung zu verfolgen. Hierzu unterstützen sie sich gegenseitig. Die Vertragsparteien verpflichten sich, ihre Sichtvermerkspolitik im Einvernehmen weiter zu harmonisieren.

(2) Gegenüber den Drittstaaten, für deren Staatsangehörige alle Vertragsparteien zum Zeitpunkt der Unterzeichnung dieses Übereinkommens eine gemeinsame Sichtvermerksregelung haben oder später im Einvernehmen einführen, kann diese Sichtvermerksregelung nur im Einvernehmen aller Vertragsparteien geändert werden. Wenn herausragende Gründe der nationalen Politik eine dringende Entscheidung erfordern, kann eine Vertragspartei ausnahmsweise von der gemeinsamen Sichtvermerksregelung gegenüber einem Drittstaat abweichen. Sie hat dabei die übrigen Vertragsparteien vorab zu konsultieren und ihre Interessen bei der Entscheidung und den sich hieraus ergebenden Folgen zu berücksichtigen.

Artikel 10

(1) Es wird ein einheitlicher Sichtvermerk eingeführt, der für das Hoheitsgebiet aller Vertragsparteien gültig ist. Dieser Sichtvermerk, dessen Gültigkeitsdauer in Artikel 11 geregelt wird, kann für einen Aufenthalt von bis zu drei Monaten erteilt werden.

(2) Bis zur Schaffung eines solchen Sichtvermerks erkennen die Vertragsparteien die jeweiligen nationalen Sichtvermerke an, soweit diese auf der Grundlage der im Rahmen der einschlägigen Bestimmungen dieses Kapitels festgelegten gemeinsamen Voraussetzungen und Kriterien erteilt werden.

3. Par dérogation aux dispositions des paragraphes 1^{er} et 2, chaque Partie contractante se réserve le droit de restreindre la validité territoriale du visa selon les modalités communes déterminées dans le cadre des dispositions pertinentes du présent chapitre.

Article 11

1. Le visa institué à l'article 10 peut être :

a) un visa de voyage valable pour une ou plusieurs entrées, sans que ni la durée d'un séjour ininterrompu, ni la durée totale des séjours successifs puissent excéder trois mois par semestre, à compter de la date de la première entrée;

b) un visa de transit qui permet à son titulaire de transiter une, deux ou exceptionnellement plusieurs fois par les territoires des Parties contractantes pour se rendre sur le territoire d'un Etat tiers, sans que la durée d'un transit puisse dépasser cinq jours.

2. Les dispositions du paragraphe 1^{er} ne font pas obstacle à ce que, au cours du semestre considéré, une Partie contractante délivre en cas de besoin un nouveau visa dont la validité sera limitée à son territoire.

Article 12

1. Le visa uniforme institué à l'article 10, paragraphe 1^{er}, est délivré par les autorités diplomatiques et consulaires des Parties contractantes et, le cas échéant, par les autorités des Parties contractantes désignées dans le cadre de l'article 17.

2. La Partie contractante compétente pour la délivrance de ce visa est en principe celle de la destination principale. Si celle-ci ne peut être déterminée, la délivrance du visa incombe en principe au poste diplomatique ou consulaire de la Partie contractante de première entrée.

3. Le Comité exécutif précise les modalités d'application et notamment les critères de détermination de la destination principale.

Article 13

1. Aucun visa ne peut être apposé dans un document de voyage si celui-ci est périmé.

2. La durée de validité du document de voyage doit être supérieure à celle du visa,

3. In afwijking van het bepaalde in de leden 1 en 2 behoudt iedere Overeenkomstsluitende Partij zich het recht voor de geldigheid van het visum territoriaal te beperken met inachtneming van de nadere gemeenschappelijke regels, welke bij of krachtens de relevante bepalingen van dit hoofdstuk zijn vastgesteld.

Artikel 11

1. Het ingevolge artikel 10 ingestelde visum kan zijn:

a) een voor één of meer binnenkomsten geldig reisvisum, waarbij, te rekenen vanaf de datum van eerste binnenkomst, noch de duur van een ononderbroken verblijf, noch de totale duur van de achtereenvolgende verblijven meer dan drie maanden per zes maanden mag bedragen;

b) een doorreisvisum op grond waarvan de houder één, twee of bij wijze van uitzondering verscheidene keren door het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen mag reizen om zich naar het grondgebied van een derde Staat te begeven, zonder dat de duur van de doorreis meer dan vijf dagen mag bedragen.

2. Het bepaalde in lid 1 laat onverlet dat een Overeenkomstsluitende Partij in voorkomend geval in de loop van de desbetreffende periode van zes maanden een ander visum verleent waarvan de geldigheid is beperkt tot haar grondgebied.

Artikel 12

1. Het ingevolge artikel 10, lid 1, ingestelde eenvormige visum wordt afgegeven door de diplomatieke en consulaire autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen en, in voorkomend geval, door de bij of krachtens het bepaalde in artikel 17 aangewezen autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen.

2. De voor afgifte van dit visum bevoegde Overeenkomstsluitende Partij is in beginsel de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied het hoofddoel is gelegen. Kan dit doel niet worden bepaald, dan is in beginsel de diplomatieke of consulaire post van de Overeenkomstsluitende Partij van eerste binnenkomst voor de visumafgifte bevoegd.

3. Het Uitvoerend Comité stelt de wijze van toepassing en in het bijzonder de criteria ter bepaling van het hoofddoel vast.

Artikel 13

1. Geen enkel visum mag worden aangebracht in een reisdocument waarvan de geldigheidsduur is verstreken.

2. De geldigheidsduur van het reisdocument moet langer zijn dan die van het

(3) In Abweichung von den Absätzen 1 und 2 behält sich jede Vertragspartei das Recht vor, die Gültigkeit des Sichtvermerks auf der Grundlage der im Rahmen der einschlägigen Bestimmungen dieses Kapitels festgelegten gemeinsamen Modalitäten räumlich zu beschränken.

Artikel 11

(1) Der in Artikel 10 eingeführte Sichtvermerk kann sein:

a) Ein für eine oder mehrere Einreisen gültiger Sichtvermerk, wobei weder die Dauer eines ununterbrochenen Aufenthalts noch die Gesamtdauer der aufeinander folgenden Aufenthalte vom Datum der ersten Einreise an gerechnet mehr als drei Monate pro Halbjahr betragen dürfen;

b) ein Durchreisestichtvermerk, der seinen Inhaber berechtigt, ein, zwei oder ausnahmsweise mehrere Male durch das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien zu reisen, um sich in das Hoheitsgebiet eines Drittstaates zu begeben, wobei die Dauer einer Durchreise fünf Tage nicht überschreiten darf.

(2) Absatz 1 hindert eine Vertragspartei nicht, im Bedarfsfall innerhalb des betreffenden Halbjahres einen weiteren Sichtvermerk zu erteilen, der räumlich auf ihr Hoheitsgebiet beschränkt ist.

Artikel 12

(1) Der in Artikel 10 Absatz 1 eingeführte einheitliche Sichtvermerk wird von den diplomatischen und konsularischen Vertretungen und gegebenenfalls von den gemäß Artikel 17 festgelegten Behörden der Vertragsparteien erteilt.

(2) Für die Erteilung dieses Sichtvermerks ist grundsätzlich die Vertragspartei zuständig, in deren Hoheitsgebiet das Hauptreiseziel liegt. Kann dieses Ziel nicht bestimmt werden, so obliegt die Ausstellung des Sichtvermerks grundsätzlich der diplomatischen oder konsularischen Vertretung der Vertragspartei der ersten Einreise.

(3) Der Exekutivausschuß legt die Anwendungsmodalitäten und insbesondere die Kriterien zur Bestimmung des Hauptreiseziels fest.

Artikel 13

(1) Es darf kein Sichtvermerk in einem abgelaufenen Reisepass erteilt werden.

(2) Die Gültigkeitsdauer des Reisepassports muß die des Sichtvermerks über-

compte tenu du délai d'utilisation de celui-ci. Elle doit permettre le retour de l'étranger dans son pays d'origine ou son entrée dans un pays tiers.

Article 14

1. Aucun visa ne peut être apposé dans un document de voyage si celui-ci n'est valable pour aucune des Parties contractantes. Si le document de voyage n'est valable que pour une ou plusieurs Parties contractantes, le visa à apposer sera limité à cette ou à ces Parties contractantes.

2. Dans le cas où le document de voyage n'est pas reconnu comme valable par une ou plusieurs des Parties contractantes, le visa peut être délivré sous la forme d'une autorisation tenant lieu de visa.

Article 15

En principe, les visas mentionnés à l'article 10 ne peuvent être délivrés que si l'étranger satisfait aux conditions d'entrée fixées à l'article 5, paragraphe 1^{er}, point *a, c, d et e*.

Article 16

Si une Partie contractante estime nécessaire de déroger, pour l'un des motifs énumérés à l'article 5, paragraphe 2, au principe défini à l'article 15, en délivrant un visa à un étranger qui ne remplit pas l'ensemble des conditions d'entrée visées à l'article 5, paragraphe 1^{er}, la validité de ce visa sera limitée au territoire de cette Partie contractante qui devra en avertir les autres Parties contractantes.

Article 17

1. Le Comité exécutif arrête des règles communes pour l'examen des demandes de visa, veille à leur application correcte et les adapte aux nouvelles situations et circonstances.

2. Le Comité exécutif précise en outre les cas dans lesquels la délivrance d'un visa est subordonnée à la consultation de l'autorité centrale de la Partie contractante saisie, ainsi que, le cas échéant, des autorités centrales des autres Parties contractantes.

visum, rekening houdend met de gebruiks-termijn daarvan. Op grond daarvan moet de vreemdeling naar zijn land van oorsprong kunnen terugkeren of zich naar een derde Staat kunnen begeven.

Artikel 14

1. Er mag geen visum worden aangebracht in een reisdocument indien dit voor geen der Overeenkomstsluitende Partijen geldig is. Is het reisdocument slechts voor één of meer Overeenkomstsluitende Partijen geldig, dan dient de geldigheid van het aan te brengen visum tot deze Overeenkomstsluitende Partij of Partijen te worden beperkt.

2. Indien het reisdocument door één of meer Overeenkomstsluitende Partijen niet als «geldig reisdocument» is erkend, kan het visum worden afgegeven in de vorm van een visumverklaring.

Artikel 15

De visa als bedoeld in artikel 10 mogen in beginsel slechts worden afgegeven, voor zover de vreemdeling aan de in artikel 5, lid 1, onder *a), c), d)* en *e)*, gestelde voorwaarden voor binnenkomst voldoet.

Artikel 16

Indien een Overeenkomstsluitende Partij het om één van de in artikel 5, lid 2, genoemde redenen noodzakelijk acht om af te wijken van het in artikel 15 neergelegde beginsel en aan een vreemdeling die niet aan alle in artikel 5, lid 1, genoemde voorwaarden voor binnenkomst voldoet, een visum te verlenen, wordt de geldigheid van dit visum territoriaal beperkt tot het grondgebied van deze Partij, die de overige Overeenkomstsluitende Partijen hiervan in kennis dient te stellen.

Artikel 17

1. Het Uitvoerend Comité stelt gemeenschappelijke regels vast voor de behandeling van visumaanvragen, ziet toe op een juiste toepassing van deze regels en past deze aan gewijzigde situaties en omstandigheden aan.

2. Het Uitvoerend Comité bepaalt voorts de gevallen waarin de afgifte van een visum afhankelijk is van raadpleging van de centrale autoriteit van de betrokken Overeenkomstsluitende Partij en, in voorkomend geval, van de raadpleging van de centrale autoriteiten van de overige Overeenkomstsluitende Partijen.

schreiten, wobei die Frist für die Benutzung des Sichtvermerks zu berücksichtigen ist. Sie muß die Rückreise des Drittausländers in seinen Herkunftsstaat oder seine Einreise in einen Drittstaat zulassen.

Artikel 14

(1) Es darf kein Sichtvermerk in einem Reisedokument erteilt werden, wenn dieses für keine der Vertragsparteien gültig ist. Ist das Reisedokument lediglich für eine oder mehrere Vertragsparteien gültig, so ist der erteilte Sichtvermerk auf diese Vertragspartei oder diese Vertragsparteien zu beschränken.

(2) Wird das Reisedokument von einer oder mehreren Vertragsparteien nicht als gültig anerkannt, so kann ein Sichtvermerk in Form einer Genehmigung, die als Sichtvermerk gilt, erteilt werden.

Artikel 15

Grundsätzlich dürfen Sichtvermerke nach Artikel 10 nur einem Drittausländer erteilt werden, der die in Artikel 5 Absatz 1 Buchstaben *a), c), d)* und *e)* aufgeführten Einreisevoraussetzungen erfüllt.

Artikel 16

Hält eine Vertragspartei es für notwendig, aus einem der in Artikel 5 Absatz 2 genannten Gründe von dem in Artikel 15 festgeschriebenen Grundsatz abzuweichen und einem Drittausländer, der nicht sämtliche in Artikel 5 Absatz 1 vorgesehenen Einreisevoraussetzungen erfüllt, einen Sichtvermerk zu erteilen, wird die räumliche Gültigkeit dieses Sichtvermerks auf das Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei, die die anderen Vertragsparteien davon benachrichtigen muß, beschränkt.

Artikel 17

(1) Der Exekutivausschuß legt gemeinsame Regelungen für die Prüfung der Sichtvermerksanträge fest, achtet auf deren richtige Anwendung und paßt sie an neue Situationen und Umstände an.

(2) Der Exekutivausschuß legt darüber hinaus die Fälle fest, in denen die Erteilung eines Sichtvermerks von der Konsultation der zentralen Behörde der betroffenen Vertragspartei und gegebenenfalls von der Konsultation der zentralen Behörden der anderen Vertragsparteien abhängig ist.

3. Le Comité Exécutif prend en outre les décisions nécessaires concernant les points suivants:

- a) les documents de voyage qui peuvent être revêtus d'un visa;
- b) les instances chargées de la délivrance des visas;
- c) les conditions de délivrance de visas à la frontière;
- d) la forme, le contenu, la durée de validité des visas et les droits à percevoir pour leur délivrance;
- e) les conditions de prolongation et de refus des visas mentionnés aux points c) et d), dans le respect des intérêts de l'ensemble des Parties contractantes;
- f) les modalités de limitation de la validité territoriale des visas;
- g) les principes d'élaboration d'une liste commune des étrangers signalés aux fins de non-admission, sans préjudice de l'article 96.

Section 2

Visas pour des séjours de longue durée

Article 18

Les visas pour un séjour de plus de trois mois sont des visas nationaux délivrés par l'une des Parties contractantes selon sa propre législation. Un tel visa permet à son titulaire de transiter par le territoire des autres Parties contractantes en vue de se rendre sur le territoire de la Partie contractante qui a délivré le visa, sauf s'il ne satisfait pas aux conditions d'entrée visées à l'article 5, paragraphe 1^{er}, a), d) et e) ou s'il figure sur la liste de signalement nationale de la Partie Contractante par le territoire de laquelle le transit est souhaitée.

CHAPITRE 4

Conditions de circulations des étrangers

Article 19

1. Les étrangers titulaires d'un visa uniforme qui sont entrés régulièrement sur le territoire de l'une des Parties contractantes peuvent circuler librement sur le territoire de l'ensemble des Parties contractantes pendant la durée de validité du visa, pour

3. Het Uitvoerend Comité neemt daarenboven de nodige beslissingen betreffende onderstaande punten:

- a) de reisdocumenten waarin een visum kan worden aangebracht;
- b) de met de visumverlening belaste instanties;
- c) de voorwaarden voor visumverlening aan de grens;
- d) de vorm, de inhoud, de geldigheidsduur van de visa en de aan de verlening daarvan verbonden legeskosten;
- e) de voorwaarden voor verlenging en weigering van de onder c) en d) bedoelde visa, met inachtneming van de belangen van alle Overeenkomstsluitende Partijen;
- f) de wijzen waarop de geldigheid van de visa territoriaal wordt beperkt;
- g) de beginselen, welke ten grondslag liggen aan de opstelling van een gemeenschappelijke lijst van ter *fine* van weigering van toegang gesignaleerde vreemdelingen, onverminderd het bepaalde in artikel 96.

Afdeling 2

Visa voor verblijf van langere duur

Artikel 18

De visa voor een verblijf van langer dan drie maanden zijn nationale visa welke door iedere Overeenkomstsluitende Partij overeenkomstig de eigen wetgeving worden afgegeven. Een dergelijk visum geeft de houder daarvan het recht over het grondgebied van de overige Overeenkomstsluitende Partijen door te reizen, ten einde zich te begeven naar het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partij die het visum heeft verleend, tenzij hij niet kan voldoen aan de in artikel 5, lid 1, onder a), d) en e), bedoelde voorwaarden voor binnenkomst, of gesignaleerd staat op de nationale signaleringslijst van de Overeenkomstsluitende Partij over wier grondgebied hij wenst door te reizen.

HOOFDSTUK 4

Voorwaarden voor reisverkeer van vreemdelingen

Artikel 19

1. Vreemdelingen die houder zijn van een eenvormig visum en die het grondgebied van één der Overeenkomstsluitende Partijen op regelmatige wijze zijn binnengekomen, mogen zich, zolang het visum geldig is en voor zover zij aan de in artikel 5,

(3) Der Exekutivausschuß trifft ferner die erforderlichen Entscheidungen in bezug auf die nachstehenden Punkte:

- a) Sichtvermerksfähige Reisedokumente;
- b) für die Sichtvermerkserteilung zuständige Instanzen;
- c) Voraussetzungen für die Sichtvermerkserteilung an der Grenze;
- d) Form, Inhalt, Gültigkeitsdauer der Sichtvermerke und für ihre Ausstellung einzuziehende Gebühren;
- e) Voraussetzungen für die Verlängerung und Verweigerung der nach Buchstabe c) und d) erteilten Sichtvermerke unter Berücksichtigung der Interessen aller Vertragsparteien;
- f) Modalitäten der räumlichen Beschränkung des Sichtvermerks;
- g) Grundsätze für die Erstellung einer gemeinsamen Liste von zur Einreiseverweigerung ausgeschriebenen Drittstaaten, unbeschadet des Artikels 96.

Abschnitt 2

Sichtvermerke für einen längerfristigen Aufenthalt

Artikel 18

Die Sichtvermerke für einen Aufenthalt von mehr als drei Monaten sind nationale Sichtvermerke, die von jeder Vertragspartei nach Maßgabe ihres nationalen Rechts erteilt werden. Ein solcher Sichtvermerk berechtigt den Inhaber, durch das Hoheitsgebiet der anderen Vertragsparteien zu reisen, um sich in das Hoheitsgebiet der Vertragspartei zu begeben, die den Sichtvermerk ausgestellt hat, es sei denn, er erfüllt die in Artikel 5 Absatz 1 Buchstaben a), d) und e) aufgeführten Einreisevoraussetzungen nicht oder er steht auf der nationalen Ausschreibungsliste der Vertragspartei, durch deren Hoheitsgebiet die Durchreise begehrt wird.

KAPITEL 4

Voraussetzungen für den Reiseverkehr von Drittstaaten

Artikel 19

(1) Drittstaaten, die Inhaber eines einheitlichen Sichtvermerks sind und rechtmäßig in das Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien eingereist sind, können sich während der Gültigkeitsdauer des Sichtvermerks und soweit sie die in Arti-

autant qu'ils remplissent les conditions d'entrée visées à l'article 5, paragraphe 1^{er}, points a), c), d) et e).

2. Jusqu'à l'instauration du visa uniforme, les étrangers titulaires d'un visa délivré par une des Parties contractantes, qui sont entrés régulièrement sur le territoire de l'une d'elles, peuvent circuler librement sur le territoire de l'ensemble des Parties Contractantes pendant la durée de validité du visa et au maximum pendant trois mois à compter de la date de la première entrée, pour autant qu'ils remplissent les conditions d'entrée visées à l'article 5, paragraphe 1^{er}, points a), c), d) et e).

3. Les paragraphes 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas aux visas dont la validité fait l'objet d'une limitation territoriale conformément aux dispositions du chapitre 3 du présent Titre.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions de l'article 22.

Article 20

1. Les étrangers non soumis à l'obligation de visa peuvent circuler librement sur les territoires des Parties contractantes pendant une durée maximale de trois mois au cours d'une période de six mois à compter de la date de première entrée, pour autant qu'ils remplissent les conditions d'entrée visées à l'article 5, paragraphe 1^{er}, points a), c), d) et e).

2. Les dispositions du paragraphe 1^{er} ne font pas obstacle au droit de chaque Partie contractante de prolonger au-delà de trois mois le séjour d'un étranger sur son territoire dans des circonstances exceptionnelles ou par application des dispositions d'un accord bilatéral conclu antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention.

3. Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions de l'article 22.

Article 21

1. Les étrangers titulaires d'un titre de séjour délivré par une des Parties contractantes peuvent, sous le couvert de ce titre ainsi qu'un document de voyage, ces documents étant en cours de validité, circuler librement pendant une période de trois mois au maximum sur le territoire des autres Parties contractantes, pour autant qu'ils remplissent les conditions d'entrée visées à l'article 5, paragraphe 1^{er}, points a), c) et e) et qu'ils ne figurent pas sur la liste de signalement nationale de la Partie contractante concernée.

lid 1, onder a), c), d) en e), bedoelde voorwaarden voor binnenkomst voldoen, op het grondgebied van alle Overeenkomstsluitende Partijen vrij verplaatsen.

2. Tot op het tijdstip van instelling van het eenvormige visum mogen vreemdelingen die houder zijn van een door één van deze Partijen verleend visum en die het grondgebied van één van deze Partijen op regelmatige wijze zijn binnengekomen, zolang het visum geldig is en voor ten hoogste drie maanden te rekenen vanaf de datum van de eerste binnenkomst, zich op het grondgebied van alle Overeenkomstsluitende Partijen vrij verplaatsen, voor zover zij voldoen aan de in artikel 5, lid 1, onder a), c), d) en e), bedoelde voorwaarden voor binnenkomst.

3. Het bepaalde in de leden 1 en 2 is niet van toepassing op visa waarvan de geldigheid territoriaal is beperkt overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 3 van deze Titel.

4. Het bepaalde in dit artikel geldt onverminderd het bepaalde in artikel 22.

Artikel 20

1. Vreemdelingen die niet aan de visumplicht zijn onderworpen, mogen zich voor de duur van ten hoogste drie maanden binnen een periode van zes maanden, gerekend vanaf de datum van eerste binnenkomst, op het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen vrij verplaatsen, voor zover zij voldoen aan de in artikel 5, lid 1, onder a), c), d) en e), bedoelde voorwaarden voor binnenkomst.

2. Het bepaalde in lid 1 doet geen afbreuk aan het recht van iedere Overeenkomstsluitende Partij om in bijzondere omstandigheden of krachtens de bepalingen van een vóór de inwerkingtreding van deze Overeenkomst gesloten bilaterale overeenkomst de verblijfstermijn van drie maanden van een vreemdeling op haar grondgebied te verlengen.

3. Het bepaalde in dit artikel geldt onverminderd het bepaalde in artikel 22.

Artikel 21

1. Vreemdelingen die houder zijn van een geldige, door één der Overeenkomstsluitende Partijen afgegeven verblijfstitel, mogen zich gedurende een periode van ten hoogste drie maanden op grond van deze titel en van een geldig reisdocument vrij verplaatsen op het grondgebied van de overige Overeenkomstsluitende Partijen, voor zover zij voldoen aan de in artikel 5, lid 1, onder a), c) en e), bedoelde voorwaarden voor binnenkomst, en niet gesignaleerd staan op de nationale signaleringslijst van de betrokken Overeenkomstsluitende Partij.

kel 5 Absatz 1 Buchstaben a), c), d) und e) aufgeführten Einreisevoraussetzungen erfüllen, frei in dem Hoheitsgebiet aller Vertragsparteien bewegen.

(2) Bis zur Schaffung des einheitlichen Sichtvermerks können sich Drittausländer, die Inhaber eines von einer dieser Vertragsparteien ausgestellten Sichtvermerks sind und rechtmäßig in das Hoheitsgebiet einer dieser Vertragsparteien eingereist sind, während der Gültigkeitsdauer des Sichtvermerks, jedoch höchstens bis zu drei Monaten vom Datum der ersten Einreise an und soweit sie die in Artikel 5 Absatz 1 Buchstaben a), c), d) und e) aufgeführten Einreisevoraussetzungen erfüllen, frei in dem Hoheitsgebiet aller Vertragsparteien bewegen.

(3) Absätze 1 und 2 finden keine Anwendung auf Sichtvermerke, deren Gültigkeit nach Maßgabe der Bestimmungen des Kapitels 3 dieses Titels räumlich beschränkt ist.

(4) Die Bestimmungen dieses Artikels gelten unbeschadet des Artikels 22.

Artikel 20

(1) Sichtvermerksfreie Drittausländer können sich in dem Hoheitsgebiet der Vertragsparteien frei bewegen, höchstens jedoch drei Monate innerhalb einer Frist von sechs Monaten von dem Datum der ersten Einreise an und soweit sie die in Artikel 5 Absatz 1 Buchstaben a), c), d) und e) aufgeführten Einreisevoraussetzungen erfüllen.

(2) Absatz 1 berührt nicht das Recht jeder Vertragspartei, den Aufenthalt eines Drittausländers in ihrem Hoheitsgebiet in Ausnahmefällen oder in Anwendung der Bestimmungen eines bilateralen Abkommens, das bereits vor dem Inkrafttreten dieses Übereinkommens zustande gekommen ist, über drei Monate hinaus zu verlängern.

(3) Die Bestimmungen dieses Artikels gelten unbeschadet des Artikels 22.

Artikel 21

(1) Drittausländer, die Inhaber eines gültigen, von einer der Vertragsparteien ausgestellten Aufenthaltstitels sind, können sich aufgrund dieses Dokuments und eines gültigen Reisedokuments höchstens bis zu drei Monaten frei im Hoheitsgebiet der anderen Vertragsparteien bewegen, soweit sie die in Artikel 5 Absatz 1 Buchstaben a), c) und e) aufgeführten Einreisevoraussetzungen erfüllen und nicht auf der nationalen Ausschreibungsliste der betroffenen Vertragspartei stehen.

2. Le paragraphe 1^{er} s'applique également aux étrangers titulaires d'une autorisation provisoire de séjour, délivrée par l'une des Parties contractantes et d'un document de voyage délivré par cette Partie contractante.

3. Les Parties contractantes communiquent au Comité exécutif la liste des documents qu'ils délivrent valant titre de séjour ou autorisation provisoire de séjour et document de voyage au sens du présent article.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions de l'article 22.

Article 22

1. Les étrangers entrés régulièrement sur le territoire d'une des Parties contractantes sont tenus de se déclarer, dans les conditions fixées par chaque Partie contractante, aux autorités compétentes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils pénètrent. Cette déclaration peut être souscrite au choix de chaque Partie contractante, soit à l'entrée, soit, dans un délai de trois jours ouvrables à partir de l'entrée, à l'intérieur du territoire de la Partie contractante sur lequel ils pénètrent.

2. Les étrangers résidant sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui se rendent sur le territoire d'une autre Partie contractante sont astreints à l'obligation de déclaration visée au paragraphe 1^{er}.

3. Chaque Partie contractante arrête les exceptions aux dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 et les communique au Comité Exécutif.

Article 23

1. L'étranger qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions de court séjour applicables sur le territoire de l'une des Parties contractantes doit en principe quitter sans délai les territoires des Parties contractantes.

2. L'étranger qui dispose d'un titre de séjour ou d'une autorisation de séjour provisoire en cours de validité délivrés par une autre Partie contractante, doit se rendre sans délai sur le territoire de cette Partie contractante.

3. Lorsque le départ volontaire d'un tel étranger n'est pas effectué ou lorsqu'il peut être présumé que ce départ n'aura pas lieu ou si le départ immédiat de l'étranger s'impose pour des motifs relevant de la

2. Het bepaalde in lid 1 is eveneens van toepassing op vreemdelingen die houder zijn van een door één der Overeenkomstsluitende Partijen afgegeven tijdelijke verblijfsinstemming en van een door die Partij afgegeven reisdocument.

3. De Overeenkomstsluitende Partijen doen het Uitvoerend Comité mededeling van de lijst van documenten, welke zij als verblijfstitel of tijdelijke verblijfsinstemming, dan wel als reisdocument in de zin van dit artikel afgeven.

4. Het bepaalde in dit artikel geldt onverminderd het bepaalde in artikel 22.

Artikel 22

1. Vreemdelingen die op regelmatige wijze op het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij zijn binnengereisd, dienen zich onder de door ieder van de Overeenkomstsluitende Partijen vastgestelde voorwaarden aan te melden bij de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied zij binnenkomen. Deze aanmelding kan naar keuze van elke Overeenkomstsluitende Partij hetzij bij binnenkomst, hetzij binnen drie werkdagen te rekenen vanaf de datum van binnenkomst, in het binnenland geschieden.

2. Vreemdelingen die op het grondgebied van één der Overeenkomstsluitende Partijen verblijven en zich naar het grondgebied van één der overige Overeenkomstsluitende Partijen begeven, dienen aan de in lid 1 neergelegde verplichting te voldoen.

3. Uitzonderingen op het bepaalde in de leden 1 en 2 worden door iedere Overeenkomstsluitende Partij vastgesteld en ter kennis gebracht van het Uitvoerend Comité.

Artikel 23

1. De vreemdeling die niet of niet meer voldoet aan de op het grondgebied van één der Overeenkomstsluitende Partijen geldende voorwaarden inzake kort verblijf, dient in beginsel het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen onverwijld te verlaten.

2. Wanneer een vreemdeling over een geldige verblijfstitel of tijdelijke verblijfsinstemming van een andere Overeenkomstsluitende Partij beschikt, dient hij zich onverwijld naar het grondgebied van die Overeenkomstsluitende Partij te begeven.

3. Indien het vrijwillige vertrek van de vreemdeling niet plaatsvindt of indien een vermoeden bestaat dat dit vertrek niet zal plaatsvinden of indien het onmiddellijke vertrek van de vreemdeling om redenen van

(2) Das gleiche gilt für Drittausländer, die Inhaber eines von einer der Vertragsparteien ausgestellten vorläufigen Aufenthaltstitels und eines von dieser Vertragspartei ausgestellten Reisedokuments sind.

(3) Die Vertragsparteien übermitteln dem Exekutivausschuß die Liste der Dokumente, die sie als Aufenthaltserlaubnis oder vorläufigen Aufenthaltstitel und als Reisedokument im Sinne dieses Artikels ausstellen.

(4) Die Bestimmungen dieses Artikels gelten unbeschadet des Artikels 22.

Artikel 22

(1) Drittausländer, die rechtmäßig in das Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien eingereist sind, sind verpflichtet, unter den Voraussetzungen, die von jeder Vertragspartei festgelegt werden, sich bei den zuständigen Behörden der Vertragspartei zu melden, in deren Hoheitsgebiet sie einreisen. Die Anzeige kann nach Wahl jeder Vertragspartei entweder bei der Einreise oder, innerhalb einer Frist von drei Arbeitstagen von dem Einreisedatum an, im Landesinnern erfolgen.

(2) Drittausländer, die im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei ansässig sind und sich in das Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei begeben, unterliegen der Meldepflicht nach Absatz 1.

(3) Die Ausnahmen von Absatz 1 und 2 werden von jeder Vertragspartei festgelegt und dem Exekutivausschuß mitgeteilt.

Artikel 23

(1) Der Drittausländer, der die im Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien geltenden Voraussetzungen für einen kurzen Aufenthalt nicht oder nicht mehr erfüllt, hat grundsätzlich unverzüglich das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien zu verlassen.

(2) Verfügt der Drittausländer über eine von einer anderen Vertragspartei ausgestellte gültige Aufenthaltserlaubnis oder über einen von einer anderen Vertragspartei ausgestellten vorläufigen Aufenthaltstitel, so hat er sich unverzüglich in das Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei zu begeben.

(3) Soweit die freiwillige Ausreise eines solchen Drittausländers nicht erfolgt oder angenommen werden kann, daß diese Ausreise nicht erfolgen wird, oder soweit die sofortige Ausreise des Drittausländers

sécurité nationale ou de l'ordre public, l'étranger doit être éloigné du territoire de la Partie contractante sur lequel il a été appréhendé, dans les conditions prévues par le droit national de cette Partie contractante. Si l'application de ce droit ne permet pas l'éloignement, la Partie contractante concernée peut admettre l'intéressé au séjour sur son territoire.

4. L'éloignement peut être réalisé du territoire de cet Etat vers le pays d'origine de cette personne ou tout autre Etat dans lequel son admission est possible, notamment en application des dispositions pertinentes des accords de réadmission conclus par les Parties contractantes.

5. Les dispositions du paragraphe 4 ne font pas obstacle aux dispositions nationales relatives au droit d'asile ni à l'application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967 ni aux dispositions du paragraphe 2 du présent article et de l'article 33, paragraphe 1^{er}, de la présente Convention.

Article 24

Sous réserve de la définition par le Comité exécutif des critères et modalités pratiques appropriés, les Parties contractantes compensent entre elles les déséquilibres financiers qui peuvent résulter de l'obligation d'éloignement prévue à l'article 23 lorsque cet éloignement ne peut se réaliser aux frais de l'étranger.

CHAPITRE 5

Titres de séjour et signalement aux fins de non-admission

Article 25

1. Lorsqu'une Partie contractante envisage de délivrer un titre de séjour à un étranger qui est signalé aux fins de non-admission, elle consulte au préalable la Partie contractante signalante et prend en compte les intérêts de celle-ci; le titre de séjour ne sera délivré que pour des motifs sérieux, notamment d'ordre humanitaire ou résultant d'obligations internationales.

Si le titre de séjour est délivré, la Partie contractante signalante procède au retrait du signalement, mais peut cependant inscrire cet étranger sur sa liste nationale de signalement.

openbare orde of nationale veiligheid geboden is, dient de vreemdeling overeenkomstig de in de nationale wetgeving van die Partij neergelegde voorwaarden te worden verwijderd van het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partij waar hij werd aangehouden. Indien verwijdering ingevolge de wet niet is toegestaan, kan die Partij de betrokken vreemdeling verblijf toestaan op haar grondgebied.

4. Deze verwijdering kan geschieden naar het land van herkomst van de vreemdeling of naar enig ander land waar diens toelating mogelijk is, in het bijzonder ingevolge de relevante bepalingen van de door de Overeenkomstsluitende Partijen gesloten terugname-overeenkomsten.

5. Het bepaalde in lid 4 doet geen afbreuk aan de nationale bepalingen inzake het asielrecht, de bepalingen van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, zoals gewijzigd bij het Protocol van New York van 31 januari 1967, alsmede het bepaalde in lid 2 van dit artikel en in artikel 33, lid 1, van deze Overeenkomst.

Artikel 24

Onder voorbehoud van de door het Uitvoerend Comité te bepalen passende criteria en praktische regelingen, compenseren de Overeenkomstsluitende Partijen onderling het financiële onevenwicht dat uit de in artikel 23 bedoelde verplichte verwijdering voortvloeit, wanneer deze verwijdering niet op kosten van de vreemdeling kan geschieden.

HOOFDSTUK 5

Verblijfstitels en signalering ter fine van weigering

Artikel 25

1. Wanneer een Overeenkomstsluitende Partij overweegt een verblijfstitel af te geven aan een ter fine van weigering gesignaleerde vreemdeling, treedt zij vooraf in overleg met de signalerende Overeenkomstsluitende Partij en houdt zij rekening met de belangen van deze Partij; de verblijfstitel wordt slechts om ernstige redenen, in het bijzonder uit humanitaire overwegingen of ingevolge internationale verplichtingen, afgegeven.

Wanneer de verblijfstitel wordt afgegeven, gaat de signalerende Overeenkomstsluitende Partij over tot intrekking van de signalering, doch kan zij de vreemdeling op haar nationale signaleringslijst opnemen.

aus Gründen der nationalen Sicherheit oder der öffentlichen Ordnung geboten ist, muß der Drittausländer nach Maßgabe des nationalen Rechts aus dem Hoheitsgebiet der Vertragspartei abgeschoben werden, in dem er aufgegriffen wurde. Ist die Abschiebung nach nationalen Recht nicht zulässig, so kann die betroffene Vertragspartei dem Drittausländer den Aufenthalt in ihrem Hoheitsgebiet gestatten.

(4) Der betroffene Drittausländer kann in seinen Herkunftsstaat oder in einen anderen Staat, in dem seine Zulassung insbesondere nach Maßgabe der einschlägigen Bestimmungen der zwischen den Vertragsparteien geschlossenen Rückübernahmeabkommen möglich ist, abgeschoben werden.

(5) Die nationalen asylrechtlichen Bestimmungen, die Bestimmungen der Genfer Konvention vom 28. Juli 1951 über den Flüchtlingsstatus in der Fassung des Protokolls von New York vom 31. Januar 1967, sowie Absatz 2 dieses Artikels und Artikel 33 Absatz 1 dieses Übereinkommens bleiben von den Bestimmungen des Absatzes 4 unberührt.

Artikel 24

Vorbehaltlich der durch den Exekutiv-ausschuß zu bestimmenden geeigneten praktischen Kriterien und Modalitäten gleichen die Vertragsparteien die finanziellen Ungleichgewichte, die infolge der in Artikel 23 vorgesehenen Abschiebungsverpflichtung entstehen, untereinander aus, wenn diese Abschiebung nicht auf Kosten des Drittausländers vorgenommen werden kann.

KAPITEL 5

Aufenthaltstitel und Ausschreibung zur Einreiseverweigerung

Artikel 25

(1) Beabsichtigt eine Vertragspartei, einem zur Einreiseverweigerung ausgeschriebenen Drittausländer einen Aufenthaltstitel zu erteilen, so konsultiert sie vorab die ausschreibende Vertragspartei und berücksichtigt deren Interessen; der Aufenthaltstitel wird nur bei Vorliegen von gewichtigen Gründen erteilt, insbesondere wegen humanitärer Erwägungen oder infolge internationaler Verpflichtungen.

Wird der Aufenthaltstitel erteilt, so zieht die ausschreibende Vertragspartei die Ausschreibung zurück, wobei es ihr unbenommen bleibt, den betroffenen Drittausländer in die nationale Ausschreibungsliste aufzunehmen.

2. Lorsqu'il apparaît qu'un étranger titulaire d'un titre de séjour en cours de validité délivré par l'une des Parties contractantes est signalé aux fins de non-admission, la Partie contractante signalante consulte la Partie qui a délivré le titre de séjour afin de déterminer s'il y a des motifs suffisants pour retirer le titre de séjour.

Si le titre de séjour n'est pas retiré, la Partie contractante signalante procède au retrait du signalement, mais peut cependant inscrire cet étranger sur sa liste nationale de signalement.

CHAPITRE 6

Mesures d'accompagnement

Article 26

1. Sous réserve des engagements qui découlent de leur adhésion à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967, les Parties contractantes s'engagent à introduire dans leur législation nationale les règles suivantes :

a) Si l'entrée sur le territoire d'une des Parties contractantes est refusée à un étranger, le transporteur qui l'a amené à la frontière extérieure par voie aérienne, maritime ou terrestre est tenu de le reprendre en charge sans délai. A la requête des autorités de surveillance de la frontière, il doit ramener l'étranger dans l'Etat tiers à partir duquel il a été transporté, dans l'Etat tiers qui a délivré le document de voyage avec lequel il a voyagé ou dans tout autre Etat tiers où son admission est garantie.

b) Le transporteur est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que l'étranger transporté par voie aérienne ou maritime est en possession des documents de voyage requis pour l'entrée sur les territoires des Parties contractantes.

2. Les Parties contractantes s'engagent, sous réserve des engagements qui découlent de leur adhésion à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967 et dans le respect de leur droit constitutionnel, à instaurer des sanctions à l'encontre des transporteurs qui acheminent par voie aérienne ou maritime d'un Etat tiers vers leur territoire, des étrangers qui ne sont pas en possession des documents de voyage requis.

2. Wanneer blijkt dat een vreemdeling die houder is van een door één der Overeenkomstsluitende Partijen afgegeven geldige verblijfstitel, ter fine van weigering is gesignaleerd, treedt de signalerende Overeenkomstsluitende Partij in overleg met de Overeenkomstsluitende Partij die de verblijfstitel heeft afgegeven ten einde na te gaan of er voldoende grond is voor intrekking van de verblijfstitel.

Wanneer de verblijfstitel niet wordt ingetrokken, gaat de signalerende Overeenkomstsluitende Partij over tot intrekking van de signalering, doch kan zij de vreemdeling op haar nationale signaleringslijst opnemen.

HOOFDSTUK 6

Begeleidende maatregelen

Artikel 26

1. Onverminderd de verplichtingen ingevolge het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, zoals gewijzigd bij het Protocol van New York van 31 januari 1967, verbinden de Overeenkomstsluitende Partijen zich ertoe in hun nationale wetgeving onderstaande regelingen op te nemen :

a) wanneer een vreemdeling de toegang tot het grondgebied van één van de Overeenkomstsluitende Partijen wordt geweigerd, is de vervoerder die hem door de lucht, over zee of over land tot aan de buitengrens heeft gebracht, verplicht hem onverwijld terug te nemen; op verzoek van de grensbewakingsautoriteiten dient de vervoerder de vreemdeling terug te brengen naar de derde Staat van waaruit hij werd vervoerd, naar de derde Staat die het reisdocument waarmee de vreemdeling heeft gereisd, heeft afgegeven of naar iedere andere derde Staat waar zijn toelating is gewaarborgd;

b) de vervoerder is verplicht de nodige maatregelen te treffen om zich ervan te vergewissen dat de per luchtvaartuig of per schip vervoerde vreemdeling in het bezit is van de voor binnenkomst op het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen vereiste reisdocumenten.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe, onverminderd de verplichtingen ingevolge het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, zoals gewijzigd bij het Protocol van New York van 31 januari 1967, in overeenstemming met hun Grondwettelijk recht, ten aanzien van vervoerders die vreemdelingen uit derde Staten door de lucht of over zee naar hun grondgebied vervoeren, zonder dat dezen in het bezit zijn van de vereiste reisdocumenten, sancties in te voeren.

(2) Stellt sich heraus, daß der Drittausländer, der über einen von einer der Vertragsparteien erteilten gültigen Aufenthaltstitel verfügt, zum Zwecke der Einreiseverweigerung ausgeschrieben ist, konsultiert die ausschreibende Vertragspartei die Vertragspartei, die den Aufenthaltstitel erteilt hat, um zu prüfen, ob ausreichende Gründe für die Einziehung des Aufenthaltstitels vorliegen.

Wird der Aufenthaltstitel nicht eingezogen, so zieht die ausschreibende Vertragspartei die Ausschreibung zurück, wobei es ihr unbenommen bleibt, den betroffenen Drittausländer in die nationale Ausschreibungsliste aufzunehmen.

KAPITEL 6

Weitere Maßnahmen

Artikel 26

(1) Vorbehaltlich der Verpflichtungen, die sich aus der Genfer Konvention vom 28. Juli 1951 über den Flüchtlingsstatus in der Fassung des Protokolls von New York vom 31. Januar 1967 ergeben, verpflichten sich die Vertragsparteien, die nachstehenden Regelungen in ihre nationalen Rechtsvorschriften aufzunehmen :

a) Wird einem Drittausländer die Einreise in das Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien verweigert, so ist der Beförderungsunternehmer, der ihn auf dem Luft-, See- oder Landweg bis an die Außengrenze gebracht hat, verpflichtet, ihn unverzüglich zurückzunehmen. Auf Verlangen der Grenzüberwachungsbehörden hat der Beförderungsunternehmer den Drittausländer in den Drittstaat, aus dem er befördert wurde, in den Drittstaat, der das Reisepassdokument ausgestellt hat, mit dem er gereist ist, oder in jeden anderen Drittstaat, in dem seine Zulassung gewährleistet ist, zu verbringen.

b) Der Beförderungsunternehmer ist verpflichtet, alle erforderlichen Maßnahmen zu treffen, um sich zu vergewissern, daß der auf dem Luft- oder Seeweg beförderte Drittausländer über die für die Einreise in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien erforderlichen Reisedokumente verfügt.

(2) Vorbehaltlich der Verpflichtungen, die sich aus der Genfer Konvention vom 28. Juli 1951 über den Flüchtlingsstatus in der Fassung des Protokolls von New York vom 31. Januar 1967 ergeben, verpflichten sich die Vertragsparteien, unter Berücksichtigung ihres Verfassungsrechts Sanktionen gegen Beförderungsunternehmer einzuführen, die Drittausländer, welche nicht über die erforderlichen Reisedokumente verfügen, auf dem Luft- oder Seeweg aus einem Drittstaat in ihr Hoheitsgebiet verbringen.

3. Les dispositions du paragraphe 1^{er}, point b), et du paragraphe 2 s'appliquent aux transporteurs de groupes assurant des liaisons routières internationales par autocar, à l'exception du trafic frontalier.

Article 27

1. Les Parties contractantes s'engagent à instaurer des sanctions appropriées à l'encontre de quiconque aide ou tente d'aider, à des fins lucratives, un étranger à pénétrer ou à séjourner sur le territoire d'une Partie contractante en violation de la législation de cette Partie contractante relative à l'entrée et au séjour des étrangers.

2. Si une Partie contractante est informée de faits mentionnés au paragraphe 1^{er} qui constituent une violation de la législation d'une autre Partie contractante, elle en informe cette dernière.

3. La Partie contractante qui demande à une autre Partie contractante de poursuivre, en raison de la violation de sa propre législation, des faits mentionnés au paragraphe 1^{er}, devra justifier par une déclaration officielle ou par une attestation des autorités compétentes, des dispositions législatives qui ont été violées.

CHAPITRE 7

Responsabilité pour le traitement de demandes d'asile

Article 28

Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations aux termes de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967, sans aucune restriction géographique du champ d'application de ces textes, et leur engagement de coopérer avec les services du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour l'application de ces instruments.

Article 29

1. Les Parties contractantes s'engagent à assurer le traitement de toute demande d'asile déposée par un étranger sur le territoire de l'une d'elles.

2. Cette obligation n'entraîne pas pour une Partie contractante celle d'autoriser dans tous les cas le demandeur d'asile à pénétrer ou à séjourner sur son territoire.

Toute Partie contractante conserve le droit de refouler ou d'éloigner, sur la base

3. Het bepaalde in lid 1, onder b), en in lid 2 is van toepassing op de vervoerders die internationaal vervoer van groepen van personen per autobus verrichten, met uitzondering van het grensverkeer.

Artikel 27

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe te voorzien in passende sancties jegens eenieder die een vreemdeling uit winstbejag helpt of poogt te helpen het grondgebied van één der Overeenkomstsluitende Partijen binnen te komen of aldaar te verblijven, zulks in strijd met de wetgeving van deze Partij betreffende de binnenkomst en het verblijf van vreemdelingen.

2. Krijgt een Overeenkomstsluitende Partij kennis van feiten als bedoeld in lid 1 waardoor het recht van een andere Overeenkomstsluitende Partij wordt geschonden, dan informeert zij laatstgenoemde Partij daarover.

3. De Overeenkomstsluitende Partij die om reden van een schending van haar recht een andere Overeenkomstsluitende Partij verzoekt feiten als bedoeld in lid 1 te vervolgen, dient door middel van een officiële aangifte of door een verklaring van de bevoegde autoriteiten te verklaren welke wettelijke bepalingen werden overtreden.

HOOFDSTUK 7

Verantwoordelijkheid voor de behandeling van asiolverzoeken

Artikel 28

De Overeenkomstsluitende Partijen bevestigen opnieuw hun verplichtingen uit hoofde van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, zoals gewijzigd bij het Protocol van New York van 31 januari 1967, zonder enige geografische beperking van het toepassingsgebied van deze akten, en hun verbintenis om met de diensten van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor vluchtelingen samen te werken voor de toepassing van deze akten.

Artikel 29

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe elk door een vreemdeling op het grondgebied van één der Overeenkomstsluitende Partijen ingediend asiolverzoek te behandelen.

2. Deze verplichting leidt er niet toe dat in alle gevallen die Overeenkomstsluitende Partijen de asielzoeker de binnenkomst of het verblijf op haar grondgebied moet toestaan.

Iedere Overeenkomstsluitende Partij behoudt het recht om asielzoekers, op

(3) Die Absätze 1 Buchstabe b und 2 finden auf Beförderungsunternehmer Anwendung, die im internationalen Linienverkehr Gruppen von Personen in Autobussen befördern, mit Ausnahme des Grenzverkehrs.

Artikel 27

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, angemessene Sanktionen gegen jede Person vorzusehen, die zu Erwerbszwecken einem Drittausländer hilft oder zu helfen versucht, in das Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien unter Verletzung ihrer Rechtsvorschriften in Bezug auf die Einreise und den Aufenthalt von Drittausländern einzureisen oder sich dort aufzuhalten.

(2) Erlangt eine Vertragspartei Kenntnis von Handlungen nach Absatz 1, die das Recht einer anderen Vertragspartei verletzen, unterrichtet sie diese davon.

(3) Die Vertragspartei, die wegen Verletzung ihres eigenen Rechts eine andere Vertragspartei ersucht, Handlungen nach Absatz 1 zu verfolgen, muß durch eine amtliche Anzeige oder durch eine Bescheinigung der zuständigen Behörden begründen, welche ihrer Rechtsbestimmungen verletzt worden sind.

KAPITEL 7

Zuständigkeit für die Behandlung von Asylbegehren

Artikel 28

Die Vertragsparteien bekräftigen ihre Verpflichtungen aus der Genfer Konvention vom 28. Juli 1951 über den Flüchtlingsstatus in der Fassung des Protokolls von New York vom 31. Januar 1967, wobei die Anwendung dieser Instrumente keiner geographischen Beschränkung unterliegt, sowie ihre Zusage, mit den Dienststellen des Hohen Flüchtlingskommissars der Vereinten Nationen bei der Anwendung dieser Instrumente zusammenzuarbeiten.

Artikel 29

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, jedes Asylbegehren, das von einem Drittausländer in dem Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien gestellt wird, zu behandeln.

(2) Diese Verpflichtung führt nicht dazu, daß in allen Fällen dem Asylbegehrenden die Einreise in das Hoheitsgebiet der betreffenden Vertragspartei gewährt werden muß oder er sich dort aufhalten kann.

Jede Vertragspartei behält sich das Recht vor, einen Asylbegehrenden nach Maßgabe

de ses dispositions nationales et en conformité avec ses engagements internationaux, un demandeur d'asile vers un Etat tiers.

3. Quelle que soit la Partie contractante à laquelle l'étranger adresse sa demande d'asile, une seule Partie contractante est responsable du traitement de la demande. Elle est déterminée selon les critères définis à l'article 30.

4. Nonobstant le paragraphe 3, toute Partie contractante conserve le droit, pour des raisons particulières tenant notamment au droit national, d'assurer le traitement d'une demande d'asile même si la responsabilité au sens de la présente Convention incombe à une autre Partie contractante.

Article 30

1. La Partie contractante responsable du traitement d'une demande d'asile est déterminée comme suit:

a) Si une Partie contractante a délivré au demandeur d'asile un visa de quelque nature qu'il soit ou un titre de séjour, elle est responsable du traitement de la demande. Si le visa a été délivré sur autorisation d'une autre Partie contractante, la Partie Contractante qui a donné l'autorisation est responsable.

b) Si plusieurs Parties contractantes ont délivré au demandeur d'asile un visa de quelque nature qu'il soit ou un titre de séjour, la Partie contractante responsable est celle qui a délivré le visa ou le titre de séjour dont l'échéance est la plus lointaine.

c) Aussi longtemps que le demandeur d'asile n'a pas quitté les territoires des Parties contractantes, la responsabilité définie selon les points a) et b) subsiste même si la durée de validité du visa de quelque nature que ce soit ou du titre de séjour est périmée. Si le demandeur d'asile a quitté les territoires des Parties contractantes après la délivrance du visa ou du titre de séjour, ces documents fondent la responsabilité selon les points a) et b), sauf si entre temps ils sont périmés en vertu des dispositions nationales.

d) Si le demandeur d'asile est dispensé de l'obligation du visa par les Parties Contractantes, la Partie contractante par les frontières extérieures de laquelle le demandeur d'asile a pénétré sur les territoires des Parties contractantes est responsable.

Tant que l'harmonisation des politiques de visa n'est pas encore complètement réali-

grond van haar nationaal recht en met inachtneming van haar internationale verplichtingen, de toegang te weigeren of hen te verwijderen naar een derde Staat.

3. Voor de behandeling van een asielerzoek is uitsluitend één Overeenkomstsluitende Partij verantwoordelijk, ongeacht de Overeenkomstsluitende Partij tot wie de vreemdeling zijn asielerzoek richt. De verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij wordt op grond van de in artikel 30 neergelegde criteria bepaald.

4. Onverminderd het bepaalde in lid 3 blijft iedere Overeenkomstsluitende Partij bevoegd om ingeval van bijzondere redenen, in het bijzonder die ontleend aan het nationale recht, een asielerzoek te behandelen, zelfs wanneer de verantwoordelijkheid, in de zin van deze Overeenkomst, op een andere Overeenkomstsluitende Partij rust.

Artikel 30

1. De voor de behandeling van een asielerzoek verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij wordt als volgt vastgesteld:

a) wanneer een Overeenkomstsluitende Partij aan de asielerzoeker een visum, ongeacht van welke aard, of een verblijfstitel heeft verleend, is zij verantwoordelijk voor de behandeling van het asielerzoek; wanneer het visum is afgegeven op grond van een machtiging van een andere Overeenkomstsluitende Partij is de Overeenkomstsluitende Partij die de machtiging heeft verleend, verantwoordelijk;

b) wanneer verscheidene Overeenkomstsluitende Partijen de asielerzoeker een visum, ongeacht van welke aard, of een verblijfstitel hebben verleend, is de Overeenkomstsluitende Partij van wier visum of verblijfstitel de geldigheidsduur het laatst verstrijkt, verantwoordelijk;

c) zolang de asielerzoeker het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen niet heeft verlaten, blijft de overeenkomstig a) en b), vastgestelde verantwoordelijkheid bestaan, ook wanneer de geldigheidsduur van het visum, ongeacht van welke aard, of van de verblijfstitel is verstrekken; wanneer de asielerzoeker na verlening van het visum of de verblijfstitel het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen verlaat, blijft de hieruit overeenkomstig het bepaalde onder a) en b) voortvloeiende verantwoordelijkheid bestaan, tenzij het visum of de verblijfstitel inmiddels volgens de nationale wetgeving niet meer geldig zijn;

d) wanneer de asielerzoeker door de Overeenkomstsluitende Partijen van de visumplicht is vrijgesteld, is de Overeenkomstsluitende Partij, via wier buitengrens de asielerzoeker het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen is binnengekomen, verantwoordelijk;

zolang de harmonisatie van het visumbeleid niet volledig is verwezenlijkt en de

ihres nationalen Rechts und unter Berücksichtigung ihrer internationalen Verpflichtungen in einen Drittstaat zurück- oder auszuweisen.

(3) Unabhängig davon, an welche Vertragspartei der Drittstaat sein Asylbegehren richtet, ist nur eine einzige Vertragspartei für die Behandlung des Asylbegehrens zuständig. Diese Vertragspartei wird nach den in Artikel 30 niedergelegten Kriterien bestimmt.

(4) Unbeschadet des Absatzes 3 behält jede Vertragspartei das Recht, bei Vorliegen besonderer Gründe, insbesondere des nationalen Rechts, ein Asylbegehren auch dann zu behandeln, wenn die Zuständigkeit aufgrund dieses Übereinkommens bei einer anderen Vertragspartei liegt.

Artikel 30

(1) Die für die Behandlung eines Asylbegehrens zuständige Vertragspartei wird folgendermaßen bestimmt:

a) Hat eine Vertragspartei dem Asylbegehrenden einen Sichtvermerk gleich welcher Art oder eine Aufenthaltserlaubnis erteilt, so ist diese Vertragspartei für die Behandlung des Asylbegehrens zuständig. Ist der Sichtvermerk aufgrund einer Genehmigung einer anderen Vertragspartei ausgestellt worden, so ist die Vertragspartei zuständig, die die Genehmigung erteilt hat.

b) Haben mehrere Vertragsparteien dem Asylbegehrenden einen Sichtvermerk gleich welcher Art oder eine Aufenthaltserlaubnis erteilt, so ist die Vertragspartei zuständig, deren Sichtvermerk oder Aufenthaltserlaubnis zuletzt erlischt.

c) Solange ein Asylbegehrender das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien nicht verlassen hat, bleibt die nach den Buchstaben a) und b) begründete Zuständigkeit auch dann bestehen, wenn die Gültigkeitsdauer des Sichtvermerks gleich welcher Art oder der Aufenthaltserlaubnis abgelaufen ist. Hat der Asylbegehrende nach Erteilung des Sichtvermerks oder der Aufenthaltserlaubnis das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien verlassen, so begründen diese Dokumente eine Zuständigkeit nach den Buchstaben a) und b), es sei denn, es zeigt sich, daß sie inzwischen aufgrund des nationalen Rechts ungültig geworden sind.

d) Ist der Asylbegehrende durch die Vertragsparteien von der Sichtvermerkspflicht befreit, so ist die Vertragspartei zuständig, über deren Außengrenze der Asylbegehrende in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien eingereist ist.

Solange die Sichtvermerkspolitik noch nicht völlig harmonisiert ist und der Asyl-

sée et si le demandeur d'asile est dispensé de l'obligation du visa par certaines Parties contractantes seulement, la Partie Contractante par la frontière extérieure de laquelle le demandeur d'asile a pénétré sur les territoires des Parties contractantes au bénéfice d'une dispense de visa est responsable sous réserve des dispositions des points a), b) et c).

Si la demande d'asile est présentée à une Partie contractante qui a délivré au demandeur un visa de transit — que le demandeur ait franchi ou non le contrôle des passeports — et si le visa de transit a été délivré après que le pays de transit s'est assuré auprès des autorités consulaires ou diplomatiques de la Partie contractante de destination que le demandeur d'asile répond aux conditions d'entrée dans la Partie contractante de destination, la Partie contractante de destination est responsable pour le traitement de la demande.

e) Si le demandeur d'asile est entré sur les territoires des Parties contractantes sans être en possession d'un ou de plusieurs documents permettant le franchissement de la frontière, déterminés par le Comité exécutif, la Partie contractante par les frontières extérieures de laquelle le demandeur d'asile a pénétré sur les territoires des Parties contractantes est responsable.

f) Si un étranger, dont une demande d'asile est déjà en cours de traitement par une des Parties contractantes, introduit une nouvelle demande, la Partie Contractante responsable est celle auprès de laquelle la demande est en cours de traitement.

g) Si un étranger, dont une demande d'asile antérieure a fait l'objet d'une décision définitive par une des Parties Contractantes, introduit une nouvelle demande, la Partie contractante responsable est celle qui a traité la demande antérieure, si le demandeur n'a pas quitté les territoires des Parties contractantes.

2. Si une Partie contractante s'est chargée du traitement d'une demande d'asile en application de l'article 29, § 4, la Partie Contractante responsable en vertu du présent article, § 1^{er}, est libérée de ses obligations.

3. Si la Partie contractante responsable ne peut être désignée sur la base des critères définis aux §§ 1 et 2, la Partie contractante auprès de laquelle la demande d'asile a été présentée est responsable.

Article 31

1. Les Parties contractantes s'efforcent de déterminer au plus vite laquelle d'entre elles est responsable du traitement d'une demande d'asile.

asielzoeker slechts door bepaalde Overeenkomstsluitende Partijen van de visumplicht is vrijgesteld, is de Overeenkomstsluitende Partij via wier buitengrens de asielzoeker het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen op grond van visumvrijstelling is binnengekomen, onverminderd het bepaalde onder a), b) en c), verantwoordelijk;

wanneer het asielverzoek wordt ingediend bij een Overeenkomstsluitende Partij die de asielzoeker de paspoortcontrole gepasseerd heeft — en wanneer dit doorreisvisum is verstrekt nadat het land van doorreis zich bij de diplomatieke of consulaire autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partij van bestemming ervan heeft vergewist of de asielzoeker voldoet aan de voorwaarden voor binnenkomst op het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partij van bestemming, is de Overeenkomstsluitende Partij van bestemming verantwoordelijk voor de behandeling van het verzoek;

e) wanneer de asielzoeker het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen is binnengekomen zonder in het bezit te zijn van één of meer geldige, door het Uitvoerend Comité aangewezen grensoverschrijdingsdocumenten, is de Overeenkomstsluitende Partij via wier buitengrens de asielzoeker het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen is binnengekomen, verantwoordelijk;

f) wanneer een vreemdeling wiens asielverzoek reeds in behandeling is genomen door één der Overeenkomstsluitende Partijen, een nieuw verzoek indient, is de Overeenkomstsluitende Partij die het asielverzoek in behandeling heeft, verantwoordelijk;

g) wanneer een vreemdeling wiens eerder asielverzoek door één der Overeenkomstsluitende Partijen reeds is afgehandeld, een nieuw asielverzoek indient, is de Overeenkomstsluitende Partij waar het eerdere asielverzoek werd behandeld, verantwoordelijk, indien de asielzoeker het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen niet heeft verlaten.

2. Wanneer een Overeenkomstsluitende Partij een asielverzoek op grond van artikel 29, lid 4, in behandeling heeft genomen, is de krachtens het bepaalde in lid 1 verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij van haar verplichting ontheven.

3. Wanneer de verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij niet op grond van de in de leden 1 en 2 genoemde criteria kan worden bepaald, is de Overeenkomstsluitende Partij bij wie het asielverzoek werd ingediend, verantwoordelijk.

Artikel 31

1. De Overeenkomstsluitende Partijen streven ernaar zo spoedig mogelijk vast te stellen wie van hen verantwoordelijk is voor de behandeling van een asielverzoek.

begehrende nur durch bestimmte Vertragsparteien von der Sichtvermerkspflicht befreit ist, ist die Vertragspartei, über deren Außengrenze der Asylbegehrende sichtvermerksfrei in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien eingereist ist, unbeschadet der Buchstaben a) bis c) zuständig.

Wird das Asylbegehren an eine Vertragspartei gerichtet, die dem Asylbegehrenden einen Durchreisestichtvermerk erteilt hat — unabhängig davon, ob dieser die Paßkontrolle passiert hat oder nicht —, und wurde dieser Durchreisestichtvermerk erteilt, nachdem sich der Durchreisestaat bei den konsularischen oder diplomatischen Vertretungen der Bestimmungsvertragspartei vergewissert hat, daß der Asylbegehrende die Voraussetzungen für die Einreise in den Bestimmungsstaat erfüllt, ist die Bestimmungsvertragspartei für die Behandlung des Asylbegehrens zuständig.

e) Ist der Asylbegehrende in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien eingereist, ohne im Besitz eines oder mehrerer gültiger Grenzübertretungspapiere zu sein, die von dem Exekutivausschuß bestimmt werden, so ist die Vertragspartei zuständig, über deren Außengrenze der Asylbegehrende eingereist ist.

f) Stellt ein Drittausländer, dessen Asylbegehren bereits von einer Vertragspartei behandelt wird, ein weiteres Asylbegehren, so ist die Vertragspartei zuständig, bei der das Asylverfahren anhängig ist.

g) Stellt ein Drittausländer, dessen früheres Asylbegehren von einer der Vertragsparteien bereits abschließend behandelt worden ist, ein neues Asylbegehren, so ist die Vertragspartei, bei der das frühere Asylbegehren behandelt worden ist, zuständig, wenn der Asylbegehrende das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien nicht verlassen hat.

(2) Hat eine Vertragspartei die Behandlung eines Asylbegehrens nach Artikel 29 Absatz 4 übernommen, so ist die aufgrund des Absatzes 1 dieses Artikels zuständige Vertragspartei von ihrer Verpflichtung befreit.

(3) Kann die zuständige Vertragspartei nicht aufgrund der in den Absätzen 1 und 2 aufgeführten Kriterien bestimmt werden, ist die Vertragspartei zuständig, in deren Hoheitsgebiet das Asylbegehren gestellt worden ist.

Artikel 31

(1) Die Vertragsparteien sind bestrebt, möglichst schnell zu klären, welche von ihnen für die Behandlung eines Asylbegehrens zuständig ist.

2. Si une demande d'asile est adressée à une Partie contractante non responsable en vertu de l'article 30 par un étranger qui séjourne sur son territoire, cette Partie Contractante peut demander à la Partie Contractante responsable de prendre en charge le demandeur d'asile, en vue d'assurer le traitement de sa demande d'asile.

3. La Partie contractante responsable est tenue de prendre en charge le demandeur d'asile visé au § 2, si la requête est effectuée dans un délai de six mois à compter du dépôt de la demande d'asile. Si la requête n'a pas été effectuée dans ce délai, la Partie contractante auprès de laquelle la demande d'asile a été introduite est responsable du traitement de la demande.

Article 32

La Partie contractante responsable du traitement de la demande d'asile assure celui-ci conformément à son droit national.

Article 33

1. Lorsque le demandeur d'asile se trouve irrégulièrement sur le territoire d'une autre Partie contractante pendant la durée de la procédure d'asile, la Partie contractante responsable est tenue de le reprendre.

2. Le paragraphe 1^{er} n'est pas applicable lorsque l'autre Partie contractante a délivré au demandeur d'asile un titre de séjour ayant une validité supérieure ou égale à un an. Dans ce cas, la responsabilité du traitement de la demande est transférée à l'autre Partie contractante.

Article 34

1. La Partie contractante responsable est tenue de reprendre l'étranger dont la demande d'asile a été définitivement rejetée et qui s'est rendu sur le territoire d'une autre Partie contractante sans être autorisé à y séjourner.

2. Toutefois, le paragraphe 1^{er} n'est pas applicable lorsque la Partie contractante responsable avait assuré l'éloignement de l'étranger hors des territoires des Parties contractantes.

Article 35

1. La Partie contractante qui a reconnu à un étranger le statut de réfugié et lui a

2. Wordt een asielverzoek gericht aan een Overeenkomstsluitende Partij die op grond van artikel 30 niet verantwoordelijk is voor de behandeling daarvan, dan kan die Overeenkomstsluitende Partij, wanneer de vreemdeling zich op haar grondgebied bevindt, de verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij verzoeken de asielzoeker, ter behandeling van diens asielverzoek, over te nemen.

3. De verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij is verplicht de in lid 2 bedoelde asielzoeker over te nemen, indien het verzoek is gedaan binnen een termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de datum van indiening van het asielverzoek. Indien het verzoek niet binnen deze termijn is gediend, is de Overeenkomstsluitende Partij bij welke het asielverzoek is ingediend, verantwoordelijk voor de behandeling van het verzoek.

Artikel 32

De voor de behandeling van een asielverzoek verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij behandelt dit overeenkomstig haar nationale recht.

Artikel 33

1. Wanneer de asielzoeker zich gedurende de asielprocedure op onregelmatige wijze op het grondgebied van een andere Overeenkomstsluitende Partij bevindt, is de verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij verplicht hem terug te nemen.

2. Het bepaalde in lid 1 is niet van toepassing wanneer de andere Overeenkomstsluitende Partij de asielzoeker een verblijfstitel met een geldigheidsduur van één jaar of meer heeft verleend. In dit geval gaat de verantwoordelijkheid voor de behandeling van het asielverzoek op de andere Overeenkomstsluitende Partij over.

Artikel 34

1. De verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij is verplicht tot terugneming van de vreemdeling wiens asielverzoek definitief is afgewezen en die zich naar het grondgebied van een andere Overeenkomstsluitende Partij heeft begeven zonder tot verblijf aldaar gemachtigd te zijn.

2. Het bepaalde in lid 1 vindt geen toepassing wanneer de verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij de vreemdeling uit het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen had verwijderd.

Artikel 35

1. De Overeenkomstsluitende Partij die een vreemdeling de vluchtelingenstatus

(2) Wird ein Asylbegehren an eine Vertragspartei gerichtet, die aufgrund des Artikels 30 nicht zuständig ist, und hält der Drittstaatler sich in deren Hoheitsgebiet auf, so kann diese Vertragspartei die zuständige Vertragspartei ersuchen, den Asylbegehrenden zur Behandlung des Asylbegehrens zu übernehmen.

(3) Die zuständige Vertragspartei ist verpflichtet, den Asylbegehrenden nach Absatz 2 zu übernehmen, wenn das Ersuchen innerhalb von sechs Monaten nach Stellung des Asylbegehrens erfolgt. Erfolgt das Ersuchen nicht innerhalb dieser Frist, ist die Vertragspartei, an die das Asylbegehren gerichtet worden ist, für die Behandlung des Asylbegehrens zuständig.

Artikel 32

Die Behandlung des Asylbegehrens erfolgt nach Maßgabe des nationalen Rechts der zuständigen Vertragspartei.

Artikel 33

(1) Hält der Asylbegehrende sich während der Dauer des Asylverfahrens unrechtmäßig im Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei auf, so ist die zuständige Vertragspartei zur Rückübernahme verpflichtet.

(2) Absatz 1 findet keine Anwendung, wenn die andere Vertragspartei dem Asylbegehrenden eine Aufenthaltserlaubnis mit einer Gültigkeitsdauer von einem Jahr oder länger erteilt hat. In diesem Fall geht die Zuständigkeit für die Prüfung des Asylbegehrens auf die andere Vertragspartei über.

Artikel 34

(1) Die zuständige Vertragspartei ist verpflichtet, einen Drittstaatler, dessen Asylbegehren endgültig negativ abgeschlossen ist und der sich in das Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei begeben hat, ohne dort zum Aufenthalt berechtigt zu sein, zurückzunehmen.

(2) Absatz 1 findet keine Anwendung, wenn die zuständige Vertragspartei die Ausweisung des Drittstaatlers aus dem Hoheitsgebiet der Vertragsparteien durchgesetzt hatte.

Artikel 35

(1) Die Vertragspartei, die einem Drittstaatler den Flüchtlingsstatus zuerkennt

accordé le droit de séjour est tenue d'assumer, à condition que les intéressés en soient d'accord, la responsabilité du traitement de la demande d'asile d'un membre de sa famille.

2. Le membre de la famille mentionné au paragraphe 1^{er} est le conjoint ou l'enfant célibataire de moins de dix-huit ans du réfugié ou, si le réfugié est un enfant célibataire de moins de dix-huit ans, son père ou sa mère.

Article 36

Toute Partie contractante responsable du traitement de la demande d'asile peut, pour des raisons humanitaires, fondées notamment sur des motifs familiaux ou culturels, demander à une autre Partie contractante de reprendre cette responsabilité pour autant que l'intéressé le souhaite. La Partie contractante sollicitée apprécie si elle peut accéder à cette requête.

Article 37

1. Les autorités compétentes des Parties contractantes se communiquent mutuellement aussitôt que possible les informations au sujet:

a) des réglementations ou mesures nouvelles prises dans le domaine du droit d'asile ou du traitement des demandeurs d'asile au plus tard lors de leur entrée en vigueur;

b) des données statistiques concernant les arrivées mensuelles de demandeurs d'asile en indiquant les principaux pays de provenance, et les décisions consécutives à des demandes d'asile, dans la mesure où elles sont disponibles;

c) de l'émergence ou l'accroissement significatif de certains groupes de demandeurs d'asile et les renseignements détenus à ce sujet;

d) des décisions fondamentales dans le domaine du droit d'asile.

2. Les Parties contractantes garantissent en outre une coopération étroite dans le recueil d'informations sur la situation dans les pays de provenance des demandeurs d'asile aux fins de parvenir à une évaluation commune.

3. Toute indication donnée par une Partie contractante concernant le traitement confidentiel des informations qu'elle communique doit être respectée par les autres Parties contractantes.

heeft verleend en hem verblijf heeft toegestaan, dient de verantwoordelijkheid voor de behandeling van een asielverzoek van een lid van diens gezin te dragen, voor zover betrokkenen daarmee instemmen.

2. Het in lid 1 bedoelde gezinslid is de echtgenoot van de vluchteling, het ongehuwde kind van de vluchteling beneden de achttien jaar of, indien de vluchteling een ongehuwd kind beneden de achttien jaar is, diens vader of moeder.

Artikel 36

Iedere voor de behandeling van het asielverzoek verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij kan in geval van redenen van humanitaire aard, met name op grond van familiebanden of op culturele gronden, een andere Overeenkomstsluitende Partij verzoeken de verantwoordelijkheid over te nemen, voor zover betrokkene zulks wenst. De aangezochte Overeenkomstsluitende Partij beoordeelt of aan dat verzoek gevolg kan worden gegeven.

Artikel 37

1. De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen lichten elkaar wederzijds zo spoedig mogelijk in omtrent:

a) nieuwe regelingen of maatregelen ter zake van het asielrecht of de behandeling van asielzoekers, en wel uiterlijk op het tijdstip van inwerkingtreding daarvan;

b) de statistische gegevens aangaande het aantal binnenkomende asielzoekers per maand met opgave van de belangrijkste landen van herkomst en de beslissingen op asielverzoeken, voor zover deze beschikbaar zijn;

c) het ontstaan van nieuwe groepen asielzoekers of een aanzienlijke toeneming van bepaalde groepen asielzoekers, alsmede de dienaangaande beschikbare gegevens;

d) essentiële beslissingen op het gebied van het asielrecht.

2. Met het oog op een gemeenschappelijke beoordeling werken de Overeenkomstsluitende Partijen bovendien nauw samen ten aanzien van het inwinnen van informatie omtrent de situatie in het land van herkomst van de asielzoekers.

3. Aanwijzingen van een Overeenkomstsluitende Partij om vertrouwelijke behandeling van de door haar verstrekte informatie dienen door de overige Overeenkomstsluitende Partijen te worden opgevolgd.

und den Aufenthalt gewährt hat, ist verpflichtet, sofern die Betroffenen dem zustimmen, die Zuständigkeit für die Behandlung des Asylbegehrens eines Familienangehörigen zu übernehmen.

(2) Als Familienangehörige nach Absatz 1 gelten der Ehegatte oder das ledige Kind unter achtzehn Jahren des Flüchtlings, oder, wenn der Flüchtling ein lediges Kind unter achtzehn Jahren ist, dessen Vater oder Mutter.

Artikel 36

Jede für die Behandlung des Asylbegehrens zuständige Vertragspartei kann bei Vorliegen humanitärer, insbesondere familiärer oder kultureller Gründe eine andere Vertragspartei um die Übernahme der Zuständigkeit bitten, sofern der Asylgehrende dies wünscht. Es liegt im Ermessen der ersuchten Vertragspartei, ob sie diesem Ersuchen stattgibt.

Artikel 37

(1) Die zuständigen Behörden der Vertragsparteien unterrichten sich gegenseitig möglichst frühzeitig über

a) neue Regelungen oder Maßnahmen auf dem Gebiet des Asylrechts oder der Behandlung von Asylbegehrenden, spätestens mit deren Inkrafttreten;

b) statistische Daten über den monatlichen Zugang von Asylbegehrenden unter Angabe der Hauptherkunftsstaaten und die in bezug auf Asylbegehren ergangenen Entscheidungen, soweit sie vorhanden sind;

c) Auftreten oder eine erhebliche Zunahme bestimmter Gruppen von Asylbegehrenden und die hierzu vorliegenden Erkenntnisse;

d) grundlegende Entscheidungen auf dem Gebiet des Asylrechts.

(2) Die Vertragsparteien gewährleisten darüber hinaus eine enge Zusammenarbeit bei der Informationsgewinnung über die Lage in den Herkunftsstaaten der Asylbegehrenden mit dem Ziel einer gemeinsamen Beurteilung.

(3) Hinweise einer Vertragspartei zur vertraulichen Behandlung der von ihr erteilten Informationen sind von den anderen Vertragsparteien zu beachten.

Article 38

1. Chaque Partie contractante transmet à toute autre Partie contractante qui en fait la demande les données qu'elle détient au sujet d'un demandeur d'asile qui sont nécessaires pour:

— déterminer la Partie contractante responsable du traitement de la demande d'asile;

— le traitement de la demande d'asile;

— la mise en œuvre des obligations découlant du présent chapitre.

2. Ces données peuvent porter exclusivement sur:

a) l'identité (nom et prénom, le cas échéant nom antérieur, surnoms ou pseudonymes, date et lieu de naissance, nationalité actuelle et antérieure du demandeur d'asile et, le cas échéant, des membres de sa famille);

b) les documents d'identité et de voyage (référence, durée de validité, dates de délivrance, autorité ayant effectué la délivrance, lieu de délivrance, etc.);

c) les autres éléments nécessaires pour établir l'identité du demandeur;

d) les lieux de séjour et les itinéraires de voyages;

e) les titres de séjour ou les visas délivrés par une Partie contractante;

f) le lieu où la demande d'asile a été déposée;

g) le cas échéant, la date de présentation d'une demande d'asile antérieure, la date de présentation de la demande actuelle, l'état d'avancement de la procédure, la teneur de la décision prise.

3. En outre, une Partie contractante peut demander à une autre Partie contractante de lui communiquer les motifs invoqués par le demandeur d'asile, à l'appui de sa demande et le cas échéant, les motifs de la décision prise le concernant. La Partie contractante sollicitée apprécie si elle peut donner suite à la requête qui lui est présentée. En tout état de cause la communication de ces renseignements est subordonnée au consentement du demandeur d'asile.

4. L'échange de données se fait sur demande d'une Partie contractante et ne peut avoir lieu qu'entre les autorités dont la désignation est communiquée par chaque Partie contractante au Comité exécutif.

5. Les données échangées ne peuvent être utilisées qu'aux fins prévues au paragraphe 1^{er}. Ces données ne peuvent être communiquées qu'aux autorités et juridictions chargées:

— de déterminer la Partie contractante responsable du traitement de la demande d'asile;

Artikel 38

1. Iedere Overeenkomstsluitende Partij verstrekt iedere andere Overeenkomstsluitende Partij desgevraagd beschikbare gegevens betreffende de individuele asielzoeker welke noodzakelijk zijn voor:

— het vaststellen van de voor de behandeling van het asielverzoek verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij;

— de behandeling van het asielverzoek;

— de uitvoering van de uit dit hoofdstuk voortvloeiende verplichtingen.

2. Deze gegevens hebben uitsluitend betrekking op:

a) de identiteit (naam, voornaam, eventueel vroegere naam, bijnaam of alias, geboortedatum, geboorteplaats, huidige en vorige nationaliteit van de asielzoeker en, in voorkomend geval, diens familieleden);

b) de identiteitsbewijzen en reisdocumenten (nummer, geldigheidsduur, data van afgifte, afgevende autoriteit, plaats van afgifte, enz.);

c) andere voor identificatie dienstige gegevens;

d) de verblijfplaatsen en reisroutes;

e) de door een Overeenkomstsluitende Partij afgegeven verblijfstitels of visa;

f) de plaats waar het asielverzoek werd ingediend;

g) eventueel de datum waarop een eerder asielverzoek werd ingediend, de datum waarop het huidige asielverzoek is ingediend, de stand van de procedure, de strekking van de genomen beslissing.

3. Bovendien kan een Overeenkomstsluitende Partij een andere Overeenkomstsluitende Partij verzoeken haar mededeling te doen van de door de asielzoeker opgegeven redenen ter staving van zijn verzoek en, in voorkomend geval, de redenen van de jegens hem genomen beslissing. De aangezochte Overeenkomstsluitende Partij beoordeelt of zij aan het tot haar gerichte verzoek gevolg kan geven. In ieder geval is voor het verstrekken van deze gegevens de toestemming van de asielzoeker vereist.

4. De gegevensverstrekking vindt plaats op verzoek van een Overeenkomstsluitende Partij en mag slechts geschieden tussen de autoriteiten, wier aanwijzing door iedere Overeenkomstsluitende Partij ter kennis van het Uitvoerend Comité wordt gebracht.

5. De verstrekte gegevens mogen slechts worden gebruikt voor de doeleinden als bedoeld in lid 1. Deze gegevens worden uitsluitend verstrekt aan de instanties en gerechtelijke autoriteiten die belast zijn met:

— het vaststellen van de voor de behandeling van het asielverzoek verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij;

Artikel 38

(1) Jede Vertragspartei übermittelt jeder anderen Vertragspartei auf deren Ersuchen vorliegende Daten zu einzelnen Asylbegehrenden, die erforderlich sind, um:

— die für die Behandlung des Asylbegehrens zuständige Vertragspartei zu bestimmen;

— die Behandlung des Asylbegehrens vorzunehmen;

— den Verpflichtungen aus diesem Kapitel nachkommen zu können.

(2) Diese Daten beziehen sich ausschließlich auf:

a) Identität (Name, Vorname, gegebenenfalls früherer Name, Beinamen oder Decknamen, Geburtsdatum, Geburtsort, derzeitige und frühere Staatsangehörigkeit des Asylbegehrenden und, gegebenenfalls, seiner Familienangehörigen);

b) Ausweispapiere und Reisepapiere (Nummer, Gültigkeitsdauer, Ort und Datum der Ausstellung, ausstellende Behörde, usw.);

c) sonstige zur Identifizierung erforderlichen Angaben;

d) die Aufenthaltsorte und Reisewege;

e) die von einer Vertragspartei erteilten Aufenthaltstitel oder Sichtvermerke;

f) Ort der Einreichung des Asylbegehrens;

g) gegebenenfalls das Datum der Einreichung eines früheren Asylbegehrens, das Datum der Einreichung des gegenwärtigen Asylbegehrens, den Verfahrensstand und gegebenenfalls den Entscheidungstenor.

(3) Außerdem kann eine Vertragspartei eine andere Vertragspartei ersuchen, ihr die Gründe, die der Asylbegehrende zur Unterstützung seines Begehrens angeführt hat, und gegebenenfalls die ihn betreffenden Entscheidungsgründe mitzuteilen. Die ersuchte Vertragspartei beurteilt, ob sie diesem Ersuchen Folge leisten kann. Die Übermittlung dieser Daten ist in jedem Fall von der Einverständniserklärung des Asylbegehrenden abhängig.

(4) Der Datenaustausch erfolgt auf Antrag einer Vertragspartei und kann nur zwischen den Behörden stattfinden, die von jeder Vertragspartei dem Exekutivauschuß mitgeteilt werden.

(5) Die Übermittelten Daten dürfen nur für die in Absatz 1 vorgesehenen Zwecke genutzt werden. Diese Daten dürfen nur den Behörden und Gerichten übermittelt werden, die beauftragt sind:

— die für die Behandlung des Asylbegehrens zuständige Vertragspartei zu bestimmen;

- du traitement de la demande d'asile;
- de la mise en œuvre des obligations découlant du présent chapitre.

6. La Partie contractante qui transmet les données veille à leur exactitude et à leur actualité.

S'il apparaît que cette Partie contractante a fourni des données inexactes ou qui n'auraient pas dû être transmises, les Parties contractantes destinataires en sont informées sans délai. Elles sont tenues de rectifier ces informations ou de les faire disparaître.

7. Un demandeur d'asile a le droit de se faire communiquer, sur demande, les informations échangées le concernant, aussi longtemps qu'elles sont disponibles.

S'il constate que ces informations sont inexactes ou n'auraient pas dû être transmises, il a le droit d'en exiger la rectification ou la disparition. Les corrections sont effectuées dans les conditions prévues au paragraphe 6.

8. Dans chaque Partie contractante concernée, la transmission et la réception des informations échangées sont consignées.

9. Les données transmises sont conservées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux fins pour lesquelles elles ont été échangées. La nécessité de leur conservation doit être examinée au moment approprié par la Partie contractante concernée.

10. En tout état de cause les données transmises bénéficient au moins de la même protection que celle prévue par le droit de la Partie contractante destinataire pour des informations de nature similaire.

11. Si les données ne sont pas traitées automatiquement, mais d'une autre façon, chaque Partie contractante devra prendre des mesures appropriées pour assurer le respect du présent article par des moyens de contrôle effectifs. Si une Partie contractante dispose d'un service du type de celui mentionné au paragraphe 12, elle peut charger ce service d'assurer ces tâches de contrôle.

12. Si une ou plusieurs Parties contractantes souhaitent informatiser le traitement de tout ou partie des données mentionnées aux paragraphes 2 et 3, l'informatisation n'est autorisée que si les Parties contractantes concernées ont adopté une législation applicable à ce traitement mettant en œuvre les principes de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et si elles ont confié à une instance nationale appropriée le contrôle indépen-

- de behandeling van het asielverzoek;
- de uitvoering van de uit dit hoofdstuk voortvloeiende verplichtingen.

6. De Overeenkomstsluitende Partij die de gegevens verstrekt, ziet erop toe dat deze juist en actueel zijn.

Wanneer blijkt dat deze Overeenkomstsluitende Partij gegevens heeft verstrekt die onjuist zijn of niet hadden mogen verstrekt, wordt dit de ontvangende Overeenkomstsluitende Partijen onverwijld medegedeeld. Zij zijn verplicht deze gegevens te verbeteren of te vernietigen.

7. Een asielzoeker heeft het recht desgevraagd kennis te nemen van de op hem betrekking hebbende verstrekte gegevens, zolang deze beschikbaar zijn.

Indien hij vaststelt dat deze gegevens onjuist zijn of niet hadden mogen worden verstrekt, heeft hij het recht de verbetering of vernietiging daarvan te verlangen. Dit recht wordt uitgeoefend onder de voorwaarden als bedoeld in lid 6.

8. In iedere Overeenkomstsluitende Partij wordt van de verstrekking en ontvangst van de verstrekte gegevens aantekening gehouden.

9. De verstrekte gegevens worden niet langer bewaard dan noodzakelijk is voor de doeleinden waartoe de verstrekking heeft plaatsgevonden. De noodzaak tot bewaren van de verstrekte gegevens dient door de desbetreffende Overeenkomstsluitende Partij op het daartoe geschikte tijdstip te worden getoetst.

10. Voor de verstrekte gegevens geldt ten minste dezelfde bescherming als die waarin het recht van de ontvangende Overeenkomstsluitende Partij voor soortgelijke gegevens voorziet.

11. Wanneer de gegevens niet in een geautomatiseerde registratie, doch anderszins worden verwerkt, treffen de Overeenkomstsluitende Partijen passende maatregelen, opdat de naleving van dit artikel door middel van een doeltreffend toezicht wordt gewaarborgd. Wanneer een Overeenkomstsluitende Partij een controleautoriteit als bedoeld in lid 12 heeft, kan zij deze met dit toezicht belasten.

12. Wanneer één of meer Overeenkomstsluitende Partijen de verwerking van alle of van een gedeelte van de in de leden 2 en 3 bedoelde gegevens willen automatiseren, is dit slechts toegestaan indien de betrokken Overeenkomstsluitende Partijen wettelijke bepalingen betreffende deze verwerking hebben aangenomen waardoor uitvoering wordt gegeven aan de beginselen van het Verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 tot bescherming van het individu in verband met de geautomatiseerde registratie van persoonsgegevens en

--- die Behandlung des Asylbegehrens vorzunehmen;

— die Verpflichtungen aus diesem Kapitel durchzuführen.

(6) Die Übermittelnde Vertragspartei achtet auf die Richtigkeit und die Aktualität der Daten.

Stellt sich heraus, daß diese Vertragspartei unrichtige Daten oder Daten, die nicht hätten übermittelt werden dürfen, übermittelt hat, so werden die Bestimmungsvertragsparteien unverzüglich davon unterrichtet. Diese sind verpflichtet, die Daten zu berichtigen oder zu vernichten.

(7) Der Asylbegehrende hat das Recht, daß ihm auf seinen Antrag die seine Person betreffenden Daten mitgeteilt werden, so lange diese verfügbar sind.

Stellt er fest, daß diese Daten unrichtig sind oder sie nicht hätten übermittelt werden dürfen, so hat er das Recht, deren Berichtigung oder Vernichtung zu verlangen. Die Ausübung dieses Rechts erfolgt nach Maßgabe des Absatzes 6.

(8) Jede Vertragspartei ist verpflichtet, die Übermittlung und den Empfang von personenbezogenen Daten aktenkundig zu machen.

(9) Diese Daten werden nur so lange aufbewahrt, wie dies zur Erreichung des Übermittlungszweckes erforderlich ist. Die Erforderlichkeit der Aufbewahrung ist von der betroffenen Vertragspartei zum geeigneten Zeitpunkt zu prüfen.

(10) Die übermittelten Daten genießen auf jeden Fall zumindest den Schutz, der aufgrund des Rechts der empfangenden Vertragspartei für Daten gleicher Art gilt.

(11) Werden die Daten nicht automatisch, sondern auf eine sonstige Weise verarbeitet, so treffen die Vertragsparteien die geeigneten Maßnahmen, um die Einhaltung der Vorschriften dieses Artikels durch eine wirksame Kontrolle zu gewährleisten. Hat eine Vertragspartei eine Kontrollstelle der in Absatz 12 erwähnten Art, kann sie ihr die Kontrolle übertragen.

(12) Wünschen eine oder mehrere Vertragsparteien die in den Absätzen 2 und 3 aufgeführten Daten ganz oder teilweise zu speichern, so ist dies nur zulässig, soweit die betreffenden Vertragsparteien Rechtsvorschriften für diese Datenverarbeitung erlassen haben, die die Verwirklichung der Grundsätze des Übereinkommens des Europarates über den Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten vom 28. Januar 1981 gewährleisten und sie ein geeignetes Gremium mit der unabhängigen Kontrolle der

dant du traitement et de l'exploitation des données transmises conformément à la présente Convention.

TITRE III

Police et sécurité

CHAPITRE PREMIER

Coopération policière

Article 39

1. Les Parties contractantes s'engagent à ce que leurs services de police s'accordent, dans le respect de la législation nationale et dans les limites de leurs compétences, l'assistance aux fins de la prévention et de la recherche de faits punissables, pour autant que le droit national ne réserve pas la demande aux autorités judiciaires et que la demande ou son exécution n'implique pas l'application de mesures de contrainte par la Partie contractante requise. Lorsque les autorités de police requises ne sont pas compétentes pour exécuter une demande, elles la transmettent aux autorités compétentes.

2. Les informations écrites qui sont fournies par la Partie contractante requise en vertu de la disposition du paragraphe 1^{er} ne peuvent être utilisées par la Partie contractante requérante aux fins d'apporter la preuve des faits incriminés qu'avec l'accord des autorités judiciaires compétentes de la Partie contractante requise.

3. Les demandes d'assistance visées au paragraphe 1^{er} et les réponses à ces demandes peuvent être échangées entre les organes centraux chargés, par chaque Partie contractante, de la coopération policière internationale. Lorsque la demande ne peut être faite en temps utile par la voie susvisée, elle peut être adressée par les autorités de police de la Partie contractante requérante directement aux autorités compétentes de la Partie requise et celles-ci peuvent y répondre directement. Dans ces cas, l'autorité de police requérante avise dans les meilleurs délais l'organe central chargé, dans la Partie contractante requise, de la coopération policière internationale, de sa demande directe.

4. Dans les régions frontalières, la coopération peut être réglée par des arrangements entre les ministres compétents des Parties contractantes.

zij een passende controle-autoriteit hebben aangewezen die belast is met de onafhankelijke controle op de verwerking an het gebruik van de op grond van deze Overeenkomst verstrekte gegevens.

TITEL III

Politie en veiligheid

HOOFDSTUK 1

Politiele samenwerking

Artikel 39

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe dat hun politiediensten elkaar, met inachtneming van het nationale recht binnen de grenzen van hun bevoegdheden, wederzijds bijstand verlenen ten behoeve van de voorkoming en opsporing van strafbare feiten, voor zover het doen of behandelen van een verzoek naar nationaal recht aan de justitiële autoriteiten is voorbehouden en voor het inwilligen van het verzoek door de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij geen dwangmiddelen behoeven te worden toegepast. Wanneer de aangezochte politie-autoriteiten tot de afdoening van een verzoek niet bevoegd zijn, zenden zij dit aan de bevoegde autoriteiten door.

2. Schriftelijke informatie die krachtens het bepaalde in lid 1 door de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij wordt verstrekt, kan door de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij slechts met toestemming van de bevoegde justitiële autoriteiten van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij als bewijsmiddel voor het ten laste gelegde feit worden aangewend.

3. De in lid 1 bedoelde verzoeken om bijstand en reacties daarop kunnen tussen de door de onderscheiden Overeenkomstsluitende Partijen met de internationale politiesamenwerking belaste centrale autoriteiten worden uitgewisseld. In gevallen waarin het verzoek langs bovengenoemde weg niet tijdig kan worden gedaan, kunnen verzoeken door de politie-autoriteiten van de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij rechtstreeks aan de bevoegde politie-autoriteiten van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij worden toegezonden en door deze rechtstreeks worden beantwoord. In deze gevallen stelt de verzoekende politie-autoriteit zo spoedig mogelijk de in de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij met de internationale politiesamenwerking belaste autoriteit van haar rechtstreekse verzoek in kennis.

4. De samenwerking in grensgebieden kan nader worden geregeld in afspraken tussen de bevoegde Ministers van de Overeenkomstsluitende Partijen.

Verarbeitung und Verwendung der nach diesem Übereinkommen übermittelten Daten beauftragt haben.

TITEL III

Polizei und Sicherheit

KAPITEL 1

Polizeiliche Zusammenarbeit

Artikel 39

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, daß ihre Polizeidienste sich untereinander nach Maßgabe des nationalen Rechts und ihrer jeweiligen Zuständigkeit im Interesse der vorbeugenden Bekämpfung und der Aufklärung von strafbaren Handlungen Hilfe leisten, sofern ein Ersuchen oder dessen Erledigung nach nationalem Recht nicht den Justizbehörden vorbehalten ist und die Erledigung des Ersuchens die Ergreifung von Zwangsmaßnahmen durch die ersuchte Vertragspartei nicht erfordert. Ist die ersuchte Polizeibehörde für die Erledigung nicht zuständig, so leitet sie das Ersuchen an die zuständige Behörde weiter.

(2) Schriftliche Informationen, die von der ersuchten Vertragspartei nach Absatz 1 übermittelt werden, können nur mit Zustimmung der zuständigen Justizbehörde dieser Vertragspartei von der ersuchenden Vertragspartei als Beweismittel in einem Strafverfahren benutzt werden.

(3) Ersuchen um Hilfe nach Absatz 1 und die Antworten können zwischen den von den Vertragsparteien mit der grenzüberschreitenden polizeilichen Zusammenarbeit beauftragten zentralen Stellen übermittelt und auf demselben Weg zurückgesandt werden. In Fällen, in denen das Ersuchen nicht rechtzeitig über diesen Geschäftsweg gestellt werden kann, können Ersuchen von den Polizeibehörden der ersuchenden Vertragspartei unmittelbar den zuständigen Behörden der ersuchten Vertragspartei übermittelt und von diesen unmittelbar beantwortet werden. In diesen Fällen unterrichtet die ersuchende Polizeibehörde unverzüglich die von der ersuchten Vertragspartei mit der grenzüberschreitenden polizeilichen Zusammenarbeit beauftragte zentrale Stelle über das direkte Ersuchen.

(4) Die Zusammenarbeit in den Grenzgebieten kann in Vereinbarungen zwischen den zuständigen Ministern der Vertragsparteien geregelt werden.

5. Les dispositions du présent article ne font pas obstacle aux accords bilatéraux plus complets présents et futurs entre Parties contractantes ayant une frontière commune. Les Parties contractantes s'informent mutuellement de ces accords.

Article 40

1. Les agents d'une des Parties contractantes qui, dans le cadre d'une enquête judiciaire, observent dans leur pays une personne présumée d'avoir participé à un fait punissable pouvant donner lieu à extradition, sont autorisés à continuer cette observation sur le territoire d'une autre Partie contractante lorsque celle-ci a autorisé l'observation transfrontalière sur la base d'une demande d'entraide judiciaire présentée au préalable. L'autorisation peut être assortie de conditions.

Sur demande, l'observation sera confiée aux agents de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle est effectuée.

La demande d'entraide judiciaire mentionnée à l'alinéa 1^{er} doit être adressée à une autorité désignée par chacune des Parties contractantes et compétente pour accorder ou transmettre l'autorisation demandée.

2. Lorsque, pour des raisons particulièrement urgentes, l'autorisation préalable de l'autre Partie contractante ne peut être demandée, les agents observateurs sont autorisés à continuer au-delà de la frontière l'observation d'une personne présumée avoir commis des faits punissables énumérés au paragraphe 7, dans les conditions ci-après :

a) le franchissement de la frontière sera communiqué immédiatement durant l'observation à l'autorité de la Partie contractante désignée au paragraphe 5, sur le territoire de laquelle l'observation continue;

b) une demande d'entraide judiciaire présentée conformément au paragraphe 1^{er} et exposant les motifs justifiant le franchissement de la frontière, sans autorisation préalable, sera transmise sans délai.

L'observation sera arrêtée dès que la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle a lieu le demande, suite à la communication visée au point a) ou à la demande visée au point b), ou si l'autorisation n'est pas obtenue cinq heures après le franchissement de la frontière.

5. De bepalingen van dit artikel doen geen afbreuk aan verdergaande, bestaande en toekomstige bilaterale akkoorden tussen aan elkaar grenzende Overeenkomstsluitende Partijen. De Overeenkomstsluitende Partijen doen elkaar mededeling van deze akkoorden.

Artikel 40

1. Ambtenaren van een Overeenkomstsluitende Partij die, in het kader van een opsporingsonderzoek, in hun eigen land een persoon observeren tot wiens aanzien er een redelijk vermoeden bestaat dat hij is betrokken bij het plegen van een strafbaar feit dat tot uitlevering aanleiding kan geven, zijn bevoegd deze observatie op het grondgebied van een andere Overeenkomstsluitende Partij voort te zetten, wanneer laatstgenoemde Partij daartoe toestemming heeft gegeven op basis van een van te voren ingediend rechtshulpverzoek. De toestemming kan onder bijzondere voorwaarden worden verleend.

Desgevraagd dient de observatie te worden overgedragen aan de ambtenaren van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied de observatie plaatsvindt.

Het rechtshulpverzoek als bedoeld in de eerste alinea dient te worden gericht aan de door elke der Overeenkomstsluitende Partijen daartoe aangewezen autoriteit, die bevoegd is op het verzoek te beslissen of dit door te zenden.

2. Wanneer wegens het bijzonder spoedeisende karakter van het optreden geen voorafgaande toestemming van de andere Overeenkomstsluitende Partij kan worden gevraagd, mogen de ambtenaren de observatie van een persoon tot wiens aanzien er een redelijk vermoeden bestaat dat hij bij het plegen van een in lid 7 genoemd strafbaar feit is betrokken, onder de navolgende voorwaarden tot over het grondgebied van die Partij voortzetten :

a) de in lid 5 genoemde autoriteit van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied de observatie wordt voortgezet, dient nog tijdens de observatie onverwijld van de grensoverschrijding in kennis te worden gesteld;

b) een rechtshulpverzoek als bedoeld in lid 1, waarin tevens de redenen zijn aangegeven waarom zonder voorafgaande toestemming tot grensoverschrijding is overgegaan, dient zo spoedig mogelijk alsnog te worden ingediend.

De observatie dient te worden afgebroken zodra de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied de observatie plaatsvindt, na ontvangst van de hierboven onder a) bedoelde kennisgeving of het onder b) bedoelde verzoek zulks te verstaan geeft, of indien de toestemming vijf uren na de grensoverschrijding nog niet is verleend.

(5) Weitergehende bestehende und künftige bilaterale Abkommen zwischen zwei Vertragsparteien, die eine gemeinsame Grenze haben, bleiben von den Bestimmungen dieses Artikels unberührt. Die Vertragsparteien unterrichten einander über diese Abkommen.

Artikel 40

(1) Beamte einer Vertragspartei, die im Rahmen eines Ermittlungsverfahrens in ihrem Land eine Person observieren, die im Verdacht steht, an einer auslieferungsfähigen Straftat beteiligt zu sein, sind befugt, die Observation auf dem Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei fortzusetzen, wenn diese der grenzüberschreitenden Observation auf der Grundlage eines zuvor gestellten Rechtshilfeersuchens zugestimmt hat. Die Zustimmung kann mit Auflagen verbunden werden.

Auf Verlangen ist die Observation an die Beamten der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet die Observation stattfindet, zu übergeben.

Das Rechtshilfeersuchen nach Satz 1 ist an die durch jede der Vertragsparteien bezeichnete Behörde zu richten, die befugt ist, die erbetene Zustimmung zu erteilen oder zu übermitteln.

(2) Kann wegen der besonderen Dringlichkeit der Angelegenheit eine vorherige Zustimmung der anderen Vertragspartei nicht beantragt werden, dürfen die Beamten die Observation einer Person, die im Verdacht steht, an einer der in Absatz 7 aufgeführten Straftaten beteiligt zu sein, unter folgenden Voraussetzungen über die Grenze hinweg fortsetzen:

a) Der Grenzübertritt ist noch während der Observation unverzüglich der in Absatz 5 bezeichneten Behörde der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet die Observation fortgesetzt werden soll, mitzuteilen.

b) Ein Rechtshilfeersuchen nach Absatz 1, in dem auch die Gründe dargelegt werden, die einen Grenzübertritt ohne vorherige Zustimmung rechtfertigen, ist unverzüglich nachzureichen.

Die Observation ist einzustellen, sobald die Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet die Observation stattfindet, aufgrund der Mitteilung nach Buchstabe a) oder des Ersuchens nach Buchstabe b) dies verlangt oder wenn die Zustimmung nicht fünf Stunden nach Grenzübertritt vorliegt.

3. L'observation visée aux paragraphes 1^{er} et 2 ne peut être exercée qu'aux conditions générales suivantes:

a) les agents observateurs doivent se conformer aux dispositions du présent article et au droit de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils opèrent; ils doivent obtempérer aux injonctions des autorités localement compétentes;

b) sous réserve des situations prévues au paragraphe 2, les agents se munissent durant l'observation d'un document attestant que l'autorisation a été accordée;

c) les agents observateurs devront être en mesure de justifier à tout moment de leur qualité officielle.

d) Les agents observateurs peuvent emporter leur arme de service pendant l'observation, sauf décision contraire expresse de la Partie requise; son utilisation est interdite sauf en cas de légitime défense.

e) L'entrée dans les domiciles et les lieux non accessibles au public est interdite.

f) Les agents observateurs ne peuvent ni interpeller ni arrêter la personne observée.

g) Toute opération fera l'objet d'un rapport aux autorités de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle est intervenue; la comparution personnelle des agents observateurs peut être requise.

h) Les autorités de la Partie contractante dont les agents observateurs sont originaires apportent, lorsqu'il est demandé par les autorités de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'observation a eu lieu, leur concours à l'enquête consécutive à l'opération à laquelle ils ont participé y compris aux procédures judiciaires.

4. Les agents visés aux paragraphes 1^{er} et 2 sont:

— en ce qui concerne le Royaume de Belgique: les membres de la police judiciaire près les Parquets, de la gendarmerie et de la police communale, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 6, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes;

— en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne: les agents des «Polizeien des Bundes und der Länder» ainsi que, pour les seuls domaines du trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes et du trafic d'armes, les agents du «Zollfahndungsdienst» (service de recherches douanières) en leur qualité d'agents auxiliaires du ministère public;

3. De observatie als bedoeld in de leden 1 en 2 mag slechts onder de volgende algemene voorwaarden worden uitgeoefend:

a) de observerende ambtenaren zijn gebonden aan het bepaalde in dit artikel en aan het recht van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied zij optreden; zij dienen de aanwijzingen van de plaatselijke bevoegde autoriteiten op te volgen;

b) behoudens in de gevallen als bedoeld in lid 2 dienen de ambtenaren tijdens de observatie te zijn voorzien van een document waaruit blijkt dat de toestemming is verleend;

c) de observerende ambtenaren dienen te allen tijde in staat te zijn hun officiële functie aan te tonen.

d) de observerende ambtenaren mogen tijdens de observatie hun dienstwapen meevoeren, tenzij de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij daartegen uitdrukkelijk bezwaar heeft gemaakt; het gebruik ervan is uitsluitend in geval van noodweer toegestaan;

e) het binnentreden van woningen en het betreden van niet voor het publiek toegankelijke plaatsen is niet toegestaan;

f) de observerende ambtenaren zijn niet bevoegd de te observeren persoon staande te houden of aan te houden;

g) van elk optreden wordt verslag gedaan aan de autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied de observatie plaatsvindt; de persoonlijke verschijning van de observerende ambtenaren kan worden verlangd;

h) de autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partij van wier grondgebied de observerende ambtenaren afkomstig zijn, verlenen desgevraagd medewerking aan nader onderzoek van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied werd opgetreden, met inbegrip van gerechtelijke procedures.

4. De in de leden 1 en 2 bedoelde ambtenaren zijn:

— voor het Koninkrijk België: de leden van de Gerechtelijke Politie bij de Parketten, de Rijkswacht en de Gemeentepolitie, alsmede, onder de voorwaarden die zijn vastgesteld bij passende bilaterale akkoorden als bedoeld in lid 6 wat betreft hun bevoegdheden aangaande de sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen, de sluikhandel in wapens en explosieven, en het illegale vervoer van giftige en schadelijke afvalstoffen, de douane-ambtenaren;

— voor de Bondsrepubliek Duitsland: de ambtenaren van de «Polizeien des Bundes und der Länder», alsmede, voor het illegale verkeer van verdovende middelen en de illegale handel in wapens, de ambtenaren van de «Zollfahndungsdienst» als hulp-ambtenaren van het Openbaar Ministerie;

(3) Die Observation nach den Absätzen 1 und 2 ist ausschließlich unter den nachstehenden allgemeinen Voraussetzungen zulässig:

a) Die observierenden Beamten sind an die Bestimmungen dieses Artikels und das Recht der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet sie auftreten, gebunden; sie haben Anordnungen der örtlich zuständigen Behörden zu befolgen.

b) Vorbehaltlich der Fälle des Absatzes 2 führen die Beamten während der Observation ein Dokument mit sich, aus dem sich ergibt, daß die Zustimmung erteilt worden ist.

c) Die observierenden Beamten müssen in der Lage sein, jederzeit ihre amtliche Funktion nachzuweisen.

d) Die observierenden Beamten dürfen während der Observation ihre Dienstwaffe mit sich führen, es sei denn, die ersuchte Vertragspartei hat dem ausdrücklich widersprochen; der Gebrauch ist mit Ausnahme des Falles der Notwehr nicht zulässig.

e) Das Betreten von Wohnungen und öffentlich zugänglichen Grundstücken ist nicht zulässig.

f) Die observierenden Beamten sind nicht befugt, die zu observierende Person anzuhalten oder festzunehmen.

g) Über jede Operation wird den Behörden der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet die Operation stattgefunden hat, Bericht erstattet; dabei kann das persönliche Erscheinen der observierenden Beamten gefordert werden.

h) Die Behörden der Vertragspartei, aus deren Hoheitsgebiet die observierenden Beamten kommen, unterstützen auf Ersuchen die nachträglichen Ermittlungen einschließlich gerichtlicher Verfahren der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet eingeschritten wurde.

(4) Die in den Absätzen 1 und 2 genannten Beamten sind:

Für das Königreich Belgien: Die Beamten der Kriminalpolizei bei den Staatsanwaltschaften, der Gendarmerie und der Gemeindepolizei sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 6 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Zollbeamten;

für die Bundesrepublik Deutschland: Die Beamten der Polizeien des Bundes und der Länder sowie, beschränkt auf den Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und des unerlaubten Handels mit Waffen, die Beamten des Zollfahndungsdienstes als Hilfsbeamte der Staatsanwaltschaft;

— en ce qui concerne la République française: les officiers et agents de police judiciaire de la police nationale et de la gendarmerie nationale, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 6, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes;

— en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg: les agents de la gendarmerie et de la police, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 6, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes;

— en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas: les agents de la « Rijkspolitie » et de la « Gemeentepolitie », ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 6, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents du service fiscal de renseignements et de recherche compétents en matière de droits d'entrée et accises.

5. L'autorité visée aux paragraphes 1^{er} et 2 est:

— en ce qui concerne le Royaume de Belgique: le Commissariat général de la Police judiciaire;

— en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne: le « Bundeskriminalamt »;

— en ce qui concerne la République française: la Direction centrale de la Police judiciaire;

— en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg: le Procureur général d'Etat;

— en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas: le « Landelijk Officier van Justitie » compétent pour l'observation transfrontalière.

6. Les Parties contractantes peuvent, sur le plan bilatéral étendre le champ d'application du présent article et adopter des dispositions supplémentaires en exécution de cet article.

7. L'observation telle que visée au paragraphe 2 ne peut avoir lieu que pour l'un des faits punissables suivants:

- assassinat,
- meurtre,
- viol,

— voor de Franse Republiek: de ambtenaren en hulpambtenaren van de gerechtelijke afdelingen van de « Police nationale » en van de « Gendarmerie nationale », alsmede, onder de voorwaarden die zijn vastgesteld bij passende bilaterale akkoorden als bedoeld in lid 6, wat betreft hun bevoegdheden aangaande de sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen, de sluikhandel in wapens en explosieven, en het illegale vervoer van giftige en schadelijke afvalstoffen, de douaneambtenaren;

— voor het Groothertogdom Luxemburg: de ambtenaren « Police » en van de « Gendarmerie », alsmede, onder de voorwaarden die zijn vastgesteld bij passende bilaterale akkoorden als bedoeld in lid 6, wat betreft hun bevoegdheden aangaande de sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen, de sluikhandel in wapens en explosieven, en het illegale vervoer van giftige en schadelijke afvalstoffen, de douaneambtenaren;

— voor het Koninkrijk der Nederlanden: de ambtenaren van de Rijkspolitie en de Gemeentepolitie, alsmede, onder de voorwaarden die zijn vastgesteld bij passende bilaterale akkoorden als bedoeld in lid 6 wat betreft hun bevoegdheden aangaande het illegale verkeer in verdovende middelen en psychotrope stoffen, de sluikhandel in wapens en explosieven, en het illegale vervoer van giftige en schadelijke afvalstoffen, de ambtenaren van de fiscale inlichtingen- en opsporingsdienst bevoegd inzake de invoerrechten en de accijnzen.

5. De in de leden 1 en 2 bedoelde autoriteit is:

— voor het Koninkrijk België: het Commissariaat-Generaal van de Gerechtelijke Politie;

— voor de Bondsrepubliek Duitsland: het « Bundeskriminalamt »;

— voor de Franse Republiek: de « Direction centrale de la Police judiciaire »;

— voor het Groothertogdom Luxemburg: de « Procureur général d'Etat »;

— voor het Koninkrijk der Nederlanden: de Landelijk Officier van Justitie voor grensoverschrijdende observatie.

6. De Overeenkomstsluitende Partijen kunnen bilateraal het toepassingsbereik van het bepaalde in dit artikel uitbreiden en nadere regelingen ter uitvoering daarvan treffen.

7. Observatie als bedoeld in lid 2 is slechts toegestaan wanneer één der onderstaande strafbare feiten daaraan ten grondslag ligt:

- moord,
- doodslag,
- verkrachting,

für die Französische Republik: Die Beamten und die Hilfsbeamten der kriminalpolizeilichen Abteilungen der Nationalen Polizei und der Nationalen Gendarmerie sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 6 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Zollbeamten;

für das Großherzogtum Luxemburg: Die Beamten der Gendarmerie und der Polizei, sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 6 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln, im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Zollbeamten;

für das Königreich der Niederlande: Die Beamten der Reichspolizei und der Gemeindepolizei, sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 6 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Beamten des fiskalischen Nachrichten- und Fahndungsdienstes, die im Bereich der Einfuhrzölle und Verbrauchsteuern zuständig sind;

(5) Die in den Absätzen 1 und 2 genannte Behörde ist:

Für das Königreich Belgien: Das Generalkommissariat der Kriminalpolizei;

für die Bundesrepublik Deutschland: Das Bundeskriminalamt;

für die Französische Republik: Die zentraldirektion der Kriminalpolizei;

für das Großherzogtum Luxemburg: Der Generalstaatsanwalt;

für das Königreich der Niederlande: Der landesweit zuständige Staatsanwalt für grenzüberschreitende Observation.

(6) die Vertragsparteien können im Wege bilateraler Vereinbarungen den Anwendungsbereich dieses Artikels erweitern und zusätzliche Regelungen zu seiner Durchführung treffen.

(7) Eine Observation nach Absatz 2 ist nur zulässig, wenn eine der nachstehenden Straftaten zugrunde liegt:

- Mord,
- Totschlag,
- Vergewaltigung,

- incendie volontaire,
- fausse monnaie,
- vol et recel aggravés,
- extorsion,
- enlèvement et prise d'otage,
- trafic d'êtres humains,
- trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes,
- infractions aux dispositions légales en matière d'armes et explosifs,
- destruction par explosifs,
- transport illicite de déchets toxiques et nuisibles.

Article 41

1. Les agents d'une des Parties contractantes qui, dans leur pays, suivent une personne prise en flagrant délit de commission d'une des infractions visées au paragraphe 4 ou de participation à l'une desdites infractions, sont autorisés à continuer la poursuite sans autorisation préalable sur le territoire d'une autre Partie contractante lorsque les autorités compétentes de l'autre Partie contractante n'ont pu être averties préalablement de l'entrée sur ce territoire, en raison de l'urgence particulière, par un des moyens de communication prévues à l'article 44, ou que ces autorités n'ont pu se rendre sur place à temps pour reprendre la poursuite.

Il en est de même lorsque la personne poursuivie, se trouvant en état d'arrestation provisoire ou purgeant une peine privative de liberté, s'est évadée.

Au plus tard au moment du franchissement de la frontière, les agents poursuivants font appel aux autorités compétentes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la poursuite a lieu. La poursuite sera arrêtée dès que la Partie contractante sur le territoire de laquelle la poursuite doit avoir lieu, le demande. A la demande des agents poursuivants, les autorités localement compétentes appréhenderont la personne poursuivie pour établir son identité ou procéder à son arrestation.

2. La poursuite est exercée selon l'une des modalités suivantes, qui est définie par la déclaration prévue au paragraphe 9:

a) Les agents poursuivants ne disposent pas du droit d'interpellation.

b) Si aucune demande d'interrompre la poursuite n'est formulée et que les autorités localement compétentes ne peuvent inter-

- opzettelijke brandstichting,
- valsmunterij,
- gekwalificeerde diefstal en heling,
- afpersing,
- ontvoering en gijzeling,
- mensenhandel,
- sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen,
- vergripen tegen de voorschriften aangaande vuurwapens en explosieven,
- het teweegbrengen van een ontplofing,
- illegaal vervoer van giftige en schadelijke afvalstoffen.

Artikel 41

1. Ambtenaren van een Overeenkomstsluitende Partij die in hun eigen land een persoon achtervolgen die op heterdaad is betrapt bij het plegen van of deelneming aan één der in lid 4 genoemde strafbare feiten, zijn bevoegd de achtervolging op het grondgebied van een andere Overeenkomstsluitende Partij zonder voorafgaande toestemming van laatstgenoemde Partij voort te zetten, wanneer de bevoegde autoriteiten van de andere Overeenkomstsluitende Partij wegens het spoedeisende karakter van het optreden niet vooraf door middel van één der in artikel 44 bedoelde communicatiemiddelen kunnen worden gewaarschuwd of deze niet tijdig ter plaatse kunnen zijn om de achtervolging over te nemen.

Hetzelfde geldt wanneer de achtervolgde persoon zich in voorlopige hechtenis bevond of een gevangenisstraf onderging en zich door ontvluchting aan de verdere tenuitvoerlegging daarvan heeft onttrokken.

De achtervolgende ambtenaren treden uiterlijk bij grensoverschrijding in contact met de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partij wier grondgebied zij hebben betreden. De achtervolging dient te worden afgebroken zodra de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied de achtervolging wordt voortgezet, zulks te verstaan geeft. De plaatselijk bevoegde autoriteiten houden op verzoek van de achtervolgende ambtenaren de achtervolgde persoon staande om zijn identiteit vast te stellen of zijn aanhouding te bewerkstelligen.

2. Het achtervolgingsrecht wordt uitgeoefend volgens één van onderstaande vormen neergelegd in een verklaring als bedoeld in lid 9:

a) aan de achtervolgende ambtenaren komt geen staandehoudingsbevoegdheid toe;

b) indien niet te verstaan wordt gegeven, dat de achtervolging dient te worden afgebroken en de plaatselijke autoriteiten niet

- Vorsätzliche Brandstiftung,
- Falschmünzerei,
- Schwerer Diebstahl, Hehlerei und Raub,
- Erpressung,
- Entführung und Geiselnahme,
- Menschenhandel,
- Unerlaubter Verkehr mit Betäubungsmitteln,
- Verstoß gegen die gesetzlichen Vorschriften über Waffen und Sprengstoffe,
- Vernichtung durch Sprengstoffe,
- Unerlaubter Verkehr mit giftigen und schädlichen Abfällen.

Artikel 41

(1) Beamte einer Vertragspartei, die in ihrem Land eine Person verfolgen, die auf frischer Tat bei der Begehung von oder der Teilnahme an einer Straftat nach Absatz 4 betroffen wird, sind befugt, die Verfolgung auf dem Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei ohne deren vorherige Zustimmung fortzusetzen, wenn die zuständigen Behörden der anderen Vertragspartei wegen der besonderen Dringlichkeit der Angelegenheit nicht zuvor mit einem der in Artikel 44 vorgesehenen Kommunikationsmittel unterrichtet werden konnten oder nicht rechtzeitig zur Stelle sind, um die Verfolgung zu übernehmen.

Gleiches gilt, wenn die verfolgte Person sich in Untersuchungshaft oder Strafhaft befand und aus der Haft geflohen ist.

Spätestens beim Grenzübertritt nehmen die nacheilenden Beamten Kontakt mit der zuständigen Behörde des Gebietsstaates auf. Die Verfolgung ist einzustellen, sobald die Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet die Verfolgung stattfinden soll, dies verlangt. Auf Ersuchen der nacheilenden Beamten ergreifen die örtlich zuständigen Behörden die betroffene Person, um ihre Identität festzustellen oder die Festnahme vorzunehmen.

(2) Die Nacheile wird gemäß einer der nachfolgenden Modalitäten ausgeübt, die in der Erklärung nach Absatz 9 festgelegt werden:

a) Die nacheilenden Beamten haben kein Festhalterecht.

b) Wenn kein Einstellungsverlangen vorliegt und die örtlichen Behörden nicht rechtzeitig herangezogen werden können,

venir assez rapidement, les agents poursuivants pourront interpellier la personne poursuivie, jusqu'à ce que les agents de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la poursuite a lieu, qui devront être informés sans délai, puissent établir son identité ou procéder à son arrestation.

3. La poursuite est exercée conformément aux paragraphes 1^{er} et 2 selon l'une des modalités suivantes, qui est définie par la déclaration prévue au paragraphe 9:

a) dans une zone ou pendant une durée à compter du franchissement de la frontière qui seront déterminées dans la déclaration;

b) sans limitation dans l'espace ou dans le temps.

4. Dans une déclaration visée au paragraphe 9, les Parties contractantes définissent les infractions visées au paragraphe 1^{er} selon l'une des modalités suivantes:

a) Les infractions suivantes:

- assassinat,
- meurtre,
- viol,
- incendie volontaire,
- fausse monnaie,
- vol et recel aggravés,
- extorsion,
- enlèvement et prise d'otage,
- trafic d'être humains,
- trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes,
- infractions aux dispositions légales en matière d'armes et explosifs,
- destruction par explosifs,
- transport illicite de déchets toxiques et nuisibles,
- délit de fuite à la suite d'un accident ayant entraîné la mort ou des blessures graves.

b) Les infractions pouvant donner lieu à extradition.

5. La poursuite ne peut s'exercer qu'aux conditions générales suivantes:

a) Les agents poursuivants doivent se conformer aux dispositions du présent article et au droit de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils opèrent; ils doivent obtempérer aux injonctions des autorités localement compétentes.

b) La poursuite se fait uniquement par les frontières terrestres.

c) L'entrée dans les domiciles et les lieux non accessibles au public est interdite.

tijdig ter plaatse kunnen zijn, mogen de achtervolgende ambtenaren de achtervolgde persoon staande houden totdat de terstond te waarschuwen ambtenaren van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied zij optreden, tot de vaststelling van de identiteit, dan wel tot aanhouding overgaan.

3. Het achtervolgingsrecht als bedoeld in de leden 1 en 2 wordt uitgeoefend volgens één van onderstaande vormen neergelegd in een verklaring als bedoeld in lid 9:

a) binnen een in de verklaring vast te stellen zone of tijdsbestek te rekenen vanaf de plaats, respectievelijk het tijdstip van grensoverschrijding;

b) zonder enige in afstand, noch in tijd uitgedrukte beperking.

4. In een verklaring als bedoeld in lid 9 duiden de Overeenkomstsluitende Partijen volgens één van onderstaande vormen de in lid 1 bedoeld strafbare feiten aan als:

a) de volgende strafbare feiten:

- moord,
- doodslag,
- verkrachting,
- opzettelijke brandstichting,
- valsmunterij,
- gekwalificeerde diefstal en heling,
- afpersing,
- ontvoering en gijzeling,
- mensenhandel,
- sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen,
- vergripen tegen de voorschriften aangaande vuurwapens en explosieven,
- het teweegbrengen van een ontploffing,
- illegaal vervoer van giftige en schadelijke afvalstoffen,
- doorrijden na ongeval, de dood of zwaar lichamelijk letsel tot gevolg hebbend;

b) de strafbare feiten die aanleiding kunnen geven tot uitlevering.

5. Het achtervolgingsrecht mag alleen worden uitgeoefend onder de volgende algemene voorwaarden:

a) de achtervolgende ambtenaren zijn gebonden aan het bepaalde in dit artikel en aan het recht van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied zij optreden; zij dienen de aanwijzingen van de plaatselijk bevoegde autoriteiten op te volgen;

b) de achtervolging vindt alleen over de landgrenzen plaats;

c) het binnentreden van woningen en het betreden van niet voor het publiek toegankelijke plaatsen is niet toegestaan;

dürfen die nacheilenden Beamten die Person festhalten, bis die Beamten des Gebietsstaates, die unverzüglich zu unterrichten sind, die Identitätsfeststellung oder die Festnahme vornehmen.

(3) Die in den Absätzen 1 und 2 vorgesehene Nacheile wird gemäß einer der nachfolgenden Modalitäten ausgeübt, die in der Erklärung nach Absatz 9 festgelegt werden:

a) Innerhalb eines in der Erklärung bestimmten Gebietes oder während einer darin bestimmten Zeit vom Überschreiten der Grenze an;

b) ohne räumliche oder zeitliche Begrenzung.

(4) In der Erklärung nach Absatz 9 legen die Vertragsparteien die in Absatz 1 vorgesehenen Straftaten gemäß einer der nachfolgenden Modalitäten fest:

a) Straftatenkatalog:

- Mord,
- Totschlag,
- Vergewaltigung,
- Vorsätzliche Brandstiftung,
- Falschmünzerei,
- Schwerer Diebstahl, Hehlerei und Raub,
- Erpressung,
- Entführung und Geiselnahme,
- Menschenhandel,
- Unerlaubter Verkehr mit Betäubungsmitteln,
- Verstoß gegen die gesetzlichen Vorschriften über Waffen und Sprengstoffe,
- Vernichtung durch Sprengstoffe,
- Unerlaubter Verkehr mit giftigen und schädlichen Abfällen,
- Unerlaubtes Entfernen nach einem Unfall mit schwerer Körperverletzung oder Todesfolge;

b) die auslieferungsfähigen Straftaten.

(5) Die Nacheile darf nur unter folgenden allgemeinen Voraussetzungen ausgeübt werden:

a) Die nacheilenden Beamten sind an die Bestimmungen dieses Artikels und das Recht der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet sie auftreten, gebunden; sie haben Anordnungen der örtlich zuständigen Behörden zu befolgen.

b) Die Nacheile findet lediglich über die Landgrenzen statt.

c) Das Betreten von Wohnungen und öffentlich nicht zugänglichen Grundstücken ist nicht zulässig.

d) Les agents poursuivants sont aisément identifiables, soit par le port d'un uniforme, soit par un brassard ou par des dispositifs accessoires placés sur le véhicule; l'usage de tenue civile combiné avec l'utilisation de véhicules banalisés sans l'identification précitée est interdit; les agents poursuivants doivent être en mesure de justifier en tout temps de leur qualité officielle.

e) Les agents poursuivants peuvent emporter leur arme de service; son utilisation est interdite sauf en cas de légitime défense.

f) Aux fins d'être conduite devant les autorités localement compétentes, la personne poursuivie, une fois appréhendée comme prévu au paragraphe 2, point b), ne pourra subir qu'une fouille de sécurité; des menottes pourront être utilisées au cours de son transfert; les objets en possession de la personne poursuivie pourront être saisis.

g) Après chaque opération mentionnée aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3, les agents poursuivants se présentent devant les autorités localement compétentes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils ont opéré et rendent compte de leur mission; à la demande de ces autorités, ils sont tenus de rester à disposition jusqu'à ce que les circonstances de leur action aient été suffisamment éclaircies; cette condition s'applique même lorsque la poursuite n'a pas conduit à l'arrestation de la personne poursuivie.

h) les autorités de la Partie contractante dont les agents poursuivants sont originaires apportent, lorsqu'il est demandé par les autorités de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la poursuite a eu lieu, leur concours à l'enquête consécutive à l'opération à laquelle ils ont participé, y compris aux procédures judiciaires.

6. Une personne qui, à la suite de l'action prévue au paragraphe 2, a été arrêtée par les autorités localement compétentes, peut, quelle que soit sa nationalité, être retenue aux fins d'audition. Les règles pertinentes du droit national sont applicables par analogie.

Si cette personne n'a pas la nationalité de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle a été arrêtée, elle sera mise en liberté au plus tard six heures après l'arrestation, les heures entre minuit et neuf heures non comptées, à moins que les autorités localement compétentes aient reçu au préalable une demande d'arrestation provisoire aux fins d'extradition sous quelque forme que ce soit.

7. Les agents visés aux paragraphes précédents sont:

d) de achtervolgende ambtenaren dienen als zodanig uiterlijk direct herkenbaar te zijn, hetzij door middel van het dragen van een uniform of een armband, hetzij door middel van aan het voertuig aangebrachte voorzieningen; het is hun niet toegestaan in burgerkleding met gebruikmaking van een niet als zodanig herkenbaar politievoertuig op te treden; de achtervolgende ambtenaren dienen te allen tijde in staat te zijn hun officiële functie aan te tonen;

e) de achtervolgende ambtenaren mogen hun dienstwapen meevoeren; het gebruik ervan is uitsluitend in geval van noodweer toegestaan;

f) na de aanhouding als bedoeld in lid 2, onder b), mag ten aanzien van de achtervolgde persoon ten behoeve van diens voorleiding aan de plaatselijk bevoegde autoriteiten uitsluitend een veiligheidsfouillering worden verricht en mogen tijdens diens overbrenging handboeien worden gebruikt; de door de achtervolgde persoon meegevoerde voorwerpen mogen in beslag worden genomen;

g) de achtervolgende ambtenaren dienen zich na elk optreden als bedoeld in de leden 1, 2 en 3 te melden bij de plaatselijke bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied zij zijn opgetreden, en doen verslag van hun handelen; op verzoek van deze autoriteiten zijn zij verplicht zich beschikbaar te houden totdat omtrent de toedracht van hun optreden duidelijkheid is verkregen; deze voorwaarde geldt ook in die gevallen waarin de achtervolging niet tot de aanhouding van de achtervolgde persoon heeft geleid;

h) de autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partij van wier grondgebied de achtervolgende ambtenaren afkomstig zijn, verlenen desgevraagd medewerking aan nader onderzoek van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied werd opgetreden met inbegrip van gerechtelijke procedures.

6. Een persoon die na een optreden als bedoeld in lid 2 werd aangehouden, kan ongeacht zijn nationaliteit door de plaatselijk bevoegde autoriteiten voor verhoor worden opgehouden. De ter zake geldende regels van nationaal recht zijn van overeenkomstige toepassing.

Indien deze persoon niet de nationaliteit heeft van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied hij is aangehouden, wordt hij uiterlijk zes uren na zijn aanhouding — de uren tussen middernacht en negen uur niet meegeteld — in vrijheid gesteld, tenzij de plaatselijk bevoegde autoriteiten voordien een verzoek tot voorlopige aanhouding ter *fine* van uitlevering hebben ontvangen, in ongeacht welke vorm.

7. De in de leden 1 tot en met 6 genoemde ambtenaren zijn:

d) Die nacheilenden Beamten müssen als solche eindeutig erkennbar sein, entweder durch eine Uniform, eine Armbinde oder durch an dem Fahrzeug angebrachte Zusatzeinrichtungen; das Tragen von Zivilkleidung unter Benutzung eines getarnten Polizeifahrzeuges ohne die vorgenannte Kennzeichnung ist nicht zulässig; die nacheilenden Beamten müssen jederzeit in der Lage sein, ihre amtliche Funktion nachzuweisen.

e) Die nacheilenden Beamten dürfen ihre Dienstwaffe mit sich führen; der Gebrauch ist mit Ausnahme des Falles der Notwehr nicht zulässig.

f) Die nach Absatz 2 Buchstabe b) ergriffene Person darf im Hinblick auf ihre Vorführung vor die örtlichen Behörden lediglich einer Sicherheitsdurchsuchung unterzogen werden; es dürfen ihr während der Beförderung Handschellen angelegt werden; die von der verfolgten Person mitgeführten Gegenstände dürfen sichergestellt werden.

g) Die nacheilenden Beamten melden sich nach jedem Einschreiten gemäß den Absätzen 1, 2 und 3 bei den örtlich zuständigen Behörden der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet sie gehandelt haben und erstatten Bericht; auf Ersuchen dieser Behörden sind sie verpflichtet, sich bis zur Klärung des Sachverhalts bereitzuhalten; gleiches gilt auch, wenn die verfolgte Person nicht festgenommen werden konnte.

h) Die Behörden der Vertragspartei, aus deren Hoheitsgebiet die nacheilenden Beamten kommen, unterstützen auf Ersuchen die nachträglichen Ermittlungen einschließlich gerichtlicher Verfahren der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet eingeschritten wurde.

(6) Die Person, die gemäß Absatz 2 durch die örtlich zuständigen Behörden festgenommen wurde, kann ungeachtet ihrer Staatsangehörigkeit zum Zwecke der Vernehmung festgehalten werden. Die einschlägigen Bestimmungen des nationalen Rechts finden sinngemäß Anwendung.

Hat die Person nicht die Staatsangehörigkeit der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet sie aufgegriffen wurde, wird sie spätestens sechs Stunden nach ihrer Ergreifung freigelassen, wobei die Stunden zwischen Mitternacht und neun Uhr nicht mitzählen, es sei denn, die örtlich zuständigen Behörden erhalten vor Ablauf dieser Frist ein Ersuchen gleich in welcher Form um vorläufige Festnahme zum Zwecke der Auslieferung.

(7) Die in den Absätzen 1 bis 6 genannten Beamten sind:

— en ce qui concerne le Royaume de Belgique: les membres de la police judiciaire près les parquets, de la gendarmerie et de la police communale, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 10, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes;

— en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne: les «Polizeien des Bundes und der Länder», ainsi que, pour les seuls domaines du trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes et du trafic d'armes, les agents du «Zollfahndungsdienst» (service de recherches douanières) en leur qualité d'agents auxiliaires du ministère public;

— en ce qui concerne la République française: les officiers et agents de police judiciaire de la police nationale et de la gendarmerie nationale, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 10, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes;

— en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg: les agents de la gendarmerie et de la police, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 10, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes;

— en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas: les fonctionnaires de la «rijkspolitie» et de la «gemeentepolitie», ainsi que dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 10, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les fonctionnaires du service fiscal de renseignements et de recherche compétents en matière de droits d'entrée et accises.

8. Le présent article ne porte pas atteinte, pour les Parties contractantes concernées, à l'article 27 du Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962 tel que modifié par le Protocole du 11 mai 1974.

9. Au moment de la signature de la présente Convention, chaque Partie contractante fait une déclaration dans laquelle elle définit, sur la base des dispositions des para-

— voor het Koninkrijk België: de leden van de gerechtelijke politie bij de parketten, de rijkswacht en de gemeentepolitie, alsmede, onder de voorwaarden die zijn vastgesteld bij passende bilaterale akkoorden als bedoeld in lid 10 voor wat betreft hun bevoegdheden aangaande de sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen, de sluikhandel in wapens en explosieven, en het illegale vervoer van giftige en schadelijke afvalstoffen, de douane-ambtenaren;

— voor de Bondsrepubliek Duitsland: de ambtenaren van de «Polizeien des Bundes und der Länder», alsmede, voor het illegale verkeer van verdovende middelen en psychotrope stoffen en de illegale handel in wapens, de ambtenaren van de «Zollfahndungsdienst» als hulpambtenaren van het openbaar ministerie;

— voor de Franse Republiek: de ambtenaren en hulpambtenaren van de gerechtelijke afdelingen van de «police nationale» en van de «gendarmerie nationale», alsmede, onder de voorwaarden die zijn vastgesteld bij passende bilaterale akkoorden als bedoeld in lid 10 voor wat betreft hun bevoegdheden aangaande de sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen, de sluikhandel in wapens en explosieven, en het illegale vervoer van giftige en schadelijke afvalstoffen, de douane-ambtenaren;

— voor het Groothertogdom Luxemburg: de ambtenaren van de «police» en van de «gendarmerie», alsmede, onder de voorwaarden die zijn vastgesteld bij passende bilaterale akkoorden als bedoeld in lid 10, voor wat betreft hun bevoegdheden aangaande de sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen, de sluikhandel in wapens en explosieven, en het illegale vervoer van giftige en schadelijke afvalstoffen, de douane-ambtenaren;

— voor het koninkrijk der Nederlanden: de ambtenaren van rijkspolitie en van gemeentepolitie, alsmede, onder de voorwaarden die zijn vastgesteld bij passende bilaterale akkoorden als bedoeld in lid 10 voor wat betreft hun bevoegdheden aangaande het illegale verkeer in verdovende middelen en psychotrope stoffen, de sluikhandel in wapens en explosieven, en het illegale vervoer van giftige en schadelijke afvalstoffen, de ambtenaren van de fiscale inlichtingen- en opsporingsdienst bevoegd inzake de invoerrechten en de accijnzen.

8. Voor de betrokken Overeenkomstsluitende Partijen blijft artikel 27 van het Benelux-Verdrag van 27 juni 1962 aangaande de uitlevering en de rechtshulp in strafzaken, zoals gewijzigd bij het Protocol van 11 mei 1974, onverlet.

9. Elk der Overeenkomstsluitende Partijen legt bij ondertekening van deze Overeenkomst een verklaring af waarin zij aan de hand van het bepaalde in de leden 2, 3 en

Für das Königreich Belgien: Die Beamten der Kriminalpolizei bei den Staatsanwaltschaften, der Gendarmerie und der Gemeindepolizei sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 10 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Zollbeamten;

für die Bundesrepublik Deutschland: Die Beamten der Polizeien des Bundes und der Länder sowie, beschränkt auf den Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und des unerlaubten Handels mit Waffen, die Beamten des Zollfahndungsdienstes als Hilfsbeamte der Staatsanwaltschaft;

für die Französische Republik: Die Beamten und die Hilfsbeamten der kriminalpolizeilichen Abteilungen der Nationalen Polizei und der Nationalen Gendarmerie sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 10 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Zollbeamten;

für das Großherzogtum Luxemburg: Die Beamten der Gendarmerie und der Polizei, sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 10 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln, im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Zollbeamten;

für das Königreich der Niederlande: Die Beamten der Reichspolizei und der Gemeindepolizei sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 10 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Beamten des fiskalischen Nachrichten- und Fahndungsdienstes, die im Bereich der Einfuhrzölle und Verbrauchsteuern zuständig sind.

(8) Für die betreffenden Vertragsparteien bleibt Artikel 27 des Benelux-Übereinkommens über Auslieferung und Rechtshilfe in Strafsachen vom 27. Juni 1962 in der Fassung des Protokolls vom 11. Mai 1974 unberührt.

(9) Bei der Unterzeichnung dieses Übereinkommens gibt jede Vertragspartei eine Erklärung ab, in der sie bezüglich jeder Vertragspartei, mit der sie eine gemeinsame

graphes 2, 3 et 4, les modalités d'exercice de la poursuite sur son territoire pour chacune des Parties contractantes avec laquelle elle a une frontière commune.

Une Partie contractante peut à tout moment remplacer sa déclaration par une autre à condition qu'elle ne restreigne pas la portée de la précédente.

Chaque déclaration est faite après concertation avec chacune des Parties contractantes concernées et dans un esprit d'équivalence des régimes applicables de part et d'autre des frontières intérieures.

10. Les Parties contractantes peuvent, sur le plan bilatéral, étendre le champ d'application du paragraphe 1^{er} et adopter des dispositions supplémentaires en exécution du présent article.

Article 42

Au cours des opérations visées aux articles 40 et 41, les agents en mission sur le territoire d'une autre Partie contractante seront assimilés aux agents de celle-ci en ce qui concerne les infractions dont ils seraient victimes ou qu'ils commettraient.

Article 43

1. Lorsque, conformément aux articles 40 et 41 de la présente Convention, les agents d'une Partie contractante se trouvent en mission sur le territoire d'une autre Partie contractante, la première Partie contractante est responsable des dommages qu'ils causent pendant le déroulement de la mission, conformément au droit de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils opèrent.

2. La Partie contractante sur le territoire de laquelle les dommages visés au paragraphe 1^{er} sont causés assume la réparation de ces dommages dans les conditions applicables aux dommages causés par ses propres agents.

3. La Partie contractante dont les agents ont causé des dommages à quiconque sur le territoire d'une autre Partie contractante rembourse intégralement à cette dernière les sommes qu'elle a versées aux victimes ou à leurs ayants droit.

4. Sans préjudice de l'exercice de ses droits à l'égard des tiers et à l'exception de la disposition du paragraphe 3, chacune des Parties contractantes renoncera, dans le cas prévu au paragraphe 1^{er}, à demander le remboursement du montant des dommages qu'elle a subis à une autre Partie contractante.

4 aangeeft, hoe aan uitoefening van het achtervolgingsrecht op haar grondgebied door elk der aangrenzende Overeenkomstsluitende Partijen toepassing dient te worden gegeven.

Elk der Overeenkomstsluitende Partijen kan haar verklaring op ieder tijdstip door een andere vervangen, mits de latere verklaring de strekking van de eerdere niet inperkt.

Het afleggen van verklaringen als bovenbedoeld geschiedt na overleg met elk der betrokken Overeenkomstsluitende Partijen in een streven naar gelijkwaardigheid van aan beide zijden van de binnengrenzen geldende regimes.

10. De Overeenkomstsluitende Partijen kunnen bilateraal het toepassingsbereik van het bepaalde in lid 1 uitbreiden en nadere regelingen ter uitvoering van dit artikel treffen.

Artikel 42

Tijdens een optreden als bedoeld in de artikelen 40 en 41 worden de ambtenaren die op het grondgebied van een andere Overeenkomstsluitende Partij een taak vervullen, met ambtenaren van de Overeenkomstsluitende Partij gelijkgesteld, wat betreft de strafbare feiten die tegen of door hen mochten worden begaan.

Artikel 43

1. Wanneer ambtenaren van een Overeenkomstsluitende Partij overeenkomstig de artikelen 40 en 41 van deze Overeenkomst op het grondgebied van een andere Overeenkomstsluitende Partij optreden, is de eerstgenoemde Partij overeenkomstig het recht van de laatstgenoemde Partij aansprakelijk voor de schade die zij aldaar tijdens hun optreden veroorzaken.

2. De Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied de schade als bedoeld in lid 1 wordt veroorzaakt, neemt op zich deze schade te vergoeden op de wijze waarop zij daartoe gehouden zou zijn, indien de schade door haar eigen ambtenaren zou zijn toegebracht.

3. De Overeenkomstsluitende Partij op wier ambtenaren op het grondgebied van een ander Overeenkomstsluitende Partij enige schade hebben veroorzaakt, betaalt laatstgenoemde Partij het volledige bedrag terug dat deze aan de slachtoffers of hun rechthebbenden heeft uitgekeerd.

4. Onder voorbehoud van de uitoefening van haar rechten tegenover derden en met uitzondering van het bepaalde in lid 3 ziet elk der Overeenkomstsluitende Partijen, in het geval als bedoeld in lid 1 ervan af het bedrag van de door haar geleden schade op een andere Overeenkomstsluitende Partij te verhalen.

Grenze hat, die Modalitäten der Ausübung des Nacheilrechts in ihrem Hoheitsgebiet nach Maßgabe der Absätze 2, 3 und 4 festlegt.

Jede Vertragspartei kann zu jedem Zeitpunkt ihre Erklärung durch eine andere Erklärung ersetzen, soweit diese nicht die Tragweite der früheren Erklärung einschränkt.

Jeder Erklärung geht eine vorherige Abstimmung mit allen betroffenen Vertragsparteien voraus, wobei die Gleichwertigkeit der auf beiden Seiten der Binnengrenzen geltenden Regelungen angestrebt wird.

(10) Die Vertragsparteien können im Wege bilateraler Vereinbarungen den Anwendungsbereich des Absatzes 1 erweitern und zusätzliche Regelungen zur Durchführung dieses Artikels treffen.

Artikel 42

Während eines Einschreitens nach Maßgabe der Artikel 40 und 41 werden die Beamten, die im Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei eine Aufgabe erfüllen, den Beamten dieser Vertragspartei in Bezug auf die Straftaten, denen diese Beamten zum Opfer fallen oder die sie begehen würden, gleichgestellt.

Artikel 43

(1) Wenn Beamte einer Vertragspartei nach den Artikeln 40 und 41 dieses Übereinkommens auf dem Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei einschreiten, haftet die erste Vertragspartei nach Maßgabe des nationalen Rechts dieser anderen Vertragspartei für den durch die Beamten bei diesem Einschreiten dort verursachten Schaden.

(2) Die Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet der in Absatz 1 genannte Schaden verursacht wird, verpflichtet sich, diesen Schaden so zu ersetzen, wie sie ihn ersetzen müßte, wenn ihre eigenen Beamten ihn verursacht hätten.

(3) Die Vertragspartei, deren Beamte den Schaden auf dem Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei verursacht haben, erstattet dieser anderen Vertragspartei den Gesamtbetrag des Schadensersatzes, den diese an die Geschädigten oder ihre Rechtsnachfolger geleistet hat.

(4) Vorbehaltlich der Ausübung ihrer Rechte gegenüber Dritten und außer der Bestimmung des Absatzes 3 verzichtet jede Vertragspartei in dem Fall des Absatzes 1 darauf, den Betrag des erlittenen Schadens anderen Vertragsparteien gegenüber geltend zu machen.

Article 44

1. Conformément aux conventions internationales pertinentes et en tenant compte des circonstances locales et des possibilités techniques, les Parties contractantes créent, notamment dans les régions frontalières, des lignes téléphoniques, radio, télex et autres liaisons directes aux fins de faciliter la coopération policière et douanière, notamment pour la transmission d'informations en temps utile dans le cadre de l'observation et de la poursuite transfrontalières.

2. En plus de ces mesures à prendre à court terme, elles examineront notamment les possibilités ci-après :

a) l'échange de matériels ou l'affectation de fonctionnaires de liaison munis du matériel radio approprié;

b) l'élargissement des bandes de fréquences utilisées dans les zones frontalières;

c) la mise en place d'une liaison commune aux services de police et des douanes opérant dans ces mêmes zones;

d) la coordination de leurs programmes d'achat d'équipements de communication, en vue d'aboutir à la mise en place de systèmes de communication normalisés et compatibles.

Article 45

1. Les Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour garantir que :

a) le chef d'un établissement d'hébergement ou son préposé veillent à ce que les étrangers hébergés, y inclus les ressortissants des autres Parties contractantes ainsi que d'autres Etats membres des Communautés européennes, à l'exclusion des conjoints ou mineurs les accompagnant ou des membres des groupes de voyage, remplissent et signent personnellement les fiches de déclaration et à ce qu'ils justifient de leur identité par la production d'un document d'identité valable;

b) les fiches de déclaration ainsi remplies seront conservées pour les autorités compétentes ou seront transmises à celles-ci, pour autant que ces autorités le jugent nécessaire pour la prévention de menaces, pour des poursuites pénales ou pour éclaircir le sort de personnes disparues ou victimes d'accidents, sauf si le droit national en dispose autrement.

2. La disposition du paragraphe 1^{er} s'applique par analogie aux personnes qui

Artikel 44

1. De Overeenkomstsluitende Partijen brengen, met inachtneming van de desbetreffende internationale overeenkomsten en rekening houdende met de plaatselijke omstandigheden en de technische mogelijkheden, in het bijzonder in de grensgebieden, rechtstreeks telefoon-, radio-, telex- en andere verbindingen tot stand teneinde de politie- en douanesamenwerking te vergemakkelijken, in het bijzonder met het oog op het tijdig doorgeleiden van informatie ter zake van de grensoverschrijdende observatie en achtervolging.

2. Afgezien van de bovenstaande, op korte termijn te treffen maatregelen zullen zij met name de volgende mogelijkheden onderzoeken :

a) uitwisseling van materiaal of detachering van contactambtenaren die zijn uitgerust met passende radio-apparatuur;

b) uitbreiding van de in de grensgebieden gebruikte frequentie-bandbreedten;

c) de inwerkingstelling van één gemeenschappelijke verbinding voor de in deze gebieden optredende politie- en douanediensten;

d) coördinatie van hun aankoopprogramma's voor communicatie-apparatuur teneinde tot genormaliseerde en compatibele systemen te komen.

Artikel 45

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe de nodige maatregelen te nemen om te verzekeren dat :

a) de hoofden van logiesverstreckende bedrijven of hun gemachtigden erop toezien dat vreemdelingen, met inbegrip van onderdanen van andere Overeenkomstsluitende Partijen en van andere Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen, aan wie zij logies verstrekken — afgezien van meerderjarige echtgenoten en minderjarige kinderen en van leden van reisgezelschappen — eigenhandig de hotelfiches invullen en ondertekenen en daarbij voldoen aan de verplichting zich jegens hen te identificeren door overlegging van een geldig identiteitsdocument;

b) de aldus ingevulde hotelfiches de bevoegde autoriteiten ter beschikking worden gehouden of worden toegezonden, voor zover deze autoriteiten dit ter voorkoming van gevaar, ten behoeve van opsporingsonderzoek, dan wel ter opheldering van het lot van vermiste personen of slachtoffers van ongevallen noodzakelijk achten, voor zover door het nationale recht niet anders is bepaald.

2. Het bepaalde in lid 1 is van overeenkomstige toepassing ten aanzien van perso-

Artikel 44

(1) Die Vertragsparteien schaffen nach Maßgabe der entsprechenden internationalen Verträge und unter Berücksichtigung der örtlichen Gegebenheiten und der technischen Möglichkeiten — insbesondere in den Grenzregionen — direkte Telefon-, Funk-, Telex- und andere Verbindungen zum Zwecke der Erleichterung der polizeilichen und zollrechtlichen Zusammenarbeit, insbesondere im Hinblick auf die rechtzeitige Übermittlung von Informationen im Zusammenhang mit der grenzüberschreitenden Observation und Nacheile.

(2) Über diese Sofortmaßnahmen hinaus werden sie insbesondere die nachstehenden Möglichkeiten prüfen :

a) Austausch von Material oder Entsendung von Verbindungsbeamten, die über geeignete Funkgeräte verfügen;

b) Erweiterung der in den Grenzregionen benutzten Frequenzbänder;

c) Einrichtung einer gemeinsamen Verbindung zwischen den in derselben Region tätigen Polizei- und Zolldienststellen;

d) Koordinierung ihrer Programme für den Erwerb von Kommunikationsgeräten mit dem Ziel der Einrichtung genormter und kompatibler Kommunikationssysteme.

Artikel 45

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, die erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, um sicherzustellen, daß

a) der Leiter einer Beherbergungsstätte oder seine Beauftragten darauf hinwirken, daß beherbergte Ausländer, einschließlich der Angehörigen anderer Vertragsparteien sowie anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften, soweit es sich nicht um mitreisende Ehegatten und minderjährige Kinder sowie Teilnehmer von Reisegesellschaften handelt, Meldevordrucke eigenhändig ausfüllen und unterschreiben und sich dabei gegenüber dem Leiter der Beherbergungsstätte oder seinem Beauftragten durch Vorlage eines gültigen Identitätsdokuments ausweisen;

b) die nach Buchstabe a) ausgefüllten Meldevordrucke für die zuständigen Behörden bereitgehalten oder diesen übermittelt werden, wenn dies nach deren Feststellung für Zwecke der Gefahrenabwehr, der Strafverfolgung oder der Aufklärung des Schicksals von Vermissten oder Unfallopfern erforderlich ist, soweit im nationalen Recht nichts anderes geregelt ist.

(2) Absatz 1 findet sinngemäß Anwendung, wenn Personen auf Plätzen, die ge-

logent en des lieux quelconques faisant l'objet d'une exploitation par des loueurs professionnels notamment dans des tentes, des caravanes et des bateaux.

Article 46

1. Dans des cas particuliers, chaque Partie contractante peut, dans le respect de sa législation nationale et sans y être invitée, communiquer à la Partie contractante concernée des informations qui peuvent être importantes pour celle-ci aux fins de l'assistance pour la répression d'infractions futures, de la prévention d'infractions ou de la prévention de menaces pour l'ordre et la sécurité publics.

2. Les informations sont échangées, sans préjudice du régime de la coopération dans les régions frontalières visé à l'article 39, paragraphe 4, par l'intermédiaire d'une instance centrale à désigner. Dans des cas particulièrement urgents, l'échange d'informations au sens du présent article peut s'effectuer directement entre les autorités de police concernées, sauf dispositions nationales contraires. L'instance centrale en est avisée dans les meilleurs délais.

Article 47

1. Les Parties contractantes peuvent conclure des accords bilatéraux permettant le détachement, pour une durée déterminée ou indéterminée, de fonctionnaires de liaison d'une Partie contractante auprès de services de police de l'autre Partie contractante.

2. Le détachement de fonctionnaires de liaison pour une durée déterminée ou indéterminée a pour but de promouvoir et d'accélérer la coopération entre les Parties contractantes, notamment en accordant l'assistance:

a) sous la forme d'échange d'informations aux fins de la lutte tant préventive que répressive contre la criminalité;

b) dans l'exécution de demandes d'entraide policière et judiciaire en matière pénale;

c) pour les besoins de l'exercice des missions des autorités chargées de la surveillance des frontières extérieures.

3. Les fonctionnaires de liaison ont une mission d'avis et d'assistance. Ils ne sont pas compétents pour l'exécution autonome de mesures de police. Ils fournissent des informations et exécutent leurs missions dans le cadre des instructions qui leur sont données par la Partie contractante d'origine et par la Partie contractante auprès de laquelle ils sont détachés. Ils font régulièrement rapport au chef du service de police auprès duquel ils sont détachés.

nen die overnachten op plaatsen die beroeps- of bedrijfsmatig ter beschikking worden gesteld, in het bijzonder in tenten, in caravans en op schepen.

Artikel 46

1. Iedere Overeenkomstsluitende Partij kan met inachtneming van haar nationale recht in individuele gevallen, zonder een daartoe strekkend verzoek, de betrokken Overeenkomstsluitende Partij informatie mededelen die voor de ontvangende Overeenkomstsluitende Partij ter verlening van bijstand bij de bestrijding van toekomstige strafbare feiten, ter voorkoming van strafbare feiten of ter afwending van gevaar voor de openbare orde en veiligheid van belang kunnen zijn.

2. Onverminderd de samenwerking in de grensgebieden als bedoeld in artikel 39, lid 4, geschiedt de informatie-uitwisseling door de tussenkomst van een aan te wijzen centrale instantie. In bijzonder spoedeisende gevallen kan, onder voorbehoud van afwijkende bepalingen van het nationale recht, de informatieuitwisseling in de zin van dit artikel rechtstreeks tussen de betrokken politiediensten geschieden. De centrale instantie wordt zo spoedig mogelijk hiervan in kennis gesteld.

Artikel 47

1. De Overeenkomstsluitende Partijen kunnen bilateraal tot afspraken komen omtrent detachering voor bepaalde of onbepaalde duur van contactambtenaren van de ene Overeenkomstsluitende Partij bij politiediensten van de andere Overeenkomstsluitende Partij.

2. Detachering voor bepaalde of onbepaalde duur van contactambtenaren heeft ten doel de samenwerking tussen de Overeenkomstsluitende Partijen te bevorderen en te bespoedigen, in het bijzonder door het verlenen van bijstand:

a) in de vorm van informatie-uitwisseling met het oog op zowel preventieve als repressieve misdaadbestrijding;

b) bij de uitvoering van verzoeken om politieke en justitiële rechtshulp in strafzaken;

c) ten behoeve van de taakuitoefening van de autoriteiten belast met de grensbewaking aan de buitengrenzen.

3. De contactambtenaren hebben een adviserende en assisterende taak. Zij zijn niet bevoegd tot het zelfstandig uitvoeren van politieke maatregelen. Zij verstrekken inlichtingen en voeren hun opdrachten uit in het kader van de instructies die aan hen zijn gegeven door de Overeenkomstsluitende Partij waarvandaan zij afkomstig zijn en door de Overeenkomstsluitende Partij waar zij zijn gedetacheerd. Zij rapporteren regelmatig aan het hoofd van de politiedienst waarbij zij zijn gedetacheerd.

schäftsmäßig überlassen, insbesondere in Zelten, Wohnwagen und Wasserfahrzeugen Übernachten.

Artikel 46

(1) Jede Vertragspartei kann nach Maßgabe ihres nationalen Rechts ohne Ersuchen im Einzelfall der jeweils betroffenen Vertragspartei Informationen mitteilen, die für den Empfänger zur Unterstützung bei der Bekämpfung zukünftiger Straftaten, zur Verhütung einer Straftat oder zur Abwehr von Gefahren für die öffentliche Sicherheit und Ordnung von Bedeutung sein können.

(2) Der Informationsaustausch wird unbeschadet der Regelung zur Zusammenarbeit in den Grenzgebieten in Artikel 39 Absatz 4 über eine zu benennende zentrale Stelle abgewickelt. In besonders eilbedürftigen Fällen kann der Informationsaustausch im Sinne dieses Artikels unmittelbar zwischen den betroffenen Polizeibehörden erfolgen, vorbehaltlich abweichender Regelungen im nationalen Recht. Die zentrale Stelle wird hiervon so bald wie möglich in Kenntnis gesetzt.

Artikel 47

(1) Die Vertragsparteien können bilaterale Absprachen über die befristete oder unbefristete Entsendung von Verbindungsbeamten einer Vertragspartei zu Polizeidienststellen einer anderen Vertragspartei treffen.

(2) Die unbefristete oder befristete Entsendung von Verbindungsbeamten hat zum Ziel, die Zusammenarbeit zwischen den Vertragsparteien zu fördern und zu beschleunigen, insbesondere durch

a) Unterstützung des Informationsaustausches zur präventiven und repressiven Verbrechensbekämpfung;

b) Unterstützung bei polizeilicher und justitieller Rechtshilfe in Strafsachen;

c) Unterstützung der grenzübergreifenden Behörden an den Außengrenzen.

(3) Die Verbindungsbeamten werden beratend und unterstützend tätig. Sie sind nicht zur selbständigen Durchführung von polizeilichen Maßnahmen berechtigt. Sie erteilen Informationen und erledigen ihre Aufträge im Rahmen der ihnen von der entsendenden Vertragspartei und der Vertragspartei, in die sie entsandt worden sind, erteilten Weisungen. Sie berichten regelmäßig an den Leiter des Polizeidienstes, zu dem sie entsandt sind.

4. Les Parties contractantes peuvent convenir dans un cadre bilatéral ou multilatéral que les fonctionnaires de liaison d'une Partie contractante détachés auprès d'Etats tiers représentent également les intérêts d'une ou de plusieurs autres Parties contractantes. En vertu de tels accords, les fonctionnaires de liaison détachés auprès d'Etats tiers fournissent des informations à d'autres Parties contractantes, sur demande ou de leur propre initiative, et accomplissent, dans les limites de leurs compétences, des missions pour le compte de ces Parties. Les Parties contractantes s'informent mutuellement de leurs intentions relatives au détachement de fonctionnaires de liaison dans des Etats tiers.

CHAPITRE 2

Entraide judiciaire en matière pénale

Article 48

1. Les dispositions du présent chapitre visent à compléter la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 ainsi que, dans les relations entre les Parties contractantes membres de l'Union économique Benelux, le chapitre II du Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962 tel qu'il est modifié par le Protocole du 11 mai 1974 et à faciliter l'application desdits accords.

2. Le paragraphe 1^{er} n'affecte pas l'application des dispositions plus larges des accords bilatéraux en vigueur entre les Parties contractantes.

Article 49

L'entraide judiciaire est également accordée:

a) dans des procédures pour des faits qui sont punissables selon le droit national d'une des deux Parties contractantes ou des deux Parties contractantes au titre d'infractions aux règlements poursuivies par des autorités administratives dont la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente, notamment en matière pénale;

b) dans des procédures d'indemnisation pour des mesures de poursuites ou des condamnations injustifiées;

c) dans les procédures de grâce;

d) dans les actions civiles jointes aux actions pénales, tant que la juridiction répressive n'a pas encore définitivement statué sur l'action pénale;

4. De Overeenkomstsluitende Partijen kunnen bilateraal of multilateraal overeenkomen dat de in derde Staten gedetacheerde contactambtenaren van een Overeenkomstsluitende Partij tevens de belangen behartigen van één of meer andere Overeenkomstsluitende Partijen. Ingevolge dergelijke afspraken verstrekken de in derde Staten gedetacheerde contactambtenaren desgevraagd of uit eigen beweging gegevens aan de andere Overeenkomstsluitende Partijen en vervullen zij, binnen de grenzen van hun bevoegdheden, opdrachten ten behoeve van deze Partijen. De Overeenkomstsluitende Partijen informeren elkaar omtrent hun voornemens tot detachering van contactambtenaren in derde Staten.

HOOFDSTUK 2

Wederzijdse rechtshulp in strafzaken

Artikel 48

1. De bepalingen van dit hoofdstuk strekken ter aanvulling en vergemakkelijking van de toepassing van het Europees Verdrag van 20 april 1959 aangaande de wederzijdse rechtshulp in strafzaken, onderscheidenlijk — in de relaties tussen de Overeenkomstsluitende Partijen die behoren tot de Benelux Economische Unie — Hoofdstuk II van het Benelux-Verdrag van 27 juni 1962 aangaande de uitlevering en de rechtshulp in strafzaken, zoals gewijzigd bij het Protocol van 11 mei 1974.

2. Het bepaalde in lid 1 doet niet af aan de toepasselijkheid van verdergaande bepalingen van bestaande bilaterale Verdragen, van kracht tussen de Overeenkomstsluitende Partijen.

Artikel 49

Wederzijdse rechtshulp wordt ook verleend ten behoeve van:

a) procedures wegens feiten die volgens het nationale recht van één van beide of beide Overeenkomstsluitende Partijen als vergripen tegen voorschriften betreffende de orde door bestuurlijke autoriteiten worden bestraft, mits van hun beslissingen beroep openstaat op een ook in strafzaken bevoegde rechter;

b) procedures inzake aanspraken op schadevergoeding wegens maatregelen die verband houden met een strafvervolging en wegens ongerechtvaardigde veroordelingen;

c) de behandeling van gratieverzoeken;

d) burgerlijke rechtsvorderingen welke in een strafrechtelijke procedure zijn ingesteld, zolang de strafrechter nog niet onherroepelijk in de strafzaak heeft beslist;

(4) Die Vertragsparteien können bilateral oder multilateral vereinbaren, daß die in Drittstaaten tätigen Verbindungsbeamten bei ihrer Tätigkeit auch die Interessen einer oder mehrerer anderer Vertragsparteien mit wahrnehmen. Nach Maßgabe dieser Absprachen Übermitteln die in Drittstaaten entsandten Verbindungsbeamten den anderen Vertragsparteien auf deren Ersuchen oder selbständig Informationen und erledigen Aufträge im Rahmen ihrer Zuständigkeit. Die Vertragsparteien informieren sich gegenseitig, in welche Drittstaaten sie Verbindungsbeamte zu entsenden beabsichtigen.

KAPITEL 2

Rechtshilfe in Strafsachen

Artikel 48

(1) Die Bestimmungen dieses Kapitels sollen das Europäische Übereinkommen über Rechtshilfe in Strafsachen vom 20. April 1959 ergänzen und seine Anwendung erleichtern. In den Beziehungen zwischen den Vertragsparteien, die der Benelux-Wirtschaftsunion angehören, gilt Satz 1 sinngemäß für Kapitel II des Benelux-Übereinkommens über Auslieferung und Rechtshilfe in Strafsachen vom 27. Juni 1962 in der Fassung des Protokolls vom 11. Mai 1974.

(2) Die zwischen den Vertragsparteien geltenden weitergehenden Bestimmungen aufgrund bilateraler Abkommen bleiben unberührt.

Artikel 49

Rechtshilfe wird auch geleistet

a) in Verfahren wegen Handlungen, die nach dem nationalen Recht einer oder beider Vertragsparteien als Zuwiderhandlungen gegen Ordnungsvorschriften durch Behörden geahndet werden, gegen deren Entscheidung ein auch in Strafsachen zuständiges Gericht angerufen werden kann;

b) in Verfahren über Ansprüche auf Entschädigung für Strafverfolgungsmaßnahmen und ungerechtfertigte Verurteilungen;

c) in Gnadensachen;

d) in Zivilsachen, die mit einer Strafklage verbunden sind, solange das Strafgericht noch nicht endgültig über die Strafklage entschieden hat;

e) pour la notification de communications judiciaires relatives à l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté, de la perception d'une amende ou du paiement de frais de procédure;

f) pour des mesures relatives à la suspension du prononcé ou au sursis à l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté, à la mise en liberté conditionnelle, à l'ajournement de l'exécution ou à l'interruption de l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté.

Article 50

1. Les Parties contractantes s'engagent à s'accorder, conformément à la Convention et au traité visés à l'article 48, l'entraide judiciaire pour les infractions aux dispositions légales et réglementaires en matière d'accises, de taxe à la valeur ajoutée et de douanes. Par dispositions en matière de douanes on entend les règles énoncées à l'article 2 de la Convention du 7 septembre 1967 entre la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas concernant l'assistance mutuelle entre administrations douanières, ainsi qu'à l'article 2 du règlement du Conseil 1468/81/C.E.E. du 19 mai 1981.

2. Les demandes basées sur la fraude aux droits d'accises ne peuvent pas être refusées au motif que le pays requis ne prélève pas d'accises sur les marchandises visées dans la demande.

3. La Partie contractante requérante ne transmettra et n'utilisera les informations ou pièces à conviction obtenues de la Partie contractante requise pour les instructions, poursuites ou procédures autres que celles mentionnées dans la demande, sans l'assentiment préalable de la Partie contractante requise.

4. L'entraide judiciaire prévue au présent article peut être refusée lorsque le montant présumé des droits trop perçus ou éludés représente une valeur qui n'excède pas 25 000 ECU, ou que la valeur présumée des marchandises exportées ou importées sans autorisation représente une valeur qui n'excède pas 100 000 ECU, à moins que l'affaire, en raison de ses circonstances ou de la personne du prévenu, ne soit considérée comme très grave par la Partie contractante requérante.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent également quand l'entraide judiciaire demandée a trait aux faits passis-

e) de betekening van gerechtelijke mededelingen inzake de tenuitvoerlegging van een straf of maatregel, de inning van een geldboete of de betaling van proceskosten;

f) de opschorting van de uitspraak of de tenuitvoerlegging van een straf of maatregel, de voorwaardelijke invrijheidsstelling, het uitstel van de tenuitvoerlegging of de schorsing van de tenuitvoerlegging van een straf of maatregel.

Artikel 50

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe, overeenkomstig de in artikel 48 genoemde Verdragen, elkaar wederzijds rechtshulp te verlenen bij overtredingen van wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften betreffende de accijnzen, de belasting over de toegevoegde waarde en de douane. Als douanevoorschriften geldt het bepaalde in artikel 2 van de Overeenkomst van 7 september 1967 tussen België, de Bondsrepubliek Duitsland, Frankrijk, Italië, Luxemburg en Nederland inzake de wederzijdse bijstand tussen de onderscheiden douaneadministraties, alsmede het bepaalde in artikel 2 van Verordening (E.E.G.) nr. 1468/81 van de Raad van Ministers van 19 mei 1981.

2. Verzoeken om rechtshulp in wegens onduiking van accijnzen ingestelde procedures kunnen niet worden afgewezen op grond van het feit, dat in de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij geen accijnzen op de in het rechtshulpverzoek genoemde goederen worden geheven.

3. De verzoekende Overeenkomstsluitende Partij mag de van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij verkregen informatie of bewijsmiddelen slechts ten behoeve van andere dan in de rogatoire commissie vermelde onderzoeken, strafvervolgelingen of procedures mededelen of gebruiken, voor zover de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij daartoe voorafgaande toestemming heeft gegeven.

4. Rechtshulp als bedoeld in dit artikel kan worden geweigerd wanneer het vermoedelijke verminderde of ontdoken bedrag een lagere waarde vertegenwoordigt dan 25 000 ECU, of de vermoedelijke waarde van de op onregelmatige wijze in- of uitgevoerde goederen minder bedraagt dan 100 000 ECU, tenzij de feiten wegens hun aard of de persoon van de dader door de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij als zeer ernstig wordt beschouwd.

5. Het bepaalde in dit artikel is eveneens van toepassing wanneer de gevraagde rechtshulp betrekking heeft op feiten die

e) bei der Zustellung von Urkunden bezüglich der Vollstreckung einer Strafe oder einer Maßregel der Sicherung und Besserung, der Einziehung einer Geldbuße oder der Zahlung der Gerichtskosten;

f) bei Maßnahmen betreffend die Aussetzung des Ausspruchs oder der Vollstreckung einer Strafe oder Maßregel der Sicherung und Besserung, die bedingte Entlassung, den Aufschub des Vollstreckungsbeginns einer Strafe oder Maßregel der Sicherung und Besserung oder die Unterbrechung der Vollstreckung.

Artikel 50

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, Rechtshilfe nach Maßgabe der in Artikel 48 erwähnten Übereinkommen zu leisten wegen Verstößen gegen die gesetzlichen Bestimmungen und Vorschriften im Bereich der Verbrauchsteuern, der Mehrwertsteuern und des Zolls. Als Zollgesetze gelten die in Artikel 2 des Übereinkommens zwischen Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, Frankreich, Italien, Luxemburg und den Niederlanden über die gegenseitige Unterstützung ihrer Zollverwaltungen vom 7. September 1967 aufgeführten Vorschriften sowie die in Artikel 2 der Verordnung (E.W.G.) Nr. 1468/81 des Rates vom 19. Mai 1981 aufgeführten Vorschriften.

(2) Ersuchen in Verfahren wegen des Verdachts der Hinterziehung von Verbrauchsteuern dürfen nicht mit der Begründung abgelehnt werden, daß von der ersuchten Vertragspartei Verbrauchsteuern auf die in dem Ersuchen genannten Waren nicht erhoben werden.

(3) Die ersuchende Vertragspartei übermittelt und verwendet von der ersuchten Vertragspartei erhaltene Informationen oder Beweismittel für andere als in dem Ersuchen bezeichnete Ermittlungen, Strafverfolgungen oder Verfahren nur mit vorheriger Zustimmung der ersuchten Vertragspartei.

(4) Rechtshilfe im Sinne dieses Artikels kann verweigert werden, wenn der verkürzte oder erschlichene Betrag 25 000 Ecu oder der Wert der unerlaubt ein- oder ausgeführten Waren 100 000 Ecu voraussichtlich nicht übersteigt, es sei denn, die Tat wird wegen ihrer Art oder wegen der Person des Täters von der ersuchenden Vertragspartei als sehr schwerwiegend betrachtet.

(5) Die Vorschriften dieses Artikels finden auch Anwendung, wenn die erbetene Rechtshilfe sich erstreckt auf Handlungen,

bles uniquement d'une amende pour infraction aux règlements poursuivie par des autorités administratives et lorsque la demande d'entraide judiciaire émane d'une autorité judiciaire.

Article 51

Les Parties contractantes ne subordonnent pas la recevabilité de commissions rogatoires aux fins de perquisition et de saisie à des conditions autres que celles ci-après :

a) Le fait qui a donné lieu à la commission rogatoire est punissable selon le droit des deux Parties contractantes d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté restreignant la liberté d'un maximum d'au moins six mois, ou punissable selon le droit d'une des deux Parties contractantes d'une sanction équivalente et selon le droit de l'autre Partie contractante au titre d'infraction aux règlements poursuivie par des autorités administratives dont la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente notamment en matière pénale.

b) L'exécution de la commission rogatoire est compatible avec le droit de la Partie contractante requise.

Article 52

1. Chacune des Parties contractantes peut adresser les pièces de procédure directement par la voie postale aux personnes qui se trouvent sur le territoire d'une autre Partie contractante. Les Parties contractantes communiquent au Comité exécutif une liste des pièces pouvant être transmises par cette voie.

2. Lorsqu'il y a des raisons de penser que le destinataire ne comprend pas la langue dans laquelle la pièce est rédigée, cette pièce — ou au moins les passages importants de celle-ci — doit être traduite dans la ou une des langues de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le destinataire se trouve. Si l'autorité qui envoie la pièce sait que le destinataire ne connaît qu'une autre langue, la pièce — ou au moins les passages importants de celle-ci — doit être traduite dans cette autre langue.

3. L'expert ou le témoin qui n'aura pas déferé à une citation à comparaître transmise par voie postale, ne pourra être soumis, alors même que cette citation contiendrait des injonctions, à aucune sanction ou mesure de contrainte, à moins qu'il ne se rende par la suite de son plein gré sur le territoire de la Partie requérante et qu'il n'y soit régulièrement cité à nouveau. L'autorité qui envoie les citations à comparaître par

met een administratieve boete (« Ordnungswidrigkeiten ») worden bedreigd, en het verzoek door een justitiële autoriteit wordt gedaan.

Artikel 51

De Overeenkomstsluitende Partijen onderwerpen de inwilligbaarheid van rogatoire commissies strekkende tot huiszoeking en inbeslagname niet aan verdergaande voorwaarden dan dat :

a) het aan de rogatoire commissie ten grondslag liggende feit naar het recht van beide Overeenkomstsluitende Partijen strafbaar is gesteld met een vrijheidsstraf of een tot vrijheidsbeneming strekkende maatregel met een maximum van ten minste zes maanden, dan wel naar het recht van één van beide Overeenkomstsluitende Partijen strafbaar gesteld met een sanctie met een zelfde maximum en naar het recht van de andere Overeenkomstsluitende Partij als een vergrijp tegen voorschriften betreffende de orde door de bestuurlijke autoriteiten wordt bestraft, mits van hun beslissingen beroep openstaat op een ook in strafzaken bevoegde rechter;

b) de uitvoering van de rogatoire commissie overigens verenigbaar is met het recht van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij.

Artikel 52

1. Iedere Overeenkomstsluitende Partij kan personen die zich op het grondgebied van een andere Overeenkomstsluitende Partij bevinden, gerechtelijke stukken rechtstreeks over de post toezenden. De Overeenkomstsluitende Partijen doen het Uitvoerend Comité mededeling van de lijst van gerechtelijke stukken die aldus kunnen worden verzonden.

2. Wanneer aannemelijk is dat de geadresseerde niet de taal beheerst waarin het desbetreffende stuk is gesteld, dient dit — althans de essentie daarvan — te worden vertaald in de taal of één der talen van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied de geadresseerde verblijft. Indien de toezendende autoriteit weet dat de geadresseerde slechts een andere taal machtig is, dient het stuk — althans de essentie daarvan — te worden vertaald in die andere taal.

3. De getuige of deskundige die geen gevolg heeft gegeven aan een over de post betekende dagvaarding of oproeping, kan aan geen enkele sanctie of dwangmaatregel worden onderworpen, zelfs niet indien in de dagvaarding of oproeping een verplichting om te verschijnen is vermeld, tenzij de betrokkene zich daarna uit vrije wil op het grondgebied van de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij begeeft en hij daar op

die nur mit einer Geldbuße geahndet werden (Ordnungswidrigkeiten) und das Ersuchen von einer Justizbehörde gestellt wird.

Artikel 51

Die Vertragsparteien unterwerfen die Erledigung von Rechtshilfeersuchen um Durchsuchung und Beschlagnahme keinen weitergehenden Bedingungen als denen, daß

a) die dem Rechtshilfeersuchen zugrunde liegende Tat nach dem Recht beider Vertragsparteien mit einer Freiheitsstrafe oder die Freiheit beschränkenden Maßregel der Sicherung und Besserung im Höchstmaß von mindestens sechs Monaten bedroht ist, oder nach dem Recht einer der beiden Vertragsparteien mit einer Sanktion des gleichen Höchstmaßes bedroht ist und nach dem Recht der anderen Vertragspartei als Zuwiderhandlung gegen Ordnungsvorschriften durch Behörden geahndet wird, gegen deren Entscheidung ein auch in Strafsachen zuständiges Gericht angerufen werden kann;

b) die Erledigung des Rechtshilfeersuchens im übrigen mit dem Recht der ersuchten Vertragspartei vereinbar ist.

Artikel 52

(1) Jede Vertragspartei kann Personen, die sich im Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei aufhalten, gerichtliche Urkunden unmittelbar durch die Post übersenden. Eine Liste der Urkunden, die auf diesem Wege übersandt werden dürfen, wird dem Exekutivausschuß von den Vertragsparteien zugeleitet.

(2) Wenn Anhaltspunkte dafür vorliegen, daß der Zustellungsempfänger der Sprache, in der die Urkunde abgefaßt ist, unkundig ist, ist die Urkunde — oder zumindest die wesentlichen Passagen — in die Sprache oder in eine der Sprachen der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet der Empfänger sich aufhält, zu übersetzen. Wenn der zustellenden Behörde bekannt ist, daß der Empfänger nur einer anderen Sprache kundig ist, ist die Urkunde — oder zumindest die wesentlichen Passagen — in diese andere Sprache zu übersetzen.

(3) Der Zeuge oder Sachverständige, dem eine Vorladung auf postalischem Wege übermittelt worden ist und der dieser nicht Folge leistet, darf selbst dann, wenn die Vorladung Zwangsandrohungen enthält, nicht bestraft oder einer Zwangsmaßnahme unterworfen werden, sofern er sich nicht später freiwillig in das Hoheitsgebiet der ersuchenden Vertragspartei begibt und dort erneut ordnungsgemäß vorgela-

voie postale veille à ce que celles-ci ne comportent aucune injonction. Cette disposition ne porte pas préjudice à l'article 34 du Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962 tel qu'il est modifié par le Protocole du 11 mai 1974.

4. Si le fait à la base de la demande d'entraide judiciaire est punissable selon le droit des deux Parties contractantes au titre d'infraction aux règlements poursuivie par des autorités administratives dont la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente notamment en matière pénale, pour l'envoi des pièces de procédure il faut en principe procéder conformément au paragraphe 1^{er}.

5. Nonobstant la disposition du paragraphe 1^{er}, l'envoi de pièces de procédure peut s'effectuer par l'intermédiaire des autorités judiciaires de la Partie contractante requise, lorsque l'adresse du destinataire est inconnue ou que la Partie contractante requérante exige une notification à personne.

Article 53

1. Les demandes d'entraide judiciaire peuvent être faites directement entre les autorités judiciaires et renvoyées par la même voie.

2. Le paragraphe 1^{er} ne porte pas préjudice à la faculté de l'envoi et du renvoi des demandes de ministère de la Justice à ministère de la Justice ou par l'intermédiaire des bureaux centraux nationaux de l'Organisation internationale de Police criminelle.

3. Les demandes de transfèrement temporaire ou de transit de personnes qui sont en état d'arrestation provisoire ou de détention ou qui sont l'objet d'une mesure privative de liberté, et l'échange périodique ou occasionnel de données relatives au casier judiciaire doivent se faire par l'intermédiaire des ministères de la Justice.

4. Au sens de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, on entend par le ministère de la Justice, pour la République fédérale d'Allemagne, le ministre fédéral de la Justice et les ministres ou sénateurs de la Justice des Etats fédérés.

5. Les dénonciations aux fins de poursuites pour des infractions à la législation relative au temps de conduite et de repos, effectuées conformément à l'article 21 de la

wettige wijze opnieuw wordt gedagvaard of opgeroepen. Onverminderd het bepaalde in artikel 34 van het Benelux-Verdrag van 27 juni 1962 aangaande de uitlevering en de rechtshulp in strafzaken, zoals gewijzigd bij het Protocol van 11 mei 1974, ziet de toezendende autoriteit erop toe dat in de over de post verzonden dagvaardingen of oproepingen geen verplichting om te verschijnen is vermeld.

4. Wanneer aan het rechtshulpverzoek een feit ten grondslag ligt dat zowel naar het recht van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij als naar het recht van de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij als een vergrijp tegen voorschriften betreffende de orde door de bestuurlijke autoriteiten wordt bestraft, mits van hun beslissingen, beroep openstaat op een ook in strafzaken bevoegde rechter, dient bij toezending van gerechtelijke stukken in beginsel overeenkomstig het bepaald in lid 1 te worden behandeld.

5. Onverminderd het bepaalde in lid 1 kan toezending van gerechtelijke stukken door bemiddeling van de justitiële autoriteiten van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij plaatsvinden, wanneer het adres van de persoon voor wie het bestemd is, onbetekend is of de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij een betekening in persoon verlangt.

Artikel 53

1. Verzoeken om rechtshulp kunnen rechtstreeks tussen de rechterlijke autoriteiten worden gedaan en beantwoord.

2. Het bepaalde in lid 1 sluit niet uit dat verzoeken tussen de Ministeries van Justitie dan wel door tussenkomst van de nationale centrale bureaus van de Internationale Politieorganisatie (Interpol) worden gedaan en beantwoord.

3. Verzoeken om tijdelijke overbrenging of doortocht van personen die zich in voorlopige hechtenis bevinden of een vrijheidsstraf ondergaan, dan wel onderworpen zijn aan een tot vrijheidsbeneming strekkende maatregel, alsmede de periodieke of incidentele uitwisseling van gegevens uit de justitiële documentatie, behoeven de tussenkomst van de Ministeries van Justitie.

4. Voor de Bondsrepubliek Duitsland wordt overeenkomstig het Europees Verdrag van 20 april 1959 aangaande de wederzijdse rechtshulp in strafzaken onder Ministerie van Justitie de Bondsminister van Justitie en de Ministers of Senatoren van Justitie van de deelstaten verstaan.

5. Aangiften tot het uitlokken van strafvervolgning overeenkomstig het bepaalde in artikel 21 van het Europees Verdrag van 20 april 1959 aangaande de wederzijdse

den wird. Die zustellende Behörde achtet darauf, daß auf postalischem Wege übersandte Vorladungen keine Zwangsandrohungen enthalten. Artikel 34 des Benelux-Übereinkommens über Auslieferung und Rechtshilfe in Strafsachen vom 27. Juni 1962 in der Fassung des Protokolls vom 11. Mai 1974 wird hiervon nicht berührt.

(4) Liegt dem Rechtshilfeersuchen eine Handlung zugrunde, die sowohl nach dem Recht der ersuchten als auch nach dem Recht der ersuchenden Vertragspartei als Zuwiderhandlung gegen Ordnungsvorschriften durch Behörden geahndet wird, gegen deren Entscheidung ein auch in Strafsachen zuständiges Gericht angerufen werden kann, so ist bei der Zustellung von Urkunden grundsätzlich nach Absatz 1 zu verfahren.

(5) Unbeschadet des Absatzes 1 kann die Zustellung von gerichtlichen Urkunden durch Übermittlung der Justizbehörde der ersuchten Vertragspartei vorgenommen werden, wenn die Anschrift des Empfängers unbekannt ist oder die ersuchende Vertragspartei eine förmliche Zustellung fordert.

Artikel 53

(1) Die Rechtshilfeersuchen und die entsprechenden Antworten können unmittelbar von Justizbehörde zu Justizbehörde übermittelt werden.

(2) Absatz 1 läßt die Möglichkeit unberührt, daß Ersuchen durch die Justizministerien oder über die nationalen Zentralbüros der Internationalen Kriminalpolizeilichen Organisation gestellt oder beantwortet werden.

(3) Für Ersuchen um vorübergehende Überstellung oder Durchbeförderung von Personen, die sich in Untersuchungs- oder Straftat befinden, oder aufgrund der Anordnung einer die Freiheit beschränkenden Maßregel der Sicherung und Besserung untergebracht sind sowie für den regelmäßigen oder gelegentlichen Informationsaustausch aus den Justizdokumentationen ist der justizministerielle Geschäftsweg einzuhalten.

(4) Justizministerien im Sinne des Europäischen Übereinkommens über Rechtshilfe in Strafsachen vom 20. April 1959 sind für die Bundesrepublik Deutschland der Bundesminister der Justiz und die Justizminister/-senatoren der Länder.

(5) Anzeigen zum Zwecke der Strafverfolgung nach Artikel 21 des Europäischen Übereinkommens über Rechtshilfe in Strafsachen vom 20. April 1959 oder Arti-

Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 ou à l'article 42 du Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962 tel qu'il est modifié par le Protocole du 11 mai 1974, peuvent être adressées par les autorités judiciaires de la Partie contractante requérante directement aux autorités judiciaires de la Partie contractante requise.

CHAPITRE 3

Application du principe *Ne bis in idem*

Article 54

Une personne qui a été définitivement jugée par une Partie contractante ne peut, pour les mêmes faits, être poursuivie par une autre Partie contractante, à condition que, en cas de condamnation, la sanction ait été subie ou soit actuellement en cours d'exécution ou ne puisse plus être exécutée selon les lois de la Partie contractante de condamnation.

Article 55

1. Une Partie contractante peut, au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention, déclarer qu'elle n'est pas liée par l'article 54 dans l'un ou plusieurs des cas suivants :

a) lorsque les faits visés par le jugement étranger ont eu lieu soit en tout, soit en partie sur son territoire; dans ce dernier cas, cette exception ne s'applique cependant pas si ces faits ont eu lieu en partie sur le territoire de la Partie contractante où le jugement a été rendu;

b) lorsque les faits visés par le jugement étranger constituent une infraction contre la sûreté de l'Etat ou d'autres intérêts également essentiels de cette Partie contractante;

c) lorsque les faits visés par le jugement étranger ont été commis par un fonctionnaire de cette Partie contractante en violation des obligations de sa charge.

2. Une Partie contractante qui a fait une déclaration concernant l'exception mentionnée au paragraphe 1^{er}, point *b)*, précisera les catégories d'infractions auxquelles cette exception peut s'appliquer.

rechtshulp in strafzaken, onderscheidenlijk het bepaalde in artikel 42 van het Benelux-Verdrag van 27 juni 1962 aangaande de uitlevering en de rechtshulp in strafzaken, zoals gewijzigd bij het Protocol van 11 mei 1974, wegens overtredingen van de rijtjedenwetgeving kunnen door de justitiële autoriteiten van de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij rechtstreeks tot de justitiële autoriteiten van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij worden gericht.

HOOFDSTUK 3

Toepassing van het beginsel *Ne bis in idem*

Artikel 54

Een persoon die bij onherroepelijk vonnis door een Overeenkomstsluitende Partij is berecht, kan door een andere Overeenkomstsluitende Partij niet worden vervolgd ter zake van dezelfde feiten, op voorwaarde dat ingeval een straf of maatregel is opgelegd, deze reeds is ondergaan of daadwerkelijk ten uitvoer wordt gelegd, dan wel op grond van de wetten van de veroordelende Overeenkomstsluitende Partij niet meer ten uitvoer gelegd kan worden.

Artikel 55

1. Een Overeenkomstsluitende Partij kan op het tijdstip van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van deze Overeenkomst verklaren dat zij in één of meer van de volgende gevallen niet door artikel 54 is gebonden :

a) indien de feiten op grond waarvan in het buitenland vonnis werd gewezen zich geheel of gedeeltelijk op haar eigen grondgebied hebben afgespeeld; in het laatste geval is deze uitzondering niet van toepassing indien de feiten zich gedeeltelijk hebben afgespeeld op het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partij waarin het vonnis werd gewezen;

b) indien de feiten op grond waarvan in het buitenland vonnis werd gewezen een inbreuk vormen op de veiligheid van de Staat of andere even wezenlijke belangen van deze Overeenkomstsluitende Partij;

c) indien de feiten op grond waarvan in het buitenland vonnis werd gewezen, zijn begaan door een ambtenaar van deze Overeenkomstsluitende Partij in strijd met zijn ambtsplichten.

2. Een Overeenkomstsluitende Partij die een dergelijke verklaring aflegt met betrekking tot één van de in lid 1, onder *b)*, genoemde uitzonderingen, dient de soort van inbreuken aan te geven waarop dergelijke uitzonderingen van toepassing kunnen zijn.

kel 42 des Benelux-Übereinkommens über Auslieferung und Rechtshilfe in Strafsachen vom 27. Juni 1962 in der Fassung des Protokolls vom 11. Mai 1974 wegen Zuwiderhandlungen gegen die Lenk- und Ruhezeitvorschriften können durch die Justizbehörden der ersuchenden Vertragspartei unmittelbar an die Justizbehörde der ersuchten Vertragspartei gesandt werden.

KAPITEL 3

Verbot der Doppelbestrafung

Artikel 54

Wer durch eine Vertragspartei rechtskräftig abgeurteilt worden ist, darf durch eine andere Vertragspartei wegen derselben Tat nicht verfolgt werden, vorausgesetzt, daß im Fall einer Verurteilung die Sanktion bereits vollstreckt worden ist, gerade vollstreckt wird oder nach dem Recht der Urteilsstaats nicht mehr vollstreckt werden kann.

Artikel 55

(1) Eine Vertragspartei kann bei der Ratifikation, der Annahme oder der Genehmigung dieses Übereinkommens erklären, daß sie in einem oder mehreren der folgenden Fälle nicht durch Artikel 54 gebunden ist :

a) wenn die Tat, die dem ausländischen Urteil zugrunde lag, ganz oder teilweise in ihrem Hoheitsgebiet begangen wurde; im letzteren Fall gilt diese Ausnahme jedoch nicht, wenn diese Tat teilweise im Hoheitsgebiet der Vertragspartei begangen wurde, in dem das Urteil ergangen ist;

b) wenn die Tat, die dem ausländischen Urteil zugrunde lag, eine gegen die Sicherheit des Staates oder andere gleichermaßen wesentliche Interessen dieser Vertragspartei gerichtete Straftat darstellt;

c) wenn die Tat, die dem ausländischen Urteil zugrunde lag, von einem Bediensteten dieser Vertragspartei unter Verletzung seiner Amtspflichten begangen wurde.

(2) Eine Vertragspartei, die eine solche Erklärung betreffend eine der in Absatz 1 Buchstabe *b)* genannten Ausnahmen abgibt, bezeichnet die Arten von Straftaten, auf die solche Ausnahmen Anwendung finden können.

3. Une Partie contractante pourra, à tout moment, retirer une telle déclaration relative à l'une ou plusieurs des exceptions mentionnées au paragraphe 1^{er}.

4. Les exceptions qui ont fait l'objet d'une déclaration au titre du paragraphe 1^{er} ne s'appliquent pas lorsque la Partie contractante concernée a, pour les mêmes faits, demandé la poursuite à l'autre Partie contractante ou accordé l'extradition de la personne concernée.

Article 56

Si une nouvelle poursuite est intentée par une Partie contractante contre une personne qui a été définitivement jugée pour les mêmes faits par une autre Partie contractante, toute période de privation de liberté subie sur le territoire de cette dernière Partie contractante en raison de ces faits doit être déduite de la sanction qui sera éventuellement prononcée. Il sera également tenu compte, dans la mesure où les législations nationales le permettent, des sanctions autres que celles privatives de liberté qui ont déjà été subies.

Article 57

1. Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction par une Partie contractante et que les autorités compétentes de cette Partie contractante ont des raisons de croire que l'accusation concerne les mêmes faits que ceux pour lesquels elle a déjà été définitivement jugée par une autre Partie contractante, ces autorités demanderont, si elles l'estiment nécessaire, les renseignements pertinents aux autorités compétentes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle une décision a déjà été rendue.

2. Les informations demandées seront données aussitôt que possible et seront prises en considération pour la suite à réserver à la procédure en cours.

3. Chaque Partie contractante désignera, au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention, les autorités qui seront habilitées à demander et à recevoir les informations prévues au présent article.

Article 58

Les dispositions précédentes ne font pas obstacle à l'application de dispositions nationales plus larges concernant l'effet « ne bis in idem » attaché aux décisions judiciaires prises à l'étranger.

3. Een Overeenkomstsluitende Partij kan te allen tijde een dergelijke verklaring met betrekking tot één of meer van de in lid 1 genoemde uitzonderingen intrekken.

4. Uitzonderingen ten aanzien waarvan een verklaring uit hoofde van lid 1 is afgelegd, zijn niet van toepassing wanneer de betrokken Overeenkomstsluitende Partij ter zake van dezelfde feiten de andere Overeenkomstsluitende Partij om vervolging heeft verzocht of heeft ingestemd met de uitlevering van de betrokken persoon.

Artikel 56

Indien door een Overeenkomstsluitende Partij een nieuwe vervolging wordt ingesteld tegen een persoon die ter zake van dezelfde feiten bij onherroepelijk vonnis door een andere Overeenkomstsluitende Partij is berecht, dient iedere periode van vrijheidsbeneming die wegens deze feiten op het grondgebied van laatstgenoemde Partij werd ondergaan op de eventueel op te leggen straf of maatregel in mindering te worden gebracht. Voor zover de nationale wetgeving dit toelaat, wordt tevens rekening gehouden met andere reeds ondergane straffen of maatregelen dan vrijheidsbeneming.

Artikel 57

1. Indien door een Overeenkomstsluitende Partij iemand een strafbaar feit ten laste wordt gelegd en de bevoegde autoriteiten van deze Overeenkomstsluitende Partij redenen hebben om aan te nemen dat de ten lastelegging dezelfde feiten betreft als die ter zake waarvan deze persoon reeds bij onherroepelijk vonnis is berecht door een andere Overeenkomstsluitende Partij, verzoeken deze autoriteiten, indien zij zulks nodig achten, de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied reeds vonnis werd gewezen om de nodige inlichtingen in dezen.

2. De aldus gevraagde inlichtingen worden zo spoedig mogelijk verstrekt en worden in overweging genomen bij de beslissing of de vervolging dient te worden voortgezet.

3. Iedere Overeenkomstsluitende Partij wijst op het tijdstip van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van deze Overeenkomst de autoriteiten aan die bevoegd zijn de in dit artikel bedoelde inlichtingen te vragen en te ontvangen.

Artikel 58

Bovenstaande bepalingen vormen geen beletsel voor de toepassing van verdergaande nationale bepalingen inzake de regel « ne bis in idem » in geval van buitenlandse rechterlijke beslissingen.

(3) Eine Vertragspartei kann eine solche Erklärung betreffend eine oder mehrere in Absatz 1 genannten Ausnahmen jederzeit zurücknehmen.

(4) Ausnahmen, die Gegenstand einer Erklärung nach Absatz 1 waren, finden keine Anwendung, wenn die betreffende Vertragspartei die andere Vertragspartei wegen derselben Tat um Verfolgung ersucht oder die Auslieferung des Betroffenen bewilligt hat.

Artikel 56

Wird durch eine Vertragspartei eine erneute Verfolgung gegen eine Person eingeleitet, die bereits durch eine andere Vertragspartei wegen derselben Tat rechtskräftig abgeurteilt wurde, so wird jede in dem Hoheitsgebiet der zuletzt genannten Vertragspartei wegen dieser Tat erlittene Freiheitsentziehung auf eine etwa zu verhängende Sanktion angerechnet. Soweit das nationale Recht dies erlaubt, werden andere als freiheitsentziehende Sanktionen ebenfalls berücksichtigt, sofern sie bereits vollstreckt wurden.

Artikel 57

(1) Ist eine Person im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei wegen einer Straftat angeschuldigt und haben die zuständigen Behörden dieser Vertragspartei Grund zu der Annahme, daß die Anschuldigung dieselbe Tat betrifft, deretwegen der Betreffende im Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei bereits rechtskräftig abgeurteilt wurde, so ersuchen sie, sofern sie es für erforderlich halten, die zuständigen Behörden der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet die Entscheidung ergangen ist, um sachdienliche Auskünfte.

(2) Die erbetenen Auskünfte werden sobald wie möglich erteilt und sind bei der Entscheidung über eine Fortsetzung des Verfahrens zu berücksichtigen.

(3) Jede Vertragspartei gibt bei der Ratifikation, der Annahme oder der Genehmigung dieses Übereinkommens die Behörden an, die befugt sind, um Auskünfte nach diesem Artikel zu ersuchen und solche entgegenzunehmen.

Artikel 58

Die vorstehenden Bestimmungen stehen der Anwendung weitergehender Bestimmungen des nationalen Rechts über die Geltung des Verbots der Doppelbestrafung in bezug auf ausländische Justizentscheidungen nicht entgegen.

CHAPITRE 4

Extradition

Article 59

1. Les dispositions du présent Chapitre visent à compléter la Convention européenne d'extradition du 13 septembre 1957, ainsi que, dans les relations entre les Parties contractantes membres de l'Union économique Benelux, le Chapitre I du Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962 tel qu'il est modifié par le Protocole du 11 mai 1974 et à faciliter l'application desdits accords.

2. Le paragraphe 1^{er} n'affecte pas l'application des dispositions plus larges des accords bilatéraux en vigueur entre des Parties contractantes.

Article 60

Dans les relations entre deux Parties contractantes, dont une n'est pas Partie à la Convention européenne d'extradition du 13 septembre 1957, les dispositions de ladite Convention sont applicables, compte tenu des réserves et déclarations déposées soit lors de la ratification de ladite Convention soit, pour les Parties contractantes qui ne sont pas Parties à la Convention, lors de la ratification, l'approbation ou l'acceptation de la présente Convention.

Article 61

La République française s'engage à extraditer, à la demande de l'une des Parties contractantes, les personnes poursuivies pour des faits punis par la législation française d'une peine ou mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins deux ans et par la loi de la Partie contractante requérante d'une peine ou mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins un an.

Article 62

1. En ce qui concerne l'interruption de la prescription, seules sont applicables les dispositions de la Partie contractante requérante.

2. Une amnistie prononcée par la Partie contractante requise ne fait pas obstacle à l'extradition, sauf si l'infraction relève de la juridiction de cette Partie contractante.

3. L'absence d'une plainte ou d'un avis officiel autorisant les poursuites, qui ne

HOOFDSTUK 4

Uitlevering

Artikel 59

1. De bepalingen van dit Hoofdstuk strekken ter aanvulling en vergemakkelijking van de toepassing van het Europees Verdrag van 13 september 1957 betreffende uitlevering, onderscheidenlijk — in de relaties tussen de Overeenkomstsluitende Partijen die behoren tot de Benelux Economische Unie — Hoofdstuk I van het Benelux-Verdrag van 27 juni 1962 aangaande de uitlevering en de rechtshulp in strafzaken, zoals gewijzigd bij het Protocol van 11 mei 1974.

2. Het bepaalde in lid 1 doet niet af aan de toepasselijkheid van verdergaande bepalingen van bilaterale Verdragen, van kracht tussen de Overeenkomstsluitende Partijen.

Artikel 60

In de verhouding tussen twee Overeenkomstsluitende Partijen, waarvan er één geen Partij is bij het Europees Verdrag van 13 september 1957 betreffende uitlevering, zijn de bepalingen van dat Verdrag toepasselijk, rekening houdend met voorbehouden en verklaringen die zij afgelegd, hetzij bij de bekrachtiging van dat Verdrag, hetzij — voor Overeenkomstsluitende Partijen die geen Partij zijn bij dat Verdrag — bij de bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van deze Overeenkomst.

Artikel 61

De Franse Republiek verbindt zich ertoe op verzoek van één der Overeenkomstsluitende Partijen ter fine van strafvervolgung uitlevering toe te staan voor feiten die volgens de Franse wetgeving met een vrijheidsstraf of een tot vrijheidsbeneming strekkende maatregel met een maximum van ten minste twee jaren en naar het recht van de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij met een vrijheidsstraf of een tot vrijheidsbeneming strekkende maatregel met een maximum van ten minste één jaar zijn strafbaar gesteld.

Artikel 62

1. Op stuiting van de verjaring zijn uitsluitend de voorschriften van de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij van toepassing.

2. Een door de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij verleende amnestie vormt geen beletsel voor uitlevering, tenzij het strafbare feit onder de rechtsmacht van deze Partij valt.

3. Het ontbreken van een klacht of een machtiging tot instelling van strafvorde-

KAPITEL 4

Auslieferung

Artikel 59

(1) Die Bestimmungen dieses Kapitels sollen das Europäische Auslieferungsübereinkommen vom 13. September 1957 ergänzen und seine Anwendung erleichtern. In den Beziehungen zwischen den Vertragsparteien, die der Benelux-Wirtschaftsunion angehören, gilt Satz 1 sinngemäß für Kapitel I des Benelux-Übereinkommens über Auslieferung und Rechtshilfe in Strafsachen vom 27. Juni 1962 in der Fassung des Protokolls vom 11. Mai 1974.

(2) Die zwischen den Vertragsparteien geltenden weitergehenden Bestimmungen aufgrund bilateraler Abkommen bleiben unberührt.

Artikel 60

Zwischen zwei Vertragsparteien, von denen eine keine Partei des Europäischen Auslieferungsübereinkommens vom 13. September 1957 ist, finden die Bestimmungen jenes Übereinkommens unter Berücksichtigung der Vorbehalte und Erklärungen Anwendung, die entweder bei der Ratifikation jenes Übereinkommens, oder — für Vertragsparteien, die keine Partei des Auslieferungsübereinkommens sind — bei der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung dieses Übereinkommens gemacht werden.

Artikel 61

Die Französische Republik verpflichtet sich, auf Ersuchen einer anderen Vertragspartei die Personen zum Zwecke der Strafverfolgung auszuliefern, die wegen Handlungen verfolgt werden, die nach französischem Recht mit einer Freiheitsstrafe oder einer die Freiheit beschränkenden Maßregel der Sicherung und Besserung im Höchstmaß von mindestens zwei Jahren und nach dem Recht der ersuchenden Vertragspartei mit einer solchen von mindestens einem Jahr bedroht sind.

Artikel 62

(1) Für die Unterbrechung der Verjährung sind allein die Vorschriften der ersuchenden Vertragspartei maßgebend.

(2) Eine durch die ersuchte Vertragspartei erlassene Amnestie steht der Auslieferung nicht entgegen, es sei denn, daß die strafbare Handlung der Gerichtsbarkeit der ersuchten Vertragspartei unterliegt.

(3) Die Verpflichtung zur Auslieferung wird durch das Fehlen eines Strafantrages

sont nécessaires qu'en vertu de la législation de la Partie contractante requise, ne porte pas atteinte à l'obligation d'extrader.

Article 63

Les Parties contractantes s'engagent, conformément à la Convention et au Traité cités à l'article 59, à extraditer entre elles les personnes qui sont poursuivies par les autorités judiciaires de la Partie contractante requérante pour l'une des infractions visées à l'article 50, paragraphe 1^{er}, ou recherchées par celles-ci aux fins de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté prononcées pour une telle infraction.

Article 64

Un signalement dans le Système d'Information Schengen, effectué conformément à l'article 95, a le même effet qu'une demande d'arrestation provisoire au sens de l'article 16 de la Convention européenne d'extradition du 13 septembre 1957, ou de l'article 15 du Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962 tel qu'il est modifié par le Protocole du 11 mai 1974.

Article 65

1. Sans préjudice de la faculté de recourir à la voie diplomatique, les demandes d'extradition et de transit sont adressées par le ministère compétent de la Partie contractante requérante au ministère compétent de la Partie contractante requise.

2. Les ministères compétents sont:

- en ce qui concerne le Royaume de Belgique: le ministère de la Justice;
- en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne: le ministère fédéral de la Justice et les ministres ou sénateurs de la Justice des Etats fédérés;
- en ce qui concerne la République française: le ministère des Affaires étrangères;
- en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg: le ministère de la Justice;
- en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas: le ministère de la Justice.

Article 66

1. Si l'extradition d'une personne réclamée n'est pas manifestement interdite en vertu du droit de la Partie contractante requise, cette Partie contractante peut autoriser l'extradition sans procédure formelle d'extradition, à condition que la personne réclamée y consente par procès-verbal éta-

ring, welke uitsluitend naar het recht van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij vereist is, laat de verplichting tot uitlevering onverlet.

Artikel 63

De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe, overeenkomstig de in artikel 59 genoemde Verdragen, elkaar de personen uit te leveren die door de rechterlijke autoriteiten van de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij vervolgd worden wegens de in artikel 50, lid 1, bedoelde feiten, of worden gezocht ter *fine* van tenuitvoerlegging van een ter zake opgelegde straf of maatregel.

Artikel 64

Een signalering in het Schengen-informatiesysteem als bedoeld in artikel 95 heeft dezelfde kracht als een verzoek tot voorlopige aanhouding als bedoeld in artikel 16 van het Europees Verdrag van 13 september 1957 betreffende de uitlevering, onderscheidenlijk artikel 15 van het Benelux-Verdrag van 27 juni 1962 aangaande de uitlevering en de rechtshulp in strafzaken, zoals gewijzigd bij het Protocol van 11 mei 1974.

Artikel 65

1. Onverminderd de mogelijkheid tot gebruik van de diplomatieke weg worden verzoeken om uitlevering en om doortocht door het bevoegde Ministerie van de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij gericht tot het bevoegde Ministerie van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij.

2. De bevoegde Ministeries zijn:

- voor het Koninkrijk België: het Ministerie van Justitie;
- voor de Bondsrepubliek Duitsland: de Bondsministerie van Justitie en de Ministers of Senatoren van Justitie van de deelstaten;
- voor de Franse republiek: het Ministerie van Buitenlandse Zaken;
- voor het Groothertogdom Luxemburg: het Ministerie van Justitie;
- voor het Koninkrijk der Nederlanden: het Ministerie van Justitie.

Artikel 66

Indien de uitlevering van een opgeëiste persoon niet kennelijk naar het recht van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij is uitgesloten, kan deze Partij de uitlevering toestaan zonder dat een formele uitleveringsprocedure plaatsvindt, mits de opgeëiste persoon met zijn uitlevering in-

oder einer Ermächtigung, die nur nach dem Recht der ersuchten Vertragspartei erforderlich sind, nicht berührt.

Artikel 63

Die Vertragsparteien verpflichten sich, nach Maßgabe der in Artikel 59 erwähnten Übereinkommen die Personen auszuliefern, die durch die Justizbehörden der ersuchenden Vertragspartei im Zusammenhang mit einer strafbaren Handlung nach Artikel 50 Absatz 1 verfolgt werden oder zur Vollstreckung einer aufgrund einer solchen Handlung verhängten Strafe oder Maßnahme gesucht werden.

Artikel 64

Eine Ausschreibung im Schengener Informationssystem nach Artikel 95 ist einem Ersuchen um vorläufige Festnahme im Sinne des Artikels 16 des Europäischen Auslieferungsübereinkommens vom 13. September 1957 oder des Artikels 15 des Benelux-Übereinkommens über Auslieferung und Rechtshilfe in Strafsachen vom 27. Juni 1962 in der Fassung des Protokolls vom 11. Mai 1974 gleichgestellt.

Artikel 65

(1) Unbeschadet der Möglichkeit der Benutzung des diplomatischen Geschäftsweges werden Ersuchen um Auslieferung und Durchbeförderung von dem zuständigen Ministerium der ersuchenden Vertragspartei an das zuständige Ministerium der ersuchten Vertragspartei gerichtet.

(2) Die zuständigen Ministerien sind:

- Für das Königreich Belgien: Das Ministerium der Justiz;
- für die Bundesrepublik Deutschland: Der Bundesminister der Justiz und die Justizminister/-senatoren der Länder;
- für die Französische Republik: Das Außenministerium;
- für das Großherzogtum Luxemburg: Das Ministerium der Justiz;
- für das Königreich der Niederlande: Das Ministerium der Justiz.

Artikel 66

(1) Erscheint die Auslieferung eines Verfolgten nach dem Recht der ersuchten Vertragspartei nicht offensichtlich unzulässig und stimmt der Verfolgte seiner Auslieferung nach persönlicher Belehrung über sein Recht auf Durchführung eines förmlichen Auslieferungsverfahrens zu Protokoll eines

bli devant un membre du pouvoir judiciaire et après audition par celui-ci, pour l'informer de son droit à une procédure formelle d'extradition. La personne réclamée peut se faire assister d'un avocat au cours de son audition.

2. Dans le cas d'une extradition en vertu du paragraphe 1^{er}, la personne réclamée qui déclare explicitement renoncer à la protection que lui confère le principe de la spécialité, ne peut révoquer cette déclaration.

CHAPITRE 5

Transmission de l'exécution des jugements répressifs

Article 67

Les dispositions ci-après visent à compléter la Convention du Conseil de l'Europe du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées, entre les Parties contractantes qui sont Parties à ladite Convention.

Article 68

1. La Partie contractante sur le territoire de laquelle une peine privative de liberté ou une mesure de sûreté restreignant la liberté a été prononcée par jugement passé en force de chose jugée à l'égard d'un ressortissant d'une autre Partie contractante, qui s'est soustrait, en s'enfuyant vers son pays, à l'exécution de cette peine ou mesure de sûreté, peut demander à cette dernière Partie contractante, si la personne évadée est trouvée sur son territoire, de reprendre l'exécution de la peine ou de la mesure de sûreté.

2. Dans l'attente des pièces étayant la demande de reprise de l'exécution de la peine ou de la mesure de sûreté ou de la partie de la peine qui reste à purger, et de la décision à prendre sur cette demande, la Partie contractante requise peut, à la demande de la Partie contractante requérante, placer la personne condamnée en garde à vue ou prendre d'autres mesures pour garantir sa présence sur le territoire de la Partie contractante requise.

Article 69

La transmission de l'exécution en vertu de l'article 68 n'est pas subordonnée au consentement de la personne à l'encontre de laquelle la peine ou la mesure de sûreté a été prononcée. Les autres dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées du 21 mars 1983 sont applicables par analogie.

stemt blijkens een door een lid van de rechterlijke macht opgemaakt proces-verbaal en na een verhoor door deze, waarin hij is voorgelicht over zijn recht op een formele uitleveringsprocedure en waarin hij zich heeft kunnen doen bijstaan door een advocaat.

2. In geval van uitlevering ingevolge lid 1 kan de opgeëiste persoon die uitdrukkelijk heeft verklaard af te zien van bescherming op grond van het specialiteitsbeginsel, op die verklaring niet terugkomen.

HOOFDSTUK 5

Overdracht van tenuitvoerlegging van strafvonnissen

Artikel 67

Tussen de Overeenkomstsluitende Partijen die Partij zijn bij het Verdrag van de Raad van Europa van 21 maart 1983 inzake de overbrenging van gevonnenen personen geldt, ter aanvulling van dat Verdrag, de navolgende regeling.

Artikel 68

1. Een Overeenkomstsluitende Partij binnen wier grondgebied bij onherroepelijke uitspraak een vrijheidsstraf of tot vrijheidsbeneming strekkende maatregel is opgelegd aan een onderdaan van een andere Overeenkomstsluitende Partij, die zich door ontvluchting naar zijn eigen land aan de tenuitvoerlegging of verdere tenuitvoerlegging van die straf of maatregel heeft onttrokken, kan aan laatstgenoemde Partij verzoeken om, wanneer de voortvluchtige op haar grondgebied is of wordt aangetroffen, de tenuitvoerlegging van de straf of maatregel of het restant daarvan over te nemen.

2. De aangezochte Overeenkomstsluitende Partij kan op verzoek van de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij, in afwachting van de stukken die het verzoek om overname van de tenuitvoerlegging van de straf of maatregel of het restant daarvan ondersteunen en van de daarop te nemen beslissing, de veroordeelde in bewaring nemen of andere maatregelen treffen ter verzekering van zijn aanwezigheid binnen het grondgebied van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij.

Artikel 69

Overdracht van de tenuitvoerlegging op grond van artikel 68 is niet afhankelijk van de instemming van degene aan wie de straf of maatregel is opgelegd. De overige bepalingen van het Verdrag van de Raad van Europa van 21 maart 1983 inzake de overbrenging van gevonnenen personen zijn van overeenkomstige toepassing.

Richters oder zuständigen Beamten zu, so kann die ersuchte Vertragspartei die Auslieferung bewilligen, ohne ein förmliches Auslieferungsverfahren durchzuführen. Der Verfolgte hat das Recht, sich während der Belehrung von einem Rechtsanwalt unterstützen zu lassen.

(2) Im Falle einer Auslieferung nach Absatz 1 kann der Verfolgte, der ausdrücklich erklärt hat, auf den ihm aufgrund des Spezialitätsgrundsatzes zustehenden Schutz zu verzichten, diese Erklärung nicht widerrufen.

KAPITEL 5

Übertragung der Vollstreckung von Strafurteilen

Artikel 67

Für die Vertragsparteien, die dem Übereinkommen des Europarates vom 21. März 1983 über die Überstellung verurteilter Personen beigetreten sind, gilt die nachstehende Regelung als Ergänzung jenes Übereinkommens.

Artikel 68

(1) Eine Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet ein Staatsangehöriger einer anderen Vertragspartei rechtskräftig zu einer Freiheitsstrafe oder einer die Freiheit beschränkenden Maßregel der Sicherung und Besserung verurteilt wurde, kann, wenn der Betroffene sich durch Flucht in sein eigenes Land der Vollstreckung oder der weiteren Vollstreckung der Strafe oder Maßregel entzogen hat, ein Ersuchen um Übernahme der Vollstreckung an die Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet der Flüchtige angetroffen wird, richten.

(2) Die ersuchte Vertragspartei kann auf Ersuchen der ersuchenden Vertragspartei in Erwartung der Schriftstücke, die das Ersuchen um Übernahme der Vollstreckung der Strafe oder der Maßnahme oder des Restes der Strafe begründen und der dazu zu treffenden Entscheidung, den Verurteilten in Gewahrsam nehmen oder andere Maßnahmen zur Gewährleistung seiner Anwesenheit in dem Hoheitsgebiet der ersuchten Vertragspartei treffen.

Artikel 69

Die Übertragung der Strafvollstreckung nach Maßgabe des Artikels 68 bedarf nicht der Zustimmung der Person, gegen die eine Strafe oder eine Maßnahme verhängt wurde. Die anderen Bestimmungen des Übereinkommens des Europarates über die Überstellung verurteilter Personen vom 21. März 1983 finden sinngemäß Anwendung.

CHAPITRE 6

Stupéfiants

Article 70

1. Les Parties contractantes créent un groupe de travail permanent chargé d'examiner des problèmes communs concernant la répression de la criminalité en matière de stupéfiants et d'élaborer le cas échéant des propositions aux fins d'améliorer, si besoin est, les aspects pratiques et techniques de la coopération entre les Parties contractantes. Le groupe de travail soumet ses propositions au Comité exécutif.

2. Le groupe de travail visé au paragraphe 1^{er}, dont les membres sont désignés par les instances nationales compétentes, comprendra notamment des représentants des services chargés des missions de police et des douanes.

Article 71

1. Les Parties contractantes s'engagent, en ce qui concerne la cession directe ou indirecte de stupéfiants et de substances psychotropes de quelque nature que ce soit, y compris le cannabis, ainsi que la détention de ces produits et substances aux fins de cession ou d'exportation, à prendre, en conformité avec les Conventions existantes des Nations Unies (1), toutes mesures nécessaires à la prévention et à la répression du trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes.

2. Les Parties contractantes s'engagent à prévenir et à réprimer par des mesures administratives et pénales l'exportation illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, y compris le cannabis, ainsi que la cession, la fourniture et la remise desdits produits et substances, sans préjudice des dispositions pertinentes des articles 74, 75 et 76.

3. En vue de lutter contre l'importation illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, y compris le cannabis, les Parties contractantes renforceront les contrôles de la circulation des personnes et des marchandises ainsi que des moyens de transport aux frontières extérieures. Ces mesures seront précisées par le Groupe de travail prévu à l'article 70. Ce groupe de travail prendra

(1) Convention unique sur les stupéfiants de 1961 dans la version modifiée par le Protocole de 1972 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961; la Convention de 1971 sur les substances psychotropes; la Convention des Nations Unies du 20 décembre 1988 relative au trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes.

HOOFDSTUK 6

Verdovende middelen

Artikel 70

1. De Overeenkomstsluitende Partijen stellen een permanente werkgroep in die tot taak heeft gemeenschappelijke vraagstukken met betrekking tot de bestrijding van de verdovende-middelencriminaliteit te bestuderen en in voorkomend geval voorstellen te doen met het oog op noodzakelijke verbetering van de praktische en technische aspecten van de samenwerking tussen de Overeenkomstsluitende Partijen. Deze werkgroep legt haar voorstellen aan het Uitvoerend Comité voor.

2. De werkgroep als bedoeld in lid 1 waarvan de leden door de bevoegde nationale instanties worden aangewezen, is in hoofdzaak samengesteld uit vertegenwoordigers van autoriteiten die door de uitoefening van politie- en douanetaken bevoegd zijn.

Artikel 71

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe met betrekking tot de onmiddellijke en middellijke aflevering van verdovende middelen en psychotrope stoffen van enige aard, cannabis inbegrepen, alsmede met betrekking tot het bezit van deze middelen of stoffen ter *fine* van aflevering of uitvoer, met inachtneming van de bestaande Verdragen van de Verenigde Naties (1), alle maatregelen te treffen welke met het oog op het tegengaan van de sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen vereist zijn.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe de illegale uitvoer van verdovende middelen en psychotrope stoffen van enige aard, cannabis inbegrepen, alsmede de verkoop, verstrekking en aflevering van die middelen en stoffen, bestuurlijk en strafrechtelijk tegen te gaan, onverminderd het bepaalde in de artikelen 74, 75 en 76.

3. Ter bestrijding van de illegale invoer van verdovende middelen en psychotrope stoffen van enige aard, cannabis inbegrepen, verscherpen de Overeenkomstsluitende Partijen de buitengrenscontroles op het personen- en goederenverkeer en op vervoermiddelen. De nadere uitwerking hiervan geschiedt door de in artikel 70 genoemde werkgroep. Hierbij dient deze in

(1) Het Enkelvoudig Verdrag inzake verdovende middelen van 1961, zoals gewijzigd door het Protocol van 1972 tot wijziging van het Enkelvoudig Verdrag inzake verdovende middelen van 1961, het Verdrag van 1971 inzake psychotrope stoffen en het Verdrag van de Verenigde Naties van 20 december 1988 tegen de sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen.

KAPITEL 6

Betäubungsmittel

Artikel 70

(1) Die Vertragsparteien bilden eine ständige Arbeitsgruppe, die die Aufgabe hat, gemeinschaftliche Probleme in Bezug auf die Bekämpfung der Betäubungsmittelkriminalität zu untersuchen und gegebenenfalls Vorschläge zur notwendigen Verbesserung der praktischen und technischen Aspekte der Zusammenarbeit zwischen den Vertragsparteien zu machen. Die Arbeitsgruppe legt ihre Vorschläge dem Exekutivausschuss vor.

(2) Die Arbeitsgruppe nach Absatz 1, deren Mitglieder von den zuständigen nationalen Instanzen benannt werden, ist insbesondere aus Vertretern der für Aufgaben der Polizei und des Zolls zuständigen Behörden zusammengesetzt.

Artikel 71

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, in Bezug auf die unmittelbare oder mittelbare Abgabe von Suchtstoffen und psychotropen Stoffen aller Art einschließlich Cannabis und den Besitz dieser Stoffe zum Zwecke der Abgabe oder Ausfuhr unter Berücksichtigung der bestehenden Übereinkommen der Vereinten Nationen (1) alle notwendigen Maßnahmen zu treffen, die zur Unterbindung des unerlaubten Handels mit Betäubungsmitteln erforderlich sind.

(2) Unbeschadet der Artikel 74, 75 und 76 verpflichten sich die Vertragsparteien, die unerlaubte Ausfuhr von Betäubungsmitteln aller Art einschließlich Cannabis-Produkten sowie den Verkauf, die Verschaffung und die Abgabe dieser Mittel mit verwaltungsrechtlichen und strafrechtlichen Mitteln zu unterbinden.

(3) Zur Bekämpfung der unerlaubten Einfuhr von Suchtstoffen und psychotropen Stoffen aller Art einschließlich Cannabis verstärken die Vertragsparteien die Kontrollen des Personen- und des Warenverkehrs sowie der Transportmittel an den Außengrenzen. Einzelheiten werden durch die in Artikel 70 genannte Arbeitsgruppe festgelegt. Sie wird dabei insbesondere die

(1) Einheitsübereinkommen von 1961 in der durch das Protokoll von 1972 zur Änderung des Einheitsübereinkommens von 1961 geänderten Fassung; Übereinkommen von 1971 über psychotrope Stoffe; Übereinkommen der Vereinten Nationen vom 20. Dezember 1988 über den unerlaubten Verkehr mit Suchtstoffen und psychotropen Stoffen.

notamment en considération le déplacement d'une partie du personnel de la police et des douanes libéré aux frontières intérieures, ainsi que le recours à des méthodes modernes de détection de drogue et à des chiens-droque.

4. En vue d'assurer le respect des dispositions du présent article, les Parties contractantes surveilleront spécifiquement les lieux notoirement utilisés pour le trafic de drogue.

5. En ce qui concerne la lutte contre la demande illicite de stupéfiants et substances psychotropes de quelque nature que ce soit, y compris le cannabis, les Parties contractantes feront tout ce qui est en leur pouvoir pour prévenir et lutter contre les effets négatifs de cette demande illicite. Les mesures prises à cette fin relèvent de la responsabilité de chaque Partie contractante.

Article 72

Conformément à leur Constitution et à leur ordre juridique national, les Parties contractantes garantissent que des dispositions légales seront prises pour permettre la saisie et la confiscation des produits du trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

Article 73

1. Conformément à leur Constitution et à leur ordre juridique national, les Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures aux fins de permettre les livraisons surveillées dans le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

2. La décision de recourir à des livraisons surveillées sera prise dans chaque cas d'espèce sur la base d'une autorisation préalable de chaque Partie contractante concernée.

3. Chaque Partie contractante garde la direction et le contrôle de l'opération sur son territoire et est habilitée à intervenir.

Article 74

En ce qui concerne le commerce légal de stupéfiants et substances psychotropes, les Parties contractantes conviennent que les contrôles découlant des Conventions des Nations Unies énumérées à l'article 71 et effectués aux frontières intérieures soient transférés autant que possible à l'intérieur du pays.

het bijzonder de overplaatsing van een deel van het aan de binnengrenzen vrijkomende politie- en douanepersoneel, alsmede het gebruik van moderne drugsopsporingsmethoden en narcotica-honden in overweging te nemen.

4. De Overeenkomstsluitende Partijen zullen ter naleving van het bepaalde in dit artikel toezicht houden op in het bijzonder die plaatsen, waarvan algemeen bekend is dat aldaar verdovende middelen worden verhandeld.

5. Ter beteugeling van de illegale vraag naar verdovende middelen en psychotrope stoffen van enige aard, cannabis inbegrepen, zullen de Overeenkomstsluitende Partijen al het mogelijke doen om de nadelige effecten van de illegale vraag te voorkomen en tegen te gaan. De maatregelen daartoe ressorteren onder de eigen verantwoordelijkheid van elk der Overeenkomstsluitende Partijen.

Artikel 72

Overeenkomstig hun Grondwet en hun nationale rechtsorde dragen de Overeenkomstsluitende Partijen ervoor zorg nationale wettelijke voorzieningen te treffen die inbeslagname en ontneming van uit illegale handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen verkregen vermogenswinsten mogelijk maken.

Artikel 73

1. Overeenkomstig hun Grondwet en hun nationale rechtsorde verbinden de Overeenkomstsluitende Partijen zich ertoe, dat de gecontroleerde aflevering bij illegale handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen kan worden toegepast.

2. De beslissing om gecontroleerde aflevering te doen plaatsvinden wordt voor ieder geval afzonderlijk genomen op grond van voorafgaande toestemming van elk der betrokken Overeenkomstsluitende Partijen.

3. De leiding en de bevoegdheid tot ingrijpen berust bij de autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied de actie plaatsvindt.

Artikel 74

De Overeenkomstsluitende Partijen komen overeen de controles op het legale verkeer van verdovende middelen en psychotrope stoffen op grond van de verplichtingen neergelegd in de Verdragen van de Verenigde Naties, opgesomd in artikel 71, die aan de binnengrenzen worden uitgevoerd, zoveel mogelijk naar het binnenland te verleggen.

Verlagerung eines Teils der an den Binnengrenzen freiwerdenden Kräfte der Polizei und des Zolls sowie den Einsatz moderner Rauschgift-detektionsmethoden und von Rauschgiftspürhunden in Betracht ziehen.

(4) Die Vertragsparteien werden zur Einhaltung der Bestimmungen dieses Artikels Örtlichkeiten, an denen erfahrungsgemäß Rauschgift-handel betrieben wird, gezielt überwachen.

(5) Hinsichtlich der Eindämmung der unerlaubten Nachfrage nach Suchtstoffen und psychotropen Stoffen aller Art einschließlich Cannabis werden die Vertragsparteien ihr Möglichstes tun, den negativen Folgen dieser unerlaubten Nachfrage vorzubeugen und entgegenzuwirken. Die Maßnahmen dazu liegen im Verantwortungsbereich der einzelnen Vertragsparteien.

Artikel 72

Die Vertragsparteien werden im Rahmen ihrer Verfassung und ihrer Rechtsordnung gewährleisten, daß nationale gesetzliche Bestimmungen geschaffen werden, die die Sicherstellung und den Verfall von Vermögensgewinnen aus dem unerlaubten Betäubungsmittelhandel ermöglichen.

Artikel 73

(1) Die Vertragsparteien werden im Rahmen ihrer Verfassung und ihrer Rechtsordnung ermöglichen, daß die kontrollierte Lieferung bei dem unerlaubten Handel mit Betäubungsmitteln angewandt werden kann.

(2) Die Entscheidung zur Anordnung der kontrollierten Lieferung wird in jedem Einzelfall auf der Grundlage der Vorwegbewilligung der betroffenen Vertragsparteien getroffen.

(3) Die Herrschaft und die Befugnis zum Einschreiten liegt bei den Behörden der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet die Operation durchgeführt wird.

Artikel 74

In bezug auf den legalen Verkehr mit Suchtstoffen und psychotropen Stoffen vereinbaren die Vertragsparteien, die Kontrollen, die vor der Abschaffung der Grenzkontrollen an den Binnengrenzen gemäß den einschlägigen Verpflichtungen nach den in Artikel 71 aufgeführten Übereinkommen der Vereinten Nationen durchgeführt wurden, soweit wie möglich in das Binnenland zu verlegen.

Article 75

1. En ce qui concerne la circulation des voyageurs à destination des territoires des Parties contractantes ou sur ces territoires, les personnes peuvent transporter les stupéfiants et substances psychotropes nécessaires dans le cadre d'un traitement médical, si elles produisent lors de tout contrôle un certificat délivré ou authentifié par une autorité compétente de l'Etat de résidence.

2. Le Comité exécutif arrête la forme et le contenu du certificat visé au paragraphe 1^{er} et délivré par une des Parties contractantes, et notamment les données relatives à la nature et la quantité des produits et substances et à la durée du voyage.

3. Les Parties contractantes s'informent mutuellement des autorités compétentes pour la délivrance ou l'authentification du certificat visé au paragraphe 2.

Article 76

1. Les Parties contractantes arrêteront, si nécessaire et conformément à leurs usages médicaux, éthiques et pratiques, les mesures appropriées pour le contrôle des stupéfiants et substances psychotropes qui sont soumis sur le territoire d'une ou de plusieurs Parties contractantes à des contrôles plus rigoureux que sur leur territoire, afin de ne pas compromettre l'efficacité de ces contrôles.

2. Le paragraphe 1^{er} s'applique également aux substances qui sont fréquemment utilisées pour la fabrication de stupéfiants et substances psychotropes.

3. Les Parties contractantes s'informeront mutuellement des mesures prises aux fins de la mise en œuvre de la surveillance du commerce légal des substances visées aux paragraphes 1^{er} et 2.

4. Les problèmes rencontrés à cet égard seront évoqués régulièrement au sein du Comité exécutif.

CHAPITRE 7

Armes à feu et munitions

Article 77

1. Les Parties contractantes s'engagent à adapter aux dispositions du présent chapitre, leurs dispositions législatives, réglementaires et administratives nationales relatives à l'acquisition, à la détention, au commerce et à la remise d'armes à feu et de munitions.

Artikel 75

1. In het reizigersverkeer naar of binnen het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen mogen personen de ten behoeve van een medische behandeling benodigde verdovende middelen en psychotrope stoffen met zich meevoeren, indien zij bij controle een door een bevoegde autoriteit van de Staat van hun ingezetenschap afgegeven of gewaarmerkte verklaring overleggen.

2. Vorm en inhoud van de in lid 1 bedoelde verklaring, voor zover afgegeven door één der Overeenkomstsluitende Partijen, en in het bijzonder de gegevens aangaande de aard, hoeveelheid en reisduur, worden door het Uitvoerend Comité vastgesteld.

3. De Overeenkomstsluitende Partijen stellen elkaar in kennis van de autoriteiten die tot afgifte of waarmaking van de in lid 2 bedoelde verklaring bevoegd zijn.

Artikel 76

1. De Overeenkomstsluitende Partijen treffen in voorkomend geval, met inachtneming van hun medisch, ethisch en praktisch gebruikelijk handelen, passende maatregelen met betrekking tot de controle op verdovende middelen en psychotrope stoffen, welke op het grondgebied van één of meer Overeenkomstsluitende Partijen aan strengere controles dan op het eigen grondgebied zijn onderworpen, opdat aan de doelmatigheid van deze strengere controles geen afbreuk wordt gedaan.

2. Het bepaalde in lid 1 geldt eveneens voor stoffen welke veelvuldig bij de vervaardiging van verdovende middelen of psychotrope stoffen worden gebruikt.

3. De Overeenkomstsluitende Partijen wisselen wederzijds informatie uit omtrent de maatregelen welke zij ter uitvoering van het toezicht op het legale verkeer van de in de leden 1 en 2 genoemde middelen en stoffen treffen.

4. Het Uitvoerend Comité pleegt regelmatig overleg omtrent de zich hierbij voordoende problemen.

HOOFDSTUK 7

Vuurwapens en munitie

Artikel 77

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe de nationale wettelijke en bestuurlijke bepalingen aangaande het verwerven, het voorhanden hebben, de verkoop en de overdracht van vuurwapens en munitie aan de bepalingen van dit Hoofdstuk aan te passen.

Artikel 75

(1) Im Reiseverkehr in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien oder innerhalb desselben dürfen Personen, die im Rahmen einer ärztlichen Behandlung benötigten Betäubungsmittel mit sich führen, wenn sie eine von einer zuständigen Behörde ihres Aufenthaltsstaates ausgestellte oder beglaubigte Bescheinigung bei einer Kontrolle vorweisen.

(2) Die Form und der Inhalt der Bescheinigung nach Absatz 1, soweit sie von einer der Vertragsparteien ausgestellt wird, insbesondere die Angaben bezüglich der Art, der Menge und der Reisedauer werden von dem Exekutivausschuß festgelegt.

(3) Die Vertragsparteien unterrichten sich darüber, welche Behörden für die Ausstellung oder Beglaubigung der Bescheinigung nach Absatz 2 zuständig sind.

Artikel 76

(1) Die Vertragsparteien treffen soweit erforderlich unter Berücksichtigung ihrer ärztlichen, ethischen und praktischen Gepflogenheiten die geeigneten Maßnahmen für die Kontrolle von Suchtstoffen und psychotropen Stoffen, die im Hoheitsgebiet einer oder mehrerer Vertragsparteien strengeren Kontrollen als in ihrem eigenen Hoheitsgebiet unterliegen, damit die Wirksamkeit dieser strengeren Kontrollen nicht beeinträchtigt wird.

(2) Absatz 1 gilt auch für Stoffe, die häufig bei der Herstellung von Suchtstoffen oder psychotropen Stoffen Verwendung finden.

(3) Die Vertragsparteien informieren sich gegenseitig über ihre Maßnahmen zur Durchführung der Überwachung des legalen Verkehrs mit den in den Absätzen 1 und 2 genannten Stoffen.

(4) Der Exekutivausschuß berät regelmäßig über die hierbei auftretenden Probleme.

KAPITEL 7

Feuerwaffen und Munition

Artikel 77

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, die nationalen Gesetze, Verordnungen und sonstigen Vorschriften über den Erwerb, den Besitz, den Vertrieb und das Überlassen von Feuerwaffen und Munition den Bestimmungen dieses Kapitels anzupassen.

2. Le présent chapitre concerne l'acquisition, la détention, le commerce et la remise d'armes à feu et de munitions par des personnes physiques et morales; il ne concerne pas la livraison aux autorités centrales et territoriales, aux forces armées et à la police, ni l'acquisition et la détention par celles-ci, ni la fabrication d'armes à feu et de munitions par des entreprises publiques.

Article 78

1. Dans le cadre du présent chapitre, les armes à feu sont classées comme suit:

- a) les armes prohibées;
- b) les armes soumises à autorisation;
- c) les armes soumises à déclaration.

2. Le mécanisme de fermeture, le magasin et le canon des armes à feu sont soumis par analogie aux dispositions applicables à l'objet dont ils font ou sont destinés à faire partie.

3. Sont considérées comme armes courtes au sens de la présente Convention, les armes à feu dont le canon ne dépasse pas 30 cm ou dont la longueur totale ne dépasse pas 60 cm; sont des armes longues, toutes les autres armes à feu.

Article 79

1. La liste des armes à feu et munitions prohibées comprend les objets suivants:

- a) les armes à feu normalement utilisées comme armes à feu de guerre;
- b) les armes à feu automatiques, même si elles ne sont pas de guerre;
- c) les armes à feu camouflées sous la forme d'un autre objet;
- d) les munitions aux balles perforantes, explosives ou incendiaires ainsi que les projectiles pour ces munitions;
- e) les munitions pour les pistolets et revolvers avec des projectiles dum-dum ou à pointes creuses ainsi que les projectiles pour ces munitions.

2. Les autorités compétentes peuvent, dans des cas particuliers, accorder des autorisations pour les armes à feu et munitions citées au paragraphe 1^{er} si la sécurité et l'ordre publics ne s'y opposent pas.

Article 80

1. La liste des armes à feu dont l'acquisition et la détention sont soumises à autorisation, comprend au moins les armes à feu suivantes si elles ne sont pas prohibées:

2. Dit hoofdstuk geldt voor het verwerven, het voorhanden hebben, de verkoop en de overdracht van vuurwapens en munitie door natuurlijke en rechtspersonen; het geldt niet voor de levering aan, de verwerving en het voorhanden hebben door de centrale en territoriale overheden, de strijdkrachten en de politie en evenmin voor de fabricage van vuurwapens en munitie door overheidsbedrijven.

Artikel 78

1. De vuurwapens worden voor de toepassing van dit hoofdstuk als volgt onderverdeeld:

- a) verboden wapens;
- b) vergunningplichtige wapens;
- c) aangifteplichtige wapens.

2. Ten aanzien van het afsluitmechanisme, het magazijn en de loop van de vuurwapens vinden de voorschriften die gelden voor het voorwerp waarvan zij een bestanddeel vormen of zullen vormen, op overeenkomstige wijze toepassing.

3. In de zin van dit hoofdstuk worden onder korte wapens verstaan de vuurwapens waarvan de loop niet langer is dan dertig centimeter of waarvan de totale lengte niet meer dan zestig centimeter bedraagt. Onder lange wapens worden alle andere vuurwapens verstaan.

Artikel 79

1. De lijst van verboden vuurwapens en munitie omvat onderstaande voorwerpen:

- a) de gewoonlijk als oorlogswapens gebruikte vuurwapens;
- b) automatische vuurwapens, ook indien het geen oorlogsvuurwapens zijn;
- c) camouflage-vuurwapens;
- d) munitie waarmee een pantserplaat kan worden doorboord, munitie met springlading of brandsas, alsmede de kogels voor deze munitie;
- e) munitie voor pistolen en revolvers met dumdkogels of hollepuntkogels, alsmede de kogels voor deze munitie.

2. De bevoegde autoriteiten kunnen in individuele gevallen vergunning verlenen voor de in lid 1 genoemde vuurwapens en munitie voor zover zulks niet in strijd is met overwegingen van openbare orde en veiligheid.

Artikel 80

1. De lijst van vuurwapens voor het verwerven en voorhanden hebben waarvan een vergunning vereist is, omvat ten minste onderstaande vuurwapens, voor zover deze niet verboden zijn:

(2) Dieses Kapitel gilt für den Erwerb, den Besitz, den Vertrieb und das Überlassen von Feuerwaffen und Munition durch natürliche und juristische Personen; es gilt nicht für die Lieferung an sowie den Erwerb und Besitz durch staatliche Dienststellen und Gebietskörperschaften, die Streitkräfte und die Polizei, ferner nicht für die Herstellung durch staatliche Unternehmen.

Artikel 78

(1) Die Feuerwaffen werden im Rahmen dieses Kapitels wie folgt klassifiziert:

- a) verbotene Waffen,
- b) erlaubnispflichtige Waffen,
- c) meldepflichtige Waffen.

(2) Auf Verschuß, Patronenlager und Lauf der Feuerwaffen sind die Vorschriften entsprechend anzuwenden, die für den Gegenstand gelten, dessen Bestandteil sie sind oder werden sollen.

(3) Als Kurzwaffen im Sinne dieses Übereinkommens gelten Feuerwaffen, deren Lauf nicht länger als 30 cm ist oder deren Gesamtlänge 60 cm nicht überschreitet; Langwaffen sind alle anderen Feuerwaffen.

Artikel 79

(1) In die Liste der verbotenen Feuerwaffen und Munition sind die folgenden Gegenstände aufzunehmen:

- a) Feuerwaffen, die üblicherweise als Kriegsschuwaffen verwendet werden;
- b) vollautomatische Feuerwaffen, auch wenn sie keine Kriegsschuwaffen sind;
- c) Feuerwaffen, die einen anderen Gegenstand vortäuschen;
- d) panzerbrechende Munition, Munition mit Spreng- und Brandsätzen sowie Geschosse für diese Munition;

e) Pistolen- und Revolvermunition mit Dumdkugeln oder Hohlspitzgeschossen sowie Geschosse für diese Munition.

(2) Die zuständigen Behörden können in Einzelfällen für die in Absatz 1 aufgeführten Feuerwaffen und Munition eine Erlaubnis erteilen, wenn Gründe der öffentlichen Sicherheit und Ordnung dem nicht entgegenstehen.

Artikel 80

(1) In die Liste der Feuerwaffen, für deren Erwerb und Besitz eine Erlaubnis erforderlich ist, sind mindestens folgende Feuerwaffen aufzunehmen, soweit sie nicht verboten sind:

a) les armes à feu courtes semi-automatiques ou à répétition;

b) les armes à feu courtes à un coup, à percussion centrale;

c) les armes à feu courtes à un coup à percussion annulaire d'une longueur totale inférieure à 28 cm;

d) les armes à feu longues semi-automatiques dont le magasin et la chambre peuvent contenir plus de trois cartouches;

e) les armes à feu longues à répétition et semi-automatiques à canon lisse dont le canon ne dépasse pas 60 cm;

f) les armes à feu civiles semi-automatiques qui ont l'apparence d'une arme à feu automatique de guerre.

2. La liste des armes à feu soumises à autorisation ne comprend pas:

a) les armes d'avertissement, lacrymogènes ou d'alarme, à condition que l'impossibilité de transformation par un outillage courant en armes permettant le tir de munitions à balles soit garantie par des moyens techniques et que le tir d'une substance irritante ne provoque pas des lésions irréversibles sur les personnes;

b) les armes à feu longues semi-automatiques dont le magasin et la chambre ne peuvent pas contenir plus de trois cartouches sans être rechargés, à condition que le chargeur soit inamovible ou qu'il soit garanti que ces armes ne puissent être transformées par un outillage courant en armes dont le magasin et la chambre peuvent contenir plus de trois cartouches.

Article 81

La liste des armes à feu soumises à déclaration comprend, si ces armes ne sont ni prohibées ni soumises à autorisation:

a) les armes à feu longues à répétition;

b) les armes à feu longues à un coup à un ou plusieurs canons rayés;

c) les armes à feu courtes à un coup à percussion annulaire d'une longueur totale supérieure à 28 cm;

d) les armes énumérées à l'article 80, paragraphe 2, point b).

Article 82

Les listes des armes visées aux articles 79, 80 et 81 ne comprennent pas:

a) les armes à feu dont le modèle ou dont l'année de fabrication sont — sauf exception — antérieurs au 1^{er} janvier 1870 sous

a) korte semi-automatische of korte repeteervuurwapens;

b) korte enkelschotsvuurwapens met centrale ontsteking;

c) korte enkelschotsvuurwapens met randvuurontsteking met een totale lengte van minder dan achtentwintig centimeter;

d) lange semi-automatische vuurwapens waarvan het magazijn en de kamer meer dan drie patronen kunnen bevatten;

e) lange repeteer- en semi-automatische vuurwapens met een gladde loop, welke ten hoogste zestig centimeter lang is;

f) civiele semi-automatische vuurwapens die het uiterlijk hebben van automatische oorlogsvuurwapens.

2. Onderstaande vuurwapens behoren niet tot de lijst van vergunningplichtige vuurwapens:

a) alarm-, gas- en signaalwapens voor zover hierbij door middel van technische voorzieningen gegarandeerd is dat zij met algemeen gangbare werktuigen niet kunnen worden omgebouwd tot wapens waarmee scherpe munitie kan worden verschoten en het verschieten van een prikkelende stof geen blijvend lichamelijk letsel kan veroorzaken;

b) lange semi-automatische vuurwapens waarvan het magazijn en de kamer niet meer dan drie patronen kunnen bevatten zonder dat zij opnieuw geladen worden, voor zover het magazijn niet verwisselbaar is of kan worden gegarandeerd dat zij met algemeen gangbare werktuigen niet kunnen worden omgebouwd tot wapens waarvan het magazijn en de kamer meer dan drie patronen kunnen bevatten.

Artikel 81

De lijst van aangifteplichtige vuurwapens omvat onderstaande wapens, voor zover deze niet verboden, noch onderworpen aan een vergunning zijn:

a) lange repeteervuurwapens;

b) lange enkelschotsvuurwapens met getrokken loop of lopen;

c) korte enkelschotsvuurwapens met randvuurontsteking met een totale lengte van meer dan achtentwintig centimeter;

d) de in artikel 80, lid 2, onder b), genoemde wapens.

Artikel 82

De lijsten van de in de artikelen 79, 80 en 81 genoemde wapens omvatten niet:

a) de vuurwapens waarvan het model of het fabricagejaar, behoudens uitzondering, van vóór 1 januari 1870 dateren op

a) Halbbautomatische Kurz-Feuerwaffen und kurze Repetier-Feuerwaffen;

b) kurze Einzellader-Feuerwaffen mit Zentralfeuerzündung;

c) kurze Einzellader-Feuerwaffen mit Randfeuerzündung mit einer Gesamtlänge von weniger als 28 cm;

d) halbbautomatische Lang-Feuerwaffen, deren Magazin und Patronenlager mehr als drei Patronen aufnehmen kann;

e) lange Repetier-Feuerwaffen und halbbautomatische Feuerwaffen mit glattem Lauf, deren Lauf nicht länger als 60 cm ist;

f) zivile halbbautomatische Feuerwaffen, die wie vollautomatische Kriegswaffen aussehen.

(2) In die Liste der erlaubnispflichtigen Feuerwaffen sind nicht aufzunehmen:

a) Schreckschuß-, Reizstoff- und Signalwaffen, sofern bei diesen Waffen durch technische Maßnahmen sichergestellt ist, daß sie mit allgemein gebräuchlichen Werkzeugen nicht zu Waffen zum Verschießen fester Körper umgebaut werden können und das Verschießen eines Reizstoffes keine dauernden körperlichen Schädigungen zufügen kann;

b) halbbautomatische Lang-Feuerwaffen, deren Magazin und Patronenlager nicht mehr als drei Patronen aufnehmen kann, ohne daß sie neu geladen werden, und unter der Bedingung, daß das Magazin unauswechselbar ist, oder soweit sichergestellt ist, daß sie mit allgemein gebräuchlichen Werkzeugen nicht umgebaut werden können zu Waffen, deren Magazin und Patronenlager mehr als drei Patronen aufnehmen kann.

Artikel 81

In die Liste der meldepflichtigen Feuerwaffen sind, sofern diese Waffen weder verboten noch erlaubnispflichtig sind, aufzunehmen:

a) Lange Repetier-Feuerwaffen;

b) lange Einzellader-Feuerwaffen mit gezogenem Lauf oder gezogenen Läufen;

c) kurze Einzellader-Feuerwaffen mit Randfeuerzündung mit einer Gesamtlänge von mehr als 28 cm;

d) die in Artikel 80 Absatz 2 Buchstabe b) aufgeführten Feuerwaffen.

Artikel 82

Die Listen der in den Artikeln 79, 80 und 81 aufgeführten Feuerwaffen umfassen folgende Gegenstände nicht:

a) Feuerwaffen, deren Modell vor dem 1. Januar 1870 entwickelt worden ist oder die vor diesem Zeitpunkt hergestellt wor-

réserve qu'elles ne puissent tirer des munitions destinées à des armes prohibées ou soumises à autorisation;

b) les reproductions d'armes mentionnées au point *a)* à condition qu'elles ne permettent pas l'utilisation d'une cartouche à étui métallique;

c) les armes à feu rendues inaptes au tir de toutes munitions par l'application de procédés techniques garantis par le poinçon d'un organisme officiel ou reconnu par un tel organisme.

Article 83

Une autorisation d'acquisition et de détention d'une arme à feu visée à l'article 80 ne peut être délivrée que:

a) si l'intéressé a dix-huit ans révolus, sauf dérogations pour la pratique de la chasse ou du sport;

b) si l'intéressé n'est pas inapte à acquérir ou à détenir une arme à feu en raison d'une maladie mentale ou de toute autre incapacité mentale ou physique;

c) si l'intéressé n'a pas été condamné pour une infraction ou s'il n'y a pas d'autres indices laissant supposer qu'il est dangereux pour la sécurité ou l'ordre public;

d) si le motif invoqué par l'intéressé pour l'acquisition ou la détention d'armes à feu peut être considéré comme valable.

Article 84

1. La déclaration pour les armes mentionnées à l'article 81 est consignée sur un registre tenu par les personnes visées à l'article 85.

2. Lorsqu'une arme est cédée par une personne non visée à l'article 85, la déclaration doit en être faite selon des modalités à déterminer par chaque Partie contractante.

3. Les déclarations visées au présent article doivent comporter les indications nécessaires pour identifier les personnes et les armes concernées.

Article 85

1. Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à une obligation d'autorisation les personnes qui fabriquent des armes à feu soumises à autorisation et celles qui en font le commerce, et à une obligation de déclaration les personnes qui fabriquent des armes à feu soumises à déclaration et celles qui en font le commerce. L'autorisation pour les armes à feu soumises à autorisation couvre

voorwaarde dat zij niet geschikt zijn voor het verschietsen van munitie, welke bestemd is voor verboden of vergunningplichtige vuurwapens;

b) de reproducties van de onder *a)* genoemde vuurwapens, op voorwaarde dat hiermee geen patronen met een metalen huls kunnen worden verschoten;

c) de vuurwapens die voor het verschietsen van ongeacht welke munitie ongeschikt zijn gemaakt door toepassing van technische voorzieningen die door middel van het kenmerk van een officiële instantie zijn gegarandeerd, dan wel door een dergelijke instantie zijn erkend.

Artikel 83

Een vergunning voor het verwerven en voorhanden hebben van een in artikel 80 bedoeld vuurwapen mag slechts worden verleend op voorwaarde dat:

a) betrokkene ten minste achttien jaar oud is, behoudens uitzonderingen voor jacht- of sportdoeleinden;

b) betrokkene niet wegens geestesziekte of wegens andere mentale of lichamelijke stoornissen ongeschikt is een vuurwapen te verwerven of voorhanden te hebben;

c) betrokkene niet wegens een strafbaar feit werd veroordeeld of geacht kan worden op grond van andere aanwijzingen een gevaar voor de openbare orde of veiligheid op te leveren;

d) door betrokkene opgegeven reden voor het verwerven of voorhanden hebben van vuurwapens als gegrond aangemerkt kan worden.

Artikel 84

1. Aangifte van de in artikel 81 bedoelde vuurwapens wordt ingeschreven in een register, dat door de in artikel 85 bedoelde personen wordt bijgehouden.

2. Wanneer een wapen door een niet in artikel 85 bedoelde persoon wordt overgedragen, dient volgens door iedere Overeenkomstsluitende Partij vast te stellen regels hiervan aangifte te worden gedaan.

3. De in dit artikel bedoelde aangifte dient de gegevens te behelzen die voor identificatie van de betrokken personen en wapens noodzakelijk zijn.

Artikel 85

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe de fabrikanten en handelaars van vergunningplichtige vuurwapens en de fabrikanten en handelaars van aangifteplichtige vuurwapens aan een vergunningplicht, onderscheidenlijk aangifteplicht te onderwerpen. De vergunning voor de vergunningplichtige vuurwapens is eveneens geldig voor de aangifteplichtige

den sind — vorbehaltlich Ausnahmen — wenn in ihnen keine Munition geladen werden kann, die für verbotene oder erlaubnispflichtige Feuerwaffen bestimmt ist;

b) Reproduktionen von Waffen nach Buchstabe *a)*, sofern daraus keine Patronen mit Metallhülsen verschossen werden können;

c) Feuerwaffen, die durch Anwendung technischer Verfahren zum Abschuß jeglicher Munition unbrauchbar gemacht worden sind, und die das Prüfzeichen einer offiziellen Dienststelle tragen oder von einer solchen Dienststelle anerkannt worden sind.

Artikel 83

Eine Erlaubnis zum Erwerb und Besitz einer Feuerwaffe nach Artikel 80 darf einer Person nur erteilt werden,

a) wenn sie das achtzehnte Lebensjahr vollendet hat, von Ausnahmen für Jagd- oder Sportzwecke abgesehen;

b) wenn sie nicht wegen einer Geisteskrankheit oder anderer geistiger oder körperlicher Mängel unfähig ist, eine Feuerwaffe zu erwerben oder zu besitzen;

c) wenn sie nicht wegen einer Straftat verurteilt wurde oder wenn nicht andere Anhaltspunkte dafür vorliegen, daß sie eine Gefahr für die öffentliche Sicherheit oder Ordnung darstellt;

d) wenn der für den Erwerb oder Besitz einer Feuerwaffe angeführte Grund als triftig anzusehen ist.

Artikel 84

(1) Die Meldung für Waffen nach Artikel 81 wird in ein von den in Artikel 85 bezeichneten Personen geführtes Register eingetragen.

(2) Wenn die Waffe durch eine Person überlassen wird, die nicht in Artikel 85 bezeichnet ist, muß dies nach den von jeder Vertragspartei festzulegenden Modalitäten gemeldet werden.

(3) Die in diesem Artikel genannte Meldung muß die für die Identifizierung der betroffenen Personen und Waffen erforderlichen Angaben enthalten.

Artikel 85

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, Hersteller und Händler von erlaubnispflichtigen Feuerwaffen einer Erlaubnispflicht, Hersteller und Händler von meldepflichtigen Feuerwaffen einer Meldepflicht zu unterwerfen. Die Erlaubnis für erlaubnispflichtige Feuerwaffen umfaßt auch die meldepflichtigen Feuerwaffen. Die Vertragsparteien unterziehen die Waf-

également les armes à feu soumises à déclaration. Les Parties contractantes soumettent les personnes qui fabriquent des armes et celles qui en font le commerce à une surveillance qui garantit un contrôle effectif.

2. Les Parties contractantes s'engagent à adopter des dispositions pour que, au minimum, toutes les armes à feu soient pourvues durablement d'un numéro d'ordre permettant leur identification et portent la marque du fabricant.

3. Les Parties contractantes prévoient l'obligation pour les fabricants et les marchands d'enregistrer toutes les armes à feu soumises à autorisation et à déclaration; les registres doivent permettre de déterminer rapidement la nature des armes à feu, leur origine et leur acquéreur.

4. Pour les armes à feu soumises à autorisation en vertu des articles 79 et 80, les Parties contractantes s'engagent à adopter des dispositions pour que le numéro d'identification et la marque apposée sur l'arme à feu soient repris sur l'autorisation délivrée à son détenteur.

Article 86

1. Les Parties contractantes s'engagent à adopter des dispositions interdisant aux détenteurs légitimes d'armes à feu soumises à autorisation ou à déclaration de remettre ces armes à des personnes qui ne sont pas en possession d'une autorisation d'acquisition ou d'un certificat de déclaration.

2. Les Parties contractantes peuvent autoriser la remise temporaire de ces armes selon des modalités qu'elles déterminent.

Article 87

1. Les Parties contractantes introduisent dans leur législation nationale des dispositions permettant le retrait de l'autorisation lorsque le titulaire ne satisfait plus aux conditions de délivrance prévues à l'article 83.

2. Les Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures adéquates qui comprennent notamment la saisie de l'arme à feu et le retrait de l'autorisation, et à prévoir des sanctions appropriées à la violation des dispositions législatives et réglementaires applicables aux armes à feu. Les sanctions pourront prévoir la confiscation des armes à feu.

vuurwapens. De Overeenkomstsluitende Partijen onderwerpen de wapenfabrikanten en wapenhandelaars aan een zodanig toezicht dat een afdoende controle is gewaarborgd.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe voorschriften vast te stellen op grond waarvan alle vuurwapens duurzaam van ten minste een identificerend serienummer, alsmede van het merk van de fabrikant moeten zijn voorzien.

3. De Overeenkomstsluitende Partijen verplichten de fabrikanten en handelaars tot registratie van alle vergunning- en aangifteplichtige vuurwapens. Aan de hand van deze registers moeten de aard, de herkomst en de kopers van de vuurwapens snel kunnen worden getraceerd.

4. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe met betrekking tot de in de artikelen 79 en 80 bedoelde vergunningen voor te schrijven dat het identificerend nummer en het merk van het vuurwapen in de aan de houder verleende vergunning worden vermeld.

Artikel 86

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe bepalingen vast te stellen op grond waarvan het de rechtmatige bezitters van aan vergunning- of aangifteplicht onderworpen vuurwapens verboden is deze over te dragen aan personen die niet tot het verwerven gemachtigd zijn of niet over een aangiftebewijs beschikken.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen kunnen het tijdelijk ter hand stellen van deze vuurwapens volgens door hen vast te stellen regels toestaan.

Artikel 87

1. De Overeenkomstsluitende Partijen voeren in hun nationale wetgeving een regeling in op grond waarvan de vergunningen kunnen worden ingetrokken voor personen die niet meer aan de in artikel 83 bedoelde voorwaarden voor het verlenen van een vergunning voldoen.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe passende maatregelen, met inbegrip van inbeslagname van het vuurwapen en de intrekking van de vergunning, te treffen, alsmede de overtreding van de wettelijke en andere bepalingen aangaande vuurwapens op passende wijze strafbaar te stellen. Verbeurdverklaring of onttrekking aan het verkeer van de vuurwapens kan hierbij als sanctie in aanmerking worden genomen.

fenhersteller und Waffenhändler einer Überwachung, die eine wirksame Kontrolle gewährleistet.

(2) Die Vertragsparteien verpflichten sich, Vorschriften zu erlassen, wonach alle Feuerwaffen mindestens mit einer dauerhaften fortlaufenden Identifizierungsnummer und der Marke des Herstellers gekennzeichnet sind.

(3) Die Vertragsparteien verpflichten Hersteller und Händler, alle erlaubnis- und meldepflichtigen Feuerwaffen zu registrieren; die Register müssen es ermöglichen, die Art der Feuerwaffen, ihre Herkunft und die Erwerber der Waffen schnell zu ermitteln.

(4) Die Vertragsparteien verpflichten sich, in bezug auf Erlaubnisse nach Artikel 79 und 80 Vorschriften zu erlassen, wonach die Identifizierungsnummer und die Kennzeichnung der Feuerwaffen in die ihrem Besitzer ausgestellte Erlaubnisurkunde eingetragen werden.

Artikel 86

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, Vorschriften zu erlassen, aufgrund deren es den rechtmäßigen Besitzern von erlaubnispflichtigen oder meldepflichtigen Feuerwaffen verboten ist, diese Personen zu überlassen, die nicht im Besitz einer Erwerbserlaubnis oder einer Anmeldebestätigung sind.

(2) Die Vertragsparteien können das vorübergehende Überlassen an Personen nach den von ihnen festzulegenden Modalitäten erlauben.

Artikel 87

(1) Die Vertragsparteien führen in ihr nationales Recht ein System ein, welches die Rücknahme der Erlaubnisse bei Personen ermöglicht, die nicht mehr die Voraussetzungen für die Erteilung der Erlaubnisse nach Artikel 83 erfüllen.

(2) Die Vertragsparteien verpflichten sich, geeignete Vorschriften, einschließlich der Beschlagnahme der Feuerwaffen und der Rücknahme der Erlaubnis zu erlassen, sowie die Verletzung der Gesetze oder sonstiger Vorschriften über Feuerwaffen mit geeigneten Sanktionen zu belegen. Dabei kann die Einziehung der Feuerwaffen vorgesehen werden.

Article 88

1. Les personnes titulaires d'une autorisation d'acquisition d'une arme à feu sont dispensées d'autorisation pour l'acquisition de munitions destinées à cette arme.

2. L'acquisition de munitions par des personnes non titulaires d'une autorisation d'acquisition d'armes est soumise au régime applicable à l'arme à laquelle ces munitions sont destinées. L'autorisation peut être délivrée pour une seule ou toutes les catégories de munitions.

Article 89

Les listes des armes à feu prohibées, soumises à autorisation et à déclaration peuvent être modifiées ou complétées par le Comité exécutif pour tenir compte de l'évolution technique et économique ainsi que de la sûreté de l'Etat.

Article 90

Les Parties contractantes ont la faculté d'adopter des lois ou dispositions plus strictes concernant le régime des armes à feu et des munitions.

Article 91

1. Les Parties contractantes conviennent, sur la base de la Convention européenne du 28 juin 1978 sur le contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes à feu par des particuliers, de créer, dans le cadre de leurs législations nationales, un échange de renseignements concernant l'acquisition d'armes à feu par des personnes — simples particuliers ou armuriers détaillants — qui résident habituellement ou qui sont établis sur le territoire d'une autre Partie contractante. Est considérée comme armurier détaillant toute personne dont l'activité professionnelle consiste, en tout ou en partie, dans le commerce au détail d'armes à feu.

2. L'échange de renseignements porte:

a) entre deux Parties contractantes qui ont ratifié la Convention citée au paragraphe 1^{er}, sur les armes à feu reprises en annexe 1, partie A, n° 1, lettres a) à h), de ladite Convention;

b) entre deux Parties contractantes dont l'une au moins n'a pas ratifié la Convention citée au paragraphe 1, sur les armes soumises par chacune des Parties contractantes à un régime d'autorisation ou de déclaration.

Artikel 88

1. De personen die houder zijn van een vergunning voor het verwerven van een vuurwapen, behoeven geen houder te zijn van een vergunning voor het verwerven van de voor deze wapens bestemde munitie.

2. Voor het verwerven van munitie door personen die geen houder zijn van een vergunning voor het verwerven van wapens, geldt een overeenkomstige regeling als voor het wapen waarvoor deze munitie is bestemd. De vergunning kan worden verleend voor één enkele soort of voor alle soorten munitie.

Artikel 89

De lijsten van verboden, vergunningplichtige en aangifteplichtige vuurwapens kunnen door het Uitvoerend Comité worden gewijzigd of aangevuld, ten einde met de technische en de economische ontwikkelingen, alsmede met die op het gebied van de veiligheid van de Staat rekening te houden.

Artikel 90

De Overeenkomstsluitende Partijen hebben het recht strengere wetten of voorschriften betreffende vuurwapens en munitie vast te stellen.

Artikel 91

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe, op de grondslag van de Europese Overeenkomst van 28 juni 1978 betreffende de controle aangaande het verwerven en voorhanden hebben van vuurwapens door particulieren, om, met inachtneming van de nationale wetgeving, een informatieuitwisseling tot stand te brengen omtrent het verwerven van vuurwapens door personen — particulieren of detailwapenhandelaren — die hun normale verblijfplaats of zetel op het grondgebied van een andere Overeenkomstsluitende Partij hebben. Onder detailwapenhandelaar wordt verstaan iedere persoon wiens beroepswerkzaamheden geheel of ten dele bestaan uit de detailhandel van vuurwapens.

2. De informatieuitwisseling omvat:

a) tussen twee Overeenkomstsluitende Partijen die de in lid 1 genoemde Overeenkomst hebben bekrachtigd, de vuurwapens die opgenomen zijn in bijlage 1, onderdeel A, nr. 1, letters a) tot en met h) van de bedoelde Overeenkomst;

b) tussen twee Overeenkomstsluitende Partijen waarvan tenminste één de in lid 1 genoemde Overeenkomst niet heeft bekrachtigd, de wapens die in elk der Overeenkomstsluitende Partijen zijn onderworpen aan een vergunning- of aangifteplicht.

Artikel 88

(1) Die Personen, die eine Erlaubnis zum Erwerb einer Feuerwaffe besitzen, benötigen keine Erlaubnis zum Erwerb von Munition für diese Waffen.

(2) Der Erwerb von Munition durch Personen, die nicht im Besitze einer Erlaubnis zum Waffenerwerb sind, unterliegt der entsprechenden Regelung der Waffe, für die sie bestimmt ist. Die Erlaubnis kann für eine Munitionsart oder für alle Munitionsarten ausgestellt werden.

Artikel 89

Die Listen der verbotenen, erlaubnispflichtigen und meldepflichtigen Feuerwaffen können geändert oder ergänzt, um die technische, wirtschaftliche und sicherheitspolitische Entwicklung zu berücksichtigen. Der Exekutivausschuß kann die Listen ändern oder ergänzen.

Artikel 90

Die Vertragsparteien sind befugt, strengere Gesetze und Vorschriften in Bezug auf Feuerwaffen und Munition zu erlassen.

Artikel 91

(1) Die Vertragsparteien schaffen auf der Grundlage des Europäischen Übereinkommens vom 28. Juni 1978 über die Kontrolle des Erwerbs und des Besitzes von Schusswaffen durch Einzelpersonen nach Maßgabe ihres nationalen Rechts einen Informationsaustausch über den Erwerb von Feuerwaffen durch Personen, Privatpersonen oder Waffenhändler im Einzelhandel, die sich gewöhnlich in dem Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei aufhalten oder dort ihren Sitz haben. Unter Einzelhändler ist jede Person zu verstehen, deren Erwerbstätigkeit insgesamt oder zum Teil in dem Einzelhandel von Feuerwaffen besteht.

(2) Der Informationsaustausch erstreckt sich:

a) Zwischen zwei Vertragsparteien, die das in Absatz 1 genannte Übereinkommen ratifiziert haben, auf die Feuerwaffen, die in Anlage 1 Teil A Nummer 1 Buchstaben a) bis h) des genannten Übereinkommens aufgeführt sind;

b) zwischen zwei Vertragsparteien, von denen mindestens eine das in Absatz 1 genannte Übereinkommen nicht ratifiziert hat, auf die Waffen, die in dem Hoheitsgebiet jeder einzelnen Vertragspartei erlaubnis- oder meldepflichtig sind.

3. Les renseignements concernant l'acquisition d'armes à feu seront communiqués sans retard et comporteront les données suivantes:

a) la date de l'acquisition et l'identité de l'acquéreur, à savoir:

— s'il s'agit d'une personne physique: les nom, prénoms, date et lieu de naissance, adresse et numéro de passeport ou de carte d'identité, ainsi que la date de la délivrance et indication de l'autorité qui les a délivrés, armurier ou non;

— s'il s'agit d'une personne morale: la dénomination ou la raison sociale et le siège social, ainsi que les nom, prénoms, date et lieu de naissance, adresse et numéro de passeport ou de carte d'identité de la personne habilitée à représenter la personne morale;

b) le modèle, le numéro de fabrication, le calibre et les autres caractéristiques de l'arme à feu concernée ainsi que le numéro d'identification.

4. Chaque Partie contractante désigne une autorité nationale qui envoie et reçoit les renseignements visés aux paragraphes 2 et 3 et communique sans délai aux autres Parties contractantes toute modification survenant dans la désignation de cette autorité.

5. L'autorité désignée par chaque Partie contractante peut transmettre les informations qui lui ont été communiquées aux services de police locaux compétents et aux autorités de surveillance de la frontière aux fins de prévention ou de poursuite de faits punissables et d'infractions aux règlements.

TITRE IV

Système d'information Schengen

CHAPITRE 1^{er}

Création du Système d'information Schengen

Article 92

1. Les Parties contractantes créent et entretiennent un système d'information commun dénommé ci-après Système d'information Schengen, composé d'une partie nationale auprès de chacune des Parties contractantes et d'une fonction de support technique. Le Système d'information Schengen permet aux autorités désignées par les Parties contractantes, grâce à une procédure d'interrogation automatisée, de disposer de signalements de personnes et d'objets, à l'occasion de contrôles de fron-

3. De informatie omtrent het verwerven van vuurwapens zal zo spoedig mogelijk worden doorgegeven en de navolgende gegevens omvatten:

a) de datum van verwerving en de identiteit van de persoon die het vuurwapen verwerft, en wel:

— wanneer het een natuurlijke persoon betreft: naam, voornamen, geboorteplaats en -datum, adres, nummer van zijn paspoort of identiteitskaart, alsmede datum van afgifte en aanduiding van de autoriteiten die deze heeft afgegeven, wapenhandelaar of niet;

— wanneer het een rechtspersoon betreft: de naam of handelsnaam en de zetel alsmede de naam, voornamen, geboorteplaats en -datum, adres en nummer van het paspoort of de identiteitskaart van de persoon die bevoegd is de rechtspersoon te vertegenwoordigen.

b) model, fabricagenummer, kaliber en andere identificerende kenmerken van het desbetreffende vuurwapen, alsmede het identificatienummer.

4. Iedere Overeenkomstsluitende Partij wijst een nationale autoriteit aan die de in de leden 2 en 3 bedoelde informatie verzendt en ontvangt, en stelt onverwijld de overige Overeenkomstsluitende Partijen in kennis van iedere wijziging ter zake van de aangewezen autoriteit.

5. De door iedere Overeenkomstsluitende Partij aangewezen autoriteit is bevoegd de aan haar toegezonden informatie door te geleiden aan de bevoegde plaatselijke politieautoriteiten en grensbewakingsautoriteiten met het oog op het voorkomen of vervolgen van strafbare feiten en administratieve delicten.

TITEL IV

Schengen-informatiesysteem

HOOFDSTUK 1

Instelling van het Schengen-informatiesysteem

Artikel 92

1. De Overeenkomstsluitende Partijen richten in en onderhouden een gemeenschappelijk informatiesysteem, hierna te noemen Schengen-informatiesysteem, dat bestaat uit een nationaal deel bij elk der Overeenkomstsluitende Partijen en een technisch ondersteunende functie. Door middel van het Schengen-informatiesysteem staan signaleringen van personen en voorwerpen via geautomatiseerde bevraging ter beschikking van de door de Overeenkomstsluitende Partijen aangewe-

(3) Die Information über den Erwerb von Feuerwaffen müssen so schnell wie möglich übermittelt werden und die folgenden Angaben enthalten:

a) Das Datum des Erwerbs und die Identität des Erwerbers, nämlich,

— wenn es sich um eine natürliche Person handelt: Name, Vorname, Datum und Ort der Geburt, Anschrift und Paß- oder Personalausweisnummer sowie Ausstellungsdatum und Angabe der ausstellenden Behörde, Waffenhändler oder nicht;

— wenn es sich um eine juristische Person handelt: Firma und Sitz sowie Name, Vorname, Datum und Ort der Geburt, Anschrift und Paß- oder Personalausweisnummer der Person, die zur Vertretung der juristischen Person berechtigt ist;

b) Modell, Herstellungsnummer, Kaliber und die anderen Merkmale der betreffenden Feuerwaffe sowie die Identifizierungsnummer.

(4) Jede Vertragspartei benennt eine nationale Behörde, die die in den Absätzen 2 und 3 erwähnten Informationen übermittelt und empfängt und setzt die anderen Vertragsparteien unverzüglich über jede Änderung der bezeichneten Behörde in Kenntnis.

(5) Die von jeder Vertragspartei benannte Behörde kann die erhaltenen Informationen den zuständigen örtlichen Polizeidienststellen und den Grenzüberwachungsbehörden zum Zwecke der Verhütung oder Verfolgung von Straftaten und Ordnungswidrigkeiten übermitteln.

TITEL IV

Schengener Informationssystem

KAPITEL 1

Einrichtung des Schengener Informationssystems

Artikel 92

(1) Die Vertragsparteien errichten und unterhalten ein gemeinsames Informationssystem, nachstehend das Schengener Informationssystem genannt, das aus einem nationalen Teil bei jeder Vertragspartei und einer technischen Unterstützungseinheit besteht. Durch das Schengener Informationssystem werden Ausschreibungen, die der Suche nach Personen und Sachen dienen, den durch die Vertragsparteien bezeichneten Behörden bei nach Maßgabe des nationalen Rechts durchge-

tière et vérifications et autres contrôles de police et de douanes exercés à l'intérieur du pays conformément au droit national ainsi que, pour la seule catégorie de signalement visée à l'article 96, aux fins de la procédure de délivrance de visas, de la délivrance des titres de séjour et de l'administration des étrangers dans le cadre de l'application des dispositions sur la circulation des personnes de la présente Convention.

2. Chaque Partie contractante crée et entretient, pour son compte et à ses risques, sa partie nationale du Système d'information Schengen, dont le fichier de données est rendu matériellement identique aux fichiers de données de la partie nationale de chacune des autres Parties contractantes par le recours à la fonction de support technique. Afin de permettre une transmission rapide et efficace des données comme visée au paragraphe 3, chaque Partie contractante se conforme, lors de la création de sa partie nationale, aux protocoles et procédures établis en commun pour la fonction de support technique par les Parties contractantes. Le fichier de données de chaque partie nationale servira à l'interrogation automatisée sur le territoire de chacune des Parties contractantes. L'interrogation de fichiers de données des parties nationales par d'autres Parties contractantes ne sera pas possible.

3. Les Parties contractantes créent et entretiennent, pour compte commun et en assumant les risques en commun, la fonction de support technique du Système d'information Schengen, dont la responsabilité est assumée par la République française; cette fonction de support technique est installée à Strasbourg. La fonction de support technique comprend un fichier de données assurant l'identité des fichiers de données des parties nationales par la transmission en ligne d'informations. Dans le fichier de données de la fonction de support technique figureront les signalements de personnes et d'objets, pour autant que ceux-ci concernent toutes les Parties contractantes. Le fichier de la fonction de support technique ne contient pas d'autres données, hormis celles mentionnées au présent paragraphe et à l'article 113, paragraphe 2.

CHAPITRE 2

Exploitation et utilisation du Système d'information Schengen

Article 93

Le Système d'information Schengen a pour objet, conformément aux dispositions

zen autoriteiten bij de uitoefening, naar nationaal recht, van grenscontroles aan de buitengrenzen en andere politie- en douanecontroles in het binnenland, alsmede, voor zover het uitsluitend de in artikel 96 bedoelde categorie van signaleringen betreft, ten behoeve van de visumverleningsprocedure, de afgifte van verblijfstitels en de toepassing van het vreemdelingenrecht uit hoofde van de bepalingen van deze Overeenkomst inzake het personenverkeer.

2. Elk der Overeenkomstsluitende Partijen richt in en onderhoudt, voor haar rekening en risico, haar nationale deel van het Schengen-informatiesysteem waarvan het gegevensbestand door gebruikmaking van de technisch ondersteunende functie inhoudelijk identiek is aan het gegevensbestand van het nationale deel van elke andere Overeenkomstsluitende Partij. Ten einde de in lid 3 van dit artikel bedoelde overdracht van informatie op snelle en efficiënte wijze te doen plaatsvinden, conformeert elke Overeenkomstsluitende Partij zich bij de inrichting van haar nationale deel aan de door de Overeenkomstsluitende Partijen gemeenschappelijk vastgestelde protocollen en procedures ten aanzien van de technisch ondersteunende functie. Het gegevensbestand van elk nationaal deel strekt, binnen het grondgebied van de onderscheiden Overeenkomstsluitende Partijen, tot geautomatiseerde bevraging. Bevraging van het gegevensbestand van het nationale deel van andere Overeenkomstsluitende Partijen wordt uitgesloten.

3. De Overeenkomstsluitende Partijen richten in en onderhouden, voor gemeenschappelijke rekening en risico, de technisch ondersteunende functie van het Schengen-informatiesysteem. De Franse Republiek is verantwoordelijk voor de technisch ondersteunende functie; deze wordt ingericht in Straatsburg. De technisch ondersteunende functie omvat een gegevensbestand waarmee de gegevensbestanden van de nationale delen door de *on-line* overdracht van informatie identiek gehouden worden. In het gegevensbestand van de technisch ondersteunende functie worden signaleringen van personen en voorwerpen opgenomen, voor zover deze tot alle Overeenkomstsluitende Partijen zijn gericht. Het bestand van de technisch ondersteunende functie bevat, afgezien van het bepaalde in dit artikel en het bepaalde in artikel 113, lid 2, geen verdere gegevens.

HOOFDSTUK 2

Functioneren en gebruik van het Schengen-informatiesysteem

Artikel 93

Het Schengen-informatiesysteem heeft tot doel, in overeenstemming met het

fürten Grenzkontrollen, sonstigen polizeilichen und zollrechtlichen Überprüfungen im Inland sowie, beschränkt auf die Ausschreibungskategorie nach Artikel 96 für Zwecke des Sichtvermerksverfahrens sowie der Erteilung der Aufenthaltstitel und der Handhabung des Ausländerrechts im Rahmen der Anwendung dieses Übereinkommens im Bereich des Personenverkehrs zum Abruf im automatisierten Verfahren bereit gehalten.

(2) Jede Vertragspartei errichtet und unterhält in eigener Verantwortung und auf eigene Kosten ihren nationalen Teil des Schengener Informationssystems, dessen Bestand durch Nutzung der technischen Unterstützungseinheit inhaltlich identisch ist mit dem Bestand des nationalen Teiles jeder anderen Vertragspartei. Im Hinblick auf die schnelle und zweckmäßige Übermittlung der Informationen nach Absatz 3 berücksichtigt jede Vertragspartei bei der Errichtung ihres nationalen Teils die durch die Vertragsparteien gemeinsam festgelegten Protokolle und Verfahren in Bezug auf die technische Unterstützungseinheit. Der Bestand jedes nationalen Teils dient innerhalb des Hoheitsgebietes der jeweiligen Vertragsparteien zum Abruf im automatisierten Verfahren. Ein Abruf aus dem Bestand des nationalen Teiles einer anderen Vertragspartei erfolgt nicht.

(3) Die Vertragsparteien errichten und unterhalten in gemeinsamer Verantwortung und auf gemeinsame Kosten die technische Unterstützungseinheit des Schengener Informationssystems. Die Französische Republik ist zuständig für diese Unterstützungseinheit; sie wird eingerichtet in Straßburg. Die technische Unterstützungseinheit umfaßt einen Bestand, der der On-Line-Übermittlung der Informationen an die nationalen Bestände dient, wodurch gewährleistet wird, daß die nationalen Bestände identisch bleiben. In den Bestand der technischen Unterstützungseinheit werden Ausschreibungen von Personen und Sachen aufgenommen, soweit sie sich auf alle Vertragsparteien beziehen. Der Bestand der technischen Unterstützungseinheit umfaßt, abgesehen von den Daten nach diesem Absatz und nach Artikel 113 Absatz 2, keine weiteren Daten.

KAPITEL 2

Betrieb und Nutzung des Schengener Informationssystems

Artikel 93

Das Schengener Informationssystem hat nach Maßgabe der Bestimmungen dieses

de la présente Convention, de préserver l'ordre et la sécurité publics y compris la sûreté de l'Etat, et l'application des dispositions sur la circulation des personnes de la présente Convention, sur les territoires des Parties contractantes à l'aide des informations transmises par ce système.

Article 94

1. Le Système d'information Schengen comporte exclusivement les catégories de données qui sont fournies par chacune des Parties contractantes et qui sont nécessaires aux fins prévues aux articles 95 à 100. La Partie contractante signalante vérifie si l'importance du cas justifie l'intégration du signalement dans le Système d'information Schengen.

2. Les catégories de données sont les suivantes :

- a) les personnes signalées;
- b) les objets visés à l'article 100 et les véhicules visés à l'article 99.

3. Pour les personnes, les éléments intégrés sont au maximum les suivants :

- a) les nom et prénom, les alias éventuellement enregistrés séparément;
- b) les signes physiques particuliers, objectifs et inaltérables;
- c) la première lettre du deuxième prénom;
- d) la date et le lieu de naissance;
- e) le sexe;
- f) la nationalité;
- g) l'indication que les personnes concernées sont armées;
- h) l'indication que les personnes concernées sont violentes;
- i) le motif du signalement;
- j) la conduite à tenir.

D'autres mentions, notamment les données qui sont énumérées à l'article 6, première phrase, de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, ne sont pas autorisées.

4. Dans la mesure où une Partie contractante estime qu'un signalement conformément aux articles 95, 97 ou 99 n'est pas compatible avec son droit national, ses obligations internationales ou des intérêts nationaux essentiels, elle peut faire assortir *a posteriori* ce signalement dans le fichier de la partie nationale du Système d'information Schengen d'une indication visant à ce que l'exécution de la conduite à tenir n'ait pas lieu sur son territoire au motif du signalement. Des consultations doivent avoir lieu à ce sujet avec les autres Parties contractantes. Si la Partie contractante signalante ne

bepaalde in deze Overeenkomst, binnen het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen met behulp van de via dit systeem verstrekte informatie de openbare orde en veiligheid, met inbegrip van de veiligheid van de Staat en de toepassing van de bepalingen inzake het personenverkeer van deze Overeenkomst, te doen handhaven.

Artikel 94

1. Het Schengen-informatiesysteem bevat uitsluitend de door elk der Overeenkomstsluitende Partijen aangeleverde categorieën van gegevens die voor de in de artikelen 95 tot en met 100 genoemde doeleinden noodzakelijk zijn. De signalerende Overeenkomstsluitende Partij gaat na, of het belang van de zaak opnemend van de signalering in het Schengen-informatiesysteem rechtvaardigt.

2. De categorieën van gegevens zijn :

- a) de gesignaleerde personen;
- b) de in artikel 100 genoemde voorwerpen en de in artikel 99 genoemde voertuigen.

3. Voor personen worden hooguit onderstaande gegevens opgenomen :

- a) naam en voornaam, in voorkomend geval een alias afzonderlijk;
- b) bijzondere onveranderlijke en objectieve fysieke kenmerken;
- c) voorletter van de tweede voornaam;
- d) geboorteplaats en -datum;
- e) geslacht;
- f) nationaliteit;
- g) bejegeninggegevens "gewapend";
- h) bejegeninggegevens "gewelddadig";
- i) reden van signalering;
- j) de te nemen actie.

Andere gegevens, in het bijzonder de gegevens die zijn genoemd in artikel 6, eerste volzin, van het Verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 tot bescherming van het individu in verband met de geautomatiseerde registratie van persoonsgegevens, mogen niet worden opgenomen.

4. Wanneer een Overeenkomstsluitende Partij een signalering overeenkomstig de artikelen 95, 97 of 99 in strijd acht met haar nationale recht, internationale verplichtingen of wezenlijke nationale belangen, kan zij alsnog de signalering in het bestand van haar nationale deel van het Schengen-informatiesysteem doen markeren zodat de gevraagde actie op haar grondgebied niet wordt uitgevoerd op grond van signalering. Met de overige Overeenkomstsluitende Partijen dient hierover overleg te worden gepleegd. Indien de signalerende Overeenkomstsluitende Partij de signalering niet

Übereinkommens zum Ziel, in dem Hoheitsgebiet der Vertragsparteien anhand der aus diesem System erteilten Informationen die öffentliche Sicherheit und Ordnung einschließlich der Sicherheit des Staates und die Anwendung der Bestimmungen dieses Übereinkommens im Bereich des Personenverkehrs zu gewährleisten.

Artikel 94

(1) Das Schengener Informationssystem enthält ausschließlich die durch jede der Vertragsparteien gelieferten Kategorien von Daten, die für die in den Artikeln 95 bis 100 vorgesehenen Zwecke erforderlich sind. Die ausschreibende Vertragspartei prüft, ob die Bedeutung des Falles eine Aufnahme der Ausschreibung in das Schengener Informationssystem rechtfertigt.

(2) Die Datenkategorien sind :

- a) Die ausgeschriebenen Personen;
- b) die in Artikel 100 aufgeführten Sachen und die in Artikel 99 aufgeführten Fahrzeuge.

(3) In Bezug auf Personen werden höchstens die folgenden Angaben mitgeteilt :

- a) Name und Vorname, gegebenenfalls Aliasname in einem neuen Datensatz;
- b) besondere unveränderliche physische Merkmale;
- c) erster Buchstabe des zweiten Vornamens;
- d) Geburtsort und -datum;
- e) Geschlecht;
- f) Staatsangehörigkeit;
- g) der personenbezogene Hinweis "bewaffnet";
- h) der personenbezogene Hinweis "gewalttätig";
- i) Ausschreibungsgrund;
- j) zu ergreifende Maßnahme.

Andere Angaben, insbesondere die Daten, die in Artikel 6 Satz 1 des Übereinkommens des Europarates vom 28. Januar 1981 zum Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten erwähnt sind, sind nicht zulässig.

(4) Sofern eine Vertragspartei eine Ausschreibung nach Artikel 95, 97 oder 99 für nicht vereinbar hält mit ihrem nationalen Recht, mit internationalen Verpflichtungen oder wesentlichen nationalen Interessen, kann sie nachträglich die Ausschreibung in dem Bestand ihres nationalen Teils des Schengener Informationssystems so kennzeichnen lassen, daß die Maßnahme in ihrem Hoheitsgebiet nicht aufgrund der Ausschreibung vollzogen wird. Mit den anderen Vertragsparteien müssen hierüber Konsultationen geführt werden. Wenn die ausschreibende Vertragspartei die Aus-

retire pas le signalement, le signalement reste de pleine application pour les autres Parties contractantes.

Article 95

1. Les données relatives aux personnes recherchées pour l'arrestation aux fins d'extradition, sont intégrées à la demande de l'autorité judiciaire de la Partie contractante requérante.

2. Préalablement au signalement, la Partie contractante signalante vérifie si l'arrestation est autorisée par le droit national des Parties contractantes requises. Si la Partie contractante signalante a des doutes, elle doit consulter les autres Parties contractantes concernées.

La Partie contractante signalante envoie aux Parties contractantes requises, en même temps que le signalement par la voie la plus rapide, les informations essentielles ci-après concernant l'affaire:

a) l'autorité dont émane la demande d'arrestation;

b) l'existence d'un mandat d'arrêt ou d'un acte ayant la même force, ou d'un jugement exécutoire;

c) la nature et la qualification légale de l'infraction;

d) la description des circonstances de la commission de l'infraction, y compris le moment, le lieu et le degré de participation à l'infraction de la personne signalée;

e) dans la mesure du possible, les conséquences de l'infraction.

3. Une Partie contractante requise peut faire assortir le signalement dans le fichier de la partie nationale du Système d'Information Schengen d'une indication visant à interdire, jusqu'à l'effacement de ladite indication, l'arrestation au motif du signalement. L'indication est à effacer au plus tard vingt-quatre heures après l'intégration du signalement, à moins que cette Partie contractante ne refuse l'arrestation demandée pour des raisons juridiques ou pour des raisons spéciales d'opportunité. Dans la mesure où, dans des cas particulièrement exceptionnels, la complexité des faits à l'origine du signalement le justifie, le délai précité peut être prolongé jusqu'à une semaine. Sans préjudice d'une indication ou d'une décision de refus, les autres Parties contractantes peuvent exécuter l'arrestation demandée par le signalement.

4. Si, pour des raisons particulièrement urgentes, une Partie contractante demande une recherche immédiate, la Partie requise examine si elle peut renoncer à l'indication.

intrekt, blijft voor de overige Overeenkomstsluitende Partijen de signalering onverminderd van kracht.

Artikel 95

1. Gegevens over personen om wier aanhouding ter *fine* van uitlevering wordt verzocht, worden op verzoek van de justitiële autoriteiten van de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij opgenomen.

2. Vóór de signalering gaat de signalerende Overeenkomstsluitende Partij na of aanhouding op grond van het nationale recht van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partijen is toegestaan. Wanneer de signalerende Overeenkomstsluitende Partij twijfel heeft, is zij verplicht de betrokken Overeenkomstsluitende Partijen vooraf te raadplegen.

Gelijktijdig met de signalering doet de signalerende Overeenkomstsluitende Partij de aangezochte Overeenkomstsluitende Partijen zo spoedig mogelijk mededeling van onderstaande informatie, welke voor de ten grondslag liggende feiten van wezenlijk belang is:

a) de om aanhouding verzoekende autoriteit;

b) het bestaan van een bevel tot aanhouding of van een akte die dezelfde kracht heeft, of van een voor tenuitvoerlegging vatbaar vonnis;

c) de aard en de wettelijke omschrijving van het strafbaar feit;

d) een omschrijving van de omstandigheden waaronder het strafbaar feit is begaan, met inbegrip van tijd, plaats en de mate van betrokkenheid van de gesignaleerde persoon bij het strafbaar feit;

e) voor zover mogelijk de gevolgen van het strafbaar feit.

3. Een aangezochte Overeenkomstsluitende Partij kan de signalering in het bestand van haar nationale deel van het Schengen-informatiesysteem doen markeren, zodat tot op het tijdstip van verwijdering van de markering niet op grond van de signalering tot aanhouding wordt overgegaan. De markering dient uiterlijk vierentwintig uren na opneming van de signalering te worden verwijderd, tenzij de desbetreffende Partij de gevraagde aanhouding om juridische of bijzondere opportuniteitsredenen afwijst. Bij hoge uitzondering kan wegens het complexe karakter van de aan de signalering ten grondslag liggende feiten deze termijn tot een week worden uitgebreid. Ongeacht een markering of afwijzende beslissing blijven de overige Overeenkomstsluitende Partijen bevoegd de door middel van de signalering gevraagde aanhouding te verrichten.

4. Wanneer een Overeenkomstsluitende Partij wegens bijzondere spoed om onmiddellijke opsporing verzoekt, gaat de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij na of

schreibung nicht zurückzieht, bleibt die Ausschreibung für die anderen Vertragsparteien nach wie vor gültig.

Artikel 95

(1) Daten in bezug auf Personen, um deren Festnahme mit dem Ziel der Auslieferung ersucht wird, werden auf Antrag der Justizbehörde der ersuchenden Vertragspartei aufgenommen.

(2) Vor der Ausschreibung prüft die ausschreibende Vertragspartei, ob die Festnahme nach dem Recht der ersuchten Vertragsparteien zulässig ist. Sollte die ausschreibende Vertragspartei Zweifel haben, ist sie verpflichtet, die betroffenen Vertragsparteien zu konsultieren.

Die ausschreibende Vertragspartei teilt den ersuchten Vertragsparteien gleichzeitig mit der Ausschreibung auf möglichst schnellem Wege folgende für den zugrunde liegenden Sachverhalt wesentliche Informationen mit:

a) Die um die Festnahme ersuchende Behörde;

b) das Bestehen eines Haftbefehls oder einer Urkunde mit gleicher Rechtswirkung oder eines rechtskräftigen Urteils;

c) die Art und die rechtliche Würdigung der strafbaren Handlung;

d) die Beschreibung der Umstände, unter denen die Straftat begangen wurde; einschließlich der Zeit, des Orts und der Art der Täterschaft;

e) soweit möglich die Folgen der Straftat.

(3) Eine ersuchte Vertragspartei kann die Ausschreibung in dem Bestand ihres nationalen Teils des Schengener Informationssystems so kennzeichnen lassen, daß bis zur Löschung der Kennzeichnung keine Festnahme aufgrund der Ausschreibung erfolgen darf. Die Kennzeichnung ist spätestens vierundzwanzig Stunden nach der Speicherung der Ausschreibung zu löschen, es sei denn, die betreffende Vertragspartei lehnt die erbetene Festnahme aus Rechtsgründen oder besonderen Opportunitätsabwägungen ab. Sofern in besonderen Ausnahmefällen die Komplexität des Sachverhalts dies erfordert, kann die genannte Frist auf eine Woche verlängert werden. Ungeachtet einer Kennzeichnung oder einer ablehnenden Entscheidung bleiben die anderen Vertragsparteien befugt, die mit der Ausschreibung erbetene Festnahme zu vollziehen.

(4) Ersucht eine Vertragspartei wegen besonderer Eilbedürftigkeit um eine Sofortfahndung, prüft die ersuchte Vertragspartei, ob sie auf die Kennzeichnung verzichten

La Partie contractante requise prend les dispositions nécessaires afin que la conduite à tenir puisse être exécutée sans délai si le signalement est validé.

5. S'il n'est pas possible de procéder à l'arrestation parce qu'un examen n'est pas encore terminé ou en raison d'une décision de refus d'une Partie contractante requise, cette dernière doit traiter le signalement comme étant un signalement aux fins de communication du lieu de séjour.

6. Les Parties contractantes requises exécutent la conduite à tenir demandée par le signalement en conformité avec les Conventions d'extradition en vigueur et le droit national. Elles ne sont pas tenues d'exécuter la conduite à tenir demandée dans la mesure où il s'agit d'un de leurs ressortissants, sans préjudice de la possibilité de procéder à l'arrestation conformément au droit national.

Article 96

1. Les données relatives aux étrangers qui sont signalés aux fins de non-admission sont intégrées sur la base d'un signalement national résultant de décisions prises, dans le respect des règles de procédure prévues par la législation nationale, par les autorités administratives ou les juridictions compétentes.

2. Les décisions peuvent être fondées sur la menace pour l'ordre public ou la sécurité et sûreté nationales que peut constituer la présence d'un étranger sur le territoire national.

Tel peut être notamment le cas :

a) d'un étranger qui a été condamné pour une infraction passible d'une peine privative de liberté d'au moins un an;

b) d'un étranger à l'égard duquel il existe des raisons sérieuses de croire qu'il a commis des faits punissables graves, y inclus ceux visés à l'article 71, ou à l'égard duquel il existe des indices réels qu'il envisage de commettre de tels faits sur le territoire d'une Partie contractante.

3. Les décisions peuvent être également fondées sur le fait que l'étranger a fait l'objet d'une mesure d'éloignement, de renvoi ou d'expulsion non rapportée ni suspendue comportant ou assortie d'une interdiction d'entrée, ou, le cas échéant, de séjour, fondée sur le non-respect des réglementations nationales relatives à l'entrée ou au séjour des étrangers.

zij van markering kan afzien. De aangezochte Overeenkomstsluitende Partij treft de nodige voorzieningen, opdat in geval van instemming met de signalering aan de gevraagde aanhouding onverwijld uitvoering kan worden gegeven.

5. Wanneer aanhouding wegens een nog niet-beëindigde toetsing of wegens een afwijzende beslissing door een aangezochte Overeenkomstsluitende Partij niet mogelijk is, dient deze de signalering als een signalering ter *fine* van mededeling van de verblijfplaats te behandelen.

6. De aangezochte Overeenkomstsluitende Partijen geven uitvoering aan de op grond van de signalering gevraagde actie overeenkomstig de geldende uitleveringsverdragen en met inachtneming van het nationale recht. Zij zijn niet tot uitvoering van de gevraagde actie verplicht wanneer de signaleerde persoon een eigen onderdaan is, daargelaten de mogelijkheid om naar nationaal recht zelf tot aanhouding over te gaan.

Artikel 96

1. Gegevens over vreemdelingen die ter *fine* van weigering van toegang worden signaleerd, worden opgenomen op grond van een nationale signalering ingevolge een door de bevoegde administratieve of strafrechtelijke autoriteiten met inachtneming van de nationale wettelijke procedurevoorschriften genomen beslissing.

2. De beslissingen kunnen zijn gegrond op het gevaar voor de openbare orde en veiligheid of de nationale veiligheid dat de aanwezigheid van een vreemdeling op het nationale grondgebied kan opleveren.

Dit kan in het bijzonder het geval zijn bij :

a) een vreemdeling die is veroordeeld wegens een strafbaar feit dat met een vrijheidsstraf van ten minste één jaar is strafbaar gesteld;

b) een vreemdeling te wiens aanzien er een ernstig vermoeden bestaat dat hij zware misdrijven, waaronder die bedoeld in artikel 71 heeft gepleegd, of te wiens aanzien er concrete aanwijzingen zijn dat hij voornemens is dergelijke misdrijven of feiten op het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij te plegen.

3. De beslissingen kunnen eveneens zijn gegrond op het feit dat ten aanzien van de vreemdeling een niet-opgeschorte of niet-ingetrokken maatregel tot verwijdering, terugwijzing of uitwijzing is genomen die een verbod op binnenkomst, of in voorkomend geval, een verbod op verblijf behelst of daarvan vergezeld gaat, om reden van overtreding van de nationale bepalingen inzake de binnenkomst en het verblijf van vreemdelingen.

kann. Die ersuchte Vertragspartei trifft die erforderlichen Vorkehrungen, damit die erbetene Maßnahme für den Fall, daß die Ausschreibung gebilligt wird, unverzüglich vollzogen werden kann.

(5) Ist eine Festnahme wegen einer noch nicht abgeschlossenen Prüfung oder wegen einer ablehnenden Entscheidung einer ersuchten Vertragspartei nicht möglich, so ist von dieser Vertragspartei die Ausschreibung als Ausschreibung zur Aufenthaltsermittlung zu behandeln.

(6) Die ersuchten Vertragsparteien treffen die aufgrund der Ausschreibung erbetenen Maßnahmen auf der Grundlage der geltenden Auslieferungsübereinkommen und nach Maßgabe des nationalen Rechts festzunehmen, sind sie nicht verpflichtet, die Maßnahme zu vollziehen, wenn ein eigener Staatsangehöriger betroffen ist.

Artikel 96

(1) Die Daten bezüglich Drittausländern, die zur Einreiseverweigerung ausgeschrieben sind, werden aufgrund einer nationalen Ausschreibung gespeichert, die auf Entscheidungen der zuständigen Verwaltungsbehörden und Gerichte beruht, wobei die Verfahrensregeln des nationalen Rechts zu beachten sind.

(2) Die Entscheidungen können auf die Gefahr für die öffentliche Sicherheit und Ordnung oder die nationale Sicherheit, die die Anwesenheit eines Drittausländers auf dem Hoheitsgebiet der Vertragspartei bedeutet, gestützt werden.

Dies kann insbesondere der Fall sein

a) bei einem Drittausländer, der wegen einer Straftat verurteilt worden ist, die mit Freiheitsstrafe von mindestens einem Jahr bedroht ist;

b) bei einem Drittausländer, gegen den ein begründeter Verdacht besteht, daß er schwere Straftaten, einschließlich solcher im Sinne von Artikel 71 begangen hat, oder gegen den konkrete Hinweise bestehen, daß er solche Taten in dem Hoheitsgebiet einer Vertragspartei plant.

(3) Die Entscheidungen können ebenso darauf beruhen, daß der Drittausländer ausgewiesen, zurückgewiesen oder abgeschoben worden ist, wobei die Maßnahme nicht aufgeschoben oder aufgehoben worden sein darf, ein Verbot der Einreise oder des Aufenthalts enthalten oder davon begleitet sein muß und auf der Nichtbeachtung des nationalen Rechts über die Einreise oder den Aufenthalt von Ausländern beruhen muß.

Article 97

Les données relatives aux personnes disparues ou aux personnes qui, dans l'intérêt de leur propre protection ou pour la prévention de menaces, doivent être placées provisoirement en sécurité à la demande de l'autorité compétente ou de l'autorité judiciaire compétente de la Partie signalante, sont intégrées afin que les autorités de police communiquent le lieu de séjour à la Partie signalante ou puissent placer la personne en sécurité aux fins de les empêcher de poursuivre leur voyage, si la législation nationale l'autorise. Cela s'applique particulièrement aux mineurs et aux personnes qui doivent être internées sur décision d'une autorité compétente. La communication est subordonnée au consentement de la personne disparue, si celle-ci est majeure.

Article 98

1. Les données relatives aux témoins, aux personnes citées à comparaître devant les autorités judiciaires dans le cadre d'une procédure pénale afin de répondre de faits pour lesquels elles font l'objet de poursuites, ou aux personnes qui doivent faire l'objet d'une notification d'un jugement répressif ou d'une demande de se présenter pour subir une peine privative de liberté, sont intégrées, à la demande des autorités judiciaires compétentes, aux fins de la communication du lieu de séjour ou du domicile.

2. Les renseignements demandés seront communiqués à la Partie requérante en conformité avec la législation nationale et avec les conventions en vigueur relatives à l'entraide judiciaire en matière pénale.

Article 99

1. Les données relatives aux personnes ou aux véhicules sont intégrées, dans le respect du droit national de la Partie contractante signalante, aux fins de surveillance discrète ou de contrôle spécifique, conformément au paragraphe 5.

2. Un tel signalement peut être effectué pour la répression d'infractions pénales et pour la prévention de menaces pour la sécurité publique:

a) lorsqu'il existe des indices réels faisant présumer que la personne concernée envisage de commettre ou commet des faits punissables nombreux et extrêmement graves, ou

b) lorsque l'appréciation globale de l'intéressé, en particulier sur la base des faits punissables commis jusqu'alors, permet de supposer qu'il commettra également à l'avenir des faits punissables extrêmement graves.

Artikel 97

Gegevens over vermiste personen of personen die ter bescherming van zichzelf of ter voorkoming van gevaar op last van de bevoegde autoriteit of van de bevoegde rechter van de signalerende Overeenkomstsluitende Partij voorlopig in bewaring moeten worden gesteld, worden opgenomen, opdat de politie-autoriteiten aan de signalerende Overeenkomstsluitende Partij de verblijfplaats mededelen, dan wel de persoon in bewaring kunnen stellen, ten einde verdere doorreis te beletten, voor zover dit op grond van het nationale recht is toegestaan. Dit geldt in het bijzonder voor minderjarigen en voor personen die op last van een bevoegde autoriteit tegen hun wil in een inrichting moeten worden opgenomen. Bij vermiste meerderjarigen is voor mededeling de instemming van de betrokken persoon vereist.

Artikel 98

1. Gegevens over getuigen, alsmede over personen die door de justitiële autoriteiten in het kader van een strafprocedure zijn opgeroepen wegens feiten waarvoor zij worden vervolgd, dan wel personen aan wie een vonnis of een oproep tot het ondergaan van een vrijheidsstraf dient te worden betekend, worden op verzoek van de bevoegde justitiële autoriteiten opgenomen ter *fine* van mededeling van de woon- of verblijfplaats.

2. De verzochte informatie wordt aan de verzoekende Overeenkomstsluitende Partij volgens het nationale recht en de geldende verdragen inzake rechtshulp in strafzaken medegedeeld.

Artikel 99

1. Gegevens over personen of voertuigen worden met inachtneming van het nationale recht van de signalerende Overeenkomstsluitende Partij hetzij ter *fine* van onopvallende, hetzij ter *fine* van gerichte controle overeenkomstig het bepaalde in lid 5 opgenomen.

2. Een dergelijke signalering is toegestaan met het oog op het beletten van strafbare feiten en ter voorkoming van gevaar voor de openbare veiligheid, indien:

a) er concrete aanwijzingen zijn, op grond waarvan kan worden aangenomen dat de betrokken persoon in aanzienlijke mate bijzonder ernstige misdrijven beraamt of pleegt, dan wel

b) de algemene beoordeling van de betrokken persoon, vooral op grond van de door hem gepleegde strafbare feiten, doet verwachten dat hij bijzonder ernstige misdrijven zal blijven plegen.

Artikel 97

Daten in bezug auf Vermißte oder Personen, die im Interesse ihres eigenen Schutzes oder zur Gefahrenabwehr auf Ersuchen der zuständigen Behörde oder des zuständigen Gerichts der ausschreibenden Vertragspartei vorläufig in Gewahrsam genommen werden müssen, werden aufgenommen, damit die Polizeibehörden den Aufenthalt der ausschreibenden Vertragspartei mitteilen oder die Person in Gewahrsam nehmen können, um deren Weiterreise zu verhindern, soweit es das nationale Recht erlaubt. Dies gilt insbesondere für Minderjährige und Personen, die aufgrund einer Anordnung einer zuständigen Stelle zwangsweise untergebracht werden müssen. Bei volljährigen Vermißten bedarf die Mitteilung der Einwilligung des Betroffenen.

Artikel 98

(1) Daten in bezug auf Zeugen sowie auf Personen, die im Rahmen eines Strafverfahrens wegen Taten vor Gericht erscheinen müssen, deretwegen sie verfolgt werden oder Personen, denen ein Strafurteil oder die Ladung zum Antritt einer Freiheitsentziehung zugestellt werden muß, werden auf Ersuchen der zuständigen Justizbehörden im Hinblick auf die Mitteilung des Wohnsitzes oder des Aufenthalts aufgenommen.

(2) Die erbetenen Informationen werden der ersuchenden Vertragspartei nach Maßgabe des nationalen Rechts und der geltenden Übereinkommen über Rechtshilfe in Strafsachen mitgeteilt.

Artikel 99

(1) Daten in bezug auf Personen oder Fahrzeuge werden nach Maßgabe des nationalen Rechts der ausschreibenden Vertragspartei zur verdeckten Registrierung oder zur gezielten Kontrolle gemäß Absatz 5 aufgenommen.

(2) Eine Ausschreibung dieser Art ist zulässig zur Strafverfolgung und zur Abwehr von Gefahren für die öffentliche Sicherheit, wenn

a) konkrete Anhaltspunkte dafür vorliegen, daß der Betroffene in erheblichem Umfang außergewöhnlich schwere Straftaten plant oder begeht, oder

b) die Gesamtbeurteilung des Betroffenen, insbesondere aufgrund der bisher von ihm begangenen Straftaten, erwarten läßt, daß er auch künftig außergewöhnlich schwere Straftaten begehen wird.

3. En outre, le signalement peut être effectué conformément au droit national, à la demande des instances compétentes pour la sûreté de l'Etat, lorsque des indices concrets permettent de supposer que les informations visées au paragraphe 4 sont nécessaires à la prévention d'une menace grave émanant de l'intéressé ou d'autres menaces graves pour la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. La Partie contractante signalante est tenue de consulter préalablement les autres Parties contractantes.

4. Dans le cadre de la surveillance discrète, les informations ci-après peuvent en tout ou en partie, être recueillies et transmises à l'autorité signalante, à l'occasion de contrôles de frontière ou d'autres contrôles de police et des douanes exercés à l'intérieur du pays:

- a) le fait que la personne signalée ou le véhicule signalé a été trouvé;
- b) le lieu, le moment ou le motif de la vérification;
- c) l'itinéraire et la destination du voyage;
- d) les personnes qui accompagnent l'intéressé ou les occupants;
- e) le véhicule utilisé;
- f) les objets transportés;
- g) les circonstances dans lesquelles la personne ou le véhicule a été trouvé.

Lors de la collecte de ces informations, il convient de veiller à ne pas mettre en péril le caractère discret de la surveillance.

5. Dans le cadre du contrôle spécifique mentionné au paragraphe 1^{er}, les personnes, les véhicules et les objets transportés peuvent être fouillés conformément au droit national, pour réaliser la finalité visée aux paragraphes 2 et 3. Si le contrôle spécifique n'est pas autorisé selon la loi d'une Partie contractante, il se trouve automatiquement converti, pour cette Partie contractante, en surveillance discrète.

6. Une Partie contractante requise peut faire assortir le signalement dans le fichier de la partie nationale du Système d'Information Schengen d'une indication visant à interdire, jusqu'à l'effacement de ladite indication, l'exécution de la conduite à tenir en application du signalement aux fins de surveillance discrète ou de contrôle spécifique. L'indication est à effacer au plus tard vingt-quatre heures après l'intégration du signalement, à moins que cette Partie contractante ne refuse la conduite demandée pour des raisons juridiques ou pour des raisons spéciales d'opportunité. Sans préjudice d'une indication ou d'une décision de refus, les autres Parties contractantes peuvent exécuter la conduite demandée par le signalement.

3. Voorts is signalering, voor zover dat krachtens het nationale recht is toegestaan, op verzoek van de voor de veiligheid van de Staat bevoegde diensten mogelijk, indien er concrete aanwijzingen voor bestaan dat de in lid 4 genoemde gegevens met het oog op de voorkoming van een ernstige, van de desbetreffende persoon uitgaande bedreiging, dan wel van andere ernstige gevaren voor de interne of externe veiligheid van de Staat noodzakelijk zijn. De signalerende Overeenkomstsluitende Partij is verplicht de overige Overeenkomstsluitende Partijen vooraf te raadplegen.

4. Op basis van de onopvallende controle kunnen bij grenscontroles of andere politie- en douanecontroles in het binnenland de onderstaande gegevens of een deel daarvan worden verzameld en aan de signalerende autoriteit worden medegedeeld:

- a) aantreffen van de gesignaleerde persoon of van het gesignaleerde voertuig;
- b) plaats, tijd van of aanleiding voor de controle;
- c) reisroute en bestemming;
- d) begeleidende personen of inzittenden;
- e) gebruikt voertuig;
- f) meegenomen voorwerpen;
- g) omstandigheden waaronder de persoon of het voertuig zijn aangetroffen.

Bij het verzamelen van deze gegevens dient er op te worden toegezien dat het onopvallende karakter van de controle niet in het gedrang komt.

5. Bij de in lid 1 genoemde gerichte controle kunnen met inachtneming van de nationale wetgeving voor het bereiken van de in de leden 2 en 3 genoemde doelstellingen de personen, voertuigen of meegenomen voorwerpen worden onderzocht. Voor zover gerichte controle naar het recht van een Overeenkomstsluitende Partij niet is toegestaan, wordt deze vorm van controle door deze Partij automatisch in een verzoek tot onopvallende controle omgezet.

6. Een aangezochte Overeenkomstsluitende Partij kan de signalering in het bestand van haar nationale deel van het Schengen-informatiesysteem doen markeren, zodat tot op het tijdstip van verwijdering van de markering niet op grond van de signalering ter *fine* van onopvallende of gerichte controle tot actie wordt overgegaan. De markering dient uiterlijk vierentwintig uren na opnemering van de signalering te worden verwijderd, tenzij de desbetreffende Partij de gevraagde actie om juridische of bijzondere opportunititsredenen afwijst. Ongeacht een markering of afwijzende beslissing blijven de overige Overeenkomstsluitende Partijen bevoegd om de door middel van de signalering gevraagde actie te verrichten.

(3) Die Ausschreibung ist ferner, soweit das nationale Recht es erlaubt, auf Veranlassung der für die Sicherheit des Staates zuständigen Stellen zulässig, wenn tatsächliche Anhaltspunkte dafür vorliegen, daß die in Absatz 4 bezeichneten Informationen zur Abwehr einer von dem Betroffenen ausgehenden erheblichen Gefährdung oder anderer erheblicher Gefahren für die innere oder äußere Sicherheit des Staates erforderlich sind. Die ausschreibende Vertragspartei ist verpflichtet, vorab die anderen Vertragsparteien zu konsultieren.

(4) Aufgrund der verdeckten Registrierung können anlässlich von Grenzkontrollen und sonstigen polizeilichen und zollrechtlichen Überprüfungen im Binnenland die nachstehenden Informationen ganz oder teilweise eingeholt und der ausschreibenden Stelle übermittelt werden:

- a) Antreffen der ausgeschriebenen Person oder des ausgeschriebenen Fahrzeuges,
- b) Ort, Zeit oder Anlaß der Überprüfung,
- c) Reiseweg und Reiseziel,
- d) Begleitpersonen oder Insassen,
- e) benutztes Fahrzeug,
- f) mitgeführte Sachen,
- g) Umstände des Antreffens der Person oder des Fahrzeuges.

Bei der Erhebung dieser Daten ist darauf zu achten, daß der verdeckte Charakter der Maßnahme nicht gefährdet wird.

(5) Bei der in Absatz 1 genannten gezielten Kontrolle können nach Maßgabe des nationalen Rechts zur Erreichung der in den Absätzen 2 und 3 genannten Zwecke die Person, das Fahrzeug oder die mitgeführten Gegenstände durchsucht werden. Soweit nach dem Recht einer Vertragspartei die gezielte Kontrolle nicht zulässig ist, wird diese Maßnahme für diese Vertragspartei automatisch in eine verdeckte Registrierung umgesetzt.

(6) Eine ersuchte Vertragspartei kann die Ausschreibung in dem Bestand ihres nationalen Teils des Schengener Informationssystems so kennzeichnen lassen, daß bis zur Löschung der Kennzeichnung keine Maßnahme aufgrund der Ausschreibung zur verdeckten Registrierung oder zur gezielten Kontrolle vollzogen wird. Die Kennzeichnung ist spätestens vierundzwanzig Stunden nach der Speicherung der Ausschreibung zu löschen, es sei denn, die betreffende Vertragspartei lehnt die erbetene Maßnahme aus Rechtsgründen oder besonderen Opportunitätsabwägungen ab. Ungeachtet einer Kennzeichnung oder einer ablehnenden Entscheidung bleiben die anderen Vertragsparteien befugt, die mit der Ausschreibung erbetene Maßnahme zu vollziehen.

Article 100

1. Les données relatives aux objets recherchés aux fins de saisie ou de preuves dans une procédure pénale sont intégrées dans le Système d'Information Schengen.

2. Si une interrogation fait apparaître l'existence d'un signalement pour un objet trouvé, l'autorité qui l'a constaté se met en rapport avec l'autorité signalante afin de convenir des mesures nécessaires. A cette fin, des données à caractère personnel peuvent aussi être transmises conformément à la présente Convention. Les mesures à prendre par la Partie contractante qui a trouvé l'objet devront être conformes à son droit national.

3. Les catégories d'objets désignées ci-après sont intégrées:

a) les véhicules à moteur d'une cylindrée supérieure à 50 cc. volés, détournés ou égarés;

b) les remorques et caravanes d'un poids à vide supérieur à 750 kg volées, détournées ou égarées;

c) les armes à feu volées, détournées ou égarées;

d) les documents vierges volés, détournés ou égarés;

e) les documents d'identité délivrés (passeports, cartes d'identité, permis de conduire) volés, détournés ou égarés;

f) les billets de banque (billets enregistrés).

Article 101

1. L'accès aux données intégrées dans le Système d'Information Schengen ainsi que le droit de les interroger directement sont réservés exclusivement aux instances qui sont compétentes pour:

a) les contrôles frontaliers;

b) les autres vérifications de police et de douanes exercées à l'intérieur du pays ainsi que la coordination de celles-ci.

2. En outre, l'accès aux données intégrées conformément à l'article 96 ainsi que le droit de les interroger directement peuvent être exercés par les instances qui sont compétentes pour la délivrance des visas, les instances centrales qui sont compétentes pour l'examen des demandes de visas ainsi que les autorités qui sont compétentes pour la délivrance des titres de séjour et de l'administration des étrangers dans le cadre de l'application des dispositions sur la cir-

Artikel 100

1. Gegevens over voorwerpen die met het oog op inbeslagneming of als bewijsmiddel in een strafprocedure worden gezocht, worden in het Schengen-informatiesysteem opgenomen.

2. Blijkt uit een bevraging dat er met betrekking tot een aangetroffen voorwerp een signalering bestaat, dan neemt de autoriteit die zulks heeft geconstateerd, contact op met de signalerende autoriteit, ten einde de nodige maatregelen overeen te komen. Daartoe mogen overeenkomstig deze Overeenkomst eveneens persoonsgegevens worden verstrekt. De Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied het voorwerp is aangetroffen, neemt de nodige maatregelen overeenkomstig het nationaal recht.

3. Onderstaande categorieën van voorwerpen worden opgenomen:

a) gestolen, verduisterde of anderszins vermiste motorvoertuigen met een cilinderinhoud van meer dan 50 cc;

b) gestolen, verduisterde of anderszins vermiste aanhangers en caravans met een ledig gewicht van meer dan 750 kg;

c) gestolen, verduisterde of anderszins vermiste vuurwapens;

d) gestolen, verduisterde of anderszins vermiste blanco documenten;

e) gestolen, verduisterde of anderszins vermiste op naam gestelde identiteitsdocumenten (paspoorten, identiteitskaarten, rijbewijzen);

f) identificeerbare bankbiljetten.

Artikel 101

1. Uitsluitend de autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor:

a) grenscontroles;

b) andere politie- en douanecontroles in het binnenland, en de uitoefening van coördinerende functies ter zake;

verkrijgen toegang tot de in het Schengen-informatiesysteem opgenomen gegevens en zijn tot directe bevraging bevoegd.

2. Bovendien komt de toegang tot directe bevraging van de gegevens bedoeld in artikel 96 toe aan de voor de visumverlening bevoegde autoriteiten, de voor de behandeling van de visumaanvragen verantwoordelijke centrale autoriteiten, de voor afgifte van verblijfstitels bevoegde autoriteiten, alsmede aan de vreemdelingendiensten ten behoeve van de toepassing van de bepalingen van deze Overeenkomst inzake het personenverkeer. De toegang tot

Artikel 100

(1) Daten in bezug auf Sachen, die zur Sicherstellung oder Beweissicherung im Strafverfahren gesucht werden, werden in das Schengener Informationssystem aufgenommen.

(2) Ergibt eine Abfrage, daß eine Sachfahndungsnotierung besteht, so setzt sich die aufgreifende mit der ausschreibenden Stelle in Verbindung, um erforderliche Maßnahmen abzustimmen. Zu diesem Zweck können nach Maßgabe dieses Übereinkommens auch personenbezogene Daten übermittelt werden. Maßnahmen der aufgreifenden Vertragspartei werden nach Maßgabe ihres nationalen Rechts vollzogen.

(3) Es werden folgende Kategorien von Sachen einbezogen:

a) Gestohlene, unterschlagene oder sonst abhandengekommene Kraftfahrzeuge mit einem Hubraum von mehr als 50 ccm;

b) gestohlene, unterschlagene oder sonst abhandengekommene Anhänger und Wohnwagen mit einem Leergewicht von mehr als 750 kg;

c) gestohlene, unterschlagene oder sonst abhandengekommene Feuerwaffen;

d) gestohlene, unterschlagene oder sonst abhandengekommene Blankodokumente;

e) gestohlene, unterschlagene oder sonst abhandengekommene ausgefüllte Identitätspapiere (Pässe, Identitätskarten, Führerscheine);

f) Banknoten (Registriergeld).

Artikel 101

(1) Zugriff auf die im Schengener Informationssystem gespeicherten Daten mit dem Recht, diese unmittelbar abzurufen, erhalten ausschließlich Stellen, die zuständig sind für:

a) Grenzkontrollen,

b) sonstige polizeiliche und zollrechtliche Überprüfungen im Inland sowie deren Koordinierung.

(2) Zugriff auf die nach Artikel 96 gespeicherten Daten mit dem Recht, diese unmittelbar abzurufen, erhalten außerdem die für die Sichtvermerkerteilung zuständigen Stellen, die zentralen Behörden, die für die Behandlung der Sichtvermerkstränge zuständig sind sowie die für die Erteilung von Aufenthaltstiteln und die für die Handhabung der ausländerrechtlichen Bestimmungen dieses Übereinkommens im Bereich des Personenverkehrs zuständigen

culatation des personnes de la présente Convention. L'accès aux données est régi par le droit national de chaque Partie contractante.

3. Les utilisateurs ne peuvent interroger que les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

4. Chacune des Parties contractantes communique au Comité exécutif la liste des autorités compétentes, qui sont autorisées à interroger directement les données intégrées dans le Système d'information Schengen. Cette liste indique pour chaque autorité les données qu'elle peut interroger et pour quelles missions.

CHAPITRE 3

Protection des données à caractère personnel et sécurité des données dans le cadre du Système d'information Schengen

Article 102

1. Les Parties contractantes ne peuvent utiliser les données prévues aux articles 95 à 100 qu'aux fins énoncées pour chacun des signalements visés à ces articles.

2. Les données ne peuvent être dupliquées qu'à des fins techniques, pour autant que cette duplication soit nécessaire pour l'interrogation directe par les autorités visées à l'article 101. Les signalements d'autres Parties contractantes ne peuvent être copiés de la partie nationale du Système d'information Schengen dans d'autres fichiers de données nationaux.

3. Dans le cadre des signalements prévus aux articles 95 à 100 de la présente Convention, toute dérogation au paragraphe 1^{er}, pour passer d'un type de signalement à un autre, doit être justifiée par la nécessité de la prévention d'une menace grave imminente pour l'ordre et la sécurité publics, pour des raisons graves de sûreté de l'Etat ou aux fins de la prévention d'un fait punissable grave. A cet effet, l'autorisation préalable de la Partie contractante signalante doit être obtenue.

4. Les données ne pourront pas être utilisées à des fins administratives. Par dérogation, les données intégrées conformément à l'article 96 ne pourront être utilisées, conformément au droit national de chacune des Parties contractantes, qu'aux fins découlant de l'article 101, paragraphe 2.

de gegevens wordt overeenkomstig het nationaal recht van iedere Overeenkomstsluitende Partij geregeld.

3. De gebruikers mogen slechts de gegevens bevragen die voor het vervullen van hun taak noodzakelijk zijn.

4. Iedere Overeenkomstsluitende Partij doet het Uitvoerend Comité mededeling van de lijst van bevoegde autoriteiten die tot directe bevraging van de in het Schengen-informatiesysteem opgenomen gegevens gemachtigd zijn; hierbij worden voor elk der autoriteiten de gegevens vermeld welke voor de uitoefening van haar taak voor bevraging toegankelijk zijn.

HOOFDSTUK 3

Bescherming van persoonsgegevens en gegevensbeveiliging met betrekking tot het Schengen-informatiesysteem

Artikel 102

1. De Overeenkomstsluitende Partijen mogen de in de artikelen 95 tot en met 100 voorziene gegevens slechts gebruiken voor het doel waarvoor de daarin bedoelde signaleringen zijn gedaan.

2. De gegevens mogen slechts voor technische doeleinden worden verveelvoudigd, voor zover dit voor directe bevraging door de autoriteiten als bedoeld in artikel 101 noodzakelijk is. Signaleringen van andere Overeenkomstsluitende Partijen mogen niet uit het bestand van het nationale deel van het Schengen-informatiesysteem in andere nationale gegevensbestanden worden overgenomen.

3. Afwijking van het bepaalde in lid 1 is slechts toegestaan, voor zover de door middel van een bepaalde signalering verstrekte gegevens worden gebruikt voor doelstellingen welke met signalering uit hoofde van één der artikelen 95 tot en met 100 kunnen worden beoogd en indien dit voor het voorkomen van een ernstig en onmiddellijk dreigend gevaar voor de openbare orde en veiligheid of om ernstige redenen verband houdende met de veiligheid van de Staat, dan wel ter voorkoming van een ernstig strafbaar feit noodzakelijk is. Daartoe dient vooraf de toestemming van de signalerende Overeenkomstsluitende Partij te worden verkregen.

4. De gegevens mogen in geen geval voor administratieve doeleinden worden gebruikt. In afwijking daarvan mogen de overeenkomstig artikel 96 opgenomen gegevens naar het nationale recht van iedere Overeenkomstsluitende Partij slechts voor de uit artikel 101, lid 2, voortvloeiende doeleinden worden gebruikt.

Behörden. Der Zugriff auf die Daten erfolgt nach Maßgabe des nationalen Rechts der Vertragsparteien.

(3) Die Benutzer dürfen nur die Daten abrufen, die zur Erfüllung ihrer Aufgaben erforderlich sind.

(4) Jede Vertragspartei übermittelt dem Exekutivausschuß die Liste der zuständigen Behörden, die berechtigt sind, die im Schengener Informationssystem gespeicherten Daten unmittelbar abzufragen, wobei für jede Behörde angegeben wird, welche Daten für welche Aufgaben sie abrufen darf.

KAPITEL 3

Datenschutz und Datensicherung im Schengener Informationssystem

Artikel 102

(1) Die Vertragsparteien dürfen die in den Artikeln 95 bis 100 genannten Daten nur für die der jeweiligen Ausschreibung entsprechenden Zwecke nutzen.

(2) Die Daten dürfen nur zu technischen Zwecken vervielfältigt werden, soweit dies zum unmittelbaren Abruf durch die in Artikel 101 genannten Stellen erforderlich ist. Ausschreibungen von anderen Vertragsparteien dürfen nicht aus dem Bestand des nationalen Teils des Schengener Informationssystems in andere nationale Datenbestände übernommen werden.

(3) Hinsichtlich der Ausschreibungen nach Artikel 95 bis 100 dieses Übereinkommens ist eine Abweichung von Absatz 1, durch die eine Ausschreibungskategorie durch eine andere ersetzt wird, nur zulässig, soweit dies zur Abwehr einer schwerwiegenden und unmittelbar bevorstehenden Gefahr für die öffentliche Sicherheit und Ordnung oder aus schwerwiegenden Gründen der Sicherheit des Staates oder zur Verhütung einer Straftat mit erheblicher Bedeutung erforderlich ist. Hierüber ist die vorherige Zustimmung der ausschreibenden Vertragspartei einzuholen.

(4) Die Daten dürfen nicht zu Verwaltungszwecken genutzt werden. Hiervon abweichend dürfen die nach Artikel 96 gespeicherten Daten nach Maßgabe des nationalen Rechts jeder Vertragspartei nur für die sich aus Artikel 101 Absatz 2 ergebenden Zwecke genutzt werden.

5. Toute utilisation de données non conforme aux paragraphes 1^{er} à 4 sera considérée comme détournement de finalité au regard du droit national de chaque Partie contractante.

Article 103

Chaque Partie contractante veille à ce qu'en moyenne toute dixième transmission de données à caractère personnel soit enregistrée dans la partie nationale du Système d'information Schengen par l'instance gestionnaire du fichier, aux fins du contrôle de l'admissibilité de l'interrogation. L'enregistrement ne peut être utilisé qu'à cette fin et est effacé après six mois.

Article 104

1. Le droit national de la Partie contractante signalante s'applique au signalement, sauf conditions plus exigeantes prévues par la présente Convention.

2. Pour autant que la présente Convention ne prévoit pas de dispositions particulières, le droit de chaque Partie contractante est applicable aux données intégrées dans la partie nationale du Système d'information Schengen.

3. Pour autant que la présente Convention ne prévoit pas de dispositions particulières concernant l'exécution de la conduite à tenir demandée par le signalement, le droit national de la Partie contractante requise qui exécute la conduite à tenir est applicable. Dans la mesure où la présente Convention prévoit des dispositions particulières concernant l'exécution de la conduite à tenir demandée par le signalement, les compétences en matière de conduite à tenir sont régies par le droit national de la Partie contractante requise. Si la conduite à tenir demandée ne peut pas être exécutée, la Partie contractante requise en informe la Partie contractante signalante sans délai.

Article 105

La Partie contractante signalante est responsable de l'exactitude, de l'actualité, ainsi que de la licéité de l'intégration des données dans le Système d'information Schengen.

Article 106

1. Seule la Partie contractante signalante est autorisée à modifier, à compléter, à rectifier ou à effacer les données qu'elle a introduites.

2. Si une des Parties contractantes qui n'a pas fait le signalement dispose d'indices

5. Gebruik dat in strijd is met het bepaalde in de leden 1 tot en met 4 wordt naar nationaal recht aangemerkt als afwijking van doelbinding.

Artikel 103

Elk der Overeenkomstsluitende Partijen waarborgt dat gemiddeld iedere tiende verstrekking van persoonsgegevens door de bewerker in het nationale deel van het Schengen-informatiesysteem wordt vastgelegd met het oog op controle op de toelaatbaarheid van de bevraging. Vastlegging mag alleen voor dit doel geschieden en wordt na zes maanden verwijderd.

Artikel 104

1. Het nationale recht van de signalerende Overeenkomstsluitende Partij is op de bevoegdheid tot signalering van toepassing, tenzij in deze Overeenkomst beperkender voorwaarden daaraan zijn gesteld.

2. Voor zover in deze Overeenkomst niet in een bijzondere regeling is voorzien, is het recht van de ondertekende Overeenkomstsluitende Partijen op de in hun nationale deel van het Schengen-informatiesysteem opgenomen gegevens van toepassing.

3. Voor zover in deze Overeenkomst niet in een bijzondere regeling voor de uitvoering van de in de signalering gevraagde actie is voorzien, is het recht van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij die de actie uitvoert, van toepassing. Voor zover in deze Overeenkomst in bijzondere regelingen voor de uitvoering van de in de signalering gevraagde actie is voorzien, worden de desbetreffende bevoegdheden door het nationale recht van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij afgebakend. Wanneer de gevraagde actie niet kan worden uitgevoerd, doet de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij onverwijld daarvan mededeling aan de signalerende Overeenkomstsluitende Partij.

Artikel 105

De signalerende Overeenkomstsluitende Partij is verantwoordelijk voor de juistheid en actualiteit van de gegevens, alsmede voor de rechtmatige opname van de gegevens in het Schengen-informatiesysteem.

Artikel 106

1. Alleen de signalerende Overeenkomstsluitende Partij is bevoegd de door haar ingevoerde gegevens te wijzigen, aan te vullen, te verbeteren of te verwijderen.

2. Wanneer één der Overeenkomstsluitende Partijen die niet de signalering

(5) Jede Nutzung der Daten, die den Absätzen 1 bis 4 nicht entspricht, wird nach dem nationalen Recht der Vertragspartei als Zweckentfremdung bewertet.

Artikel 103

Jede Vertragspartei gewährleistet, daß durchschnittlich jede zehnte Übermittlung von personenbezogenen Daten durch die datenführende Stelle im nationalen Teil des Schengener Informationssystems protokolliert wird zur Kontrolle der Zulässigkeit der Abrufe. Die Aufzeichnung darf nur hierfür verwendet werden und wird nach sechs Monaten gelöscht.

Artikel 104

(1) Das nationale Recht der ausschreibenden Vertragspartei findet auf die Ausschreibung Anwendung, es sei denn, dieses Übereinkommen enthält engere Voraussetzungen für die Ausschreibung.

(2) Soweit dieses Übereinkommen keine besondere Regelung enthält, findet das nationale Recht der jeweiligen Vertragspartei auf die in ihrem nationalen Teil des Schengener Informationssystems gespeicherten Daten Anwendung.

(3) Soweit dieses Übereinkommen keine besondere Regelung über die Durchführung der mit der Ausschreibung erbetenen Maßnahme enthält, findet das nationale Recht der ersuchten Vertragspartei, die die Maßnahme durchführt, Anwendung. Soweit dieses Übereinkommen besondere Regelungen über die Durchführung der mit Ausschreibung erbetenen Maßnahme enthält, werden die Befugnisse durch das nationale Recht der ersuchten Vertragspartei begrenzt. Soweit die erbetene Maßnahme nicht durchgeführt werden kann, unterrichtet die ersuchte Vertragspartei die ausschreibende Vertragspartei unverzüglich.

Artikel 105

Die ausschreibende Vertragspartei ist für die Richtigkeit und Aktualität der Daten sowie die Rechtmäßigkeit der Speicherung im Schengener Informationssystem verantwortlich.

Artikel 106

(1) Die Änderung, Ergänzung, Berichtigung oder Löschung der Daten darf nur durch die ausschreibende Vertragspartei vorgenommen werden.

(2) Hat eine Vertragspartei, die selber die Ausschreibung nicht veranlaßt hat,

faisant présumer qu'une donnée est entachée d'erreur de droit ou de fait, elle en avise dans les meilleurs délais la Partie contractante signalante qui doit obligatoirement vérifier la communication et, si nécessaire, corriger ou effacer la donnée sans délai.

3. Si les Parties contractantes ne peuvent parvenir à un accord, la Partie contractante qui n'est pas à l'origine du signalement soumet le cas pour avis à l'autorité de contrôle commune visée à l'article 115, paragraphe 1^{er}.

Article 107

Lorsqu'une personne a déjà fait l'objet d'un signalement dans le Système d'information Schengen, la Partie contractante qui introduit un nouveau signalement s'accorde avec la Partie contractante qui a introduit le premier signalement sur l'intégration des signalements. A cette fin, les Parties contractantes peuvent également arrêter des dispositions générales.

Article 108

1. Chacune des Parties contractantes désigne une instance qui a la compétence centrale pour la partie nationale du Système d'information Schengen.

2. Chacune des Parties contractantes effectue ses signalements par l'intermédiaire de cette instance.

3. Ladite instance est responsable du bon fonctionnement de la partie nationale du Système d'information Schengen et prend les mesures propres à assurer le respect des dispositions de la présente Convention.

4. Les Parties contractantes s'informent mutuellement par l'intermédiaire du dépositaire de l'instance visée au paragraphe 1^{er}.

Article 109

1. Le droit de toute personne d'accéder aux données la concernant qui sont intégrées dans le Système d'information Schengen, s'exerce dans le respect du droit de la Partie contractante auprès de laquelle elle le fait valoir. Si le droit national le prévoit, l'autorité nationale de contrôle prévue à l'article 114, paragraphe 1^{er}, décide si des informations sont communiquées et selon quelles modalités. Une Partie contractante qui n'a pas effectué le signalement ne peut communiquer des informations concer-

neert aangeleverd, aanwijzingen heeft dat gegevens onjuist zijn of onrechtmatig werden opgenomen, doet zij daarvan zo spoedig mogelijk mededeling aan de signalerende Overeenkomstsluitende Partij, die verplicht is de mededeling onverwijld te toetsen en, zo nodig, de gegevens onverwijld te verbeteren of te verwijderen.

3. Indien de Overeenkomstsluitende Partijen geen overeenstemming kunnen bereiken, wordt het geval door de Overeenkomstsluitende Partij die niet de signalering heeft aangeleverd, voor advies aan de gemeenschappelijke controleautoriteit als bedoeld in artikel 115, lid 1, voorgelegd.

Artikel 107

Wanneer van een persoon reeds een signalering in het Schengen-informatiesysteem is opgenomen, treft de Overeenkomstsluitende Partij die een nieuwe signalering opneemt, met de Overeenkomstsluitende Partij die de eerste signalering heeft opgenomen, een regeling omtrent de opnemings van de signaleringen. De Overeenkomstsluitende Partijen kunnen hieromtrent ook algemene regelingen treffen.

Artikel 108

1. Elk der Overeenkomstsluitende Partijen wijst een instantie aan die voor het nationale deel van het Schengen-informatiesysteem centraal verantwoordelijk is.

2. Elk der Overeenkomstsluitende Partijen verricht haar signaleringen door tussenkomst van deze instantie.

3. Deze instantie is verantwoordelijk voor de goede werking van het nationale deel van het Schengen-informatiesysteem en treft de nodige maatregelen ten behoeve van de naleving van de bepalingen van deze Overeenkomst.

4. De Overeenkomstsluitende Partijen doen elkaar door tussenkomst van de depositaris mededeling van de in lid 1 bedoelde instantie.

Artikel 109

1. Het recht van eenieder om van de hem betreffende in het Schengen-informatiesysteem opgenomen gegevens kennis te nemen, wordt uitgeoefend overeenkomstig het recht van de Overeenkomstsluitende Partij bij welke de kennisneming wordt verlangd. Voor zover het nationale recht daarin voorziet, beslist de nationale controleautoriteit als bedoeld in artikel 114, lid 1, of en op welke wijze kennisneming kan worden verleend. Een Overeenkomstsluitende Partij die de signalering niet zelf

Anhaltspunkte dafür, daß Daten unrichtig sind oder unrechtmäßig gespeichert worden sind, so teilt sie dies umgehend der ausschreibenden Vertragspartei mit, die verpflichtet ist, diese Mitteilung unverzüglich zu prüfen und erforderlichenfalls die Daten unverzüglich zu berichtigen oder zu löschen.

(3) Falls die Vertragsparteien sich nicht einigen können, unterbreitet die Vertragspartei, die die Ausschreibung nicht veranlaßt hat, der in Artikel 115 Absatz 1 vorgesehenen gemeinsamen Kontrollinstanz den Fall zur Stellungnahme.

Artikel 107

Wurde in bezug auf eine Person bereits eine Ausschreibung in das Schengener Informationssystem aufgenommen, so stimmt sich die Vertragspartei, die eine weitere Ausschreibung vornimmt, mit der Vertragspartei, die die erste Ausschreibung vorgenommen hat, über die Speicherung der Ausschreibungen ab. Hierzu können die Vertragsparteien auch generelle Regelungen treffen.

Artikel 108

(1) Jede Vertragspartei bestimmt eine Stelle, die als Zentrale für den nationalen Teil des Schengener Informationssystems zuständig ist.

(2) Jede Vertragspartei nimmt ihre Ausschreibungen über diese Stelle vor.

(3) Diese Stelle ist für das reibungslose Funktionieren des nationalen Teiles des Schengener Informationssystems verantwortlich und trifft die erforderlichen Maßnahmen für die Einhaltung der Bestimmungen dieses Übereinkommens.

(4) Die Vertragsparteien teilen einander über den Verwahrer die nach Absatz 1 bestimmte Stelle mit.

Artikel 109

(1) Das Recht jeder Person, über die zu ihrer Person im Schengener Informationssystem gespeicherten Daten Auskunft zu erhalten, richtet sich nach dem nationalen Recht der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet das Auskunftsrecht beansprucht wird. Soweit das nationale Recht dies vorsieht, entscheidet die in Artikel 114 Absatz 1 vorgesehene nationale Kontrollinstanz, ob und in welcher Weise Auskunft erteilt wird. Eine Vertragspartei, die selber die Ausschreibung nicht vorgenommen hat, darf

nant ces données que si elle a donné préalablement à la Partie contractante signalante l'occasion de prendre position.

2. La communication de l'information à la personne concernée est refusée si elle peut nuire à l'exécution de la tâche légale consignée dans le signalement, ou pour la protection des droits et libertés d'autrui. Elle est refusée dans tous les cas durant la période de signalement aux fins de surveillance discrète.

Article 110

Toute personne peut faire rectifier des données entachées d'erreur de fait la concernant ou faire effacer des données entachées d'erreur de droit la concernant.

Article 111

1. Toute personne peut saisir, sur le territoire de chaque Partie contractante, la juridiction ou l'autorité compétentes en vertu du droit national, d'une action notamment en rectification, en effacement, en information ou en indemnisation en raison d'un signalement la concernant.

2. Les Parties contractantes s'engagent mutuellement à exécuter les décisions définitives prises par les juridictions ou autorités visées au paragraphe 1^{er}, sans préjudice des dispositions de l'article 116.

Article 112

1. Les données à caractère personnel intégrées dans le Système d'information Schengen aux fins de la recherche de personnes, ne sont conservées que pendant la durée nécessaire aux fins auxquelles elles ont été fournies. Au plus tard trois ans après leur intégration, la nécessité de leur conservation doit être examinée par la Partie contractante signalante. Ce délai est d'un an pour les signalements visés à l'article 99.

2. Chacune des Parties contractantes fixe, le cas échéant, des délais d'examen plus courts conformément à son droit national.

3. La fonction de support technique du Système d'information Schengen signale automatiquement aux Parties contractantes l'effacement programmé dans le système, moyennant un préavis d'un mois.

4. La Partie contractante signalante peut, dans le délai d'examen, décider de maintenir le signalement si ce maintien est nécessaire aux fins qui sont à la base du signalement. Le prolongement du signale-

heeft aangeleverd, mag slechts kennisneming van gegevens toestaan, voor zover zij de signalerende Overeenkomstsluitende Partij vooraf de gelegenheid heeft geboden dienaangaande een standpunt te bepalen.

2. De kennisneming wordt de betrokkene geweigerd, wanneer dit voor een rechtmatige, uit de signalering voortvloeiende taakuitoefening of ter bescherming van de rechten en vrijheden van derden onontbeerlijk is. Zij wordt steeds geweigerd hangende een signalering ter *fine* van opvallende controle.

Artikel 110

Eenieder heeft het recht hem betreffende onjuiste gegevens te doen verbeteren of onrechtmatig opgenomen gegevens te doen verwijderen.

Artikel 111

1. Eenieder heeft het recht op het grondgebied van elk der Overeenkomstsluitende Partijen bij de naar nationaal recht bevoegde rechter of instantie een beroep in te stellen wegens een hem betreffende signalering, in het bijzonder met het oog op verbetering, verwijdering, kennisneming of schadevergoeding.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe wederzijds de onherroepelijke beslissingen van de in lid 1 bedoelde rechters of instanties ten uitvoer te leggen. Het bepaalde in artikel 116 blijft onverlet.

Artikel 112

1. De in het Schengen-informatiesysteem voor de signalering van personen opgenomen persoonsgegevens worden niet langer bewaard dan nodig is voor het nagestreefde doel. Uiterlijk drie jaren na het tijdstip van opneming dient de signalerende Overeenkomstsluitende Partij de noodzaak van verdere bewaring te toetsen. Voor de in artikel 99 bedoelde signaleringen belooft deze termijn één jaar.

2. Elk der signalerende Overeenkomstsluitende Partijen kan kortere toetsingstermijnen naar nationaal recht vaststellen.

3. Vanuit de technisch ondersteunende functie van het Schengen-informatiesysteem wordt de signalerende Overeenkomstsluitende Partij één maand op voorhand automatisch mededeling gedaan van de in het systeem geprogrammeerde verwijdering.

4. De signalerende Overeenkomstsluitende Partij kan vóór het verstrijken van de toetsingstermijn tot handhaving van de signalering besluiten, indien dit voor het met de signalering nagestreefde doel vereist

Auskunft zu diesen Daten nur erteilen, wenn sie vorher der ausschreibenden Vertragspartei Gelegenheit zur Stellungnahme gegeben hat.

(2) Die Auskunftserteilung an den Betroffenen unterbleibt, wenn dies zur Durchführung einer rechtmäßigen Aufgabe im Zusammenhang mit der Ausschreibung oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten Dritter unerlässlich ist. Sie unterbleibt immer während der Ausschreibung zur verdeckten Registrierung.

Artikel 110

Jeder hat das Recht, auf seine Person bezogene unrichtige Daten berichtigen oder unrechtmäßig gespeicherte Daten löschen zu lassen.

Artikel 111

(1) Jeder hat das Recht, im Hoheitsgebiet jeder Vertragspartei eine Klage wegen einer seine Person betreffenden Ausschreibung insbesondere auf Berichtigung, Löschung, Auskunftserteilung oder Schadensersatz vor dem nach nationalem Recht zuständigen Gericht oder der zuständigen Behörde zu erheben.

(2) Unbeschadet des Artikel 116 verpflichten sich die Vertragsparteien, unanfechtbare Entscheidungen der Gerichte oder Behörden nach Absatz 1 zu vollziehen.

Artikel 112

(1) Die zur Personenfahndung in dem Schengener Informationssystem aufgenommenen personenbezogenen Daten werden nicht länger als für den verfolgten Zweck erforderlich gespeichert. Spätestens drei Jahre nach ihrer Einspeicherung ist die Erforderlichkeit der weiteren Speicherung von der ausschreibenden Vertragspartei zu prüfen. Für die Ausschreibung gemäß Artikel 99 beträgt diese Frist ein Jahr.

(2) Jede ausschreibende Vertragspartei bestimmt gegebenenfalls kürzere Prüffristen nach Maßgabe ihres nationalen Rechts.

(3) Die technische Unterstützungseinheit des Schengener Informationssystems weist die ausschreibende Vertragspartei mit einem Vorlauf von einem Monat automatisch auf die im System programmierte Löschung hin.

(4) Die ausschreibende Vertragspartei kann innerhalb der Prüffrist beschließen, die Ausschreibung noch beizubehalten, wenn dies für den der Ausschreibung zugrunde liegenden Zweck erforderlich ist.

ment doit être communiqué à la fonction de support technique. Les dispositions du paragraphe 1^{er} sont applicables au signallement prolongé.

Article 113

1. Les données autres que celles visées à l'article 112 sont conservées au maximum pendant dix ans, les données relatives aux documents d'identité délivrés et aux billets de banque enregistrés au maximum pendant cinq ans et celles relatives aux véhicules à moteur, remorques et caravanes au maximum pendant trois ans.

2. Les données effacées sont encore conservées durant une année dans la fonction de support technique. Durant cette période, elles ne peuvent être consultées que pour le contrôle *a posteriori* de leur exactitude et de la licéité de leur intégration. Ensuite, elles devront être détruites.

Article 114

1. Chaque Partie contractante désigne une autorité de contrôle chargée, dans le respect du droit national, d'exercer un contrôle indépendant du fichier de la partie nationale du Système d'information Schengen et de vérifier que le traitement et l'utilisation des données intégrées dans le Système d'information Schengen ne sont pas attentatoires aux droits de la personne concernée. A cet effet l'autorité de contrôle a accès au fichier de la partie nationale du Système d'information Schengen.

2. Toute personne a le droit de demander aux autorités de contrôle de vérifier les données la concernant intégrées dans le Système d'information Schengen ainsi que l'utilisation qui est faite de ces données. Ce droit est régi par le droit national de la Partie contractante auprès de laquelle la demande est introduite. Si les données ont été intégrées par une autre Partie contractante, le contrôle se réalise en étroite coordination avec l'autorité de contrôle de cette Partie contractante.

Article 115

1. Il est créé une autorité de contrôle commune chargée du contrôle de la fonction de support technique du Système d'information Schengen. Cette autorité se compose de deux représentants de chaque autorité nationale de contrôle. Chaque Partie contractante dispose d'une voix délibérative. Le contrôle est exercé conformément aux dispositions de la présente Convention, de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé

is. Verlenging van de signalering dient met behulp van de technisch ondersteunende functie te geschieden. Het bepaalde in lid 1, is van overeenkomstige toepassing.

Artikel 113

1. Andere gegevens dan die bedoeld in artikel 112 worden niet langer dan tien jaren bewaard. Gegevens over afgegeven identiteitsdocumenten en identificeerbare bankbiljetten worden niet langer dan vijf jaren bewaard. Gegevens over motorvoertuigen, aanhangers en caravans worden niet langer dan drie jaren bewaard.

2. De uit het bestand van de technisch ondersteunende functie verwijderde gegevens worden nog één jaar bewaard. Zij kunnen tijdens deze periode slechts voor controle achteraf op de juistheid daarvan of de rechtmatigheid van de opnemings worden gebruikt. Na deze periode dienen de gegevens te worden vernietigd.

Artikel 114

1. Elk der Overeenkomstsluitende Partijen voorziet in een controle-autoriteit, die tot taak heeft overeenkomstig het nationale recht op onafhankelijke wijze toezicht te houden op het bestand van het nationale deel van het Schengen-informatiesysteem en na te gaan of door registratie en gebruik van de in het Schengen-informatiesysteem opgenomen gegevens de rechten van de geregistreerde personen niet worden geschaad. De controle-autoriteit heeft hiertoe toegang tot het bestand van het nationale deel van het Schengen-informatiesysteem.

2. Eenieder heeft het recht bij de controleautoriteiten een verzoek in te dienen ter toetsing van de hem betreffende in het Schengen-informatiesysteem opgenomen gegevens, alsmede van het gebruik daarvan. Dit recht wordt uitgeoefend overeenkomstig het nationale recht van de Overeenkomstsluitende Partij bij welke het verzoek is ingediend. Wanneer de gegevens door een andere Overeenkomstsluitende Partij zijn aangeleverd, geschiedt de controle in nauw overleg met de controle-autoriteit van die Overeenkomstsluitende Partij.

Artikel 115

1. Voor het toezicht op de technisch ondersteunende functie van het Schengen-informatiesysteem is er een gemeenschappelijke controle-autoriteit, waarin de onderscheiden nationale controleautoriteiten ieder door twee personen zijn vertegenwoordigd. Iedere Overeenkomstsluitende Partij heeft bij stemming één stem. De controle geschiedt overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst, van het Verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 tot bescherming van het

Eine Verlängerung der Ausschreibung ist in die technische Unterstützungseinheit einzugeben. Absatz 1 gilt entsprechend.

Artikel 113

(1) Andere Daten als in Artikel 112 werden nicht länger als zehn Jahre, Daten in bezug auf ausgestellte Identitätspapiere und Registriergeld nicht länger als fünf Jahre und Daten in bezug auf Kraftfahrzeuge, Anhänger und Wohnwagen nicht länger als drei Jahre nach der Aufnahme gespeichert.

(2) Gelöschte Daten werden noch ein Jahr in der technischen Unterstützungseinheit gespeichert. Sie dürfen in dieser Zeit jedoch lediglich genutzt werden, um nachträglich ihre Richtigkeit oder die Rechtmäßigkeit der Speicherung zu prüfen. Danach sind sie zu vernichten.

Artikel 114

(1) Jede Vertragspartei bezeichnet eine Kontrollinstanz, deren Aufgabe darin besteht, nach Maßgabe des jeweiligen nationalen Rechts den Bestand des nationalen Teils des Schengener Informationssystems unabhängig zu überwachen und zu prüfen, ob durch Verarbeitung und Nutzung der im Schengener Informationssystem gespeicherten Daten die Rechte des Betroffenen nicht verletzt werden. Diese Kontrollinstanz hat hierfür Zugriff auf den Bestand des nationalen Teils des Schengener Informationssystems.

(2) Jeder hat das Recht, die Kontrollinstanzen zu ersuchen, die zu seiner Person im Schengener Informationssystem gespeicherten Daten sowie deren Nutzung zu überprüfen. Dieses Recht wird nach Maßgabe des nationalen Rechts der Vertragspartei, an die das Ersuchen gerichtet wird, ausgeübt. Wurden die Daten durch eine andere Vertragspartei eingegeben, so erfolgt die Kontrolle in enger Abstimmung mit der Kontrollinstanz dieser Vertragspartei.

Artikel 115

(1) Zur Überwachung der technischen Unterstützungseinheit des Schengener Informationssystems wird eine gemeinsame Kontrollinstanz eingerichtet, die sich aus je zwei Vertretern der jeweiligen nationalen Kontrollinstanzen zusammensetzt. Jede Vertragspartei hat bei Abstimmungen eine Stimme. Die Kontrolle richtet sich nach den Bestimmungen dieses Übereinkommens, des Übereinkommens des Europarates vom 28. Januar 1981 zum Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbei-

des données à caractère personnel en tenant compte de la Recommandation R (87) 15 du 17 septembre 1987 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police et conformément au droit national de la Partie contractante responsable de la fonction de support technique.

2. A l'égard de la fonction de support technique du Système d'information Schengen, l'autorité de contrôle commune a pour mission de vérifier la bonne exécution des dispositions de la présente Convention. A cet effet, elle a accès à la fonction de support technique.

3. L'autorité de contrôle commune est également compétente pour analyser les difficultés d'application ou d'interprétation pouvant survenir lors de l'exploitation du Système d'information Schengen, pour étudier les problèmes pouvant se poser lors de l'exercice du contrôle indépendant effectué par les autorités de contrôle nationales des Parties contractantes ou à l'occasion de l'exercice du droit d'accès au système, ainsi que pour élaborer des propositions harmonisées en vue de trouver des solutions communes aux problèmes existants.

4. Les rapports établis par l'autorité de contrôle commune sont transmis aux instances auxquelles les autorités de contrôle nationales transmettent leurs rapports.

Article 116

1. Toute Partie contractante est responsable, conformément à son droit national, de tout dommage causé à une personne du fait de l'exploitation du fichier national du Système d'information Schengen. Il en est également ainsi lorsque les dommages ont été causés par la Partie contractante signalante, celle-ci ayant intégré des données entachées d'erreur de droit ou de fait.

2. Si la Partie contractante contre laquelle une action est intentée n'est pas la Partie contractante signalante, cette dernière est tenue au remboursement, sur requête, des sommes versées à titre d'indemnisation, à moins que les données n'aient été utilisées par la Partie contractante requise en violation de la présente Convention.

Article 117

1. En ce qui concerne le traitement automatisé de données à caractère personnel qui sont transmises en application du présent Titre, chaque Partie contractante prendra au plus tard au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention les dis-

individu in verband met de geautomatiseerde registratie van persoonsgegevens en met inachtneming van Aanbeveling R (87) 15 van het Comité van Ministers van de Raad van Europa van 17 september 1987 tot regeling van het gebruik van persoonsgegevens op politieel gebied en met inachtneming van het nationale recht van de voor de technisch ondersteunende functie verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij.

2. Met betrekking tot de technisch ondersteunende functie heeft de gemeenschappelijke controle-autoriteit tot taak de juiste toepassing van de bepalingen van deze Overeenkomst te toetsen. Zij heeft hiertoe toegang tot het gegevensbestand van de technisch ondersteunende functie.

3. De gemeenschappelijke controle-autoriteit is tevens bevoegd een onderzoek in te stellen naar toepassings- of interpretatiemoeilijkheden die bij de werking van het Schengen-informatiesysteem kunnen rijzen, naar problemen verband houdende met het door de nationale controle-autoriteiten op onafhankelijke wijze uitgevoerde toezicht of verleende kennisgeving, alsmede geharmoniseerde voorstellen uit te werken, teneinde aan bestaande problemen gemeenschappelijke oplossingen te geven.

4. De gemeenschappelijke controle-autoriteit rapporteert aan de instanties waaraan de nationale controle-autoriteiten rapporteren.

Artikel 116

1. Indien een persoon door de werking van een nationaal bestand van het Schengen-informatiesysteem schade lijdt, is iedere Overeenkomstsluitende Partij te zijnen aanzien naar het nationaal recht hiervoor aansprakelijk. Dit is eveneens het geval wanneer de schade door de signalerende Overeenkomstsluitende Partij is veroorzaakt, doordat deze onjuiste gegevens heeft aangeleverd of omdat de opname onrechtmatig was.

2. Wanneer de gedaagde Overeenkomstsluitende Partij niet de signalerende Overeenkomstsluitende Partij is, dient laatstgenoemde desgevraagd de toegeweende schadevergoeding terug te betalen, tenzij de gegevens door de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij in strijd met deze Overeenkomst werden gebruikt.

Artikel 117

1. Iedere Overeenkomstsluitende Partij treft uiterlijk op het tijdstip van inwerkingtreding van deze Overeenkomst in haar nationale wetgeving, met betrekking tot de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens in het kader van de toepas-

ting personenbezogener Daten, der Empfehlung R (87) 15 des Ministerausschusses des Europarates über die Nutzung personenbezogener Daten im Polizeibereich vom 17. September 1987 und nach dem nationalen Recht der für die technische Unterstützungseinheit zuständigen Vertragspartei.

(2) In Bezug auf die technische Unterstützungseinheit hat die gemeinsame Kontrollinstanz die Aufgabe, die richtige Anwendung der Bestimmungen dieses Übereinkommens zu überprüfen. Sie hat hierfür Zugriff auf den zentralen Bestand.

(3) Die gemeinsame Kontrollinstanz ist auch zuständig für die Prüfung der Anwendungs- oder Auslegungsfragen im Zusammenhang mit dem Funktionieren des Schengener Informationssystems, für die Prüfung von Fragen im Zusammenhang mit den von den nationalen Kontrollinstanzen unabhängig vorgenommenen Kontrollen oder mit der Ausübung des Auskunftsrechtes sowie für die Erarbeitung harmonisierter Vorschläge im Hinblick auf gemeinsame Lösungen für die bestehenden Fragen.

(4) Die von der gemeinsamen Kontrollinstanz erstellten Berichte werden an die Stellen übermittelt, an die die nationalen Kontrollinstanzen ihre Berichte übermitteln.

Artikel 116

(1) Wird jemand bei dem Betrieb eines nationalen Bestandes des Schengener Informationssystems geschädigt, haftet ihm hierfür jede Vertragspartei nach Maßgabe ihres nationalen Rechts. Dies gilt auch, wenn der Schaden durch die ausschreibende Vertragspartei verursacht worden ist, weil diese die Daten unrichtig eingegeben hat oder die Speicherung unrechtmäßig war.

(2) Ist die in Anspruch genommene Vertragspartei nicht die ausschreibende Vertragspartei, hat letztere den geleisteten Ersatz auf Anforderung zu erstatten, es sei denn, von der ersuchten Vertragspartei wurden die Daten vertragswidrig genutzt.

Artikel 117

(1) Jede Vertragspartei trifft spätestens bis zum Inkrafttreten dieses Übereinkommens in ihrem nationalen Recht in Bezug auf die automatische Verarbeitung personenbezogener Daten im Rahmen der Anwendung dieses Titels die erforderlichen

positions nationales nécessaires aux fins de réaliser un niveau de protection des données à caractère personnel qui soit au moins égal à celui découlant des principes de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, et dans le respect de la Recommandation R(87) 15 du 17 septembre 1987 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police.

2. La transmission de données à caractère personnel prévue par le présent Titre ne pourra avoir lieu que lorsque les dispositions de protection des données à caractère personnel prévues au paragraphe 1 seront entrées en vigueur sur le territoire des Parties contractantes concernées par la transmission.

Article 118

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à prendre, pour la partie nationale du Système d'information Schengen, les mesures qui sont propres:

a) à empêcher toute personne non autorisée d'accéder aux installations utilisées pour le traitement de données à caractère personnel (contrôle à l'entrée des installations);

b) à empêcher que des supports de données ne puissent être lus, copiés, modifiés ou éloignés par une personne non autorisée (contrôle des supports de données);

c) à empêcher l'introduction non autorisée dans le fichier ainsi que toute prise de connaissance, modification ou effacement non autorisés de données à caractère personnel intégrées (contrôle de l'intégration);

d) à empêcher que des systèmes de traitement automatisé de données ne puissent être utilisés par des personnes non autorisées à l'aide d'installations de transmission de données (contrôle de l'utilisation);

e) à garantir que, pour l'utilisation d'un système de traitement automatisé de données, les personnes autorisées ne puissent accéder qu'aux données relevant de leur compétence (contrôle de l'accès);

f) à garantir qu'il puisse être vérifié et constaté à quelles instances des données à caractère personnel peuvent être transmises par des installations de transmission de données (contrôle de la transmission);

g) à garantir qu'il puisse être vérifié et constaté *a posteriori* quelles données à caractère personnel ont été introduites dans les systèmes de traitement automatisé de données, à quel moment et par quelle personne elles y ont été introduites (contrôle de l'introduction);

sing van deze Titel, de nodige maatregelen ter verwezenlijking van een niveau van bescherming van persoonsgegevens dat ten minste gelijk is aan het niveau, dat uit de verwezenlijking van de beginselen die zijn neergelegd in het Verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 tot bescherming van het individu in verband met de geautomatiseerde registratie van persoonsgegevens voortvloeit en met inachtneming van Aanbeveling R (87) 15 van het Comité van Ministers van de Raad van Europa van 17 september 1987 tot regeling van het gebruik van persoonsgegevens op politieel gebied.

2. Tot verstrekking van persoonsgegevens als bedoeld in deze Titel mag niet worden overgegaan dan nadat op het grondgebied van de bij de verstrekking betrokken Overeenkomstsluitende Partijen de noodzakelijke bepalingen inzake bescherming van persoonsgegevens als bedoeld in lid 1 in werking zijn getreden.

Artikel 118

1. Elk der Overeenkomstsluitende Partijen verbindt zich ertoe om voor haar nationale deel van het Schengen-informatiesysteem passende maatregelen te treffen, opdat:

a) onbevoegden de toegang tot de voor de persoonsregistraties gebedigde automatiseringsapparatuur wordt ontnegd (controle op de toegang);

b) wordt voorkomen, dat gegevensdragers door onbevoegden kunnen worden gelezen, gekopieerd, veranderd of verwijderd (controle op de gegevensdragers);

c) onbevoegde opslag in het geheugen, alsmede onbevoegde kennisneming, wijziging of verwijdering van opgeslagen persoonsgegevens wordt voorkomen (controle op de opslag);

d) wordt voorkomen, dat geautomatiseerde registratiesystemen door middel van datatransmissieapparatuur door onbevoegden kunnen worden gebruikt (controle op de gebruikers);

e) wordt gewaarborgd, dat de personen die tot gebruik van een geautomatiseerd registratiesysteem gemachtigd zijn, uitsluitend toegang hebben tot gegevens waarop hun machtiging betrekking heeft (controle op de toegang);

f) wordt gewaarborgd, dat kan worden nagegaan en vastgesteld aan welke instanties persoonsgegevens door middel van datatransmissieapparatuur kunnen worden overgedragen (controle op de overdracht);

g) wordt gewaarborgd, dat naderhand kan worden nagegaan en vastgesteld welke persoonsgegevens wanneer en door wie in een geautomatiseerd registratiesysteem zijn opgenomen (controle op de opneming);

Maßnahmen zur Gewährleistung eines Datenschutzstandards, der zumindest dem entspricht, der sich aus der Verwirklichung der Grundsätze des Übereinkommens des Europarates über den Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten vom 28. Januar 1981 ergibt, und beachtet dabei die Empfehlung R (87) 15 des Ministerausschusses des Europarates über die Nutzung personenbezogener Daten im Polizeibereich vom 17. September 1987.

(2) Die in diesem Titel vorgesehenen Übermittlungen personenbezogener Daten dürfen erst beginnen, wenn in dem Hoheitsgebiet der an der Übermittlung beteiligten Vertragsparteien die nach Absatz 1 gebotenen datenschutzrechtlichen Regelungen in Kraft getreten sind.

Artikel 118

(1) Jede Vertragspartei verpflichtet sich, für ihren nationalen Teil des Schengener Informationssystems Maßnahmen zu treffen, die geeignet sind:

a) Unbefugten den Zugang zu Datenverarbeitungsanlagen, mit denen personenbezogene Daten verarbeitet werden, zu verwehren (Zugangskontrolle);

b) zu verhindern, daß Datenträger unbefugt gelesen, kopiert, verändert oder entfernt werden können (Datenträgerkontrolle);

c) die unbefugte Eingabe in den Speicher sowie die unbefugte Kenntnisnahme, Veränderung oder Löschung gespeicherter personenbezogener Daten zu verhindern (Speicherkontrolle);

d) zu verhindern, daß automatisierte Datenverarbeitungssysteme mit Hilfe von Einrichtungen zur Datenübertragung von Unbefugten genutzt werden können (Benutzerkontrolle);

e) zu gewährleisten, daß die zur Benutzung eines automatisierten Datenverarbeitungssystems Berechtigten ausschließlich auf die ihrer Zugriffsberechtigung unterliegenden Daten zugreifen können (Zugriffskontrolle);

f) zu gewährleisten, daß überprüft und festgestellt werden kann, an welche Stellen personenbezogene Daten durch Einrichtungen zur Datenübertragung übermittelt werden können (Übermittlungskontrolle);

g) zu gewährleisten, daß nachträglich überprüft und festgestellt werden kann, welche personenbezogenen Daten zu welcher Zeit und von wem in automatisierte Datenverarbeitungssysteme eingegeben worden sind (Eingabekontrolle);

h) à empêcher que, lors de la transmission de données à caractère personnel ainsi que lors du transport de supports de données, les données ne puissent être lues, copiées, modifiées ou effacées de façon non autorisée (contrôle du transport).

2. Chaque Partie contractante doit prendre des mesures particulières en vue d'assurer la sécurité des données lors de la transmission de données à des services situés en dehors des territoires des Parties contractantes. Ces mesures doivent être communiquées à l'autorité de contrôle commune.

3. Chaque Partie contractante ne peut désigner pour le traitement de données de sa partie nationale du Système d'information Schengen que des personnes spécialement qualifiées et soumises à un contrôle de sécurité.

4. La Partie contractante responsable de la fonction de support technique du Système d'information Schengen prend pour ce dernier les mesures prévues aux paragraphes 1^{er} à 3.

CHAPITRE 4

Répartition des coûts du Système d'information Schengen

Article 119

1. Les coûts d'installation et d'utilisation de la fonction de support technique visée à l'article 92, paragraphe 3, y compris les coûts de câblages pour la liaison des parties nationales du Système d'information Schengen avec la fonction de support technique sont supportés en commun par les Parties contractantes. La quote-part de chaque Partie contractante est déterminée sur la base du taux de chaque Partie contractante à l'assiette uniforme de la taxe à la valeur ajoutée au sens de l'article 2, alinéa 1^{er}, lettre *c*), de la Décision du Conseil des Communautés européennes du 24 juin 1988 relative au système des ressources propres des Communautés.

2. Les coûts d'installation et d'utilisation de la partie nationale du Système d'information Schengen sont supportés individuellement par chaque Partie contractante.

h) wordt voorkomen, dat bij de overdracht van persoonsgegevens, alsmede bij transport van gegevensdragers de gegevens op onbevoegde wijze worden gelezen, gekopieerd, gewijzigd of verwijderd (controle op het transport).

2. Iedere Overeenkomstsluitende Partij dient bij overdracht van gegevens aan buiten het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen gevestigde instanties bijzondere voorzieningen inzake gegevensbeveiliging te treffen. Hiervan dient aan de gemeenschappelijke controleautoriteit mededeling te worden gedaan.

3. Iedere Overeenkomstsluitende Partij wijst ten behoeve van de gegevensverwerking in het nationale deel van het Schengen-informatiesysteem slechts personen aan die een passende opleiding hebben genoten en een veiligheidsonderzoek hebben ondergaan.

4. De voor de technisch ondersteunende functie verantwoordelijke Overeenkomstsluitende Partij treft voor deze functie de in de leden 1 tot en met 3 genoemde maatregelen.

HOOFDSTUK 4

Verdeling van de kosten van het Schengen-informatiesysteem

Artikel 119

1. De kosten verbonden aan de inrichting en werking van de technisch ondersteunende functie als bedoeld in artikel 92, lid 3, met inbegrip van de kosten voor de communicatie tussen de nationale delen van het Schengen-informatiesysteem en de technisch ondersteunende functie, worden door de Overeenkomstsluitende Partijen gemeenschappelijk gedragen. Het aandeel van iedere Overeenkomstsluitende Partij in de kosten wordt bepaald aan de hand van het aandeel van ieder van hen in de eenvormige grondslag voor de belasting over de toegevoegde waarde in de zin van artikel 2, lid 1, onder *c*), van het Besluit van de Raad van Ministers van de Europese Gemeenschappen aangaande het systeem van eigen middelen van de Gemeenschappen van 24 juni 1988.

2. Elk der Overeenkomstsluitende Partijen draagt de kosten verbonden aan de inrichting en werking van haar nationale deel van het Schengen-informatiesysteem.

h) zu verhindern, daß bei der Übertragung personenbezogener Daten sowie beim Transport von Datenträgern die Daten unbefugt gelesen, kopiert, verändert oder gelöscht werden können (Transportkontrolle).

(2) Jede Vertragspartei hat für die Übermittlung von Daten an Stellen außerhalb des Hoheitsgebietes der Vertragsparteien besondere Vorkehrungen zur Datensicherung zu treffen. Diese sind der gemeinsamen Kontrollinstanz mitzuteilen.

(3) Jede Vertragspartei darf mit der Datenverarbeitung in ihrem nationalen Teil des Schengener Informationssystems nur Personen beauftragen, die besonder geschult und einer Sicherheitsüberprüfung unterzogen worden sind.

(4) Für die technische Unterstützungseinheit des Schengener Informationssystems trifft die hierfür zuständige Vertragspartei die in den Absätzen 1 bis 3 genannten Maßnahmen.

KAPITEL 4

Verteilung der Kosten des Schengener Informationssystems

Artikel 119

(1) Die Kosten für die Einrichtung und den Betrieb der technischen Unterstützungseinheit nach Artikel 92 Absatz 3 einschließlich der Leitungskosten für die Verbindung der nationalen Teile des Schengener Informationssystems mit der technischen Unterstützungseinheit werden von den Vertragsparteien gemeinsam getragen. Der zu leistende Kostenanteil richtet sich nach dem Anteil einer jeden Vertragspartei an der einheitlichen Mehrwertsteuer-Bemessungsgrundlage im Sinne des Artikels 2 Absatz 1 Buchstabe *c* des Beschlusses des Rates der Europäischen Gemeinschaften über das System der Eigenmittel der Gemeinschaften vom 24. Juni 1988.

(2) Die Kosten für die Einrichtung und den Betrieb ihres nationalen Teils des Schengener Informationssystems trägt jede Vertragspartei selbst.

TITRE V

Transport et circulation des marchandises

Article 120

1. Les Parties contractantes veilleront en commun à ce que leurs dispositions législatives, réglementaires ou administratives n'entravent pas, de manière non justifiée, la circulation des marchandises aux frontières intérieures.

2. Les Parties contractantes facilitent la circulation des marchandises aux frontières intérieures en effectuant les formalités liées à des interdictions et restrictions lors du dédouanement des marchandises pour la mise à la consommation. Au choix de l'intéressé, ce dédouanement peut être effectué soit à l'intérieur du pays soit à la frontière intérieure. Les Parties contractantes s'efforceront de promouvoir le dédouanement à l'intérieur du pays.

3. Dans la mesure où les allègements visés au paragraphe 2 ne peuvent être réalisés en tout ou en partie dans certains domaines, les Parties contractantes s'efforceront d'en réaliser les conditions entre elles ou dans le cadre des Communautés européennes.

Le présent paragraphe s'applique notamment au contrôle du respect des réglementations relatives aux autorisations de transport et aux contrôles techniques concernant les moyens de transport, aux contrôles vétérinaires et de police vétérinaire, aux contrôles sanitaires vétérinaires, aux contrôles phytosanitaires ainsi qu'aux contrôles relatifs aux transports de marchandises dangereuses et de déchets.

4. Les Parties contractantes s'efforceront d'harmoniser les formalités relatives à la circulation des marchandises aux frontières et d'en contrôler le respect selon des principes uniformes. A cette fin les Parties contractantes collaborent étroitement au sein du Comité exécutif, dans le cadre des Communautés européennes et dans d'autres enceintes internationales.

Article 121

1. Les Parties contractantes renoncent, dans le respect du droit communautaire, aux contrôles et à la présentation des certificats phytosanitaires prévus par le droit communautaire pour certains végétaux et produits végétaux.

Le Comité exécutif arrête la liste des végétaux et produits végétaux auxquels s'applique la simplification prévue à la première phrase. Il peut modifier cette liste et fixe la

TITEL V

Vervoer en goederenverkeer

Artikel 120

1. De Overeenkomstsluitende Partijen zien erop toe dat het goederenverkeer over de binnengrenzen niet door hun wettelijke of bestuurlijke bepalingen op ongerechtvaardigde wijze wordt belemmerd.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen vereenvoudigen het goederenverkeer over de binnengrenzen door de vervulling van de met verboden en beperkingen verband houdende formaliteiten te doen samenvallen met het vrijmaken van de goederen tot binnenlands verbruik. De belanghebbende kan deze vrijmaking naar keuze hetzij in het binnenland hetzij aan de binnengrens verrichten. De Overeenkomstsluitende Partijen beijveren zich om deze vrijmaking in het binnenland te doen afhandelen.

3. Voor zover de in lid 2 bedoelde vereenvoudigingen op bepaalde gebieden geheel of ten dele nog niet kunnen worden verwezenlijkt, streven de Overeenkomstsluitende Partijen onderling of in het kader van de Europese Gemeenschappen ernaar de daartoe noodzakelijke voorwaarden te scheppen.

Het bepaalde in dit lid geldt in het bijzonder voor de controle op de vergunningen inzake beroepsgoederenvervoer en de verkeerstechnische bepalingen, de veterinairerechtelijke en welzijnscontroles, de controles inzake gezondheidsvoorschriften met betrekking tot vers vlees, de fytosanitaire controles en de controles inzake het vervoer van gevaarlijke goederen en afvalstoffen.

4. De Overeenkomstsluitende Partijen streven er voorts naar de formaliteiten inzake het buitengrensoverschrijdende goederenverkeer onderling af te stemmen en de naleving daarvan overeenkomstig eenvormige beginselen te controleren. Daartoe werken zij nauw samen in het Uitvoerend Comité, in het kader van de Europese Gemeenschappen, alsmede in andere internationale fora.

Artikel 121

1. De Overeenkomstsluitende Partijen zien overeenkomstig het Gemeenschapsrecht voor bepaalde planten en plantaardige producten af van de door het Gemeenschapsrecht voorgeschreven fytosanitaire controles en certificaten.

Het Uitvoerend Comité stelt de lijst vast van planten en plantaardige producten waarop de in de eerste volzin bedoelde vereenvoudigingen van toepassing zijn. Het

TITEL V

Transport und Warenverkehr

Artikel 120

(1) Die Vertragsparteien achten darauf, daß keine ihrer Rechts- oder Verwaltungsvorschriften den Warenverkehr über die Binnengrenzen in unvertretbarer Weise behindern.

(2) Die Vertragsparteien erleichtern den Warenverkehr über die Binnengrenzen dadurch, daß sie mit Verboten und Beschränkungen verbundene Förmlichkeiten bei der Abfertigung der Waren zum abgabenrechtlich freien Verkehr durchführen. Diese Abfertigung findet nach Wahl des Beteiligten entweder im Binnenland oder an der Binnengrenze statt. Die Vertragsparteien bemühen sich, die Abfertigung im Binnenland zu fördern.

(3) Soweit die nach Absatz 2 vorgesehenen Erleichterungen in bestimmten Bereichen ganz oder teilweise noch nicht verwirklicht werden können, bemühen sich die Vertragsparteien weiterhin, untereinander oder im Rahmen der Europäischen Gemeinschaften dafür die Voraussetzungen zu schaffen.

Dieser Absatz findet insbesondere auf die Kontrolle der verkehrsgewerberechtlichen Genehmigung und der verkehrstechnischen Bestimmungen, des Tierschutz- und des Tierseuchenrechts sowie des Fleischhygienerechts, des Pflanzenschutzrechts sowie des Transports gefährlicher Güter und Abfälle Anwendung.

(4) Die Vertragsparteien bemühen sich weiterhin, die Förmlichkeiten für den Warenverkehr über die Außengrenze untereinander anzugleichen und deren Einhaltung nach einheitlichen Grundsätzen zu kontrollieren. Zu diesem Zweck arbeiten sie im Exekutivausschuß, im Rahmen der Europäischen Gemeinschaften und in anderen internationalen Gremien eng zusammen.

Artikel 121

(1) Die Vertragsparteien verzichten in Übereinstimmung mit dem Gemeinschaftsrecht für bestimmte Pflanzen oder Pflanzenerzeugnisse auf die nach Gemeinschaftsrecht vorgesehenen phytosanitären Untersuchungen und die Vorlage von Pflanzengesundheitszeugnissen.

Der Exekutivausschuß bestimmt die Liste der Pflanzen oder Pflanzenerzeugnisse, für die die Erleichterungen des Satzes 1 gelten. Er kann sie ändern und bestimmt

date d'entrée en vigueur de la modification. Les Parties contractantes s'informent mutuellement des mesures prises.

2. En cas de danger d'introduction ou de propagation d'organismes nuisibles, une Partie contractante peut demander la réinstauration temporaire des mesures de contrôle prescrites par le droit communautaire, et les appliquer. Elles en avisera immédiatement les autres Parties contractantes par écrit en motivant sa décision.

3. Le certificat phytosanitaire peut continuer à être utilisé en tant que certificat requis en vertu de la loi relative à la protection des espèces.

4. Sur demande, l'autorité compétente délivre un certificat phytosanitaire lorsque l'envoi est destiné en tout ou en partie à la réexportation, et ce dans la mesure où les exigences phytosanitaires sont respectées pour les végétaux ou produits végétaux concernés.

Article 122

1. Les Parties contractantes renforcent leur coopération en vue d'assurer la sécurité du transport de marchandises dangereuses, et s'engagent à harmoniser les dispositions nationales prises en application des Conventions internationales en vigueur. De plus, elles s'engagent notamment aux fins de maintenir le niveau de sécurité actuel à :

a) harmoniser les exigences en matière de qualification professionnelle des chauffeurs;

b) harmoniser les modalités et l'intensité des contrôles effectués au cours du transport et dans les entreprises;

c) harmoniser la qualification des infractions et les dispositions légales relatives aux transactions applicables;

d) assurer un échange permanent d'informations ainsi que des expériences acquises en relation avec les mesures prises en œuvre et les contrôles effectués.

2. Les Parties contractantes renforcent leur coopération en vue d'effectuer les contrôles du transfert par les frontières intérieures de déchets dangereux et non dangereux.

A cette fin, elles s'efforcent d'adopter une position commune en ce qui concerne la modification des directives communautaires relatives au contrôle et à la gestion du transfert de déchets dangereux et pour l'établissement d'actes communautaires relatifs aux déchets non dangereux, dans le but de

Uitvoerend Comité kan deze lijst wijzigen en bepaalt het tijdstip waarop de wijziging in werking dient te treden. De Overeenkomstsluitende Partijen geven elkaar kennis van de getroffen maatregelen.

2. Een Overeenkomstsluitende Partij kan bij gevaar van het binnenbrengen of de uitbreiding van schadelijke organismen om tijdelijke wederinvoering van de door het Gemeenschapsrecht voorgeschreven controlemaatregelen verzoeken en zelf daartoe overgaan. Zij geeft daarvan onverwijld, schriftelijk en met redenen omkleed, aan de overige Overeenkomstsluitende Partijen kennis.

3. Voor de op grond van de wettelijke bepalingen inzake soortbescherming vereiste verklaringen kan het fyto-sanitaire getuigschrift blijven gebruikt worden.

4. Desgevraagd geeft de bevoegde autoriteit een fyto-sanitair getuigschrift af, wanneer de partij geheel, dan wel gedeeltelijk voor de wederuitvoer is bestemd, voor zover voor de desbetreffende planten of plantaardige producten aan de fyto-sanitaire voorwaarden is voldaan.

Artikel 122

1. De Overeenkomstsluitende Partijen versterken hun onderlinge samenwerking met het oog op de veiligheid van het vervoer van gevaarlijke goederen, en zij verbinden zich ertoe de nationale bepalingen ter uitvoering van de geldende internationale overeenkomsten te harmoniseren. Bovendien verbinden zij zich in het bijzonder, ter handhaving van het huidige veiligheidsniveau, tot :

a) de harmonisatie van de vakbekwaamheidsvereisten die worden gehanteerd ten aanzien van voertuigenbestuurders;

b) de harmonisatie van de modaliteiten en de intensiteit van de controles tijdens het vervoer en in de ondernemingen;

c) de harmonisatie van de wettelijke delictomschrijving en de wettelijke bepalingen inzake de strafmaat;

d) de permanente uitwisseling van gegevens, alsmede van de met de getroffen maatregelen en uitgeoefende controles opgedane ervaringen.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen versterken de onderlinge samenwerking met het oog op de controle op de binnengrensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke en niet-gevaarlijke afvalstoffen.

Daartoe streven zij ernaar een gemeenschappelijk standpunt in te nemen, zowel ten aanzien van de wijziging van de communautaire richtlijnen inzake de controle op en het beheer van overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen als ten aanzien van de opstelling van communautaire besluiten

den Zeitpunkt, zu dem diese Änderungen in Kraft treten sollen. Die Vertragsparteien teilen sich gegenseitig die getroffenen Maßnahmen mit.

(2) Eine Vertragspartei kann bei Gefahr der Einschleppung oder Ausbreitung von Schadorganismen die vorübergehende Wiedereinführung der gemeinschaftsrechtlich vorgeschriebenen Kontrollmaßnahmen verlangen und selbst durchführen. Sie teilt dies unverzüglich schriftlich den anderen Vertragsparteien unter Angabe der Gründe mit.

(3) Für nach Artenschutzrecht notwendige Bescheinigungen kann das Pflanzengesundheitszeugnis weiterhin verwendet werden.

(4) Auf Antrag stellt die zuständige Behörde ein Pflanzengesundheitszeugnis aus, wenn die Sendung ganz oder teilweise für die Wiederausfuhr bestimmt ist, soweit die Pflanzen oder pflanzlichen Erzeugnisse die phytosanitären Anforderungen erfüllen.

Artikel 122

(1) Die Vertragsparteien verstärken ihre Zusammenarbeit im Hinblick auf die Sicherheit des Transports gefährlicher Güter und verpflichten sich, die nationalen Bestimmungen zur Durchführung der geltenden internationalen Übereinkommen zu harmonisieren. Darüber hinaus verpflichten sie sich, insbesondere im Hinblick auf die Beibehaltung des derzeitigen Sicherheitsniveaus zur

a) Harmonisierung der Anforderungen bezüglich der fachlichen Eignung von Fahrzeugführern;

b) Harmonisierung der Modalitäten und der Intensität der Kontrollen während des Transports und in den Unternehmen;

c) Harmonisierung der Straf- und Ordnungswidrigkeitstatbestände sowie der gesetzlichen Bestimmungen über den Straf- und Bußgeldrahmen;

d) Schaffung eines ständigen Informations- und Erfahrungsaustausches über durchgeführte Maßnahmen und Kontrollen.

(2) Die Vertragsparteien verstärken die Zusammenarbeit im Hinblick auf die Überwachung der binnengrenzüberschreitenden Verbringung von gefährlichen und nicht gefährlichen Abfällen.

Dazu bemühen sie sich, bei der Novellierung der Richtlinien der Europäischen Gemeinschaften über die Überwachung und die administrative Behandlung der Verbringung gefährlicher Abfälle und bei der Erarbeitung von Rechtsakten der Europäischen Gemeinschaften über nicht

créer une infrastructure d'élimination suffisante et d'établir des normes d'élimination harmonisées à un niveau élevé.

Dans l'attente d'une réglementation communautaire relative aux déchets non dangereux, les contrôles du transfert de ces déchets s'effectueront sur la base d'une procédure spéciale permettant de contrôler le transfert à destination lors du traitement.

Les dispositions du paragraphe 1^{er}, deuxième phrase, sont également applicables au présent paragraphe.

Article 123

1. Les Parties contractantes prennent l'engagement de se concerter aux fins d'abolir entre elles l'obligation, actuellement en vigueur, de produire une licence à l'exportation des produits et technologies stratégiques industriels, et si besoin en est, de remplacer ladite licence par une procédure souple, pour autant que le pays de première destination et de destination finale est une Partie contractante.

Sous réserve de ces concertations, et afin de garantir l'efficacité des contrôles qui s'avéreraient nécessaires, les Parties contractantes s'efforceront, en coopérant étroitement par un mécanisme de coordination, de procéder aux échanges d'informations utiles compte tenu de la réglementation nationale.

2. En ce qui concerne les produits autres que les produits et technologies stratégiques industriels visés au paragraphe 1^{er}, les Parties contractantes s'efforceront de faire effectuer les formalités d'exportation à l'intérieur du pays, d'une part, et d'harmoniser leurs procédures de contrôle, d'autre part.

3. Dans le cadre des objectifs définis aux paragraphes 1^{er} et 2 ci-dessus, les Parties contractantes engageront des consultations avec les autres partenaires intéressés.

Article 124

Le nombre et l'intensité des contrôles des marchandises dans la circulation des voyageurs aux frontières intérieures sont ramenés au niveau le plus bas possible. La poursuite de leur réduction et leur suppression définitive dépendent du relèvement progressif des franchises voyageurs et de l'évolution future des prescriptions applicables à la circulation transfrontalière des voyageurs.

inzake niet-gevaarlijke afvalstoffen, ten einde een toereikende afvalverwijderingsinfrastructuur tot stand te brengen, alsmede afvalverwijderingsnormen op een hoog niveau te harmoniseren.

In afwachting van een communautaire regeling voor niet-gevaarlijke afvalstoffen worden de controles op de overbrenging daarvan verricht door het volgen van een bijzondere procedure, waardoor de overbrenging tijdens de afhandeling ter bestemming kan worden gecontroleerd.

Het bepaalde in lid 1, tweede alinea, is van toepassing.

Artikel 123

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe besprekingen te voeren, ten einde de huidige vergunningplicht voor de uitvoer van strategische industrievoederen en technologieën onderling af te schaffen en, zo nodig, door een soepele procedure te vervangen, voor zover het land van bestemming en eindverbruik een Overeenkomstsluitende Partij is.

Onverminderd deze besprekingen streven de Overeenkomstsluitende Partijen ernaar ter naleving van de noodzakelijke controles nauw samen te werken, met inachtneming van de nationale wetgeving onderling informatie uit te wisselen en de daartoe noodzakelijke coördinatie, de inrichting van een coördinatiemechanisme daaronder begrepen, tot stand te brengen.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen beijveren zich om met betrekking tot de andere dan de in lid 1 bedoelde strategische industrievoederen en technologieën de uitvoerformaliteiten in het binnenland te doen afhandelen, enerzijds, en hun controleprocedures te harmoniseren, anderzijds.

3. In het kader van de doelstellingen als bedoeld in de leden 1 en 2 treden de Overeenkomstsluitende Partijen in overleg met de overige belanghebbende Partnerstaten.

Artikel 124

Het aantal en de intensiteit van de controles aan de binnengrenzen op de door reizigers medegevoerde goederen worden tot een zo laag mogelijk niveau beperkt. De verdere beperking en uiteindelijke afschaffing daarvan is afhankelijk van de geleidelijke optrekking van de aan de reizigers verleende vrijstellingen, alsmede van de verdere ontwikkelingen inzake de overige op het grensoverschrijdende reizigersverkeer van toepassing zijnde bepalingen.

gefährliche Abfälle einen einheitlichen Standpunkt mit dem Ziel der Schaffung einer ausreichenden Entsorgungsinfrastruktur und der Festlegung harmonisierter Entsorgungsstandards auf hohem Niveau zu vertreten.

In Erwartung einer gemeinschaftlichen Regelung über nicht gefährliche Abfälle wird deren Verbringung durch die Anwendung eines besonderen Verfahrens überwacht, wodurch die Verbringung am Bestimmungsort bei der Abfertigung kontrolliert werden kann.

Die Bestimmungen des Absatzes 1 Satz 2 finden Anwendung.

Artikel 123

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, Beratungen zu führen mit dem Ziel, die derzeit geltende Genehmigungspflicht für die Ausfuhr von strategischen Industriewaren und Technologien in ihren Beziehungen zueinander abzuschaffen und gegebenenfalls durch ein flexibles Verfahren zu ersetzen, unter der Voraussetzung, daß Bestimmungs- und Endverbleibsländ Vertragsparteien sind.

Vorbehaltlich dieser Beratungen bemühen sich die Vertragsparteien, im Hinblick auf die erforderlichen Kontrollen eng zusammenzuarbeiten, nach Maßgabe des nationalen Rechts Informationen auszutauschen und die dazu erforderliche Koordinierung, einschließlich Einrichtung eines Koordinierungsmechanismus, vorzunehmen.

(2) Die Vertragsparteien bemühen sich, in bezug auf andere Waren als die strategischen Industriewaren und Technologien nach Absatz 1 einerseits die Ausfuhrformalitäten im Binnenland abwickeln zu lassen und andererseits ihre Kontrollverfahren zu harmonisieren.

(3) Im Rahmen der Ziele nach den Absätzen 1 und 2 konsultieren die Vertragsparteien die übrigen interessierten Partnerstaaten.

Artikel 124

Zahl und Intensität von Kontrollen der im Reiseverkehr über die Binnengrenzen mitgeführten Waren werden auf eine möglichst niedrige Ebene vermindert. Ihre weitere Verminderung und schließliche Abschaffung ist von der schrittweisen Anhebung der Reisefreigrenzen und von der weiteren Entwicklung bei den für den grenzüberschreitenden Reiseverkehr geltenden Vorschriften abhängig.

Article 125

1. Les Parties contractantes concluent des arrangements sur le détachement de fonctionnaires de liaison de leurs administrations douanières.

2. Le détachement de fonctionnaires de liaison a pour but de promouvoir et d'accélérer la coopération entre les Parties contractantes en général, notamment dans le cadre des Conventions existantes et des actes communautaires sur l'assistance mutuelle.

3. Les fonctionnaires de liaison assurent des fonctions consultatives et d'assistance. Ils ne sont pas habilités à prendre de leur propre initiative des mesures d'administration douanière. Ils fournissent des informations et remplissent leurs missions dans le cadre des instructions qui leur sont données par la Partie contractante d'origine.

TITRE VI

Protection des données
à caractère personnel

Article 126

1. En ce qui concerne le traitement automatisé de données à caractère personnel qui sont transmises en application de la présente Convention, chaque Partie contractante prendra, au plus tard au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les dispositions nationales nécessaires aux fins de réaliser un niveau de protection des données à caractère personnel qui soit au moins égal à celui découlant des principes de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel.

2. La transmission de données à caractère personnel prévue par la présente Convention ne pourra avoir lieu que lorsque les dispositions de protection des données à caractère personnel prévues au paragraphe 1^{er} seront entrées en vigueur sur le territoire des Parties contractantes concernées par la transmission.

3. En outre, en ce qui concerne le traitement automatisé de données à caractère personnel transmises en application de la présente Convention, les dispositions ci-après s'appliquent:

a) les données ne peuvent être utilisées par la Partie contractante destinataire qu'aux seules fins pour lesquelles la présente Convention prévoit la transmission de telles données; l'utilisation des données à d'autres fins n'est possible qu'après autori-

Artikel 125

1. De Overeenkomstsluitende Partijen maken afspraken welke ertoe strekken onderling contactbeambten van hun douaneadministraties te detacheren.

2. Detachering van contactambtenaren heeft ten doel de samenwerking tussen de Overeenkomstsluitende Partijen in het algemeen en in het kader van de bestaande overeenkomsten en van de besluiten van de Europese Gemeenschappen betreffende de wederzijds bijstand in het bijzonder, te bevorderen en te bespoedigen.

3. De contactambtenaren hebben een adviserende en ondersteunende taak. Zij zijn niet bevoegd tot het zelfstandig uitvoeren van op douanegebied genomen maatregelen. Zij verstrekken informatie en voeren hun opdrachten uit in het kader van de aan hen door de Overeenkomstsluitende Partij waarvan zij afkomstig zijn gegeven instructies.

TITEL VI

Bescherming
van persoonsgegevens

Artikel 126

1. Iedere Overeenkomstsluitende Partij treft uiterlijk op het tijdstip van inwerkingtreding van deze Overeenkomst in haar nationale wetgeving, met betrekking tot de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens die ingevolge deze Overeenkomst worden verstrekt, de nodige maatregelen ter verwezenlijking van een niveau van bescherming van persoonsgegevens dat tenminste gelijk is aan het niveau, dat uit de verwezenlijking van de beginselen die zijn neergelegd in het Verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 tot bescherming van het individu in verband met de geautomatiseerde registratie van persoonsgegevens voortvloeit.

2. Tot verstrekking van persoonsgegevens als bedoeld in deze Overeenkomst mag niet worden overgegaan dan nadat op het grondgebied van de bij de verstrekking betrokken Overeenkomstsluitende Partijen de noodzakelijke bepalingen inzake bescherming van persoonsgegevens als bedoeld in lid 1 in werking zijn getreden.

3. Met betrekking tot de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens die ingevolge deze Overeenkomst worden verstrekt, zijn voorts onderstaande bepalingen van toepassing:

a) de verstrekte persoonsgegevens worden door de ontvangende Overeenkomstsluitende Partij niet gebruikt voor andere doeleinden dan waarvoor deze overeenkomst in het verstrekken van dergelijke gegevens voorziet; gebruik voor andere

Artikel 125

(1) Die Vertragsparteien treffen Absprachen über die gegenseitige Entsendung von Verbindungsbeamten ihrer Zollverwaltungen.

(2) Die Entsendung von Verbindungsbeamten hat zum Ziel, die Zusammenarbeit zwischen den Vertragsparteien allgemein und insbesondere im Rahmen der bestehenden Übereinkommen und der Rechtsakte der Europäischen Gemeinschaften über die gegenseitige Unterstützung zu fördern und zu beschleunigen.

(3) Die Verbindungsbeamten werden beratend und unterstützend tätig. Sie sind nicht zur selbständigen Durchführung von zollamtlichen Maßnahmen berechtigt. Sie erteilen Informationen und erledigen ihre Aufträge im Rahmen der ihnen von der entsendenden Vertragspartei erteilten Weisungen.

TITEL VI

Datenschutz

Artikel 126

(1) Jede Vertragspartei trifft spätestens bis zum Inkrafttreten dieses Übereinkommens in ihrem nationalen Recht in Bezug auf die automatische Verarbeitung personenbezogener Daten, die nach diesem Übereinkommen übermittelt werden, die erforderlichen Maßnahmen zur Gewährleistung eines Datenschutzniveaus, der zumindest dem entspricht, der sich aus der Verwirklichung der Grundsätze des Übereinkommens des Europarates über den Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten vom 28. Januar 1981 ergibt.

(2) Die in diesem Übereinkommen vorgesehene Übermittlung personenbezogener Daten darf erst beginnen, wenn in dem Hoheitsgebiet der an der Übermittlung beteiligten Vertragsparteien die nach Absatz 1 gebotenen datenschutzrechtlichen Regelungen in Kraft getreten sind.

(3) In Bezug auf die automatische Verarbeitung personenbezogener Daten, die nach diesem Übereinkommen übermittelt werden, gelten außerdem folgende Bestimmungen:

a) Eine Nutzung der personenbezogenen Daten durch die empfangende Vertragspartei ist ausschließlich zu den Zwecken zulässig, zu denen die Übermittlung solcher Daten in diesem Übereinkommen vorgesehen ist; eine Nutzung zu ande-

sation préalable de la Partie contractante qui transmet les données et dans le respect de la législation de la Partie contractante destinataire; l'autorisation peut être accordée pour autant que le droit national de la Partie contractante qui transmet les données le permet;

b) les données ne peuvent être utilisées que par les autorités judiciaires, les services et instances qui assurent une tâche ou remplissent une fonction dans le cadre des fins visées au point *a*);

c) la Partie contractante qui transmet les données est tenue de veiller à l'exactitude de celles-ci; si elle constate, soit de sa propre initiative, soit suite à une demande de la personne concernée, que des données incorrectes ou qui n'auraient pas dû être transmises ont été fournies, la ou les Parties contractantes destinataires doivent en être informées sans délai; cette dernière ou ces dernières sont tenues de procéder à la correction ou à la destruction des données, ou de mentionner que ces données sont incorrectes ou n'auraient pas dû être transmises;

d) une Partie contractante ne peut invoquer le fait qu'une autre Partie contractante ait transmis des données incorrectes pour se décharger de la responsabilité qui lui incombe conformément à son droit national, à l'égard d'une personne lésée; si la Partie contractante destinataire est tenue à réparation en raison de l'utilisation de données incorrectes transmises, la Partie contractante qui a transmis les données rembourse intégralement les sommes versées en réparation par la Partie contractante destinataire;

e) la transmission et la réception de données à caractère personnel doivent être enregistrées dans le fichier d'où elles proviennent et dans le fichier dans lequel elles sont intégrées;

f) l'autorité de contrôle commune visée à l'article 115 peut, à la demande d'une des Parties contractantes, émettre un avis sur les difficultés d'application et d'interprétation du présent article.

4. Le présent article ne s'applique pas à la transmission de données prévue au Titre II, chapitre 7, et au Titre IV. Le paragraphe 3 ne s'applique pas à la transmission de données prévue au Titre III, chapitres 2, 3, 4 et 5.

Article 127

1. Lorsque des données à caractère personnel sont transmises à une autre Partie contractante en application des dispositions de la présente Convention, les disposi-

doelinden is slechts mogelijk na voorafgaande toestemming door de verstreckende Overeenkomstsluitende Partij en overeenkomstig het recht van de ontvangende Overeenkomstsluitende Partij; de toestemming kan worden verleend voor zover zulks op grond van het nationale recht van de verstreckende Overeenkomstsluitende Partij is toegestaan;

b) de verstreckte persoonsgegevens mogen alleen worden gebruikt door diensten, instanties en gerechtelijke autoriteiten die in het kader van de voor de verstrecking onder *a)* bedoelde doeleinden een taak of functie hebben;

c) de Overeenkomstsluitende Partij die persoonsgegevens verstreckt ziet erop toe dat deze juist zijn; wanneer, hetzij op eigen initiatief, hetzij naar aanleiding van een verzoek van de geregistreerde blijkt, dat gegevens zijn verstreckt die onjuist zijn of niet hadden mogen worden verstreckt, wordt dit de ontvangende Overeenkomstsluitende Partij of Partijen onmiddellijk meegedeeld, welke alsdan overgaan tot verbetering of vernietiging van de betrokken persoonsgegevens, dans wel tot vermelding dat deze persoonsgegevens onjuist zijn of onrechtmatig zijn verstreckt;

d) een Overeenkomstsluitende Partij kan zich jegens een benadeelde persoon niet ontlasten van haar aansprakelijkheid naar nationaal recht met een beroep op het feit dat een andere Overeenkomstsluitende Partij onjuiste gegevens heeft verstreckt; wordt tegen de ontvangende Overeenkomstsluitende Partij schadevergoeding toegekend ter zake van het gebruik van door het toedoen van de verstreckende Overeenkomstsluitende Partij verstreckte onjuiste gegevens, dan betaalt deze het volledige door de eerstbedoelde betaalde bedrag;

e) van de verstrecking en ontvangst van persoonsgegevens dient in de registratie waaruit zij worden verstreckt en waarin zij worden opgenomen aantekening te worden gehouden;

f) de gemeenschappelijke controleautoriteit als bedoeld in artikel 115 is bevoegd op verzoek van een Overeenkomstsluitende Partij een advies uit te brengen met betrekking tot toepassings- en interpretatiemoeilijkheden van dit artikel.

4. Het bepaalde in dit artikel is niet van toepassing op de verstrecking van persoonsgegevens voorzien in Titel II, hoofdstuk 7, en in Titel IV. Het bepaalde in lid 3 is niet van toepassing op de verstrecking van persoonsgegevens voorzien in Titel III, hoofdstukken 2, 3, 4 en 5.

Artikel 127

1. Wanneer op grond van deze Overeenkomst persoonsgegevens worden verstreckt aan een andere Overeenkomstsluitende Partij is het bepaalde in artikel 126 van over-

ren Zwecken ist nur nach vorheriger Zustimmung der übermittelnden Vertragspartei und nur nach Maßgabe des Rechts der empfangenden Vertragspartei zulässig. Die Zustimmung darf erteilt werden, soweit das nationale Recht der übermittelnden Vertragspartei dies zuläßt.

b) Die übermittelten personenbezogenen Daten dürfen ausschließlich durch die Behörden und Gerichte genutzt werden, die für eine Aufgabe im Rahmen der Zwecke nach Buchstabe *a)* zuständig sind.

c) Die übermittelnde Vertragspartei ist verpflichtet, auf die Richtigkeit der personenbezogenen Daten zu achten; erweist sich, von Amts wegen oder aufgrund eines Antrags des Betroffenen, daß unrichtige Daten oder Daten, die nicht hätten übermittelt werden dürfen, übermittelt worden sind, so ist dies der empfangenden Vertragspartei oder den empfangenden Vertragsparteien unverzüglich mitzuteilen. Diese ist beziehungsweise diese sind verpflichtet, die Berichtigung oder Vernichtung vorzunehmen, oder zu vermerken, daß die Daten unrichtig sind oder unrechtmäßig übermittelt wurden.

d) Im Rahmen ihrer Haftung nach Maßgabe des nationalen Rechts kann eine Vertragspartei sich im Verhältnis zu dem Geschädigten zu ihrer Entlastung nicht darauf berufen, daß eine andere Vertragspartei unrichtige Daten übermittelt hat. Leistet die empfangende Vertragspartei Schadensersatz wegen eines Schadens, der durch die Nutzung von unrichtig übermittelten Daten verursacht wurde, so erstattet die übermittelnde Vertragspartei der empfangenden Vertragspartei den Gesamtbetrag des geleisteten Ersatzes.

e) Die Übermittlung und der Empfang personenbezogener Daten sind in der Datei, aus der sie übermittelt werden und in der Datei, in der sie gespeichert werden, festzuhalten.

f) Die gemeinsame Kontrollinstanz nach Artikel 115 ist zuständig, auf Ersuchen einer Vertragspartei ein Gutachten über die Anwendungs- und Auslegungsschwierigkeiten abzugeben, die sich bei der Anwendung dieses Artikels ergeben.

(4) Dieser Artikel findet auf die Übermittlung personenbezogener Daten nach Maßgabe des Titels II Kapitel 7 und des Titels IV keine Anwendung. Absatz 3 findet keine Anwendung auf die Übermittlung personenbezogener Daten nach Maßgabe des Titels III Kapitel 2, 3, 4 und 5.

Artikel 127

(1) Werden aufgrund dieses Übereinkommens einer anderen Vertragspartei personenbezogene Daten übermittelt, so findet auf die Übermittlung dieser Daten aus einer

tions de l'article 126 s'appliquent à la transmission des données provenant d'un fichier non automatisé et à leur intégration dans un fichier non automatisé.

2. Lorsque, dans des cas autres que ceux régis par l'article 126, paragraphe 1^{er}, ou par le paragraphe 1^{er} du présent article, des données à caractère personnel sont transmises à une autre Partie contractante en application de la présente Convention, l'article 126, paragraphe 3, à l'exception du point e), est applicable. En outre, les dispositions ci-après s'appliquent:

a) la transmission et la réception de données à caractère personnel sont enregistrées par écrit; cette obligation ne s'applique pas lorsqu'il n'est pas nécessaire, pour leur utilisation, d'enregistrer les données, en particulier lorsque les données ne sont pas utilisées ou ne sont utilisées que très brièvement;

b) la Partie contractante destinataire garantit pour l'utilisation des données transmises un niveau de protection au moins égal à celui que son droit prévoit pour une utilisation de données de nature similaire;

c) l'accès aux données et les conditions auxquelles il est accordé sont régis par le droit national de la Partie contractante à laquelle la personne concernée présente sa demande.

3. Le présent article ne s'applique pas à la transmission de données prévue au Titre II, chapitre 7, au Titre III, chapitres 2, 3, 4 et 5, et au Titre IV.

Article 128

1. La transmission de données à caractère personnel prévue par la présente Convention ne pourra avoir lieu que lorsque les Parties contractantes concernées par la transmission auront chargé une autorité de contrôle nationale d'exercer un contrôle indépendant sur le respect des dispositions des articles 126 et 127 et des dispositions prises pour leur application, pour le traitement de données à caractère personnel dans des fichiers.

2. Dans la mesure où une Partie contractante a chargé, conformément à son droit national, une autorité de contrôle d'exercer, dans un ou plusieurs domaines, un contrôle indépendant sur le respect de dispositions en matière de protection des données à caractère personnel non intégrées dans un fichier, cette Partie contractante charge cette autorité de surveiller le respect des dispositions du présent Titre dans les domaines en question.

eenkomstige toepassing op het verstrekken uit en het opnemen in een niet-geautomatiseerde persoonsregistratie.

2. Wanneer in andere gevallen als bedoeld in artikel 126, lid 1, of in lid 1 van het onderhavige artikel op grond van deze Overeenkomst persoonsgegevens worden verstrekt aan een andere Overeenkomstsluitende Partij, is het bepaalde in artikel 126, lid 3, met uitzondering van het bepaalde onder e) van toepassing. Bovendien zijn onderstaande bepalingen van toepassing:

a) van de verstrekking en de ontvangst van persoonsgegevens wordt bij de gegevens aantekening gehouden; deze verplichting geldt niet indien, gelet op hun gebruik, aantekening niet nodig is, in het bijzonder wanneer de gegevens niet of slechts kortstondig worden gebruikt;

b) het gebruik van verstrekte gegevens krijgt bij de ontvangende Overeenkomstsluitende Partij tenminste de bescherming welke op grond van het recht van de ontvangende Overeenkomstsluitende Partij voor gebruik van gegevens van gelijke aard geldt;

c) de beslissing of en onder welke voorwaarden aan een verzoek van belanghebbende om kennisneming wordt voldaan, wordt door de Overeenkomstsluitende Partij bij welke het verzoek is ingediend, genomen in overeenstemming met haar nationale wetgeving.

3. Het bepaalde in dit artikel is niet van toepassing op de verstrekking van persoonsgegevens voorzien in Titel II, hoofdstuk 7, in Titel III, hoofdstukken 2, 3, 4 en 5, en in Titel IV.

Artikel 128

1. Tot verstrekking van persoonsgegevens als bedoeld in deze Overeenkomst mag niet worden overgegaan dan nadat de betrokken Overeenkomstsluitende Partijen een nationale controle-autoriteit hebben belast met het op onafhankelijke wijze toezicht houden op de naleving van de ingevolge het bepaalde in de artikelen 126 en 127 gestelde voorschriften met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens in persoonsregistraties.

2. Voor zover een Overeenkomstsluitende Partij overeenkomstig haar nationale recht een controle-autoriteit heeft belast met de taak om op één of meer terreinen op onafhankelijke wijze toezicht te houden op de naleving van bepalingen inzake de bescherming van persoonsgegevens met betrekking tot niet in registraties opgeslagen gegevens, belast deze Overeenkomstsluitende Partij bedoelde controle-autoriteit eveneens met het toezicht op de naleving van de bepalingen van deze Titel met betrekking tot deze terreinen.

nicht-automatisierten Datei und ihre Aufnahme in eine solche Datei Artikel 126 sinngemäß Anwendung.

(2) Werden in anderen als den in Artikel 126 Absatz 1 oder in Absatz 1 dieses Artikels genannten Fällen einer anderen Vertragspartei personenbezogene Daten übermittelt, so gilt Artikel 126 Absatz 3 mit Ausnahme von Buchstabe e) Außerdem gelten folgende Bestimmungen:

a) Die Übermittlung und der Empfang personenbezogener Daten werden aktenkundig gemacht. Diese Verpflichtung entfällt, soweit es für die Verwendung der Daten nicht erforderlich ist, sie aktenkundig zu machen, insbesondere weil die Daten nicht oder nur kurzfristig verwendet werden.

b) Die Verwendung der übermittelten Daten genießt auf dem Hoheitsgebiet der empfangenden Vertragspartei zumindest den Schutz, der aufgrund des Rechts dieser Vertragspartei für eine Verwendung von Daten gleicher Art gilt.

c) Die Entscheidung darüber, ob und unter welchen Bedingungen auf Antrag des Betroffenen über die auf seine Person bezogenen übermittelten Daten Auskunft erteilt wird, richtet sich nach dem Recht der Vertragspartei, bei der der Antrag gestellt wird.

(3) Dieser Artikel findet auf die Übermittlung personenbezogener Daten nach Maßgabe des Titels II Kapitel 7, des Titels III Kapitel 2, 3, 4 und 5 des Titels IV keine Anwendung.

Artikel 128

(1) Die in diesem Übereinkommen vorgesehenen Übermittlungen personenbezogener Daten dürfen erst beginnen, wenn die an der Übermittlung beteiligten Vertragsparteien einer nationalen Kontrollinstanz die Aufgabe übertragen haben, auf unabhängige Weise die Einhaltung der Artikel 126 und 127 sowie der Rechtsvorschriften zur Anwendung dieser Bestimmungen in Bezug auf die Verarbeitung personenbezogener Daten in Dateien zu überwachen.

(2) Hat eine Vertragspartei nach Maßgabe ihres nationalen Rechts eine Kontrollinstanz mit der Aufgabe eingerichtet, in einem oder mehreren Sachbereichen die Einhaltung von datenschutzrechtlichen Bestimmungen in Bezug auf nicht in Dateien gespeicherte Daten auf unabhängige Weise zu überwachen, so überträgt diese Vertragspartei dieser Kontrollinstanz die Aufgabe, in diesen Sachbereichen auch die Einhaltung der Regelungen dieses Titels zu überwachen.

3. Le présent article ne s'applique pas à la transmission de données prévue au Titre II, chapitre 7 et au Titre III, chapitres 2, 3, 4 et 5.

Article 129

En ce qui concerne la transmission de données à caractère personnel en application du Titre III, chapitre I^{er}, les Parties contractantes s'engagent, sans préjudice des dispositions des articles 126 et 127, à réaliser un niveau de protection des données à caractère personnel qui respecte les principes de la Recommandation R (87) 15 du 17 septembre 1987 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police. En outre, en ce qui concerne la transmission en application de l'article 46, les dispositions ci-après s'appliquent:

a) les données ne peuvent être utilisées par la Partie contractante destinataire qu'aux seules fins indiquées par la Partie contractante qui les fournit et dans le respect des conditions imposées par cette Partie contractante;

b) les données ne peuvent être transmises qu'aux seuls services et autorités de police; la communication des données à d'autres services ne pourra avoir lieu qu'après autorisation préalable de la Partie contractante qui les fournit;

c) sur demande, la Partie contractante destinataire informe la Partie contractante qui transmet les données de l'usage qui en a été fait et des résultats obtenus sur la base des données transmises.

Article 130

Si des données à caractère personnel sont transmises par l'intermédiaire d'un fonctionnaire de liaison visé à l'article 47 ou à l'article 125, les dispositions du présent Titre ne s'appliquent que lorsque ce fonctionnaire de liaison transmet ces données à la Partie contractante qui l'a détaché sur le territoire de l'autre Partie contractante.

TITRE VII

Comité exécutif

Article 131

1. Un Comité exécutif est institué pour l'application de la présente Convention.

3. Het bepaalde in dit artikel is niet van toepassing op de verstrekking voorzien in Titel II, hoofdstuk 7, en in Titel III, hoofdstukken 2, 3, 4 en 5.

Artikel 129

Met betrekking tot de verstrekking van persoonsgegevens op grond van Titel III, hoofdstuk 1, verplichten de Overeenkomstsluitende Partijen zich, onverminderd het bepaalde in de artikelen 126 en 127, een niveau van bescherming van persoonsgegevens te verwezenlijken, waarbij de beginselen van de aanbeveling R (87) 15 van het Comité van Ministers van de Raad van Europa van 17 september 1987 tot regeling van het gebruik van persoonsgegevens op politieel gebied in acht worden genomen. Voorts zijn op de verstrekking op grond van artikel 46 de volgende bepalingen van toepassing:

a) de ontvangende Overeenkomstsluitende Partij mag de verstrekte gegevens uitsluitend voor de door de verstrekende Overeenkomstsluitende Partij bepaalde doeleinden, met inachtneming van de door de verstrekende Overeenkomstsluitende Partij gestelde voorwaarden, gebruiken;

b) de gegevens mogen uitsluitend aan politiediensten en -autoriteiten worden verstrekt; doorgeleiding van de verstrekte gegevens aan andere diensten vindt niet plaats dan na voorafgaande toestemming van de verstrekende Overeenkomstsluitende Partij;

c) de ontvangende Overeenkomstsluitende Partij informeert de verstrekende Overeenkomstsluitende Partij desgevraagd over het gebruik van de verstrekte gegevens en het op grond daarvan bereikte resultaat.

Artikel 130

Vindt verstrekking van persoonsgegevens plaats door tussenkomst van een contactambtenaar bedoeld in artikel 47 of in artikel 125, dan zijn de bepalingen van deze Titel slechts van toepassing wanneer de contactambtenaar de gegevens doorgeeft aan de Overeenkomstsluitende Partij door welke hij naar het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij is gedetacheerd.

TITEL VII

Uitvoerend Comité

Artikel 131

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst stellen de Overeenkomstsluitende Partijen een Uitvoerend Comité in.

(3) Dieser Artikel findet auf die Übermittlung personenbezogener Daten nach Maßgabe des Titels II Kapitel 7 und des Titels III Kapitel 2, 3, 4 und 5 keine Anwendung.

Artikel 129

In bezug auf die Übermittlung personenbezogener Daten nach Titel III Kapitel 1 verpflichten sich die Vertragsparteien, unbeschadet der Artikel 126 und 127, einen Datenschutzstandard zu verwirklichen, wobei die Grundsätze der Empfehlung R (87) 15 des Ministerausschusses des Europarates über die Nutzung personenbezogener Daten im Polizeibereich vom 17. September 1987 beachtet werden. Darüber hinaus finden auf die Übermittlung nach Maßgabe des Artikels 46 die folgenden Bestimmungen Anwendung:

a) Eine Nutzung dieser Daten durch die empfangende Vertragspartei ist ausschließlich zu den durch die übermittelnde Vertragspartei angegebenen Zwecken und unter den durch diese Vertragspartei vorgeschriebenen Bedingungen zulässig.

b) Die Daten dürfen ausschließlich an Polizeidienststellen und Polizeibehörden übermittelt werden. Die weitere Übermittlung an andere Stellen darf nur mit vorheriger Zustimmung der übermittelnden Vertragspartei erfolgen.

c) Der Empfänger unterrichtet die übermittelnde Vertragspartei auf Ersuchen über die Verwendung der übermittelten Daten und über die dadurch erzielten Ergebnisse.

Artikel 130

Erfolgt die Übermittlung personenbezogener Daten über einen in Artikel 47 oder in Artikel 125 vorgesehenen Verbindungsbeamten, so finden die Bestimmungen dieses Titels erst Anwendung, wenn der Verbindungsbeamte sie der Vertragspartei weitergegeben hat, die ihn in das Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei entsandt hat.

TITEL VII

Exekutivausschuß

Artikel 131

(1) Im Hinblick auf die Anwendung dieses Übereinkommens richten die Vertragsparteien einen Exekutivausschuß ein.

2. Sans préjudice des compétences particulières qui lui sont attribuées par la présente Convention, le Comité exécutif a pour mission générale de veiller à l'application correcte de la présente Convention.

Article 132

1. Chacune des Parties contractantes dispose d'un siège au sein du Comité exécutif. Les Parties contractantes sont représentées au sein du Comité par un ministre responsable de la mise en œuvre de la présente Convention; il peut se faire assister par les experts nécessaires qui pourront participer aux délibérations.

2. Le Comité exécutif statue à l'unanimité. Il règle son fonctionnement; à cet égard, il peut prévoir une procédure écrite pour la prise de décisions.

3. A la demande du représentant d'une Partie contractante, la décision définitive concernant un projet sur lequel le Comité exécutif a statué peut être reportée à deux mois au maximum après la présentation du projet.

4. Le Comité exécutif peut créer, en vue de la préparation des discussions ou pour d'autres travaux, des groupes de travail composés de représentants des administrations des Parties contractantes.

Article 133

Le Comité exécutif se réunit alternativement sur le territoire de chacune des Parties contractantes. Il se réunit aussi souvent que le nécessitera la bonne exécution de ses tâches.

TITRE VIII

Dispositions finales

Article 134

Les dispositions de la présente Convention ne sont applicables que dans la mesure où elles sont compatibles avec le droit communautaire.

Article 135

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent sous réserve des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967.

2. Onverminderd de bijzondere bevoegdheden die het krachtens deze Overeenkomst worden toegekend, heeft het Uitvoerend Comité algemeen tot taak toe te zien op de juiste toepassing van deze Overeenkomst.

Artikel 132

1. Iedere Overeenkomstsluitende Partij heeft één zetel in het Uitvoerend Comité. De Overeenkomstsluitende Partijen worden in het Uitvoerend Comité vertegenwoordigd door een voor de uitvoering van deze Overeenkomst verantwoordelijke Minister; zij kunnen zich zo nodig doen bijstaan door deskundigen die aan de beraadslagingen kunnen deelnemen.

2. Het Uitvoerend Comité beslist bij eenparigheid van stemmen. Het regelt zijn werkwijze; daarin kan worden voorzien in een schriftelijke procedure voor de besluitvorming.

3. Op verzoek van de vertegenwoordiger van een Overeenkomstsluitende Partij kan de definitieve besluitvorming over een ontwerp-besluit worden uitgesteld tot uiterlijk twee maanden na overlegging van het ontwerp-besluit.

4. Het Uitvoerend Comité kan ten behoeve van de voorbereiding van de besluitvorming of andere werkzaamheden werkgroepen instellen, samengesteld uit ambtelijke vertegenwoordigers van de Overeenkomstsluitende Partijen.

Artikel 133

Het Uitvoerend Comité vergadert bij toerbeurt op het grondgebied van elk der Overeenkomstsluitende Partijen. Het vergadert zo vaak als dit nodig is voor de goede uitvoering van zijn taken.

TITEL VIII

Slotbepalingen

Artikel 134

De bepalingen van deze Overeenkomst zijn slechts van toepassing voor zover zij verenigbaar zijn met het Gemeenschapsrecht.

Artikel 135

Het bepaalde in deze Overeenkomst is van toepassing onder voorbehoud van de bepalingen van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, zoals gewijzigd bij het Protocol van New York van 31 januari 1967.

(2) Unbeschadet der besonderen Befugnisse, mit denen er aufgrund dieses Übereinkommens ausgestattet ist, hat der Exekutivausschuß als allgemeine Aufgabe, auf die richtige Anwendung dieses Übereinkommens zu achten.

Artikel 132

(1) Jede Vertragspartei hat einen Sitz im Exekutivausschuß. Die Vertragsparteien sind in dem Exekutivausschuß durch einen für die Durchführung dieses Übereinkommens zuständigen Minister vertreten; dieser kann sich soweit erforderlich durch Sachverständige unterstützen lassen, die an den Verhandlungen teilnehmen dürfen.

(2) Der Exekutivausschuß faßt seine Beschlüsse einstimmig. Er legt seine Arbeitsmethode fest; dabei kann ein schriftliches Verfahren für die Beschlußfassung vorgesehen werden.

(3) Auf Ersuchen eines Vertreters einer Vertragspartei kann die endgültige Entscheidung über einen Beschlußentwurf bis spätestens zwei Monate nach der Vorlage dieses Entwurfs vertagt werden.

(4) Der Exekutivausschuß ist berechtigt, im Hinblick auf die Vorbereitung der Beschlußfassung oder auf andere Tätigkeiten Arbeitsgruppen einzusetzen, die aus Vertretern der Verwaltungen der Vertragsparteien zusammengesetzt sind.

Artikel 133

Der Exekutivausschuß tritt abwechselnd im Hoheitsgebiet jeder der Vertragsparteien zusammen. Sitzungen werden anberaumt, so oft dies für die Erfüllung seiner Aufgaben erforderlich ist.

TITEL VIII

Schlußbestimmungen

Artikel 134

Die Bestimmungen dieses Übereinkommens sind nur anwendbar, soweit sie mit dem Gemeinschaftsrecht vereinbar sind.

Artikel 135

Die Bestimmungen dieses Übereinkommens gelten vorbehaltlich der Bestimmungen der Genfer Konvention vom 28. Juli 1951 über den Flüchtlingsstatus in der Fassung des Protokolls von New York vom 31. Januar 1967.

Article 136

1. Une Partie contractante qui envisage de mener avec un Etat tiers des négociations relatives aux contrôles frontaliers en informe en temps utile les autres Parties contractantes.

2. Aucune Partie contractante ne conclura avec un ou plusieurs Etats tiers des accords portant simplification ou suppression des contrôles aux frontières, sans l'accord préalable des autres Parties contractantes, sous réserve du droit des Etats membres des Communautés européennes de conclure en commun de tels accords.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas aux accords portant sur le petit trafic frontalier dès lors que ces accords respectent les exceptions et modalités établies en vertu de l'article 3, paragraphe 1^{er}.

Article 137

La présente Convention ne peut faire l'objet de réserves, à l'exception de celles mentionnées à l'article 60.

Article 138

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliqueront, pour la République française, qu'au territoire européen de la République française.

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliqueront, pour le Royaume des Pays-Bas, qu'au territoire du Royaume situé en Europe.

Article 139

1. La présente Convention sera soumise à ratification, approbation ou acceptation. Les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation seront déposés auprès du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg; celui-ci notifie le dépôt à toutes les Parties contractantes.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit le dépôt du dernier instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation. Les dispositions relatives à la création, aux activités et aux compétences du Comité exécutif s'appliquent dès l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les autres dispositions s'appliquent à compter du premier jour du troisième mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Artikel 136

1. Een Overeenkomstsluitende Partij die het voornemen heeft met een derde Staat met betrekking tot de grenscontroles onderhandelingen te voeren, brengt de overige Overeenkomstsluitende Partijen daarvan tijdig in kennis.

2. Een Overeenkomstsluitende Partij mag met één of meer derde Statengeen overeenkomsten sluiten strekkende tot vereenvoudiging of afschaffing van de grenscontroles zonder voorafgaande toestemming van de overige Overeenkomstsluitende Partijen, onder voorbehoud van het recht van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen gemeenschappelijk dergelijke overeenkomsten te sluiten.

3. Het bepaalde in lid 2 is niet van toepassing op de overeenkomsten betreffende het kleine grensverkeer, voor zover in deze overeenkomsten de op grond van artikel 3, lid 1, vastgestelde uitzonderingen en nadere bepalingen in acht worden genomen.

Artikel 137

Voorbehouden bij deze Overeenkomst zijn niet toegestaan, met uitzondering van die bedoeld in artikel 60.

Artikel 138

De bepalingen van deze Overeenkomst zijn wat betreft de Franse Republiek slechts van toepassing op het Europese grondgebied van de Franse Republiek.

De bepalingen van deze Overeenkomst zijn wat betreft het Koninkrijk der Nederlanden slechts van toepassing op het grondgebied van het Rijk in Europa.

Artikel 139

1. Deze Overeenkomst dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden bij de Regering van het Groothertogdom Luxemburg nedergelegd; deze geeft aan alle Overeenkomstsluitende Partijen kennis van de nederlegging.

2. Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum van nederlegging van de laatste akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring. De bepalingen inzake de instelling, werkzaamheden en bevoegdheden van het Uitvoerend Comité zijn vanaf het tijdstip van inwerkingtreding van toepassing. De overige bepalingen zijn van toepassing vanaf de eerste dag van de derde maand volgend op het tijdstip van inwerkingtreding.

Artikel 136

(1) Erwägt eine Vertragspartei, mit einem Drittstaat Verhandlungen zu führen, die die Grenzkontrollen betreffen, so unterrichtet sie rechtzeitig die anderen Vertragsparteien.

(2) Vorbehaltlich des Rechts der Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften, gemeinsam solche Übereinkommen zu schließen, werden die Vertragsparteien ohne vorherige Zustimmung der anderen Vertragsparteien keine zwei- oder mehrseitigen Vereinbarungen über die Erleichterung oder den Abbau der Grenzkontrollen mit Drittstaaten schließen.

(3) Absatz 2 findet keine Anwendung auf Übereinkommen über den kleinen Grenzverkehr, sofern diese Übereinkommen die Ausnahmen und Modalitäten nach Artikel 3 Absatz 1 beachten.

Artikel 137

Vorbehalte zu diesem Übereinkommen sind mit Ausnahme der in Artikel 60 erwähnten nicht zulässig.

Artikel 138

Die Bestimmungen dieses Übereinkommens gelten für die Französische Republik nur für das europäische Hoheitsgebiet der Französischen Republik.

Die Bestimmungen dieses Übereinkommens gelten für das Königreich der Niederlande nur für das Hoheitsgebiet des Reichs in Europa.

Artikel 139

(1) Dieses Übereinkommen bedarf der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung. Die Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunden werden bei der Regierung des Großherzogtums Luxemburg hinterlegt; diese notifiziert die Hinterlegung allen Vertragsparteien.

(2) Dieses Übereinkommen tritt am ersten Tag des zweiten Monats nach Hinterlegung der letzten Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde in Kraft. Die Bestimmungen in bezug auf die Einrichtung, die Tätigkeiten und die Befugnisse des Exekutivausschusses finden vom Inkrafttreten des Übereinkommens an Anwendung. Die übrigen Bestimmungen finden vom ersten Tag des dritten Monats nach Inkrafttreten des Übereinkommens an Anwendung.

3. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg notifie la date de l'entrée en vigueur à toutes les Parties contractantes.

Article 140

1. Tout Etat membre des Communautés européennes peut devenir Partie à la présente Convention. L'adhésion fait l'objet d'un accord entre cet Etat et les Parties contractantes.

2. Cet accord est soumis à ratification, approbation ou acceptation, par l'Etat adhérent et chacune des Parties contractantes. Il entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit le dépôt du dernier instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation.

Article 141

1. Toute Partie contractante peut faire parvenir au dépositaire une proposition tendant à modifier la présente Convention. Le dépositaire transmet cette proposition aux autres Parties contractantes. A la demande d'une Partie contractante, les Parties contractantes réexaminent les dispositions de la présente Convention si, à leur avis, une situation constitue un changement de caractère fondamental des conditions existant lors de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. Les Parties contractantes arrêtent d'un commun accord les modifications à la présente Convention.

3. Les modifications entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de dépôt du dernier instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation.

Article 142

1. Lorsque des conventions sont conclues entre les Etats membres des Communautés européennes en vue de la réalisation d'un espace sans frontières intérieures, les Parties contractantes conviennent des conditions dans lesquelles les dispositions de la présente Convention sont remplacées ou modifiées en fonction des dispositions correspondantes desdites conventions.

Les Parties contractantes tiennent compte, à cet effet, de ce que les dispositions de la présente Convention peuvent prévoir une coopération plus poussée que celle qui résulte des dispositions desdites conventions.

3. De Regering van het Groothertogdom Luxemburg geeft alle Overeenkomstsluitende Partijen kennis van de datum van de inwerkingtreding.

Artikel 140

1. Iedere Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen kan Partij worden bij deze Overeenkomst. De toetreding wordt geregeld bij een overeenkomst tussen de desbetreffende Staat en de Overeenkomstsluitende Partijen.

2. Deze overeenkomst wordt door de toetredende Staat en ieder der Overeenkomstsluitende Partijen bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd. Zij treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op de nederlegging van de laatste akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

Artikel 141

1. Elk der Overeenkomstsluitende Partijen kan de depositaris een voorstel tot wijziging van deze Overeenkomst doen toekomen. De depositaris doet de overige Overeenkomstsluitende Partijen mededeling van dit voorstel. Op verzoek van één der Overeenkomstsluitende Partijen toetsen de Overeenkomstsluitende Partijen de bepalingen van deze Overeenkomst, wanneer naar hun oordeel een fundamentele wijziging in de op het tijdstip van de inwerkingtreding van deze Overeenkomst bestaande omstandigheden is opgetreden.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen stellen in onderlinge overeenstemming de in deze Overeenkomst aan te brengen wijzigingen vast.

3. De wijzigingen treden in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op de datum van nederlegging van de laatste akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

Artikel 142

1. Indien tussen de Lid-Statens van de Europese Gemeenschappen overeenkomsten worden gesloten met het oog op het creëren van een ruimte zonder binnengrenzen, komen de Overeenkomstsluitende Partijen overeen onder welke voorwaarden de bepalingen van de onderhavige Overeenkomst, in het licht van de daarmee corresponderende bepalingen van bedoelde overeenkomsten, worden vervangen of aangepast.

De Overeenkomstsluitende Partijen houden daartoe rekening met het feit, dat de bepalingen van de onderhavige Overeenkomst een verdergaande samenwerking dan die ingevolge de bepalingen van bedoelde overeenkomsten kunnen behelzen.

(3) Die Regierung des Großherzogtums Luxemburg notifiziert allen Vertragsparteien das Datum des Inkrafttretens.

Artikel 140

(1) Jeder Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaften kann diesem Übereinkommen beitreten. Der Beitritt wird in einem Übereinkommen zwischen diesem Staat und den Vertragsparteien geregelt.

(2) Dieses Übereinkommen bedarf der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung durch den beitretenden Staat und jede Vertragspartei. Es tritt in Kraft am ersten Tag des zweiten Monats nach Hinterlegung der letzten Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde.

Artikel 141

(1) Jede Vertragspartei kann dem Verwahrer einen Vorschlag zur Änderung dieses Übereinkommens zuleiten. Der Verwahrer übermittelt diesen Vorschlag an die anderen Vertragsparteien. Auf Antrag einer Vertragspartei überprüfen die Vertragsparteien die Bestimmungen dieses Übereinkommens, wenn nach ihrer Auffassung eine Änderung grundlegenden Charakters in den zur Zeit des Inkrafttretens des Übereinkommens bestehenden Verhältnissen entstanden ist.

(2) Die Vertragsparteien legen die Änderungen dieses Übereinkommens einvernehmlich fest.

(3) Die Änderungen treten in Kraft am ersten Tag des zweiten Monats nach Hinterlegung der letzten Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde.

Artikel 142

(1) Werden zwischen den Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften Übereinkommen im Hinblick auf die Verwirklichung eines Raumes ohne Binnengrenzen geschlossen, so vereinbaren die Vertragsparteien, unter welchen Voraussetzungen die Bestimmungen dieses Übereinkommens unter Berücksichtigung der entsprechenden Bestimmungen der erwähnten Übereinkommen ersetzt oder geändert werden müssen.

Die Vertragsparteien berücksichtigen dabei, daß die Bestimmungen dieses Übereinkommens eine weitergehende Zusammenarbeit vorsehen können als die Bestimmungen der erwähnten Übereinkommen.

Les dispositions qui sont contraires à celles convenues entre les Etats membres des Communautés européennes sont adaptées en tout état de cause.

2. Les modifications à la présente Convention qui sont jugées nécessaires par les Parties contractantes sont soumises à ratification, approbation ou acceptation. La disposition de l'article 141, paragraphe 3, est applicable, étant entendu que les modifications n'entreront pas en vigueur avant l'entrée en vigueur desdites conventions entre les Etats membres des Communautés européennes.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention.

Fait à Schengen, le dix-neuf juin mil neuf cent quatre-vingt-dix, dans les langues allemande, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg, qui remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties contractantes.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Belgique

XXXXXX.

Pour le Gouvernement
de la République fédérale
d'Allemagne

XXXXXX.

Pour le Gouvernement
de la République française

XXXXX.

Pour le Gouvernement
du Grand Duché de Luxembourg

XXXXX.

Pour le Gouvernement
du Royaume des Pays-Bas

XXX.

De bepalingen die in strijd zijn met de tussen de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen overeengekomen bepalingen worden in elk geval aangepast.

2. De wijzigingen van de onderhavige Overeenkomst waarvan de Overeenkomstsluitende Partijen vaststellen dat zij nodig zijn, dienen door de Overeenkomstsluitende Partijen te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd. Het bepaalde in artikel 141, lid 3, is van toepassing met dien verstande dat de wijzigingen niet eerder in werking treden dan op het tijdstip van inwerkingtreding van de desbetreffende overeenkomst tussen de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen.

Ten blijk van waarvan de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

Gedaan te Schengen, op negentien juni negentienhonderdnegentig, in de Duitse, de Franse en de Nederlandse taal, zijnde de teksten in elk van deze talen gelijkelijk authentiek, in een origineel dat zal worden nedergelegd bij de Regering van het Groothertogdom Luxemburg, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift daarvan aan alle Overeenkomstsluitende Partijen toezendt.

Voor de Regering
van het Koninkrijk België

XXXXXX.

Voor de Regering
van de Bondsrepubliek
Duitsland

XXXXXX.

Voor de Regering
van de Franse Republiek

XXXXX.

Voor de Regering
van het Groothertogdom Luxemburg

XXXXX.

Voor de Regering
van het Koninkrijk der Nederlanden

XXX.

Die Bestimmungen, die zu den Bestimmungen der zwischen den Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften geschlossenen Übereinkommen in Widerspruch stehen, werden auf jeden Fall angepaßt.

(2) Die Änderungen dieses Übereinkommens, die von den Vertragsparteien für erforderlich gehalten werden, bedürfen der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung durch die Vertragsparteien. Artikel 141 Absatz 3 findet Anwendung mit der Maßgabe, daß die Änderungen nicht vor Inkrafttreten des betreffenden Übereinkommens zwischen den Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften in Kraft treten.

Zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig befugten Unterzeichneten dieses Übereinkommen unterschrieben.

Geschehen zu Schengen, am neunzehnten Juni neunzehnhundertneunzig, in deutscher, französischer und niederländischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist, in einer Urschrift, die bei der Regierung des Großherzogtums Luxemburg hinterlegt wird; diese übermittelt jeder Vertragspartei eine beglaubigte Abschrift.

Für die Regierung
des Königreichs Belgien

XXXXXX.

Für die Regierung
der Bundesrepublik
Deutschland

XXXXXX.

Für die Regierung der Französischen
Republik

XXXXX.

Für die Regierung des Großherzogtums
Luxemburg

XXXXX.

Für die Regierung des Königreichs
der Niederlande

XXX.

PROCES-VERBAL

En complément de l'Acte Final de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, les Parties Contractantes ont adopté la déclaration commune suivante et pris note des déclarations unilatérales ci-après, faites en rapport avec ladite Convention :

I. Déclaration concernant le champ d'application

Les Parties Contractantes constatent : après l'unification des deux Etats allemands, le champ d'application, en droit international, de la Convention s'étendra aussi au territoire actuel de la République démocratique allemande.

II. Déclarations de la République fédérale d'Allemagne concernant l'interprétation de la Convention

1. La Convention est conclue dans la perspective de l'unification des deux Etats allemands.

La République démocratique allemande n'est pas un pays étranger par rapport à la République fédérale d'Allemagne.

L'article 136 n'est pas applicable dans les relations entre la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande.

2. La présente Convention ne porte pas atteinte au régime convenu dans l'échange de lettres germano-autrichien du 20 août 1984 comportant un allègement des contrôles aux frontières communes pour les ressortissants des deux Etats. Ce régime devra cependant être appliqué compte tenu des impératifs de sécurité et d'immigration des Parties Contractantes de Schengen, de sorte que ces facilités se limitent en pratique aux ressortissants autrichiens.

III. Déclaration du Royaume de Belgique concernant l'article 67

La procédure qui sera appliquée sur le plan interne pour la reprise de l'exécution d'un jugement étranger ne sera pas celle qui est prévue par la loi belge relative au transfert inter-étatique des personnes condamnées, mais une procédure spéciale qui sera déterminée lors de la ratification de la présente Convention.

PROTOCOL

In aanvulling op de Slotakte van de Overeenkomst ter uitvoering van het tussen de Regeringen van de Staten van de Benelux Economische Unie, van de Bondsrepubliek Duitsland, en van de Franse Republiek op 14 juni 1985 te Schengen gesloten Akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen hebben de Overeenkomstsluitende Partijen de volgende gemeenschappelijke verklaring aangenomen en nota genomen van de onderstaande eenzijdige verklaringen, welke met betrekking tot de genoemde Overeenkomst zijn aangelegd :

I. Verklaring inzake het toepassingsgebied

De Overeenkomstsluitende Partijen stellen vast : na eenwording van de beide Duitse Staten zal, volkenrechtelijk, het toepassingsgebied van de Overeenkomst zich ook over het huidige grondgebied van de Duitse Democratische Republiek uitstrekken.

II. Verklaringen van de Bondsrepubliek Duitsland ter uitlegging van de Overeenkomst

1. De Overeenkomst wordt gesloten in het perspectief van de vereniging van de beide Duitslanden.

De Duitse Democratische Republiek is in de relatie tot de Bondsrepubliek Duitsland geen buitenland.

Artikel 136 is niet van toepassing op de relatie tussen de Bondsrepubliek Duitsland en de Duitse Democratische Republiek.

2. Deze Overeenkomst doet geen afbreuk aan de in de Duits-Oostenrijkse briefwisseling van 20 augustus 1984 getroffen regeling inzake controlevereenvoudigingen aan de gemeenschappelijke grenzen voor onderdanen van beide landen; deze regeling dient ter vrijwaring van de veiligheids- en immigratiebelangen van de Overeenkomstsluitende Partijen op zodanige wijze ten uitvoer te worden gelegd, dat deze faciliteiten in de praktijk tot Oostenrijkse onderdanen beperkt blijven.

III. Verklaring van het Koninkrijk België inzake artikel 67

Voor de overdracht van de tenuitvoerlegging van in andere Overeenkomstsluitende Partijen gewezen strafvonnissen wordt in nationaal verband niet de procedure als bedoeld in de Belgische wet betreffende de overbrenging van gevonnisde personen tussen Staten gevolgd, doch een bijzondere, bij de bekrachtiging van deze Overeenkomst vast te stellen procedure.

PROTOKOLL

In Ergänzung der Schlußakte zu dem Übereinkommen zur Durchführung des Übereinkommens von Schengen vom 14. Juni 1985 zwischen den Regierungen der Staaten der Benelux-Wirtschaftsunion, der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik betreffend den schrittweisen Abbau der Kontrollen an den gemeinsamen Grenzen haben die Vertragsparteien die folgende gemeinsame Erklärung abgegeben und die folgenden einseitigen Erklärungen entgegengenommen, die in bezug auf dieses Übereinkommen abgegeben wurden :

I. Erklärung in bezug auf den Geltungsbereich

Die Vertragsparteien stellen fest : Nach der Vereinigung der beiden deutschen Staaten wird sich die völkerrechtliche Bindungswirkung des Übereinkommens auch auf das derzeitige Gebiet der Deutschen Demokratischen Republik erstrecken.

II. Erklärungen der Bundesrepublik Deutschland zur Auslegung des Übereinkommens

1. Das Übereinkommen wird in der Perspektive der Vereinigung der beiden deutschen Staaten geschlossen.

Die Deutsche Demokratische Republik ist im Verhältnis zur Bundesrepublik Deutschland nicht Ausland.

Artikel 136 findet keine Anwendung auf das Verhältnis der Bundesrepublik Deutschland zur Deutschen Demokratischen Republik.

2. Die im deutsch-österreichischen Briefwechsel vom 20. August 1984 getroffene Regelung über Kontrollvereinfachungen an den gemeinsamen Grenzen für die Staatsangehörigen beider Staaten bleibt durch diesen Staatsvertrag unberührt, muß aber im Interesse der Sicherheitslage und der Einwanderungsrisiken der Schengener Vertragsparteien so vollzogen werden, daß sich die Vergünstigungen in der Praxis auf österreichische Staatsangehörige beschränken.

III. Erklärung des Königreichs Belgien zu Artikel 67

Hinsichtlich der Übertragung der Vollstreckung von Strafurteilen wird auf nationaler Ebene nicht das Verfahren angewandt, das nach belgischem Recht für die zwischenstaatliche Überstellung von verurteilten Personen vorgesehen ist, sondern ein Sonderverfahren, das bei der Ratifikation dieses Übereinkommens festgelegt wird.

Fait à Schengen, le dix-neuf juin mil neuf cent quatre-vingt-dix, dans les langues allemande, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, qui remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement
de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement
de la République française

Pour le Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement
du Royaume des Pays-Bas

Gedaan te Schengen, op negentien juni negentienhonderdnegentig, in de Duitse, de Franse en de Nederlandse taal, zijnde de teksten in elk van deze talen gelijkelijk authentiek, in een origineel dat zal worden nedergelegd bij de Regering van het Groothertogdom Luxemburg, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift daarvan aan alle Overeenkomstsluitende Partijen toezendt.

Voor de Regering
van het Koninkrijk België

Voor de Regering
van de Bondsrepubliek Duitsland

Voor de Regering
van de Franse Republiek

Voor de Regering
van het Groothertogdom Luxemburg

Voor de Regering
van het Koninkrijk der Nederlanden

Geschehen zu Schengen, am neunzehnten Juni neunzehnhundertneunzig, in deutscher, französischer und niederländischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist, in einer Urschrift, die bei der Regierung des Großherzogtums Luxemburg hinterlegt wird; diese übermittle jeder Vertragspartei eine beglaubigte Abschrift.

Für die Regierung des
Königreichs Belgien

Für die Regierung der
Bundesrepublik Deutschland

Für die Regierung der
Französischen Republik

Für die Regierung des
Großherzogtums Luxemburg

Für die Regierung des
Königreichs der Niederlande

ACTE FINAL

Au moment de la signature de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, les Parties Contractantes ont adopté les déclarations suivantes :

1. Déclaration commune concernant l'article 139

Les Etats signataires s'informent mutuellement, dès avant l'entrée en vigueur de la Convention, de toutes les circonstances qui revêtent une importance pour les matières visées par la Convention et pour la mise en vigueur de celle-ci.

La Convention ne sera mise en vigueur que lorsque les conditions préalables à l'application de la Convention seront remplies dans les Etats signataires et que les contrôles aux frontières extérieures seront effectifs.

2. Déclaration commune concernant l'article 4

Les Parties Contractantes s'engagent à tout mettre en œuvre afin de respecter ce délai simultanément et de prévenir tout déficit de sécurité. Avant le 31 décembre 1992, le Comité Exécutif examinera quels progrès auront été réalisés. Le Royaume des Pays-Bas souligne que des difficultés de délai ne sont pas à exclure dans un aéroport déterminé, sans qu'elles ne suscitent pour autant des lacunes de sécurité. Les autres Parties Contractantes tiendront compte de cette situation, sans qu'il puisse en découler des difficultés pour le marché intérieur.

En cas de difficultés, le Comité Exécutif examinera les meilleurs conditions d'application simultanée de ces mesures dans les aéroports.

3. Déclaration commune concernant l'article 71, paragraphe 2

Pour autant qu'une Partie Contractante déroge au principe visé à l'article 71, paragraphe 2, dans le cadre de sa politique nationale de prévention et de traitement de la dépendance à l'égard des stupéfiants et des substances psychotropes, toutes les Parties Contractantes prennent les mesures administratives et pénales nécessaires afin de prévenir et de réprimer l'importation et l'exportation illicites desdits produits et substances notamment vers le territoire des autres Parties Contractantes.

SLOTAKTE

Bij de ondertekening van de Overeenkomst ter uitvoering van het tussen de Regeringen van de Staten van de Benelux Economische Unie, de Bondsrepubliek Duitsland en de Franse Republiek op 14 juni 1985 te Schengen gesloten Akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke binnengrenzen hebben de Overeenkomstsluitende Partijen onderstaande verklaringen aangenomen:

1. Gemeenschappelijke verklaring inzake artikel 139

De ondertekenende Staten informeren elkaar reeds vóór de inwerkingtreding van de Overeenkomst omtrent alle omstandigheden die voor de door de Overeenkomst bestreken materie en de inwerkingstelling relevant zijn.

De Overeenkomst wordt niet in werking gesteld dan nadat aan de voorwaarden voor toepassing van de Overeenkomst in de ondertekenende Staten is voldaan en de controles aan de buitengrenzen effectief zijn.

2. Gemeenschappelijke verklaring inzake artikel 4

De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe al het nodige te doen om deze termijn gelijktijdig na te leven en te vermijden dat veiligheidsleemten ontstaan. Vóór 31 december 1992 zal in het Uitvoerende Comité worden nagegaan in welke mate voortgang zal zijn gemaakt. Het Koninkrijk der Nederlanden attendeert erop dat voor een bepaalde luchthaven moeilijkheden met betrekking tot het naleven van deze termijn niet mogen worden uitgesloten, zonder dat hieruit veiligheidsleemten ontstaan. De overige Partijen zullen hiermee rekening houden, zonder dat hieruit moeilijkheden voor de interne markt mogen voortvloeien.

In geval van moeilijkheden zal het Uitvoerende Comité de beste mogelijkheden voor gelijktijdige toepassing van deze maatregelen in de luchthaven aan een onderzoek onderwerpen.

3. Gemeenschappelijke verklaring inzake artikel 71, lid 2

Voor zover een Overeenkomstsluitende Partij in het kader van haar nationale beleid inzake de voorkoming en behandeling van verslaving aan verdovende middelen en psychotrope stoffen afwijkt van het in artikel 71, lid 2, neergelegde beginsel, nemen alle Overeenkomstsluitende Partijen de noodzakelijke strafrechtelijke en bestuurlijke maatregelen teneinde de illegale in- en uitvoer van die middelen en stoffen in het bijzonder naar het grondgebied van de overige Overeenkomstsluitende Partijen tegen te gaan.

SCHLUSSAKTE

Bei der Unterzeichnung des Übereinkommens zur Durchführung von Schengen vom 14. Juni 1985 zwischen den Regierungen der Staaten der Benelux-Wirtschaftsunion, der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik betreffend den schrittweisen Abbau der Kontrollen an den Gemeinsamen Grenzen haben die Vertragsparteien die folgenden Erklärungen angenommen:

1. Gemeinsame Erklärung zu Artikel 139

Die Unterzeichnerstaaten unterrichten sich schon vor Inkrafttreten des Übereinkommens über alle Umstände, die für die Vertragsmaterie des Übereinkommens und seine Inkraftsetzung von Bedeutung sind.

Das Übereinkommen wird erst in Kraft gesetzt, wenn die Voraussetzungen der Anwendung des Übereinkommens bei den Unterzeichnerstaaten gegeben sind und die Kontrollen an den Außengrenzen tatsächlich durchgeführt werden.

2. Gemeinsame Erklärung zu Artikel 4

Die Vertragsparteien verpflichten sich, alles zu tun, um gleichzeitig diesen Termin einzuhalten und kein Sicherheitsdefizit entstehen zu lassen. Vor dem 31. Dezember 1992 wird im Exekutivausschuß geprüft werden, welche Fortschritte verwirklicht worden sind. Das Königreich der Niederlande weist darauf hin, daß Terminschwierigkeiten bei einem bestimmten Flughafen nicht auszuschließen sind, ohne daß hieraus Sicherheitslücken entstehen. Die anderen Vertragsparteien werden dies berücksichtigen, ohne daß sich hieraus Schwierigkeiten für den Binnenmarkt ergeben dürfen.

Im Fall von Schwierigkeiten wird der Exekutivausschuß prüfen, wie eine gleichzeitige Einführung am besten verwirklicht werden kann.

3. Gemeinsame Erklärung zu Artikel 71 Absatz 2

Soweit eine Vertragspartei im Rahmen ihrer nationalen Politik zur Vorbeugung und Behandlung der Abhängigkeit von Suchtstoffen und psychotropen Stoffen von dem in Artikel 71 Absatz 2 festgeschriebenen Grundsatz abweicht, treffen alle Vertragsparteien die erforderlichen strafrechtlichen und verwaltungsrechtlichen Maßnahmen, um die unerlaubte Ein- und Ausfuhr dieser Stoffe, insbesondere in das Hoheitsgebiet der anderen Vertragsparteien, zu unterbinden.

4. Déclaration commune concernant l'article 121

Les Parties Contractantes renoncent, dans le respect du droit communautaire, aux contrôles et à la présentation des certificats phytosanitaires prévus par le droit communautaire pour les végétaux et produits de végétaux:

a) énumérés sous le numéro 1, ou

b) énumérés sous les numéros 2 à 6 et qui sont originaires de l'une des Parties Contractantes

1. Fleurs coupées et parties de plantes pour ornementation de:

Castanea
Chrysanthemum
Dendranthema
Dianthus
Gladiolus
Gypsophila
Prunus
Quercus
Rosa
Salix
Syringa
Vitis

2. Fruits frais de:

Citrus
Cydonia
Malus
Prunus
Pyrus

3. Bois de:

Castanea
Quercus

4. Milieu de culture constitué en tout ou en partie de terre ou de matières organiques solides telles que parties de végétaux, tourbe et écorces avec humus, sans être toutefois constitués en totalité de tourbe.

5. Semences.

6. Végétaux vivants mentionnés ci-après et figurant sous le code N.C. énuméré ci-après de la nomenclature douanière publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* du 7 septembre 1987.

Code N.G. et désignation

0601 20 30: Bulbes, oignons, tubercules, racines tubéreuses et rhizomes, en végétation ou en fleur: orchidées, jacinthes, narcisses, tulipes
0601 20 90: Bulbes, oignons, tubercules, racines tubéreuses et rhizomes, en végétation ou en fleur: autres

4. Gemeenschappelijke verklaring inzake artikel 121

Overeenkomstig het Gemeenschapsrecht zien de Overeenkomstsluitende Partijen af van de door het Gemeenschapsrecht voorgeschreven fytosanitaire controles en certificaten voor de planten en plantaardige productie die:

a) onder nummer 1 zijn opgesomd, dan wel

b) onder nummers 2 tot en met 6 zijn opgesomd en van oorsprong uit één der Overeenkomstsluitende Partijen zijn.

1. Snijbloemen en plantedelen voor sierdoeleinde van:

Castanea
Chrysanthemum
Dendranthema
Dianthus
Gladiolus
Gypsophila
Prunus
Quercus
Rosa
Salix
Syringa
Vitis

2. Verse vruchten van:

Citrus
Cydonia
Malus
Prunus
Pyrus

3. Hout van:

Castanea
Quercus

4. Groeimedium als zodanig, geheel of gedeeltelijk bestaande uit grond of vaste organische stoffen zoals plantedelen, turf of schors bevattende humus, doch niet uitsluitend bestaande uit turf.

5. Zaaizaad.

6. Levende planten zoals hierna vermeld en voorkomende onder de hierna vermelde G.N.-code van de douanenomenclatuur, gepubliceerd in het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 7 september 1987.

G.N.-code en omschrijving

0601 20 30: Bollen, bloembollen, knoeilen, wortelknollen en wortelstokken, in blad of in bloei: orchideeën, hyacinten, narcissen, tulpen
0601 20 90: Bollen, bloembollen, knollen, wortelknollen en wortelstokken, in blad of in bloei: andere

4. Gemeinsame Erklärung zu Artikel 121

In Übereinstimmung mit dem Gemeinschaftsrecht verzichten die Vertragsparteien auf die nach Gemeinschaftsrecht vorgesehenen Untersuchungen und die Vorlage von Pflanzengesundheitszeugnissen für die Pflanzen oder Pflanzenerzeugnisse, die

a) unter Nummer 1 aufgeführt sind oder

b) unter Nummer 2 bis 6 aufgeführt sind und ihren Ursprung in einem der Vertragsstaaten haben.

1. Schnittblumen und Pflanzenteile zu Zierzwecken von:

Castanea
Chrysanthemum
Dendranthema
Dianthus
Gladiolus
Gypsophila
Prunus
Quercus
Rosa
Salix
Syringa
Vitis

2. Frische Früchte von:

Citrus
Cydonia
Malus
Prunus
Pyrus

3. Holz von:

Castanea
Quercus

4. Nährsubstrat, das ganz oder teilweise aus Erde oder einem festen organischen Stoff besteht, wie Pflanzenteile, Torf und Rinde mit Humus, die jedoch nicht nur aus Torf bestehen.

5. Saatgut

6. Lebende Pflanzen, wie nachstehend aufgeführt und aufgenommen in den GN-Kode der Zollnomenklatur, veröffentlicht in dem Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften vom 7. September 1987.

G.N.-Kode und Beschreibung

0601 20 30: Bulben, Zwiebeln, Knollen, Wurzelknollen und Wurzelstöcke, im Wachstum oder in Blüte, Orchideen, Hyazinthen, Narzissen und Tulpen
0601 20 90: Bulben, Zwiebeln, Knollen, Wurzelknollen und Wurzelstöcke, im Wachstum oder in Blüte: andere

0602 30 10: *Rhododendron simsii* (*Azalea indica*)

0602 99 51: Plantes de plein air: plantes vivaces

0602 99 59: Plantes de plein air: autres

0602 99 91: Plantes d'intérieur: plantes à fleurs en boutons ou en fleur, à l'exception des cactées

0602 99 99: Plantes d'intérieur: autres

5. Déclaration commune concernant les politiques nationales en matière d'asile

Les Parties Contractantes procéderont à un inventaire des politiques nationales en matière d'asile, en vue d'en rechercher l'harmonisation.

6. Déclaration commune concernant l'article 132

Les Parties Contractantes informent leurs parlements nationaux de la mise en œuvre de la présente Convention.

Fait à Schengen, le dix-neuf juin mil neuf cent quatre-vingt-dix, dans les langues allemande, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, qui remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement de la République française

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

0602 30 10: *Rhododendron simsii* (*Azalea indica*)

0602 99 51: Planten voor open grond: vaste planten

0602 99 59: Planten voor open grond: andere

0602 99 91: Kamerplanten: bloeiende planten in knop of bloem; met uitzondering van cactussen

0602 99 99: Kamerplanten: andere

5. Gemeenschappelijke verklaring inzake nationaal asielbeleid

De Overeenkomstsluitende Partijen zullen een inventaris opmaken van het nationale beleid inzake het asielrecht met het oog op het streven naar harmonisatie.

6. Gemeenschappelijke verklaring inzake artikel 132

De Overeenkomstsluitende Partijen informeren hun nationale Parlementen over de uitvoering van deze Overeenkomst.

Gedaan te Schengen, op negentien juni negentienhonderdnegentig, in de Duitse, de Franse en de Nederlandse taal, zijnde de teksten in elk van deze talen gelijkelijk authentiek, in een origineel dat zal worden nedergelegd bij de Regering van het Groothertogdom Luxemburg, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift daarvan aan alle Overeenkomstsluitende Partijen toezendt.

Voor de Regering van het Koninkrijk België

Voor de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland

Voor de Regering van de Franse Republiek

Voor de Regering van het Groothertogdom Luxemburg

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden

0602 30 10: *Rhododendron simsii* (*Azalea indica*)

0602 99 51: Freilandpflanzen: Freilandstauden

0602 99 59: Freilandpflanzen: andere

0602 99 91: Zimmerpflanzen: Blütenpflanzen mit Knospen oder Blüten, ausgenommen Kakteen

0602 99 99: Zimmerpflanzen: andere

5. Gemeinsame Erklärung in bezug auf die nationale Politik im Asylbereich

Die Vertragsparteien werden eine Bestandsaufnahme ihrer nationalen Politik im Bereich des Asyls vornehmen im Hinblick auf das Bestreben einer Harmonisierung.

6. Gemeinsame Erklärung zu Artikel 132

Die Vertragsparteien unterrichten ihre nationalen Parlamente über die Anwendung dieses Übereinkommens.

Geschehen zu Schengen, am neunzehnten Juni neunzehnhundertneunzig, in deutscher, französischer und niederländischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist, in einer Urschrift, die bei der Regierung des Großherzogtums Luxemburg hinterlegt wird; diese übermittelt jeder Vertragspartei eine beglaubigte Abschrift.

Für die Regierung des Königreichs Belgien

Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

Für die Regierung der Französischen Republik

Für die Regierung des Großherzogtums Luxemburg

Für die Regierung des Königreichs der Niederlande

DECLARATION
COMMUNE

des Ministres et Secrétaires d'Etat
réunis à Schengen
le 19 juin 1990

Les Gouvernements des Parties Contractantes de l'Accord de Schengen entameront ou poursuivront des discussions notamment dans les domaines suivants:

— amélioration et simplification de la pratique en matière d'extradition;

— amélioration de la coopération en ce qui concerne les poursuites contre les infractions en matière de circulation routière;

— régime de la reconnaissance réciproque des déchéances du droit de conduire des véhicules à moteur;

— possibilité d'exécution réciproque des peines d'amendes;

— établissement de règles concernant la transmission réciproque des poursuites pénales, y compris la possibilité du transfèrement de la personne prévenue vers son pays d'origine;

— établissement de règles concernant le rapatriement de mineurs qui ont été soustraits illicitement à l'autorité de la personne chargée d'exercer l'autorité parentale;

— poursuite de la simplification des contrôles dans la circulation commerciale des marchandises.

Fait à Schengen, le dix-neuf juin mil neuf cent quatre-vingt-dix, dans les langues allemande, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé auprès du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, qui remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement
de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement
de la République française

Pour le Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement
du Royaume des Pays-Bas

GEMEENSCHAPPELIJKE
VERKLARING

van de Ministers en Staatssecretarissen
in vergadering bijeen te Schengen,
afgelegd te Schengen op 19 juni 1990

De Regeringen van de Overeenkomstsluitende Partijen van het Akkoord van Schengen zullen in het bijzonder over de onderstaande onderwerpen besprekingen openen of voortzetten:

— verbetering en vereenvoudiging van de uitleveringspraktijk;

— verbetering van de samenwerking bij vervolging van verkeersovertredingen;

— opstelling van regels betreffende de wederzijdse erkenning van ontzeggingen van de bevoegdheid tot het besturen van motorvoertuigen;

— mogelijkheid van wederzijdse tenuitvoerlegging van geldstraffen;

— opstelling van regels betreffende de wederzijdse overdracht van strafvervolgingen, met inbegrip van de mogelijkheid van overdracht gepaard gaande met de overbrenging van de verdachte naar zijn land van herkomst;

— opstelling van regels betreffende de teruggeleiding van minderjarigen die wederrechtelijk zijn onttrokken aan het gezag van degene die met de uitoefening van de ouderlijke macht is belast;

— verdere vereenvoudigingen van de controles op het onderlinge handelsgoederenverkeer.

Gedaan te Schengen, op negentien juni negentienhonderdnegentig, in de Duitse, de Franse en de Nederlandse taal, zijnde de teksten in elk van deze talen gelijkelijk authentiek, in een origineel dat zal worden nedergelegd bij de Regering van het Groothertogdom Luxemburg, die een vooreensluitend gewaarmerkt afschrift daarvan aan alle Overeenkomstsluitende Partijen toezendt.

Voor de Regering
van het Koninkrijk België

Voor de Regering
van de Bondsrepubliek Duitsland

Voor de Regering
van de Franse Republiek

Voor de Regering
van het Groothertogdom Luxemburg

Voor de Regering
van het Koninkrijk der Nederlanden

GEMEINSAME
ERKLÄRUNG

der in Schengen am 19. Juni 1990
zusammgekommenen Minister
und Staatssekretäre:

Die Regierungen der Vertragsparteien des Schengener Übereinkommens werden insbesondere über folgende Punkte Besprechungen einleiten oder fortsetzen:

— Verbesserung und Erleichterung der Auslieferungspraxis;

— Verbesserung der Zusammenarbeit bei der Verfolgung von Verkehrsordnungswidrigkeiten;

— Erarbeitung von Regeln für die gegenseitige Anerkennung der Entziehung der Fahrerlaubnis;

— Möglichkeit der gegenseitigen Vollstreckung von Geldstrafen und Geldbußen;

— Erarbeitung von Regeln über die gegenseitige Übertragung der Strafverfolgung einschließlich der Möglichkeit der Überstellung des Verdächtigen in sein Herkunftsland;

— Erarbeitung von Regeln über die Rückführung von Minderjährigen, die widerrechtlich der Aufsicht der mit der elterlichen Gewalt betrauten Personen entzogen wurden;

— Weitere Erleichterungen der Kontrollen im gewerblichen Warenverkehr.

Geschehen zu Schengen, am neunzehnten Juni neunzehnhundertneunzig, in deutscher, französischer und niederländischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist, in einer Urschrift, die bei der Regierung des Großherzogtums Luxemburg hinterlegt wird; dieses übermittelt jeder Vertragspartei eine beglaubigte Abschrift.

Für die Regierung
des Königreichs Belgien,

Für die Regierung
der Bundesrepublik Deutschland,

Für die Regierung
der Französischen Republik,

Für die Regierung
des Großherzogtums Luxemburg,

Für die Regierung
des Königreichs der Niederlande,